Explorations et enracinements français en Ontario, 1610-1978

ESQUISSE HISTORIQUE ET RESSOURCES DOCUMENTAIRES

86-06136/

Remerciements

Le ministère de l'Éducation remercie les personnes qui l'ont autorisé à reproduire les photographies, les cartes et les citations contenues dans cet ouvrage.

Table des sigles

CRCCF : Centre de recherche en civilisation canadienne-française de l'Université d'Ottawa.

DBC : Dictionnaire biographique du Canada.

SHNO : Société historique du Nouvel-Ontario.

Ministère de l'Éducation
Ontario

Le docteur Bette Stephenson, ministre
Harry K. Fisher, sous-ministre

Table des matières

Préface iii

Introduction iii

CHAPITRE 1

Les Pays d'en haut : de l'Outaouais aux Rocheuses 1
La France en Amérique 2
Au-delà de l'Outaouais 3
La bataille du Nord 6
La route du Haut-Saint-Laurent 9
La Nouvelle-France aux avant-postes de défense 14
Apostolat missionnaire 20
Population et peuplement 29

CHAPITRE 2

Le Sud : développement et enracinements français 31
Nouveau drapeau et nouveaux arrivants : les Loyalistes 32
Le Sud et les isolats francophones 38
Développement général 38
La présence française 51

CHAPITRE 3

L'Est et les concentrations francophones 73
Délimitation géographique 74
Protection des frontières et peuplement britannique 76
Un projet militaire : le canal Rideau 77
Exploitation forestière et colonisation 81
Modification de la composition ethnique de l'Est 83
Ottawa : d'un «village subarctique de bucherons» à une «cabine de pilotage politique» 92
Aux portes du Nord : de l'Outaouais à la baie Georgienne 96

CHAPITRE 4

Le Nord et les maillons d'une chaîne de peuplement francophone 99
Délimitation géographique 100
L'axe Mattawa-North Bay-Sudbury-Winnipeg 107
Mattawa, plaque tournante vers le nord et l'ouest 107
La plaine du Nipissing et le bassin de Sudbury 112
Vers Winnipeg le long du chemin de fer du Canadien Pacifique : Chapleau-Thunder Bay-Kenora; Blind River-Sault-Sainte-Marie 124
L'axe Mattawa-North Bay-Cochrane-Winnipeg 127
Le Témiscamingue 127
La région minière de Timmins-Kirkland Lake 133
Le grand *Clay Belt* : vers Winnipeg le long du *National Transcontinental* 136

Récapitulation 149

Ressources complémentaires 151

Index 155

Cartes

Carte de la rivière du Détroit 16
Plan du fort Rouillé, 1750-1759 18
Carte de la Huronie 21
La présence française en Ontario 36
Le Sud 52
L'Est 74
Peuplement des terres des comtés de Russell, Prescott, Glengarry et Stormont, 1871 87
Peuplement des terres des comtés de Russell, Prescott, Glengarry et Stormont, 1905 87
Frontières septentrionales, 1867-1889 100
Terres de l'Ontario destinées à la colonisation 101
Vue d'ensemble du tracé des chemins de fer 102
Le Nord 105
L'étendue du désastre 131
Clay Belt ontarien et québécois 136

Photographies

Entrée principale du fort Kingston sur l'emplacement de l'ancien fort Frontenac ou Cataracoui 12
Plaque historique rappelant l'établissement de pionniers français dans la région de Windsor 28
Pointe-aux-Roches, Essex 43
La Presse-Frontière 57
Chantier de construction du canal Welland, 1927 61
Église de la paroisse Sacré-Coeur 69
Toronto à l'angle des rues King et Don, 1900 70
Scierie à Hawkesbury, 1865 80
Ottawa : vue de la basse-ville, 1862 84
Cornwall : le complexe de la *Courtauld's Canada Ltd*, 1935 90
Ottawa : la rue Dalhousie, 1881 93
Mattawa, vers 1906 110
Sudbury à ses débuts 114
Sudbury, centre d'exploitation minière 120
Haileybury, Ontario, avant la conflagration de 1922 132
Construction du *National Transcontinental*, vers 1910 137
L'hôpital de Hearst, vers 1912 146

Tableaux

Volume des exportations annuelles de fourrures en France 5
Valeur d'échange du castor à Albany et Montréal 9
Population comparée de la Nouvelle-France, de l'Acadie et des Pays d'en haut 30
Données linguistiques, trois grandes regions ontariennes, 1971 37
Importance relative de la population francophone, quelques agglomérations urbaines et comtés du Sud, 1971 53
Augmentation numérique du groupe ethnique français et de la population totale à Toronto 71
Population française et francophone dans Wentworth et Ontario, 1941-1961 72
Importance relative de la population francophone, cinq comtés de l'Est, 1971 75
Importance relative de la population francophone, quelques agglomérations urbaines de l'Est, 1971 75
Importance relative de la population francophone, cinq comtés du Nord, 1971 106
Importance relative de la population francophone, quelques agglomérations urbaines du Nord, 1971 106
Composition ethnique de la région du Nipissing et du bassin de Sudbury 115

Préface

À la demande du ministère de l'Éducation de l'Ontario, le Centre de recherche en civilisation canadienne-française de l'Université d'Ottawa a réalisé le présent guide de ressources à l'usage des enseignants. L'ouvrage veut répondre à un besoin des enseignants et des Franco-Ontariens en général curieux de leurs «racines». Aux autres francophones du pays et aux Canadiens de langue anglaise soucieux de mieux connaître le fait français en Ontario, il apportera aussi, nous osons l'espérer, des éléments utiles d'information et d'explication.

L'esquisse historique porte essentiellement sur le peuplement et la vie économique des Franco-Ontariens de 1610 à 1978. La pertinence d'une telle synthèse n'a pas besoin d'une longue défense. En effet, si l'histoire des luttes scolaires de l'Ontario français a donné lieu à de belles et solides études depuis Lionel Groulx jusqu'à Robert Choquette en passant par Ramsay Cook et Michael Oliver, l'histoire de la vie matérielle des Franco-Ontariens reste toutefois encore trop inconnue et méconnue.

Les auteurs ont mis un soin particulier à intégrer à leur synthèse des monographies comme celles préparées sous les auspices de la Société historique du Nouvel-Ontario et des études d'histoire générale sur l'Ontario et sur l'Amérique française.

Archiviste au Centre de recherche en civilisation canadienne-française de l'Université d'Ottawa de 1974 à 1979, Jacques Grimard connaît bien les archives et la production historiographique. Maître ès arts (en histoire) de l'Université de Sherbrooke, il est docteur en histoire de l'Université de Paris IV.

Né à Hearst, Gaetan Vallières a poursuivi des études au collège de l'endroit puis à l'Université de Montréal. Il détient un diplôme de maîtrise ès arts en histoire de l'Université d'Ottawa. Il a rempli le rôle de secrétaire du Groupe d'étude des arts dans la vie franco-ontarienne, de janvier 1976 à septembre 1977. En 1978-79, il a été coordonnateur d'un groupe de recherche pour la préparation de matériel pédagogique sur l'Ontario français.

Nous osons croire que cet instrument de travail servira à la fois à une meilleure connaissance du passé et du présent franco-ontarien, ontarien et canadien-français.

Pierre Savard
directeur du
Centre de recherche
en civilisation
canadienne-française
de l'Université d'Ottawa

Introduction

Cet ouvrage est le premier d'une série de documents d'appui destinés à faire connaître l'évolution et l'état actuel de la collectivité franco-ontarienne. Il ne prétend pas fournir des données inédites ou apporter des solutions aux problèmes culturels vécus à l'heure présente par la communauté francophone de l'Ontario. *Il met essentiellement l'accent sur l'histoire :* sur un temps fini qui va depuis la remontée de l'Outaouais par les Européens, à l'aube du XVII[e] siècle, jusqu'aux profonds bouleversements qui affectent le monde occidental dans cette deuxième moitié du XX[e] siècle. Ceci dit, il ne prétend pas couvrir tous les aspects du passé franco-ontarien : il n'insiste pas, par exemple, sur les luttes épiques engagées vers la fin du siècle dernier pour la sauvegarde de la langue française et de la foi catholique. Non pas qu'il faille renier ces longs et âpres combats qui pèsent encore lourd sur notre vision de l'hier franco-ontarien. Ils pourront être évoqués ultérieurement lorsqu'il s'agira de regarder vivre de l'intérieur les communautés franco-ontariennes. À ce stade-ci, il importe plus, à notre sens, d'identifier un cadre de vie, de regarder en somme les Franco-Ontariens pendant qu'ils en sont à explorer leur espace et à s'y enraciner.

Ce document n'est pas cependant un manuel d'histoire de l'Ontario français. Il s'agit plutôt d'un instrument de travail qui tient à la fois de la synthèse historique, du répertoire des ressources et du recueil de textes. Conçu à l'intention des maîtres et des curieux de l'histoire, il entend suggérer des éléments d'explication et signaler au lecteur des points de repère : disposer en quelque sorte des balises dans ce vaste champ d'étude que constituent le passé et le présent franco-ontariens.

S'il est vrai, comme a pu affirmer l'historien Robert Choquette, que «l'histoire de l'Ontario français reste à faire», le chercheur, l'enseignant et l'amateur d'histoire n'en disposent pas moins à l'heure actuelle d'une abondante documentation. Les centaines de titres d'ouvrages, de rapports et d'articles de journaux ou revues relevés par les bibliographes au cours des dernières années en font éloquemment la preuve. Ainsi, pour qui s'intéresse à l'Ontario sous le Régime français, il est relativement facile de glaner des informations pertinentes, soit dans les recueils de documents imprimés, soit encore dans les travaux d'histoire économique, religieuse, sociale et politico-militaire des spécialistes de la période. Ici, des ouvrages généraux comme celui d'Émile Salone intitulé *La Colonisation de la Nouvelle-France* et des monographies comme celle de William J. Eccles *Frontenac : The Courtier Governor* s'avèrent de précieuses sources d'informations. Par ailleurs,

la documentation n'est pas moins riche lorsqu'il s'agit de mettre en lumière les grandes étapes du développement de l'industrie forestière, de dresser le bilan de la croissance des secteurs miniers et agricoles ou encore de suivre l'évolution du mouvement de la colonisation au cours du dernier siècle. Là encore, les études des historiens de la vie politique, économique ou sociale – pensons à titre d'exemple aux ouvrages de Lower : *Settlement and the Forest Frontier in Eastern Canada* et de Nelles : *The Politics of Development, Forest, Mines and Hydro-electric Power in Ontario, 1849-1941* – les rapports d'enquêteurs, les éditoriaux de journaux, les revues, les narrations de voyages et les monographies paroissiales peuvent se révéler très utiles.

Toutes ces informations se présentent cependant comme autant de fragments épars de la connaissance de l'Ontario français. Perdues en quelque sorte dans une multitude de travaux, elles sont peu ou mal connues, difficilement accessibles et exigent un traitement nouveau en fonction d'une analyse de la réalité franco-ontarienne. Il était donc urgent que soit remis en valeur et réuni dans le cadre d'une synthèse cet acquis documentaire. C'est là le double objectif de cet ouvrage.

Sa préparation n'a pas été sans poser quelques difficultés au niveau méthodologique car il ne suffisait pas, pour atteindre le double but évoqué antérieurement, de dresser une liste, voire même de commenter les ressources documentaires disponibles. Il fallait aussi, pour emprunter une expression familière aux historiens, «les faire parler», les appeler à témoigner. D'où l'aspect polyvalent de ce travail comprenant à la fois une esquisse de l'histoire de l'Ontario français, des indications bibliographiques et des textes d'appoint, auxquels s'ajoutent une liste de ressources complémentaires et un index. Nous espérons seulement que l'intérêt des informations fera oublier au lecteur la présentation un peu hétérogène.

On voudra bien noter qu'au regard de la situation démolinguistique des Franco-Ontariens au cours de la dernière décennie, nous nous en sommes reportés à des auteurs dont les études s'appuient sur les données du recensement de 1971. Celles-ci sont particulièrement riches du fait qu'elles fournissent des précisions sur l'origine ethnique, la langue maternelle et la langue d'usage des citoyens. On pourra, si on désire confronter les données recueillies en 1971 à celles enregistrées au cours du relevé de 1976, consulter l'*Annuaire franco-ontarien 1980-1981* publié par le Conseil des affaires franco-ontariennes. On tiendra cependant compte de ce que les statistiques intra-décennales n'indiquent ni l'origine ethnique ni la langue d'usage. Enfin, on gardera en tête que les régions de référence de l'*Annuaire* ne sont pas tout à fait les mêmes que celles des auteurs que nous citons.

Dans le but de respecter l'authenticité et la couleur locale des témoignages cités dans cet ouvrage, nous avons choisi de les «faire parler» dans leur langue originale, soit l'anglais, le français ou l'ancien français.

Enfin, les listes d'indications bibliographiques ne sont pas présentées selon l'ordre alphabétique. En général, sont d'abord cités les ouvrages qui, de l'avis des auteurs, sont les plus pertinents. Suivent d'autres titres qui permettent d'approfondir le sujet ou encore qui contiennent de l'information plus diffuse.

Chapitre I

Les Pays d'en haut : de l'Outaouais aux Rocheuses

La France en Amérique

Lorsqu'au début du XVII[e] siècle, Samuel de Champlain et ses éclaireurs prennent contact avec les tribus amérindiennes du territoire actuel de l'Ontario, la France n'en est pas à ses premières expériences sur le continent nord-américain. Un siècle plus tôt, François I[er] s'est montré intéressé et a même commandité les expéditions de Giovanni da Verrazano (1524), Jacques Cartier (1534-1542) et La Roque de Roberval (1543). Mais les guerres de religion imposent bientôt un temps d'arrêt à ces voyages officiels conçus et réalisés dans le but de trouver un passage direct vers l'Asie : vers l'or et les épices. Par la suite, à l'instigation de l'amiral de Coligny, un petit groupe d'huguenots vient chercher refuge sur la côte floridienne (1562-1565). Puis à l'instar des Portugais et des Espagnols, les pêcheurs de la côte ouest française continuent de fréquenter les grands bancs de Terre-Neuve et d'en rapporter morues – salées ou séchées – et fourrures.

À la fin des guerres de religion (1560-1598), la France reprend la route de l'Amérique, déterminée cette fois à y affirmer sa présence par des établissements permanents. En 1603, François Gravé du Pont, accompagné de Samuel de Champlain, remonte la «rivière du Canada» jusqu'à Hochelaga et s'avance dans la Richelieu jusqu'aux rapides de Saint-Ours. Mais les premiers groupes de colons sont installés sur la côte atlantique, à l'île Sainte-Croix (1604) puis à Port-Royal (1605). Champlain revient toutefois dans

---

Nombreux sont les historiens, européens et nord-américains, qui se sont intéressés aux Grandes découvertes. Les quelques titres suggérés ici permettent de cerner la question :

Chaunu, Pierre. *Conquête et exploitation des nouveaux mondes (16[e] siècle)*. Coll. «Nouvelle Clio», 2[e] éd., Paris, Presses Universitaires de France, 1977. 448 p.

Mahn-Lot, Marianne. *La découverte de l'Amérique*. Coll. «Questions d'histoire» n[o] 18, Paris, Flammarion, 1970. 142 p.

Pary, J.H. *The Age of Reconnaissance*. New York, The New American Library Inc., 1963. 383p.

Renouvin, Pierre, dir. *Les Temps Modernes : de Christophe Colomb à Cromwell*. Vol. 2 de *Histoire des relations internationales*. Paris, Librairie Hachette, 1953. p. 30-52, 209-220.

Groulx, Lionel. *La découverte du Canada*. Montréal, Fides, 1966. 191 p.

Lanctôt, Gustave. *Histoire du Canada des origines au régime royal*. Montréal, Librairie Hachette, 1960. 460 p.

Trudel, Marcel. *Les vaines tentatives, 1524-1603*. Coll. «Histoire de la Nouvelle-France» n[o]1, Montréal et Paris, Fides, 1971. 307 p. Dans cet ouvrage richement documenté, l'auteur fournit des précisions bibliographiques sur les premières entreprises d'exploitation.

Sur le retour de la France au nord de l'Amérique, on lira avec beaucoup d'intérêt :

Trudel, Marcel. *Le comptoir, 1604-1627*. Coll. «Histoire de la Nouvelle-France» n[o]2, Montréal et Paris, Fides, 1971. p. 1-149.

À propos des premiers établissements acadiens, le fascicule suivant fournit aussi d'utiles renseignements :

Entremont, Clarence-J., d'. *Petit manuel d'histoire d'Acadie*. Moncton, La Librairie Acadienne, 1976. p. 4-10.

le Saint-Laurent en 1608, à titre de lieutenant du sieur de Monts, et tente un premier hivernement à la «pointe de Québec». À peine a-t-il assuré les bases de son établissement,qu'il reprend la route des explorations. À l'été 1609, il est au pays des Iroquois et parvient au grand lac auquel il laisse son nom. Deux ans plus tard, il pousse plus à l'ouest et se rend jusqu'au Sault-Saint-Louis (Lachine). Puis en 1613, date importante de l'histoire ontarienne, il se met en route vers le pays des Algonquins.

Au-delà de l'Outaouais

Parti du Sault-Saint-Louis, Champlain remonte l'Outaouais, qui deviendra plus tard la grande route commerciale de l'Ouest, jusqu'à l'île-aux-Allumettes (en face de l'emplacement actuel de Pembroke).

Premier Européen dont la description détaillée de la vallée de l'Outaouais soit parvenue jusqu'à nous, Champlain n'est cependant pas le premier à s'engager sur la route des Pays d'en haut. En 1610, un «jeune garçon» chez qui les historiens s'accordent à reconnaître Étienne Brûlé, parvient au pays des Hurons, au sud de la baie Georgienne, en passant par l'Outaouais, la Mattawa, le lac Nipissing et la rivière des Français. Cinq ans plus tard, il est à l'embouchure de l'Humber, sur l'emplacement actuel de Toronto, dans le cadre d'une mission qui devait le conduire au pays des Andastes, au sud du lac Ontario.

Les études sur Champlain sont nombreuses. Outre les travaux généraux sur l'histoire canadienne et l'ouvrage de Marcel Trudel cité plus haut, on lira :

Trudel, Marcel. «Champlain» dans *DBC*, vol. 1. p. 192-204.

Bishop, Morris. *Champlain. The Life of Fortitude*. Coll. «The Carleton Library» n° 4, 2e éd., Toronto, McClelland and Stewart Ltd., 1963. 308 p.

Sur ses premiers voyages et contacts avec la civilisation amérindienne, Champlain a lui-même laissé de précieux écrits réunis dans une récente édition :

Oeuvres de Champlain, présenté par Georges-Émile Giguère. 3 vol., Montréal, Éditions du Jour, 1973. Pour la période antérieure à 1613, voir les pages 59 à 456 du premier volume.

Passant devant les chutes Rideau, Champlain s'émerveille de la beauté du paysage. Il écrit :

«À l'emboucheure d'icelle* il y en a vne autre** qui vient du Sud, où à son entrée il y a vne cheute d'eau admirable : car elle tombe d'vne telle impetuosité de 20. ou 25. brasses de haut, qu'elle faict vne arcade, ayant de largeur prés de 400. pas. Les sauuages passent dessous par plaisir sans se mouiller que du poudrin que fait ladite eau. Il y a vne isle au milieu de la dicte riuiere, qui est comme tout le terroir d'alentour, remplie de pins & cedres blancs : Quand les Sauuages veulent entrer dans la riuiere, ils montent la montagne en portant leurs Canots, & font demye lieuë par terre. Les terres des enuirons sont remplies de toute sorte de chasse, qui faict que les Sauuages s'y arrestent plus tost (. . .).»

* La rivière Gatineau
** La rivière Rideau

Oeuvres de Champlain, présenté par Georges-Émile Giguère. Montréal, Éditions du Jour, 1973. Vol. 1. p. 448. Pour une narration complète du voyage de 1613, parcourir les pages 438 à 473.

À propos d'Étienne Brûlé, voir l'article de :

Jurgens, Olga. «Brûlé, Étienne» dans *DBC*, vol. 1. p. 134-136.

La biographie la plus complète demeure encore celle de :

Butterfield, C.W. *History of Brûlé's Discoveries and Explorations 1610-1626 (. . .)*. Cleveland, The Helman-Taylor Co., 1898. Grand Rapids (Michigan) Réédité par B.L.B. Black Letter Press, 1974. 184 p. Voir entre autres la carte intitulée «Route of Brûlé to and from the Huron Country, 1610-1611».

Vers la même époque d'autres Français s'enfoncent dans les forêts ontariennes, adoptent le mode de vie des aborigènes et se familiarisent avec leurs langues. Signalons par exemple le nom de Nicolas Marsolet qui vers 1620 fréquente régulièrement la vallée de l'Outaouais. Ou encore celui plus connu de Jean Nicollet qui passe l'hiver 1618-1619 à l'Île-aux-Allumettes avant de séjourner durant neuf longues années chez les Népissingues, sur les bords du lac Nipissing. En 1634, il pousse plus à l'ouest et s'avance jusqu'au centre du continent nord-américain. Ces aventuriers se révèlent très tôt de précieux intermédiaires entre le monde blanc et la civilisation amérindienne, entre le marchand de fourrures et le chasseur.

On possède très peu de renseignements sur Marsolet, sauf la courte biographie de l'historien :

Vachon, André. «Marsolet de Saint-Aignan, Nicolas» dans *DBC*, vol. 1, p. 504-506.

À propos de Jean Nicollet, voir :

Hamelin, Jean. «Nicollet de Belleborne, Jean» dans *DBC*, vol. 1, p. 527-529.

Hébert, Gérard. «Jean Nicolet, Le premier blanc à se rendre au Lac Nipissing», dans *Jean Nicolet, Nicolas Parent, Toronto*, Coll. «Documents historiques» nº 13, Sudbury, SHNO, 1947, p. 8-24.

Il n'y a pas lieu dans ce travail de s'attarder sur les tribus amérindiennes avec lesquelles explorateurs, coureurs de bois, missionnaires et militaires entrent en contact à l'époque de la Nouvelle-France. Pour en savoir davantage sur la localisation et sur le processus de désagrégation des civilisations autochtones, on pourra se référer à :

Biraben, J.N. «Le peuplement du Canada français» dans *Annales de démographie historique, 1966*. Paris, Sirey, 1967, p. 106-112.

Parent, Raynald. «L'effritement de la civilisation amérindienne» dans *Histoire du Québec*, de Jean Hamelin, dir. Coll. «Univers de la France et des pays francophones», Toulouse, Édouard Privat, 1976, p. 28-58.

Rousseau, Jacques et George W. Brown. «Les Indiens du Nord-Est de l'Amérique» dans *DBC*, vol. 1, p. 5-16.

Trudel, Marcel. *Initiation à la Nouvelle-France*. Montréal et Toronto, Holt, Rinehart et Winston Ltée., 1968, p. 26-38.

Kerr, G.G. *Atlas historique du Canada. Édition métrique*. Don Mills, Éditions Nelson Ltée, 1979, p. 12-13.

Dechêne, Louise. *Habitants et marchands de Montréal au XVII^e siècle*. Coll. «Civilisations et mentalités», Paris et Montréal, Plon, 1974, p. 526-527. Voir la carte nº 2 intitulée «Les Territoires indigènes».

Pendant deux siècles, la fourrure, principalement celle du castor, commande l'intérêt des autorités coloniales et des marchands pour les régions situées à l'ouest de Montréal. En dépit des réticences de l'Église et de ceux à qui tient à coeur la colonisation de la vallée du Saint-Laurent, nombreux sont les coureurs de bois et les voyageurs qui parcourent les riches territoires à fourrures des Pays d'en haut. Empruntant la route ouverte au début du XVII[e] siècle par Champlain, Brûlé et Nicollet, ils opèrent d'abord à partir du pays des Hurons au sud de la baie Georgienne. Très tôt, cependant, la destruction de la Huronie (1649) par les Iroquois les amène à rechercher de nouveaux intermédiaires et à étendre leur champ d'action vers le nord et le sud.

Les chiffres suivants montrent bien l'importance du commerce des fourrures pour l'économie de la Nouvelle-France.

«Au XVII[e] siècle, écrit Louise Dechêne, le Canada n'exporte à peu près que des fourrures, et le castor occupe environ les ⅔ de ces cargaisons.»

Période	Volume des exportations annuelles en France (en livres-poids)
1647-1653	30 à 40 000
1664-1674	50 à 60 000
1675-1677	70 à 80 000
1677-1696	100 à 160 000
1696-1706	200 000
1706-1710	60 à 70 000
1722-1725	140 000 et plus

Dechêne, Louise. *Habitants et marchands de Montréal au XVII[e] siècle*. Coll. «Civilisations et mentalités», Paris et Montréal, Plon, 1974, p. 140-141.

Au XVIII[e] siècle, les peaux de castors, d'orignaux, d'ours, de martres, etc. occupent encore le premier rang des exportations.

«Les pelleteries constituaient l'article principal des exportations de la Nouvelle-France. Encore en 1739, nous savons qu'elles englobaient 70% de la valeur des exportations. Première industrie de la colonie par les bénéfices qu'elle procure . . .».

Hamelin, Jean. *Économie et société en Nouvelle-France*. 3[e] éd., Québec, Presses de l'Université Laval, 1970, p. 47. On lira avec profit le chapitre 11 de cet ouvrage intitulé «Le rôle du castor dans l'accumulation des capitaux».

Difficultés de reconstruction du réseau commercial des fourrures en Nouvelle-France après la destruction de la Huronie.

«The re-establishment and expansion of trade was limited by competition on two sides, from the north on Hudson Bay, and from the south by the Iroquois. The weak points of control of the fur trade on the St-Lawrence drainage basin were the low heights of land which separated the tributaries of the St-Lawrence from the rivers of the Atlantic – The Richelieu and the Hudson – and from the northern tributaries flowing into Hudson Bay – the Albany, the Moose, and Rupert rivers.»

Innis, Harold A. *The Fur Trade in Canada. An Introduction to Canadian Economic History*. Éd. revue, Toronto, University of Toronto Press, 1970, p. 45.

La bataille du Nord

Le Nord, vaste et riche réserve de fourrures, s'étend *grosso modo* depuis l'axe formé par la rivière Mattawa et la rivière des Français jusqu'à la baie d'Hudson et conduit à l'immense bassin des lacs Michigan, Supérieur et Huron. Pendant trois siècles, il demeure l'apanage des commerçants de fourrures. Voyageurs et coureurs de bois le sillonnent en tous sens, jetant les bases d'un vaste réseau de communications destiné à relier les fournisseurs autochtones aux commerçants de la vallée du Saint-Laurent.

Dès 1654, le célèbre coureur de bois, Médard Chouart des Groseilliers, auquel vient bientôt se joindre son beau-frère Pierre-Esprit Radisson, part en direction de la Huronie désertée et s'avance, par le lac Michigan, jusqu'au détroit de Michillimakinac. En 1659-1660, les deux aventuriers atteignent le nord du lac Supérieur. Peu après, ils parviennent à la baie d'Hudson pour le compte de l'Angleterre et participent à la création de la Compagnie de la baie d'Hudson.

La route des voyageurs.

«Par les fleuves, les rivières, les lacs, la route est ouverte aux voyageurs. Ils s'entassent avec leur pacotille dans des canots sauvages à trois places. Ils les manoeuvrent avec une vigueur, une adresse qui les égalent à leurs maîtres Outaouais et Iroquois. Mais quelle vie! À tous les portages avoir aux épaules l'embarcation et les marchandises. Sur les grands lacs plus de telles fatigues, mais un péril de tous les instants. Au moindre vent qui s'élève la coque de noix risque de culbuter. Enfin, et c'est là sans doute l'apprentissage le plus cruel, il faut apprendre à supporter la famine. Dès que le gibier manque, on est réduit aux racines.

«Si capricieuse que soit l'humeur des aventuriers, ils ont à accepter un itinéraire qui ne comporte qu'un petit nombre de variantes. Et la preuve que c'est bien là le grand chemin qu'il faut suivre, c'est qu'à tous ses carrefours ils trouvent installés les missionnaires : à Saint-Ignace dans le lac Huron; au Saut-Sainte-Marie à l'entrée du lac Supérieur; à saint François Xavier dans la baie des Puants, c'est-à-dire sur le Michigan.

«Les premières étapes sont bien faites pour décourager les moins énergiques. De l'Ottawa au Nipissingue par la Matawan, de la rivière des Français au lac Huron, c'est, à l'infini, la multiplication des rapides et, conséquemment, des portages. Il faut ensuite franchir le lac Huron sans s'arrêter. On a trop peu à récolter sur les deux rives de la baie Georgienne et dans l'île Manitoualin. Au delà, on a le choix entre deux routes. Celle du lac Supérieur est la moins tentante. Du Saut-Sainte-Marie au fond du lac elle ne donne rien au nord, et, au sud, ne donne que peu de chose. Il est vrai que plus loin on se dédommage, que l'on pousse, au nord-ouest, jusqu'au lac Michigan, ou, à l'ouest, vers les villages de Nadouessioux. De ce côté les plus aventureux se risquent au pays des Assiniboels. De toute manière il vaut mieux entrer dans le Michigan. De Michillimakinac on est tout de suite à la baie des Puants. C'est là, pour les traiteurs, la Terre promise. Les tribus riveraines Pouteoutamis, Malomines, Sakis, et, un peu plus loin dans l'intérieur, sur le chemin de Mississipi, les Outagamis, les pourvoient abondamment de robes précieuses. De la pointe sud du Michigan ils peuvent encore gagner les terres vierges des Miamis et des Illinois. On conçoit qu'un pareil voyage, aller et retour, dure longtemps. Ainsi de Montréal au Saut-Sainte-Marie et à Michillimakinac on compte une cinquantaine de jours. La navigation du lac Supérieur, où les vents arrêtent souvent les canots, quand ils ne les chavirent pas, exige deux mois et demi. Ajoutez-y le temps même de la traite et la halte forcée de l'hivernage, et, avec très peu d'école buissonnière, cela fera pour le coureur de bois entre deux ans, trois ans d'absence.»

Salone, Émile. *La colonisation de la Nouvelle-France. Étude sur les origines de la nation canadienne-française*. Paris, E. Guilmoto, 1905. Réédition Boréal, Trois-Rivières, Le Boréal Express, 1970. p. 253-254.

Le gouvernement colonial ne tarde pas à réagir et tente de neutraliser l'action de cette entreprise concurrente. En 1670, Jean Talon envoie l'officier François Daumont de Saint-Lusson à la recherche d'un passage vers le nord-ouest. Accompagné de Nicolas Perrot, celui-ci parvient à la mission jésuite du Sault-Sainte-Marie et obtient au roi de France la fidélité de quatorze nations indiennes. Huit ans plus tard, Daniel Greysolon Dulhut reprend la même route dans le but de conclure une entente définitive avec les tribus du nord et de l'ouest du lac Supérieur et de les empêcher de porter leurs fourrures chez les trafiquants anglais de la baie d'Hudson. Par la suite, poursuivant ses efforts de consolidation de la présence française au nord-ouest des Pays d'en haut, il fortifie Michillimakinac. Son frère Claude Greysolon de la Tourette établit, pour sa part, deux postes de traite au lac Nipigon et à Kaministiquia, toujours dans le but de nuire à l'activité commerciale de la Compagnie de la baie d'Hudson. En 1686, le chevalier de Troyes remonte l'Outaouais en compagnie de Pierre Le Moyne d'Iberville et s'attaque aux trois postes anglais de la baie d'Hudson : Monsoni, Rupert et Albany. Pendant près de trente ans, le Nord demeure le théâtre d'une guerre d'occupation entre Français et Anglais sans qu'aucun des adversaires ne parvienne à s'imposer définitivement.

Sur des Groseillers et Radisson dont on a prétendu qu'ils n'étaient pas étrangers au déclenchement du conflit anglo-français en Amérique, on lira :

Nute, Grace Lee. «Chouart des Groseilliers, Médard» dans *DBC*, vol. 1, p. 228-234.

———. «Radisson, Pierre-Esprit» dans *DBC*, vol. 2, p. 558-563.

Pour un aperçu de l'activité des combattants français dans cette guerre du Nord, on pourra lire :

Lamontagne, Léopold. «Daumont de Saint-Lusson, Simon-François» dans *DBC*, vol. 1, p. 255-257.

Perrault, Claude *et al.* «Perrot, Nicolas» dans *DBC*, vol. 2, p. 540-542.

Zoltvany, Yves. «Greysolon de la Tourette, Claude» dans *DBC*, vol. 2, p. 270-271.

———. «Greysolon Dulhut, Daniel» dans *DBC*, vol. 2, p. 271-274.

Pour un compte rendu détaillé de la campagne de la baie d'Hudson, voir :

Frégault, Guy. *D'Iberville le conquérant*. Montréal, Société des Éditions Pascal, 1944, p. 65-127.

Veut-on un exemple de cette guerre commerciale? Voici ce qu'écrit à cet égard Jean Laflamme :

«C'est à cette époque que commence à circuler, dans la région qui nous intéresse, un individu qui sera qualifié plus tard de «plus fameux traiteur du pays». Il se nomme Pierre Lamoureux, et se fait appeler le sieur de Saint-Germain. Parfait coureur des bois, marié à une fille des bois depuis 1670 environ, il a établi à son compte un poste de traite sur l'une des branches de la rivière Abitibi, plus précisément à la sortie du Lac Piscoutagami, avec un avant-poste au confluent de la rivière maîtresse. Son but avoué est de «couper presque tous les sauvages du Nord et les empescher de descendre à la Baye de Hudson». Pour le bénéfice de qui opère-t-il? Quels sont ses pourvoyeurs, ses associés, ses «engagés»? Voilà autant de questions auxquelles on ne peut répondre que par des conjectures.

«Un mémoire rédigé par des commissaires français affirmera en 1687 que le poste bâti par Saint-Germain date de 1673. Destiné à revendiquer la présence française dans le bassin hudsonien, ce document pourrait être taxé de partialité si la date précitée n'était corroborée par les archives de la compagnie anglaise.

En 1713, le bassin de la baie d'Hudson passe finalement sous contrôle anglais à la suite des traités d'Utrecht. Pour autant, les traiteurs français ne cessent pas de s'intéresser au riche potentiel du Nord-Ouest. Au milieu du XVIII[e] siècle, François-Étienne Cugnet y réalise même des profits qu'il affecte au financement d'une autre de ses entreprises : les forges du Saint-Maurice. Entre 1730 et 1743, les La Vérendrye jettent les bases d'un vaste empire commercial s'étendant depuis le lac Nipigon jusqu'aux Rocheuses.

Après la Conquête, les voyageurs canadiens, tantôt à la solde du groupe montréalais de la Compagnie du Nord-Ouest, tantôt pour le compte de la puissante Compagnie de la baie d'Hudson, continuent de parcourir les vastes régions de l'Ouest et d'en rapporter fourrures et pelleteries. À cette époque toutefois, ils ne fréquentent plus le bassin méridional des Grands Lacs qui depuis un bon moment déjà ne représente plus aucun intérêt aux yeux des trafiquants de fourrures. Au XVII[e] siècle par contre, la zone sud des Grands Lacs ne constitue pas seulement un réservoir à fourrures mais donne aussi accès aux riches réserves du centre du continent. Là comme au Nord, commerçants anglais et français se livrent une lutte commerciale acharnée.

Le journal de Nicolas Gorst mentionne en effet, au cours de l'hiver 1673-74, que «des Français sont venus faire un établissement en amont de la rivière Moose, à pas plus de huit jours de voyage de l'endroit où les Anglais traitent, espérant ruiner le commerce de ces derniers.»

Laflamme, Jean. «Naissance de la traite des fourrures en Abitibi au Témiscamingue, 1673-1708» dans *De l'Abitibi-Témiskaming*, de Maurice Asselin et Benoît-B. Gourd. Coll. «Les Cahiers du Département d'histoire et de géographie» n[o] 3, Rouyn, Collège du Nord-Ouest, 1976. p. 4-5.

Comme d'autres traiteurs français, Paul Guillet continue de s'intéresser au commerce des fourrures du Nord et établit ses bases dans la région du Témiscamingue. Quelques années plus tard son permis de traite est transféré à Joseph Fleury de la Gorgendière.

«The official description of Gorgendière's limits said that "the extent of the said Temiscamingue post shall be from the River Lièvre to Hudson's Bay in depth, and from the said River Lièvre to and including Lake Mepissingue in width". The Lièvre falls into the north side of the Ottawa River about fifteen miles east from Hull, so the present-day Gatineau country was all included within the lease. The delightfully hazy map which accompanied this licence, dated 1725, marks a boundary line running up through the country and another is drawn from the western end of Lake Nipissing, both of them stretching away northward to the mouth of the Moose River.

«Gorgendière's lease was cancelled in 1727, probably because the annual licence fee was too great, for Paul Guillet went back to the post for a short time, but paying only 4 000 livres annually. And Guillet's mother was a cousin of d'Iberville and also of Saint Hélène, which might have had something to do with it.

«Then, in 1747, the lease for Temiscamingue was transferred to Monsieur Cugnet, who was a land agent for the King and was trading also at the Kaministiquia and the Michipicoten posts of Lake Superior. He was a man of many enterprises, and the profits which he made from these posts were used in defraying the cost of developing the new iron works on the St. Maurice River.»

Pain, S.A. *The Way North*. Toronto, Ryerson Press, 1964. p. 35-36.

On obtiendra d'autres renseignements sur le fort Témiscamingue en lisant :

Beaudoin, Thérèse, Suzanne Boutin et Louise Lambert. «Aménagement et animation touristique de Fort Témiscamingue» dans *De l'Abitibi-Témiskaming*, de M. Asselin et B.-B. Gourd. Coll. «Les Cahiers du Département d'histoire et de géographie» n[o] 3, Rouyn, Collège du Nord-Ouest, 1976. p. 164-168.

La route du Haut-Saint-Laurent

Depuis le milieu du XVII[e] siècle, marchands anglais et hollandais d'Albany et de New York, alliés aux Iroquois, réussissent à drainer, via la vallée de l'Hudson-Mohawk, une part considérable du commerce des fourrures du sud des Grands Lacs. Mais les réserves s'épuisant rapidement, chasseurs et traiteurs sont très tôt amenés à élargir leur champ d'action vers le nord et vers l'ouest. La menace est d'autant plus sérieuse que les marchands d'Albany offrent des conditions d'échange plus avantageuses pour le fournisseur que ne le font ceux de Montréal. Iroquois, mais aussi coureurs de bois français – au grand dam du gouverneur de la Nouvelle-France – n'hésitent pas à y tirer leur profit. Les résultats sont éloquents : selon l'intendant de la colonie, qui écrit en 1670, les Iroquois transportent à Albany chaque année plus de 1 200 000 livres-poids de peaux de castor sèches.

Sur l'activité des La Vérendrye dans le Nord-Ouest ontarien, voir :

Champagne, Antoine. *Les La Vérendrye et le poste de l'Ouest*. Coll. «Les cahiers de l'Institut d'Histoire» n° 12. Québec, Presses de l'Université Laval, 1968. 589 p. Lire entre autres le chapitre III intitulé «L'appel de l'Ouest, 1726-1730».

Voir aussi la seconde édition du livre de Nellis M. Crouse, *La Vérendrye. Fur Trader and Explorer*. Port Washington, New-York et London, Kennikat Press, 1972. 2460 p.

Dans son *Atlas de la Nouvelle-France/An Atlas of New France* (Québec, Presses de l'Université Laval, 1968, p. 128-129), Marcel Trudel présente aussi une carte détaillée des «Explorations des La Vérendrye».

Valeur d'échange du castor à Albany et Montréal

Nature des marchandises	Orange (Albany)	Montréal
8 livres de poudre	1 castor	4 castors
1 fusil	2 castors	5 castors
40 livres de plomb	1 castor	3 castors
1 couverture de drap rouge	1 castor	2 castors
1 couverture blanche	1 castor	2 castors
4 chemises	1 castor	2 castors
6 paires de bas	1 castor	2 castors

APQ. *Documents relatifs à l'Histoire de la Nouvelle-France, première série*, vol. 4, p. 1329. Cité dans *Textes et documents pour servir à l'étude de l'histoire économique et sociale de la Nouvelle-France*, de André Lachance. Sherbrooke, Université de Sherbrooke, Département d'histoire, [s.d.]. p. 82.

Conscientes du danger, les autorités coloniales françaises lancent une série d'expéditions officielles dans le but de protéger la zone nord des lacs Érié et Ontario et d'étendre l'influence de la France en direction du sud-ouest, vers le Haut-Mississipi et l'Ohio. Ainsi, dès 1669, Robert Cavelier de La Salle met le cap à l'ouest dans le but de découvrir l'Ohio, mais il rebrousse chemin à l'entrée du lac Ontario. Les deux sulpiciens qui l'accompagnent, René Bréhant de Galinée et François Dollier de Casson poursuivent et démontrent la possibilité de communiquer entre les lacs Ontario, Érié et Huron.

Arrivés sur les rives du lac Érié, le 13 ou 14 octobre 1669, Dollier et Galinée s'émerveillent devant la richesse des vignes sauvages. Celui-ci écrit :

«Je vous diray en passant que la vigne ne vient ici que dans des sables, sur le bord des lacs et des rivières, mais quoyqu'elle n'ayt aucune culture, elle ne laisse pas de produire des raisins en grande quantité aussi gros et aussi doux que les plus beaux de France; nous en fismes mesme du vin, dont M. Dollier dit la Sainte-messe tout l'hiver, et il estoit aussi bon que le vin de Grave; c'est un gros vin noir comme celuy-là. On ne voit icy que des raisins rouges, mais en si grande quantité, que nous avons trouvé des endroits où on auroit fait facilement 25 ou 30 bariques de vin.»

Amené à passer l'hiver dans la région, Galinée s'étonne aussi de la douceur du climat :

«L'hyver fut fort rude par tout le Canada l'an 1669, surtout en février 1670. Cependant, les plus grandes neiges ne furent pas de plus d'un pied, qui commencèrent à couvrir la terre dans le mois de janvier, au lieu qu'à Montréal on en aperçoit pour l'ordinaire trois pieds et demi qui couvrent la terre pendant quatre mois de l'année. (. . .) [ici] l'hyver se passa avec toute la douceur possible.»

Bréhant de Galinée, René de. «(. . .) Explorations of the Great Lakes (. . .)». *The Ontario Historical Society Papers and Records*, 4(1903): 52-54.

À propos de Bréhant et Dollier, consulter :

Maurault, Olivier. «Bréhant de Galinée, René de» dans *DBC*, vol. 1, p. 129-130.

Mathieu, Jacques. «Dollier de Casson, François» dans *DBC*, vol. 2, p. 198-203.

Dans une longue lettre adressée à Colbert le 13 novembre 1673, Frontenac justifie l'établissement du fort Cataracoui :

« Vous vous souviendrez, Monseigneur, qu'il y a plusieurs années qu'on vous avait donné avis que les Anglais et les Hollandais faisaient tous les efforts imaginables pour détourner les Outaouacs, qui sont les nations d'où nous tirons toutes nos pelleteries, de nous les apporter et qu'ils voulaient les engager à venir à Ganacheskiagon, sur les bords du lac Ontario, où ils offraient de leur faire porter toutes les marchandises dont ils auraient besoin.

«L'appréhension qu'avaient les gouverneurs qui m'ont précédé que cela ne détruisit entièrement notre traite et l'envie d'ôter à nos voisins le grand profit qu'ils retiraient de celle qu'ils faisaient avec les Outaouacs par le moyen des Iroquois les avait fait songer à occuper quelque poste sur les bords de ce lac qui nous en pût rendre les maîtres; mais je ne sais si le grand éloignement ou l'appréhension des chemins qu'on faisait très difficiles et presque insurmontables ou quelques autres considérations que ne n'ai pas pénétrées les avaient ci-devant obligés d'en parler seulement sans se mettre en état de l'exécuter.

Dès son arrivée (1672), le gouverneur Frontenac se charge de raffermir la position de la Nouvelle-France sur son flanc sud. Les explorations de Louis Jolliet et de Robert Cavelier de La Salle dans la vallée du Mississipi (1672-1687) suscitent les plus grands espoirs chez les commerçants de fourrures; mais cette expansion posera par la suite de sérieuses difficultés au niveau de la défense de l'empire colonial français. De façon plus immédiate, Frontenac décide d'établir un poste sur le lac Ontario dans l'espoir de surveiller de plus près les Iroquois et de contrer plus efficacement la concurrence d'Albany-New York. Il fait donc construire un fort à Cataracoui (aujourd'hui Kingston) et y laisse en garnison une trentaine d'hommes.

«Néanmoins après avoir bien rêvé sur une carte que le sieur de la Salle m'avait envoyée de tout le lac, je pris résolution de m'aller poster à la rivière de Katarokoui, supposé que j'y trouvasse les terres bonnes et le lieu commode pour un établissement, jugeant que de cet endroit je pourrais voir passer les Sauvages qui en traversant le lac voudraient monter dans la rivière de Tanaδaté et ceux qui par des rivières qui sont au-dessous de l'embouchure du lac voudraient gagner les terres du Nord, ce que je ne pourrais pas faire, si je me postais plus haut comme à Oanneiouts ou à Kenté, ainsi que vous verrez aisément sur la carte que j'ai fait faire fort exactement du cours de la rivière Saint-Laurent depuis Montréal et de tous les deux bords du lac Ontario. L'on me proposait bien de m'aller poster du côté du Sud en un lieu que les Sauvages appellent la Famine et où ils s'assemblent tous au retour de leurs chasses, comme vous le verrez marqué sur la carte. Mais outre que ce poste étant fort proche des Agniers et des Anglais leur pouvait donner encore plus de jalousie, je jugeais qu'il serait plus difficile à soutenir parce qu'ils y pourraient venir par terre et qu'il était plus éloigné de nous.

. . . . . .

«Le fort que j'ai fait les obligera encore de persévérer dans ces bons sentiments, malgré qu'ils en aient, puisque vous pouvez aisément remarquer qu'on sera maître de tout le lac qui est aussi grand que le golfe de Venise en faisant bâtir une barque pour naviguer dessus pour la construction de laquelle j'ai déjà envoyé des charpentiers et par conséquent de tout le commerce que faisaient les Anglais et les Hollandais par le moyen des Outaouacs et qui n'était pas d'une si petite conséquence qu'il n'allât tous les ans à un nombre très considérable de pelleteries. Il est aisé même d'aller encore plus avant avec le temps, puisqu'en faisant une habitation à l'endroit que vous pouvez remarquer sur la carte où le lac Ontario se décharge dans le lac Érié et où il y a un portage d'environ un quart de lieue, on pourrait faire bâtir une autre barque sur le lac Érié avec laquelle on irait dans le lac des Hurons dans celui des Illinois, dans la baie des Puans et jusqu'au Sault Ste-Marie où commence le lac Supérieur, qui sont des espaces infinis et où la navigation est partant fort aisée.»

Rapport de l'Archiviste de la Province de Québec.
Québec, L.-A. Proulx, 1927. p. 36-40.

Dans la mesure où le gouverneur Frontenac prend lui-même une part active à la traite des fourrures, son geste n'est pas tout à fait désintéressé. Pas plus d'ailleurs que ne l'est celui d'un de ses associés, Robert Cavelier de La Salle, lorsqu'il demande que lui soit concédé à titre de seigneurie le fort et les terres avoisinantes. Car grâce à l'octroi de la concession seigneuriale à La Salle en 1675, Frontenac et ses partenaires s'assurent à toutes fins utiles le monopole français du commerce des fourrures du lac Ontario, au grand désespoir des marchands de Montréal qui ne cessent de se plaindre du déplacement vers le port de Québec des opérations commerciales.

Entrée principale du fort Kingston sur l'emplacement de l'ancien fort Frontenac ou Cataracoui.

APC PA 8886

Soucieux de consolider leur entreprise, Frontenac et La Salle entreprennent la construction d'un réseau de postes, dont un premier sur la rive droite de la rivière Niagara, d'abord nommé fort Conti, puis, par la suite, fort Niagara. Peu après, La Salle et Henri de Tonty érigent, non sans difficultés, les forts Miamis, Saint-Joseph, Crèvecoeur et Prudhomme, dans l'actuel *Mid-West* américain.

Pour un temps, Frontenac et ses associés parviennent à sevrer à la source les marchands d'Albany et de Montréal et à détourner à leur profit le commerce du centre du continent.

Un historien résume les termes de la concession de la seigneurie de Cataracoui à Robert Cavelier de La Salle.

«By the terms of the concession which La Salle received from the king, he was required to maintain a garrison of twenty men for two years at Fort Frontenac, to clear the land, to build a church within ten years, and to maintain a chaplain at the post in the meantime. In other words, it was regarded as a seigneury held under normal seigneurial tenure and La Salle received no monopoly rights on the fur trade in the area whatsoever, it being specifically stated that all habitants settling at the post had the right to trade with the Indian. Since La Salle had no intention of introducing settlers, this stipulation was a dead letter.»

Reproduit avec la permission de McClelland and Stewart Limited, Toronto.

Eccles, W.J. *Frontenac. The Courtier Governor*. Toronto, McClelland and Stewart, 1962. p. 80-81.

Notes historiques sur le fort Niagara.

«French fort at the mouth of Niagara river on the right bank. The first fort was built of logs and a palissade by La Motte for La Salle in 1678 for control of the fur trade. This fort was rebuilt by Denonville in 1686 and abandoned in 1688. It was again rebuilt under Vaudreuil in 1721 and a larger fort erected in 1755-1756 of stone. In September 1759 this fort surrendered to Sir Wm. Johnson. In Bougainville's list 1757 Fort Niagara is described as "the key of the upper country and a King's Post, – an earth fort which ought to be faced with stone. The present fort was constructed in 1755-56 by French troops under direction of M. Pouchot, Captain of the regiment of Béarn". Bougainville speaks of another fort "a little fort Niagara for entrepôt" which was probably "The little Portage fort", a King's post, on the left bank opposite Fort Niagara. It was always considered a strong fort.»

Reproduit avec la permission du ministre d'Approvisionnements et Services Canada.

Voorkis, Ernest. *Historic Forts and Trading Posts of the French Regime and of the English Fur Trading Companies*. Ottawa, Department of the Interior, 1930. p. 236.

La Nouvelle-France aux avant-postes de défense

Le système de surveillance que Frontenac et ses associés ont mis au point ne tarde pas à montrer des signes de faiblesse. Déjà en 1685-1686, marchands anglais et hollandais parviennent sans trop de difficultés dans la région du lac Supérieur et y font commerce avec les Indiens. Sensible à la nécessité de renforcer la ligne de protection française et de contenir les Iroquois au sud des lacs, le marquis de Denonville, gouverneur de la Nouvelle-France depuis 1685, suggère, mais en vain, d'établir un autre poste dans la région du Détroit.

La démarche entreprise en ce sens par Antoine Laumet, dit De La Mothe Cadillac, est plus heureuse. En 1701, il fonde le fort Pontchartrain qui devait par la suite s'avérer la seule entreprise de colonisation française jamais tentée à l'ouest de l'Outaouais. D'abord séduit par l'idée de cette colonie avancée, le ministre de la Marine retire son appui au projet devant les rapports accablants qui lui parviennent au sujet de la conduite de De La Mothe Cadillac.

À propos de Jacques-René Brisay de Denonville, voir :

Falmagne, Thérèse-Prince. *Un marquis du grand siècle, Jacques-René Brisay de Denonville, Gouverneur de la Nouvelle-France, 1637-1710.* Montréal, Leméac, 1965. 341 p.

Sur les origines de la région de Windsor-Détroit, l'ouvrage le plus complet demeure celui de :

Lajeunesse, Ernest J. *The Windsor Border Region. Canada's Southernmost Frontier. A Collection of Documents.* Coll. «Ontario Series» nº 4. Toronto, The Champlain Society for the Government of Ontario, University of Toronto Press, 1960. 374 p.

Pour un aperçu sommaire, on consultera :

Lajeunesse, Ernest J. «The First Four Years of the Settlement on the Canadian Side of the Detroit River». *Ontario History*, 13(1955) : 122-131

Zoltvany, Yves F. «Laumet, Antoine dit Lamothe Cadillac» dans *DBC*, vol. 2, p. 366-372.

Frégault, Guy. *Le XVIII^e siècle canadien. Études.* «Collections Constantes» nº 16, Montréal, Éditions Hurtubise, 1968. 387 p. Lire surtout le chapitre intitulé «La Nouvelle-France, territoire et population».

Campagne de recrutement de colons pour la région du Détroit au milieu du XVIII^e siècle.

«Proclamation faite par M. de la Galissonnière, le 24 mai 1749, et publiée à son de tambour dans toutes les paroisses du Canada. (Archives)

«Chaque homme qui s'établira au Détroit recevra gratuitement une pioche, une hache, un soc de charrue, une grosse et une petite tarière. On leur fera l'avance des autres outils, pour être payés dans deux ans seulement; il leur sera livré une vache, qu'ils rendront sur le croît. De même une truie; on leur avancera la semence de la première année, à rendre à la troisième récolte. Seront privés des libéralités du roi ceux qui, «au lieu de cultiver, se livreront à la traite».

La colonie de Détroit connaît par la suite une évolution très lente. En 1710, on y dénombre «outre 29 canadiens, onze familles, dont six d'agriculteurs». En 1751, la population ne dépasse pas 600 habitants. «Petite capitale» des Pays d'en haut, elle n'en demeure pas moins une étape importante sur la route du Mississipi. Au milieu du XVIII[e] siècle, les autorités coloniales voient d'ailleurs en elle un élément vital du système de défense de l'Empire français nord-américain. Pour assurer la protection de ce «colosse aux pieds d'argile», le gouverneur Roland-Michel Barrin de La Galissonnière reconnaît l'urgence d'établir une ceinture d'avant-postes sur l'Ohio et d'en assurer les arrières par l'amélioration des forts Niagara et Détroit. Passant rapidement à l'action, il encourage les habitants de la vallée du Saint-Laurent à s'établir au Détroit dont il compte augmenter la population à 1 000 personnes.

«Cette proclamation fut renouvelée par M. de la Jonquière, le 2 janvier 1750, avec ces variantes : l'on n'admettait que des habitants terriens et de bonnes moeurs; les fournitures gratuites étaient accrues d'un fusil, d'une faux et une faucille, d'une truie, de six poules, un coq, six livres de poudre et douze de plomb. L'émigrant devait être nourri avec sa famille pendant dix-huit mois; on lui avançait une vache et un boeuf. Enfin on promettait d'entretenir à Détroit, aux frais du roi, un charpentier qui aidât et dirigeât les habitants dans la construction de leurs maisons, et on ne devait payer le cens des terres que trois ans après la prise de possession.» (Archives)

«On y envoya ainsi, en 1749, 46 personnes, tant hommes que femmes et enfants; puis, en 1750, 12 familles, composées de 57 personnes, y passèrent avec M. de Celoron; en 1751 nous savons qu'il fut accordé 17 concessions de terre, et 23 autres en 1752. Il y avait à la même époque 25 soldats congédiés établis dans le pays; mais un rapport de cette dernière année nous apprend «qu'il ne sera pas possible d'y envoyer de nouvelles familles l'année suivante, à cause de l'état fâcheux des approvisionnements.» Une lettre de M. de Vaudreuil du 30 octobre 1755, contient le passage suivant : «. . . . . Vous êtes informé sans doute, monseigneur, de l'excellence des terres du Détroit, ce poste est considérable, il est bien peuplé, mais on pourrait aisément y placer trois fois plus de familles. Le malheur est que nous n'avons point assez de monde dans la colonie. Je prendrai des arrangements pour y favoriser l'établissement de deux soeurs de la congrégation, pour l'éducation des enfants, *sans qu'il en coûte un sou au roi*».

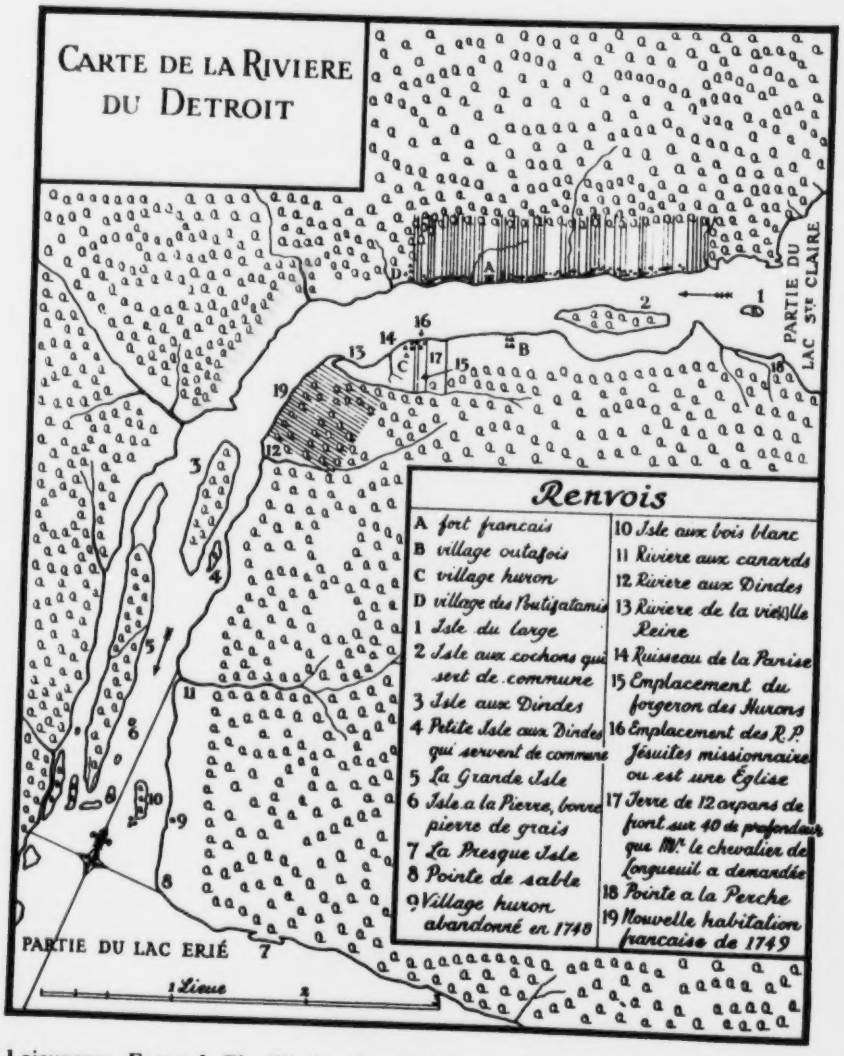
«Un fait assez remarquable, signalé dans le rapport de 1750, c'est qu'on ne peut engager pour Détroit que des habitants du gouvernement de Montréal, les autres ne veulent point sortir; notons en passant que ceci nous montre combien et comment diminuaient progressivement au Canada, surtout dans le bas du fleuve, les habitudes des voyages de l'ouest et de la recherche des pelleteries.»

Rameau, E. *La France aux colonies. Études sur le développement de la race française hors de l'Europe. Les Français en Amérique. Acadiens et Canadiens*. Paris, A. Souly, 1859. p. 301-302, note 8.

Peu de gens répondent alors à ces appels répétés du gouverneur et de ses successeurs. Néanmoins, à la même époque, de modestes efforts de colonisation sont tentés sur l'actuelle rive ontarienne de la rivière Détroit. En 1749, une vingtaine de colons s'établissent entre la Rivière-de-la-Vieille-Reine ou Rivière-à-Gervais et la Rivière-aux-Dindes. D'autres viennent par la suite sur cette «Petite côte» et sur les terres du chevalier de Longueuil sises tout juste en face du poste militaire de Détroit, au point où en 1760, la zone de peuplement de la rive sud et est de la rivière Détroit s'étend sur une longueur de près de dix kilomètres.

Détroit ne constitue cependant qu'un maillon du système de défense de la France en Amérique du Nord. Depuis la paix d'Utrecht (1713), les autorités métropolitaines et coloniales multiplient les efforts en vue de doter la colonie d'un réseau d'avant-postes destinés à faire échec à la concurrence commerciale des marchands anglais et à assurer la protection militaire de la colonie. Conscient de la nécessité de renforcer le flanc

L'établissement du Détroit au milieu du XVIII[e] siècle selon une carte de Chaussegros de Léry fils datée de 1749.



Lajeunesse, Ernest J. *The Windsor Border Region. Canada's Southernmost Frontier. A Collection of Documents*. Coll. «Ontario» nº 4, Toronto, The Champlain Society for the Government of Ontario, University of Toronto Press, 1960.

sud-ouest de la Nouvelle-France, le gouverneur Vaudreuil établit au début du XVIII[e] siècle trois comptoirs commerciaux, l'un près du portage de Niagara et les deux autres à Toronto et Quinté. Il meurt peu après (1725), avant qu'on entreprenne de donner suite à son projet de construction d'une muraille de pierre au vieux fort Niagara.

À l'époque de la paix armée (1748-1756), un autre gouverneur, de La Galissonnière, reprenant à son compte la même stratégie, tâche de fermer la ligne frontière particulièrement mal protégée du Haut-Saint-Laurent en établissant, à mi-chemin entre Montréal et Cataracoui, le fort de la Présentation (aujourd'hui Ogdensburgh, New York). Puis, il fait ériger un autre poste sur la rive nord du lac Ontario – sur l'emplacement actuel de Toronto – qu'il nomme fort Rouillé en l'honneur du ministre de la Marine, Antoine-Louis de Jouy de Rouillé. Avant d'être rappelé en France, il a aussi le temps de faire construire, sur la rive occidentale du lac Michigan, le fort de la baie des Puants (de nos jours, Green Bay, Wisconsin).

Sur le gouverneur Vaudreuil, lire la biographie bien documentée de :

Zoltvany, Yves F. «Rigaud de Vaudreuil, Philippe de» dans *DBC*, vol. 2, p. 591-601.

À propos de Roland-Michel Barrin de La Galissonnière, voir :

Lamontagne, Roland. *La Galissonnière et le Canada*. Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1962. p. 15-68.

Notes historiques sur le fort Rouillé.

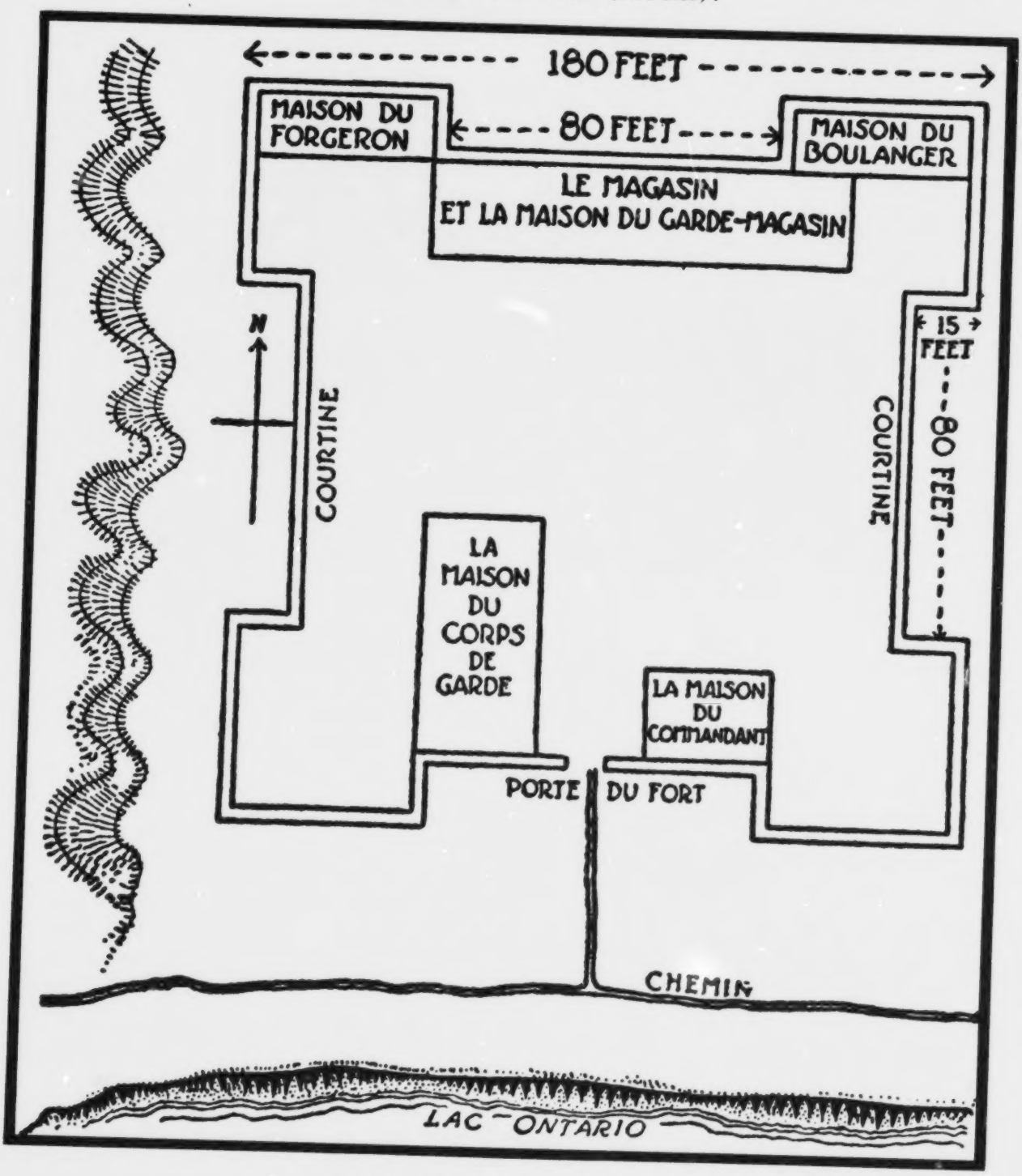
«French fort on the site of Toronto, built 1749 by Chevalier de Portneuf by order of De la Jonquière, and named after Rouillé, Minister of Marine, at Paris. It was built of oak logs, to control the fur trade from the north and to command the portage from lake Ontario to Georgian Bay. It is included in Bougainville's list 1757 who calls it Toronto and says that it was built to prevent the northern Indians from trading at Choueguen (Oswego), "a little fort of palisades to sell eau-de-vie to Indians for purpose of counterbalancing the commerce which they would have at Choueguen (Oswego)". He also names it fort St. Victor, a King's Post.

«The fort was deserted in 1759 and soon occupied by the British. A settlement was made around the fort and was called "Muddy York" in 1793. The fort and settlement were probably abandoned for a few years after the cession of Canada until the arrival of U.E. Loyalists from the United States in 1784 who changed the name to York. It was incorporated as Toronto in 1834.»

Voorkis, Ernest. *Historic Forts and Trading Posts of the French Regime and of the English Fur Trading Companies*. Ottawa, Department of the Interior, 1930. p. 126.

Reproduit avec la permission du ministre d'Approvisionnements et Services Canada.

À partir de documents d'archives, P.J. Robinson s'est appliqué à tracer le plan suivant du fort Rouillé (1750-1759) .



Robinson, Percy J. *Toronto During the French Regime. A History of the Toronto Region from Brûlé to Simcoe, 1615-1793*. Coll. «The Canadian Historical Studies», Toronto, The Ryerson Press, 1933. p. 115.

Au début de la guerre de la Conquête (1756-1760), la France possède donc cinq forts pour assurer la défense de ce qui aujourd'hui correspond à la frontière sud de l'Ontario : au sud-ouest, Détroit; à l'ouest du lac Ontario, Niagara; sur sa rive nord, Rouillé ou «de Toronteaux» et Frontenac; et le long du mince filet du Haut-Saint-Laurent, La Présentation. Mais dès le début des hostilités, les attaques des armées anglaises mettent en évidence les faiblesses de cette ceinture de protection qui couvre une zone frontalière de plus de 750 kilomètres. Pour un temps, Montcalm réussit à conserver à la France la route militaire du lac Ontario en portant le combat, à l'été 1756, dans les colonies américaines. Mais deux ans plus tard, elle s'effondre comme d'ailleurs tout le système de défense de l'empire français nord-américain.

Après la défaite, états-majors, hommes de troupes et administrateurs coloniaux rentrent en France. Seuls restent pour témoigner des deux siècles d'aventure coloniale française en terre américaine quelques dizaines de milliers d'habitants concentrés surtout le long de l'axe Montréal-Québec, les membres du clergé diocésain et des communautés religieuses qui continuent, comme par le passé, à oeuvrer dans les domaines apostolique et social.

La défaite des armées françaises en Amérique du Nord.

«Malgré la bataille de Carillon [1758], l'immense plan de campagne des Anglais va réussir.

. . . . . .

«(. . .) sur le front du lac Ontario, les Anglais exécutent une poussée victorieuse : le 16 août 1758, à la grande surprise des Français, Bradstreet se présente avec 3 000 hommes devant le fort Frontenac, qui capitule le lendemain; les Anglais y recueillent un butin immense. Le petit fort de La Présentation, qui gardait les rapides en aval, tombe bientôt après; enfin, le 24 novembre, Forbes entre dans ce fort Duquesne qui jusque-là bloquait l'issue sur l'Ohio : le commandant français venait de s'en retirer, après l'avoir fait sauter.

«Les positions essentielles avaient donc cédé sur les Grands Lacs, où il ne restait plus que le fort Niagara, d'ailleurs coupé de tout secours; la porte du Saint-Laurent était aux Anglais.

. . . . . .

[1759]

«(. . .) dans le haut Saint-Laurent, Lévis érige aussi un petit fort, à l'île aux Galops (plus bas que la Présentation) (. . .).

. . . . . .

[1760]

«C'est une flotte anglaise qui paraît sur le fleuve, au mois de mai. Elle fait partie d'un vaste plan qui devait enfin écraser la résistance française; une triple invasion, forte de 18 000 hommes, allait converger sur Montréal : Murray, en remontant le fleuve; Haviland, par le Richelieu; Amherst, en descendant du lac Ontario.

«La marche de ces trois armées fut lente, mais sûre; elle ne rencontra, du reste, que bien peu d'opposition. Pendant que Murray poursuit son avance en amont du fleuve sans avoir à combattre, les forces françaises du Richelieu (Ile-aux-Noix, Saint-Jean et Chambly) et celles du haut Saint-Laurent cèdent facilement, à la fin d'août. Les trois armées anglaises se rejoignent devant Montréal, au début de septembre; le 8, le gouverneur Vaudreuil signe la capitulation générale du pays.»

Cornell, Paul G., Jean Hamelin, Fernand Ouellet et Marcel Trudel. *Canada. Unité et Diversité*. Toronto, Holt, Rinehart et Winston, 1968. p. 114-115.

Apostolat missionnaire

« Le commerce, c'est bien connu, suit le drapeau. Mais le drapeau ne cesse d'accompagner le commerce.» De même, pourrait-on ajouter, la croix est présente au comptoir et dans le fort, car dans ce processus d'expansion vers l'ouest de l'empire français d'Amérique, l'Église joue un rôle de premier plan et ses missionnaires marchent souvent à l'avant-garde. Plusieurs d'entre eux, notamment les jésuites Marquette, Silvy, Aulneau et les sulpiciens Bréhant de Galinée et Dollier de Casson, pour n'en nommer que quelques-uns, prennent part aux expéditions des explorateurs. Ils y assument d'abord la charge d'aumônier. Mais ils sont surtout présents pour évangéliser et porter le message de la foi chrétienne aux tribus indigènes des nouvelles contrées. À ce chapitre

---

Les frontières de la Huronie.

«Par le mot du païs des Hurons, se doit entendre à proprement parler, vne certaine petite portion de terre dans l'Amerique Septentrionale, qui en longueur d'Orient à l'Occident, n'as pas plus de 20. ou 25. lieuës, et en largeur du Septentrion au Midy, n'est pas en plusieurs endroits considerable, et en pas vn ne passe sept ou huict lieuës. Son esleuation dans le coeur du païs, s'est trouuée de quarante-cinq et demy. (. . .)

«Quant à sa longitude, on ne l'a pû encore establir selon les Regles de Geographie, pour ne s'estre appliqué par accord en France et icy, à l'exacte obseruation des eclypses. On attend la response des obseruations qui en ont esté faictes l'année derniere, et cependant nous nous figurons estre esloignez de France d'enuiron treize cent lieuës, tirant de la France à nous en droite ligne vers l'Occident, sous vn mesme parallelle d'esleuation: et de Quebec, la principale demeure de nos François en la nouuelle France, de deux cent lieuës, quoy qu'on en fasse d'ordinaire plus de trois cent pour arriuer de là icy, à raison des détours qu'il faut prendre, pour euiter la rencontre des ennemis de ces peuples.

«Dans cette petite estenduë de terre, située à l'Est quart de Suest d'vn grand lac appellé par quelques-vns Mer douce, se trouuent quatre Nations, ou plustost quatre diuers amas ou assemblages de quelques souches de familles par ensemble, qui toutes ayant communauté de langue, d'ennemis et de quelques autres interests (. . .).»

«Relation de l'employ des Pères de la Compagnie de IÉSUS. Qui sont aux Hurons, Pais de la Nouvelle-France. Depuis le mois de Iuin 1638 iuisques au mois de Iuin 1639» dans *Relations des Jésuites, 1637-1641* (. . .), tome 2. Montréal, Éditions du jour, 1973, p. 50.

On trouvera des représentations cartographiques simplifiées de la région dans :

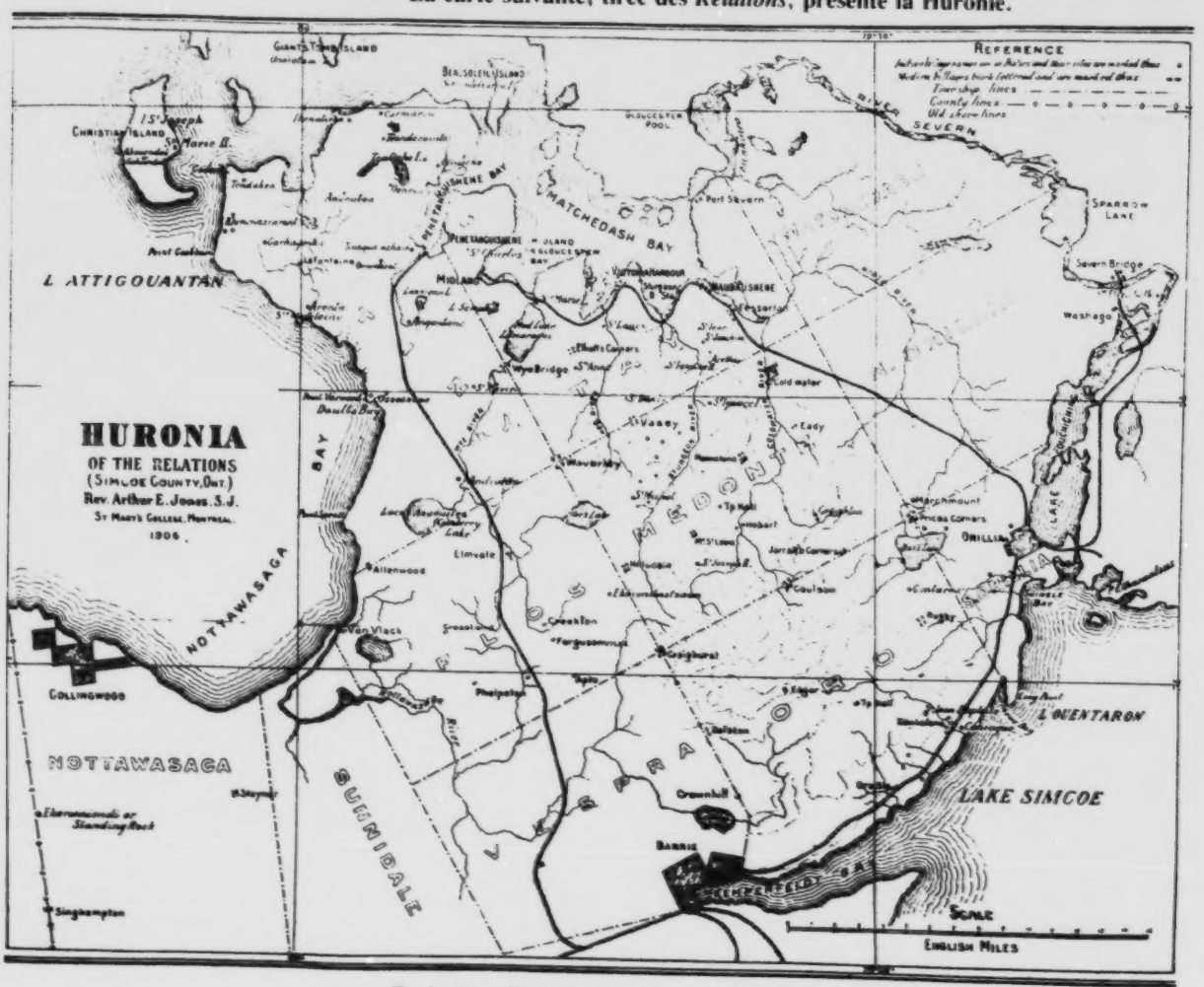
Kerr, D.G. *Atlas historique du Canada. Édition métrique*. Don Mills, Éditions Nelson Ltée, 1979, p. 16.

Soeur Mary Margarita. *Sainte-Marie-on-the-Wye. A project in Early Christian Civilization in the Heart of the North American Wilderness*. Ottawa, Université d'Ottawa, thèse M.A., 1956, p. 14.

d'ailleurs, l'État voit en eux de précieux intermédiaires entre la civilisation européenne et le monde «primitif» de l'Amérindien et d'utiles instruments de sa politique coloniale.

L'aventure missionnaire française en sol ontarien remonte aux origines mêmes de la Nouvelle-France. Québec n'est encore qu'un poste fragile – l'unique point d'ailleurs de la vallée laurentienne où les Français se soient établis – lorsqu'en 1615, Champlain décide de se rendre lui-même au pays des Hurons et de s'y faire précéder par le récollet Joseph Le Caron. Probablement le premier missionnaire français à séjourner en terre ontarienne, celui-ci demeure en Huronie pendant une dizaine de mois, loin de tout et isolé, et rentre à Québec au début de l'été suivant.

La carte suivante, tirée des *Relations*, présente la Huronie.



Desjardins, Paul. *La Résidence de Sainte-Marie-aux-Hurons*. Coll. «Documents historiques» nº 48, Sudbury, SHNO, 1966. p. 5.

Après sept années d'absence, les missionnaires reviennent à ce champ d'apostolat et y assurent une présence quasi continue jusqu'à la prise de Québec par les Kirke (1629). En 1623, le Père Le Caron revient en Huronie accompagné de deux confrères, le Père Nicolas Viel et le Frère Gabriel Sagard. Sagard et Le Caron quittent la Huronie en 1624 suivis, l'année suivante, de Viel. En 1625, les jésuites Jean de Brébeuf et Anne de Nouë et le récollet Joseph de La Roche Daillon prennent la relève. Ceux-ci rentrent respectivement à Québec en 1627 et 1628 tandis que leur collègue Brébeuf n'y retourne qu'après la prise de la ville.

Après la rétrocession de la vallée laurentienne à la France par le traité de Saint-Germain-en-Laye (1632), Champlain revient à Québec. Trois jésuites, les Pères Brébeuf, Daniel et Davost, l'accompagnent et s'embarquent, dès 1633, en direction de la Huronie dans le but d'y reprendre le travail d'évangélisation. En 1637, la Compagnie de Jésus y établit deux résidences : Saint-Joseph et La Conception. Très tôt

---

On trouvera dans le premier volume du *Dictionnaire biographique du Canada* de courtes biographies de chacun de ces évangélisateurs.

Latourelle, René. «Brébeuf, Jean de». p. 124-129.

Gingras, Frédéric. «La Roche Daillon, Joseph de». p. 432.

_____. «Le Caron, Joseph». p. 448-449.

Monet, Jacques. «Nouë, Anne de». p. 532.

Rioux, Jean de la Croix. «Sagard, Gabriel». p. 604-605.

Sur cette première expérience missionnaire en Huronie, voir aussi :

Sagard, Gabriel. *Le grand voyage du pays des Hurons*. Présenté par Marcel Trudel. Coll. «Cahiers du Québec» n° 27. Montréal, Éditions Hurtubise HMH, 1976. 268 p. Cet ouvrage demeure précieux pour qui s'intéresse aux moeurs des tribus huronnes et à l'action des récollets dans cette partie de la Nouvelle-France au début du XVIII[e] siècle.

L'établissement de Sainte-Marie-aux-Hurons.

«Aussi longtemps que la Mission ne compta qu'une seule résidence et que son personnel religieux et laïque, peu nombreux, limita son activité, faute d'une connaissance suffisante de la langue, à une portion restreinte du territoire huron, la difficulté de l'organisation matérielle, toute pénible qu'elle fût, restait encore tolérable. À partir de 1637, toutefois, avec l'établissement de résidences à Ossossané et à Téanaustayaé, cet état de choses a changé. Le nombre des missionnaires s'est accru, sans doute; leur activité s'étend plus avant dans le pays et commence à donner, au milieu de pénibles expériences, d'encourageants résultats. Mais cet accroissement même et ce progrès alourdissent encore davantage la tâche de l'organisation matérielle. Même avec le renfort amené par le Père Jérôme Lalemant, à l'été de 1638, et qui porte leur nombre à douze, les auxiliaires laïques suffisent à peine à l'entretien des deux postes résidentiels et aux autres besognes qui leur incombent. Le plus grave problème est celui du ravitaillement. Pour la nourriture, tous se contentent du frugal menu que fournit le pays; encore leur faut-il troquer les aliments contre des marchandises européennes. «Nous ne vivons, écrit le Père Lalemant, que de ce qu'eux-mêmes (les indigènes), *nous vendent* et nous viennent apporter dans notre maison . . .» Mais ces marchandises d'échange et tous les autres objets indispensables au saint ministère et à l'entretien du personnel, doivent être apportés de Québec, avec tous les risques de perte que comporte cette longue navigation.

«Pour remédier à une telle situation et assurer à la Mission une relative indépendance économique, en même temps qu'un allégement de ses charges financières, la pensée germa d'abandonner provisoirement le système des résidences dans les bourgades, et de concentrer toutes les énergies et toutes les ressources

cependant, le ravitaillement et l'organisation matérielle de ces missions posent des difficultés. C'est pourquoi, dès le début de son supériorat (1639), le Père Jérôme Lalemant décide de centraliser les opérations et fait entreprendre à cette fin la construction de la «Résidence centrale de Sainte-Marie-aux-Hurons».

Quatre ans plus tard, la nouvelle mission offre l'aspect d'une véritable «habitation» comprenant un quartier réservé aux Français, un double enclos pour les indigènes et des espaces pour l'agriculture. Pendant dix ans, le hameau de Sainte-Marie sert de base d'opérations aux missionnaires jésuites en poste dans les bourgades indigènes de la région. Centre de ravitaillement, Sainte-Marie-aux-Hurons se présente aussi comme un refuge où sont dispensés les soins hospitaliers et où sont offerts aux missionnaires, voyageurs et indigènes le gîte et les vivres, notamment en périodes de famine. Elle est en outre un foyer intense d'activité religieuse et devient même le premier centre de pèlerinage d'Amérique du Nord.

---

sur l'organisation d'un poste central, qui serait à la fois, un peu sur le modèle de Notre-Dame-des-Anges près de Québec, une entreprise agricole et une maison d'accueil et de repos, de refuge au besoin. Le projet s'imposait d'autant plus à l'attention, que le temps approchait où le bourg d'Ossossané allait changer de site. De fait, le transfert s'opérera au cours de l'été de 1640, entraînant l'abandon de la petite chapelle inaugurée un an et demi plus tôt, en décembre 1638.

.....

«Le choix de la place où s'établir à demeure ne fut pas long à déterminer. Après six ans de séjour dans le pays, les plus anciens des missionnaires et des auxiliaires laïques l'avaient assez bien exploré en tous sens, pour n'avoir pas à hésiter longtemps sur le site qui répondit le mieux aux conditions jugées essentielles: facilité d'accès pour les canots montant de Québec, proximité relative des bourgades et commodité de s'y rendre par voie d'eau, fertilité du sol et possibilité de culture, ce qui, avec les années, dispenserait d'avoir à compter sur les indigènes pour le ravitaillement en blé d'Inde et autres provisions de bouche. Les yeux s'arrêtèrent sur un coin de terre situé à moins de trois lieues au nord-est d'Ossossané, à un peu plus de quatre au nord-ouest de Téanaustayaé, et qui, sans être trop éloigné de ces deux bourgs importants, donnait accès vers de nombreuses bourgades non encore évangélisées.»

Desjardins, Paul. *La résidence de Sainte-Marie-aux-Hurons*. Coll. «Documents historiques» nº 48, Sudbury, SHNO, 1966. p. 9-11.

Sainte-Marie-aux-Hurons, centre missionnaire.

«Cette maison de saincte Marie ne porte pas seulement la qualité de Residence, mais encore de Mission, comme ayant quatre bourgs dependans du soin et de la culture de ceux qui y font leur demeure. Ces quatre bourgs sont saincte Anne, S. Louys, S. Denys, et S. Jean, le nombre des âmes peut arriuer à quatorze cens.»

«Relation de ce qui s'est passé en la mission des Hurons depuis le mois de Iuin de l'an 1639 iusques au mois de Iuin de l'année 1640» dans *Relations des Jésuites, 1637-1641*. Tome 2. Montréal, Éditions du jour, 1973. p. 70.

À compter de 1648 le tableau s'assombrit alors que les Iroquois déclenchent une vaste offensive contre la Huronie. En juin 1649, après avoir dévasté le pays, tué des missionnaires et massacré les habitants, ils se portent finalement à l'attaque de la résidence de Sainte-Marie, détruisant tout par le feu et forçant habitants et missionnaires à fuir. Peu de temps après, ceux-ci trouvent refuge dans une bourgade huronne, située sur l'île Saint-Joseph, et tentent, mais en vain, d'établir une nouvelle mission. En 1650, ils rentrent à Québec, après avoir vu détruire le travail de vingt-cinq années d'apostolat.

Ce premier échec impose un temps d'arrêt au travail missionnaire en terre ontarienne. Après 1660, les jésuites se remettent à l'oeuvre et tâchent de porter le message évangélique aux néophytes dispersés de l'ancienne Huronie. Désireux de renouer contact avec ces chrétiens, le Père Claude Allouez leur rend visite, en 1667, à la décharge du lac Nipigon.

On tirera profit de la lecture du compte rendu du Père Paul Ragueneau, s.j., «sur le transport de la maison de Sainte-Marie dans l'Ile S. Joseph». Préparé à Québec et daté du 1er septembre 1650, le texte paraît dans la :

«Relation de ce qui s'est passé en la mission de Pères de la Compagnie de IESUS aux Hurons, et aux pays plus bas de la Nouvelle-France, ès année 1649. Et 1650» dans *Relations des Jésuites, 1647-1655*. Tome 3. Montréal, Éditions du jour, 1972. p. 3.

Sur la première expérience missionnaire en terre ontarienne, la littérature abonde. En plus des ouvrages et articles cités précédemment, on pourra consulter :

Cadieux, Lorenzo. *Gloires ontariennes. I. Saints Jean de Brébeuf et Gabriel Lalemant*. Coll. «Documents historiques» nº 14. Sudbury, SHNO, 1948. 48 p.

_____. *Gloires ontariennes. II. Saints Antoine Daniel, Charles Garnier et Noël Chabanel*. Coll. «Documents historiques» nº 15. Sudbury, SHNO, 1948. 48 p.

Devine, Edward. *Le Fort Sainte-Marie, résidence des missionnaires et des martyrs jésuites au Canada*. Fort Sainte-Marie, Sanctuaire des bienheureux martyrs canadiens, 1926. 59 p.

Fox, Sherwood. «Saint-Ignace, autel consacré par le martyre.» Texte traduit de l'anglais par Guy Courteau, dans *St-Ignace, Welland*. Coll. «Documents historiques» nº 70, Sudbury, SHNO, 1946. p. 7-26.

LeBlanc, Peter-G. «Indian Missionary Contact in Huronia, 1615-1649». *Ontario History*, 40 (1968) : 133-146.

Trigger, Bruce G. «The French Presence in Huronia : The Structure of France-Huron Relations in the First Half of the XVIIth Century». *Canadian Historical Review*, 49 (1968) : 107-141.

On peut, grâce aux travaux de reconstruction dont elle a récemment été l'objet, visiter la résidence de Sainte-Marie-aux-Hurons et marcher sur les traces de ceux qui y ont vécu il y a trois siècles. Le département des publications du site historique de Sainte-Marie-au-pays-des-Hurons fait régulièrement paraître des brochures, illustrations et autres outils pédagogiques dont on trouvera la liste dans :

Sainte-Marie among the Hurons. Catalogue, Publications and Audio-Visual Aids. Avril 1977.

En outre, on pourra consulter les articles de Monique Duval parus dans *Le Soleil* de Québec le 19 mai 1971 et les 13, 14 et 15 juin 1973.

Toutefois, il ne semble pas que des centres missionnaires permanents aient été établis au nord du lac Supérieur durant le Régime français. Les jésuites opèrent plutôt à partir de Michillimakinac, au nord de l'actuel état du Michigan, et l'un d'eux y tient d'ailleurs le rôle de grand-vicaire de l'évêque de Québec pour les Pays d'en haut. Par contre, ils sont aussi amenés à exercer leur apostolat dans le sud de l'Ontario actuel, notamment le long du lac Ontario et dans la région du Détroit.

Ainsi, dès le début des années 1680, les jésuites prennent la relève des sulpiciens qui depuis 1669 travaillent à partir de leur mission de Quinté, à la conversion des bandes iroquoises. Mal préparés à affronter les défis de l'aventure missionnaire et «court-circuités» en quelque sorte par la présence des récollets au fort Frontenac, les sulpiciens quittent la rive nord du lac Ontario. Un demi-siècle plus tard, ils reviennent cependant sur le sol ontarien. En 1728, ils sont au poste de La Galette (aujourd'hui Prescott). En 1749, on les retrouve aussi au fort de La Présentation (Ogdensburgh, New York).

Voyage du Père Claude Allouez, s.j. chez les Népissingues du lac Nipigon.

«The reason for Allouez' journey of 1667 was to re-establish contact with another Georgian Bay tribe, the Nipissings, who had also fled before the fierce Iroquois onslaught and taken refuge in the Lake Nipigon area. Father Allouez knew that there were Christians among the Nipissings, for Father Claude Pijart and other Jesuit companions of Brébeuf and the Huronia missionaries had spent nine years, 1641-1650, evangelizing them. And since these Christian Nipissings had not seen a priest for seventeen years Allouez knew they would surely welcome a visit from him.

«The missionary recounts the story of his trip to Lake Nipigon in his journal, extracts from which were embodied in the Relations for 1666-1667. He left Chequamegon Bay on May 5th, skirted the Minnesota shore of Lake Superior, passed by Isle Royale, and arrived at the mouth of the Nipigon River on May 25th. After a difficult trip up the half-frozen stream, over numerous portages, he came to a small bay where Lake Alimibegong, as he calls it, has its outflow into the river. There he met some Nipissing huntsmen, and on June 29th, Pentecost Sunday, he erected an open-air altar, and said Mass for them. It was the first Mass celebrated anywhere in Canada west of Sault Ste. Marie.»

Nelligan, Francis J. «Catholic Missionary Labours on the Lake Superior Frontier, 1667-1751». *Ontario History*, 51 (1959) : 237-238.

Voir aussi du même auteur :

«The Visit of Father Allouez to Lake Nipigon in 1667» dans *The Canadian Catholic Historical Association. Report*, 1956, p. 41-52.

Au sujet des difficultés rencontrées par les sulpiciens lors de l'établissement de la mission Quinté, voir :

Maurault, Olivier. «Salignac de la Mothe-Fénelon, François de» dans *DBC*, vol. 1, p. 613.

Motifs de l'échec de l'établissement de Quinté.

«The Quinte mission had failed for varied reasons. It has to be remembered that it was directed from Paris through Montreal, and there were many clashes of opinion between Paris and Montreal on the one hand, and between Montreal and Quinte on the other. The site of the mission, according to Father Picquet, was beautiful, but the land was so poor that it was impossible to bring the Cayugas and the Senecas to settle on it and derive a living from it. No church or school was built on the selected spot.

«The Sulpicians, squeezed between the Jesuits to the west and the Récollets about ten leagues to the east, had ministered to small bands of Iroquois and Algonquins who were far less influential than the greater communities on the

Quant aux récollets, depuis que le fort Frontenac a été accordé à titre de seigneurie à Robert Cavelier de La Salle, ils y dispensent les services religieux aux soldats et civils français aussi bien qu'aux indigènes de la région. Dès 1676, deux d'entre eux, les Pères Louis Hennepin et Luc Buisset, y construisent une résidence. Peu après, une école y aurait été érigée. Au milieu du XVIII[e] siècle, la communauté se voit confier la direction de la nouvelle paroisse du fort dédiée à saint François.

Ce sont aussi les récollets qui au début du XVIII[e] siècle assument les fonctions curiales dans la paroisse Sainte-Anne-de-Détroit. Mais ils laissent aux jésuites le soin d'évangéliser les autochtones de la région. C'est précisément sur l'emplacement d'une de leurs missions que devait être érigée canoniquement, au début du Régime anglais, la première paroisse ontarienne, celle de l'Assomption de la Pointe de Montréal, devenue plus tard l'Assomption de Sandwich.

---

south shore of Lake Ontario. The missionaries could not expect the support of Frontenac, particularly after the bitter quarrel which M. de Fénelon had had with the Governor in 1674 after he had returned from the Quinte mission. They had to rely on their own resources to make the Indians adhere to the cause of France and of Christianity by giving presents which were not comparable in any way with those which were distributed by traders on the south shore. Quinte had been regarded by the French authorities as an outpost where pelts could be gathered and exchanged and where, at the same time, information could be obtained about the movements and feelings of the Five Nations. After the building of a fort at Cataraqui, that purpose lost much of its importance.»

Preston, Richard A. et. Léopold Lamontagne. *Royal Fort Frontenac*. Coll. «Ontario Series» n° 2, Toronto, The Champlain Society for the Government of Ontario, University of Toronto Press, 1958. p. 15-16. On trouvera aux pages 403 à 407 de cet ouvrage les textes de quelques documents relatifs à la construction du fort La Galette.

Au sujet de l'école du fort Frontenac dont on ne saurait affirmer l'existence avec certitude avant de nouvelles recherches, on pourra consulter :

Godbout, Arthur. *L'origine des écoles françaises dans l'Ontario*. Ottawa, Éditions de l'Université d'Ottawa, 1972. 183 p.

On trouvera le texte complet du *Registre des Baptesmes, mariages et sépultures de la paroisse de St. François, fort Royal: De Frontenac, Commencé le 10^bre 9bre 1747* dans : Maurault Olivier. «Kingston à la fin du régime français» dans *Société Canadienne d'Histoire de l'Église Catholique. Rapport 1938-1939*, p. 11-23.

En somme, dans ce vaste croissant qui, depuis la Pointe de Montréal (aujourd'hui Windsor) en passant par la vallée de l'Outaouais et le versant occidental du bassin de la baie d'Hudson, rejoint les terres sises au nord du lac Supérieur, l'Église est présente sur tous les fronts. Au nord, ses missionnaires tentent, tant bien que mal, depuis la base de Michillimakinac, de porter la «Parole» aux tribus nomades et d'administrer les sacrements aux trafiquants de fourrures et explorateurs de passage. Au sud, où les populations françaises et autochtones sont comparativement plus concentrées, récollets, jésuites et sulpiciens font oeuvre d'évangélisation auprès des Amérindiens et desservent les militaires et colons des postes français.

Champ d'apostolat des jésuites dans la région de Détroit au XVIII^e siècle.

«Le P. Armand de la Richardie, jésuite, était missionnaire des Hurons à Détroit depuis 1728. Ces Hurons venaient de Michillimackinac, de Sandusky, et ils étaient nombreux. Leur village était situé à l'est de notre grande avenue Woodward, près de l'avenue Munroe.

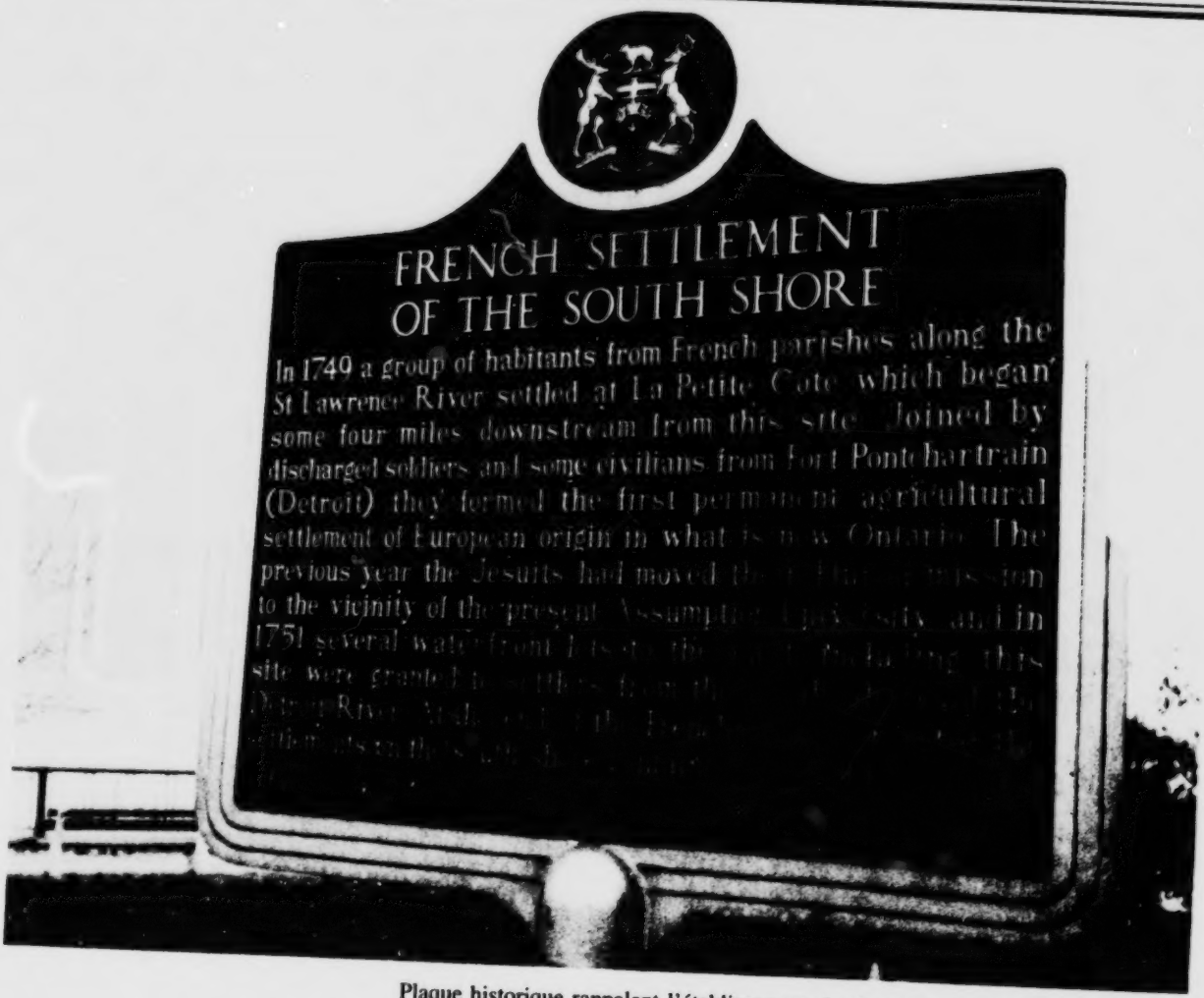
«En 1721, le P. de Charlevoix, s.j., célèbre auteur de l'*Histoire et description de la Nouvelle-France*, passait au Détroit, en voyage d'étude. Jugeant que les Hurons n'y devaient pas rester sans missionnaire, il fit une recommandation à cet effet au supérieur des Jésuites à Québec. D'où la venue du P. de la Richardie. Le missionnaire s'établit aussitôt parmi ses ouailles rouges. En 1733, il avait réussi à bâtir une résidence, une chapelle et une salle commune. En 1738, la chicane s'éleva entre Hurons et Outaouais, et le Père crut bon de soustraire ses enfants sauvages aux tracasseries d'une tribu si guerrière. Il les transporta d'abord sur la Grosse Ile, à l'entrée du lac Erié, puis en 1742 sur l'île du Bois-Blanc (Bob-Lo) et de là, en 1748, à Sandwich, où il établit une mission qu'il nomma *l'Assomption de la Pointe de Montréal* de Détroit. Les Français aussi la fréquentaient. La liste de ceux qui y faisaient leurs pâques a été conservée.»

Chauvin, F.X. «Les Canadiens Français d'Essex et de Kent». *Relations*, 12 (décembre 1946) : 365.

On trouvera d'autres détails intéressants sur les origines de la paroisse de l'Assomption dans :

Godbout, Arthur. «La première paroisse de l'Ontario: l'Assomption de Sandwich» dans *Société Canadienne d'Histoire de l'Église Catholique. Rapport*. 1950-1951. p. 39-52.

Paré, George. «Pierre Potier, s.j.» dans *Société Canadienne d'Histoire de l'Église Catholique. Rapport*. 1951. p. 47-58.



Plaque historique rappelant l'établissement de pionniers français dans la région de Windsor

Coll. Rosaire Cloutier.

Population et peuplement

Au contraire de l'Acadie et de la vallée du Saint-Laurent, les Pays d'en haut, ou mieux, le territoire de l'actuelle province d'Ontario, n'ont fait l'objet au cours du Régime français d'aucune politique systématique de peuplement. À Paris, tout comme à Québec, on craint plutôt que la colonisation des terres sises au delà de l'Outaouais ne provoque une hémorragie démographique dans la vallée laurentienne et n'en compromette le développement déjà mal assuré.

La création tout au cours des XVII[e] et XVIII[e] siècles de lignes d'avant-postes en bordure des Grands Lacs et dans le Haut-Mississipi ne s'inscrit donc pas dans une dynamique de croissance et de développement; elle tend essentiellement à garantir les intérêts militaires et commerciaux d'une colonie, de toute évidence, beaucoup trop vaste.

Dès lors, la population des Pays d'en haut composée essentiellement de militaires en garnison, de colons, d'hommes de métier affectés au service des postes de défense, de coureurs de bois, d'interprètes, de missionnaires et de voyageurs demeure réduite; elle se distingue aussi par sa grande mobilité.

Appréhensions de Denonville face à l'établissement de postes «extra-laurentiens».

«La grande difficulte pour le gouvernemant des peuples vient de ce que lon a lessé trop etandre cette Colonie et que chasque abitan estant séparé et sans voisins se norit dans une independance sauvage outre limpossibilité ou un gouverneur general est de deffandre le Peis lors qu'il sera necessité de se tenir sur la deffansive. Je ne vois de remede à cela que de ressairer la colonie et de rassambler les abitants formans de bons vilages fermés quelque difficulté qui s'y puisse rencontrer il y faut travailler si on ne veut s'exposer à perdre tout le peuple.

(. . .)

«Toutes les abitations séparées et avoisinées de bois infinis sont la foiblesse de ce peis. Si avec cela on veut continuer d'occuper des fors eloignes comme celui de Cataroccuy ou fort de Frontenac ce sera encor affoiblir le peis et augmenter la depance qui ne nous peut estre d'aucune utilité, quelque chose que l'on puisse dire de contraire, car ces postes ne peuvent nuire aux sauvages ennemis mais bien a nous par les difficultés d'y aler et par la depance pour les soutenir.

«Il n'y a rien de plus certain que c'est un grand mal que d'avoir permis que par le passé on eye occupé des postes si esloignés que ceus que l'on a occupés qui sont hors de portée de la Colonie que l'on ne les peut soutenir : (. . .)».

Extrait du «Mémoire concernant le Canada – pour monseigneur le Marquis de Seignelay. Fait en janvier 1690.» dans *Un marquis du grand siècle. Jacques-René Brisay de Denonville, Gouverneur de la Nouvelle-France, 1637-1701*, de Thérès-Prince Falmagne. Montréal, Leméac, 1965. p. 324-325.

Bien peu de colons prennent racine en sol ontarien dans le but de s'adonner à la mise en valeur des terres. À la fin du Régime français, on en dénombre quelques centaines essentiellement concentrés autour des forts Détroit et Frontenac. Plusieurs d'entre eux viennent de vieilles paroisses de la vallée du Saint-Laurent comme ce Jean Drouillard, né à Saint-François de l'île d'Orléans le 14 février 1707, marié à Lachine le 5 février 1731 et décédé à Détroit avant 1756. Ou encore Joseph Mercier, fils d'Antoine Mercier et de Claudine Millet, de Saint-Augustin de Québec, qui épouse le 17 janvier 1752, au fort Frontenac, Marie-Joseph Levron. D'autres sont nés en France, comme ce François Billard, originaire de Saint-Germain dans le diocèse de Chartres, qui le 6 avril 1750, prend pour épouse Marianne Grandbois du fort Frontenac.

Malgré leur petit nombre, ils sont au même titre que les missionnaires, militaires et voyageurs, des agents de l'expansion française au nord de l'Amérique. Après la conquête anglaise, ils comptent d'ailleurs parmi ceux qui restent, témoins vivants d'un siècle et demi de présence française dans cet arrière-pays de la vallée du Saint-Laurent, dans ce vaste territoire qu'est aujourd'hui devenu l'Ontario.

Population comparée de la Nouvelle-France, de l'Acadie et des Pays d'en haut (territoires de l'Ouest, Grands Lacs et Illinois)

Année	Nouvelle-France	Acadie	Pays d'en haut	Total
1604	-	79	-	79
1628	76	20	-	96
1632	30	12	-	42
1633	230	340	-	570
1666	3245	470	-	3715
1686	12373	1055	850	14278
1700	14300	1310	1000	16610
1720	24434	3950	1600	29984
1740	43500	13050	4000	60050
1755	56000	19300	6000	81300
1763	66000	11000	7000	84000

Biraben, J.M. «Le peuplement du Canada français» dans *Annales de démographie historique. 1966*. Paris, Sirey, 1967. p. 124.

Chapitre II

Le Sud : développement et enracinements français

Nouveau drapeau et nouveaux arrivants : les Loyalistes

Après la cession des colonies françaises d'Amérique à l'Angleterre (1763), les Pays d'en haut restent surtout peuplés d'Amérindiens. Un nouveau drapeau flotte sur les divers forts militaires et postes de traite; des garnisons britanniques remplacent peu à peu les militaires français. Voyageurs et trafiquants, francophones et anglophones, continuent de sillonner le territoire pour en retirer les fourrures, quoique les autorités britanniques, voulant y limiter la présence des Blancs, le retranchent momentanément de l'empire commercial du Saint-Laurent. Par l'Acte de Québec (1774), les vastes Pays d'en haut sont de nouveau rattachés à la province de Québec, mais ne sont pas pour autant ouverts au peuplement. Cependant, les quelques colons installés vers la fin du Régime français autour des postes, en particulier à la Pointe de Montréal (Windsor) en face du fort Détroit, restent sur place et mettent en valeur les terres avoisinantes.

Pour des renseignements sur cette période, voir :

Brunet, Michel. *Les Canadiens et les débuts de la domination britannique, 1760-1791*. Coll. «Brochure historique» nº 13. Ottawa, Société historique du Canada, 1966. 20 p.

Ouellet, Fernand. *Histoire économique et sociale du Québec, 1760-1850*. Montréal et Paris, Fides, 1966.

Creighton, D.G. *The Empire of the St. Lawrence*. Toronto, Macmillan of Canada, 1956.

Après la guerre de l'Indépendance américaine (1776-83), des Loyalistes quittent les États-Unis pour venir s'installer dans les colonies restées fidèles à la couronne britannique. À ces débuts de colonisation correspond une politique d'appropriation des terres amérindiennes par des traités et par la constitution de réserves.

Les Loyalistes de l'Ontario réclament bientôt une province séparée du Québec et dotée des institutions politiques, judiciaires et religieuses de tradition britannique. L'Acte constitutionnel de 1791 divise la province de Québec en Bas-Canada et Haut-Canada qui correspondent à peu près au Québec et à l'Ontario actuels, sauf en ce qui concerne leur partie septentrionale. Ces frontières du nord ne sont fixées qu'à la fin du XIX^{e} siècle et au début du XX^{e}.

Sur les territoires cédés aux Blancs, on pourra consulter :

Canada. Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien. *Indians of Ontario (an Historical Revision)*. Ottawa, ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien, 1966. 40 p.

Morris, J.L. *Indians of Ontario*. Toronto, Ontario Department of Lands and Forests, 1943. 75 p.

Surtees, R.J. «The Development of an Indian Reserve Policy in Canada». *Ontario History*, LXI (juin 1969) : 87-98.

La colonisation de l'Ontario se fait selon le système de tenure en franc et commun soccage (*freehold*) et suivant le modèle du *township*. Sauf pour le cas mal défini de la cession du fort Frontenac au sieur de La Salle en 1675, une seule seigneurie a existé en Ontario, soit celle de L'Orignal, cédée à François Prévost en 1674. Passée aux mains de la famille Le Moyne de Longueuil, elle n'est pas exploitée lorsqu'elle est vendue à N.H. Treadwell en 1796; elle devient plus tard le *township* ou canton de Longueuil.

Par opposition au régime seigneurial, en vigueur dans la vallée du Saint-Laurent, la tenure en franc et commun soccage se caractérise par la possession d'un terrain libre de redevances, lods et ventes, loyers ou autres liens. Modifié selon les accidents de terrain et les diverses périodes de colonisation, le *township* est généralement de forme rectangulaire (neuf milles de front sur douze de profondeur) ou carrée (dix sur dix milles).

Sur les systèmes de tenure des terres, on peut consulter :

Trudel, Marcel. *Le régime seigneurial*. Coll. «Brochure historique» n° 13. Ottawa, Société historique du Canada, 1956. 24 p.

Gates, Lillian F. *Land Policies of Upper Canada*. Coll. «Canadian Studies in History and Government» n° 9. Toronto, University of Toronto Press, 1968. 378 p.

Gentilcore, Louis. «Lines on the Land. Crown Surveys and Settlement in Upper Canada». *Ontario History*, LXI (juin 1969) : 58-78.

Riddell, R.G. «The Policy of Creating Land Reserves in Canada» dans *Essays in Canadian History*. de R. Fienley, dir. Toronto, Macmillan of Canada, 1939. p. 296-317.

On trouvera une bonne description de la politique gouvernementale de disposition des terres dans :

Lambert, R.S. et P. Pross. *Renewing Nature's Wealth. A Centennial History of the Public Management of Lands, Forests and Wildlife in Ontario, 1763-1967*. Toronto, Ontario Department of Lands and Forests, 1967. Voir les chapitres 2, 4 à 7 et 15.

Sur l'histoire générale de l'Ontario, on lira :

Craig, G.M. *Upper Canada. The Formative Years 1784-1841*. London et New York, McClelland and Stewart, 1963. 315 p.

Cornell, P.G., J. Hamelin, F. Ouellet et M. Trudel. *Canada. Unité et diversité*. Toronto, Holt, Rinehart et Winston, 1968. Chapitres 17, 18, 32 et 33.

Hall, Roger et Gordon Dodds. *A Picture History of Ontario*. Edmonton, Hurtig Publishers, 1978. 224 p.

Schull, Joseph. *Ontario since 1867*. Coll. «Ontario Historical Series», Toronto, McClelland and Steward, 1978. 400 p.

«Routes de concession» et voies transversales lui donnent l'apparence d'un quadrillé. Les lots sont de deux cents acres ou moins, selon la période où le *township* est ouvert à la colonisation. L'emplacement d'un village par *township* est prévu et un certain nombre de terrains sont réservés pour des fins publiques.

Tout au long du développement de l'Ontario, des Canadiens français viennent s'établir sur les terres, travailler dans les forêts, les mines et les industries, de même que dans le secteur des services. Là où ils sont en nombre suffisant, ils se créent leurs propres cadres de vie sociale, économique, politique, culturelle et religieuse : paroisses, écoles, coopératives, instruments de pression politique. Il n'est guère de coin de la province où la présence francophone ne se soit manifestée.

Les divers articles réunis dans l'ouvrage suivant s'avéreront très utiles :

Firth, E.G., dir. *Profiles of a Province*. Toronto, Ontario Historical Society, 1967. 233 p. Voir entre autres l'article de H.A. Innis, *«An Introduction to the Economic History of Ontario from Outpost to Empire»*, p. 145-155.

Pour un bref aperçu général de la colonisation, on lira :

Gentilcore, L. «Settlement» dans *Ontario*. Coll. «Studies in Canadian Geography», Toronto, University of Toronto Press, 1972. p. 23-44. Ce petit livre donne aussi un bon aperçu de l'environnement, de l'économie, de la croissance urbaine et de la structure politique.

Les détails suivants donnent un aperçu de la présence francophone en Ontario au XIX^e^ siècle et au début du XX^e^.

«Ce fut également le début d'une forte croissance démographique, car de 26 417/949 902 qu'ils étaient en 1851, les Franco-Ontariens passèrent à 33 287/1 382 425 en 1861, à 75 383/1 620 851 en 1871 et à 102 743/1 926 922 en 1881. C'est dire que de 2.7% de la population provinciale en 1851, les francophones passèrent à 5.3% en 1881.

«Si la proportion de francophones chez les Ontariens avait doublé entre 1850 et 1880, elle allait continuer à augmenter rapidement entre 1881 et 1910, année où ils auront atteint 8.0% de la population.»

Choquette, Robert. «L'histoire des Franco-Ontariens. Bilan de la recherche» dans *Situation de la recherche sur la vie française en Ontario*. Montréal et Ottawa, Association canadienne-française pour l'avancement des sciences (ACFAS) et Centre de recherche en civilisation canadienne-française de l'Université d'Ottawa, 1975. p. 68-69.

La carte suivante, conçue pour des fins démolinguistiques, présente les trois grandes régions qui serviront généralement de cadre géographique à notre présentation du développement et des enracinements francophones en Ontario. Suivent à la page 37 des données statistiques.

En particulier avec le développement du nord de la province, à partir de la première décennie du XX[e] siècle, des Canadiens français continuent de venir s'établir en Ontario. Après la Seconde Guerre mondiale, de nouveaux contingents francophones sont attirés par l'essor industriel du sud de la province. Ainsi au recensement de 1971, 9,6% de la population ontarienne est d'origine ethnique française et 6,3% est de langue maternelle française.

Données linguistiques, trois grandes régions ontariennes, 1971. (milliers et pourcentages de la population totale).

Région	Population totale	Groupe ethnique français	Langue maternelle française	Langue d'usage française
Nord	839	220 (26,2)	173 (20,7)	141 (16,8)
Est	923	218 (23,7)	173 (18,7)	147 (16,0)
Sud	5,942	299 (5,0)	136 (2,3)	64 (1,1)
Ontario	7,703	737 (9,6)	482 (6,3)	352 (4,6)

Savard, Pierre *et al. Cultiver sa différence. Rapport du Groupe d'étude des Arts dans la vie franco-ontarienne*. Toronto, Conseil des Arts de l'Ontario, 1978. p. 50-51, 54-55.

Le Sud et les isolats francophones

Développement général

Se présentant *grosso modo* sous la forme d'un triangle, la pointe sud de l'Ontario s'étend d'est depuis la frontière orientale du comté de Lennox-Addington jusqu'aux limites occidentales du comté d'Essex; bornée au nord-nord-ouest par le lac Huron et la baie Georgienne, elle touche en sa partie sud les rives des lacs Ontario et Érié. Berceau de l'Ontario, elle plonge ses racines historiques au-delà de la cession à l'Angleterre du bassin des lacs et son histoire se confond pendant longtemps avec celle du développement de la province tout entière.

Il nous semble donc opportun, avant d'aborder la question de la présence francophone dans cette région, aujourd'hui la plus densément peuplée de l'Ontario, d'en rappeler les grandes étapes du peuplement et d'en signaler les principaux axes de développement.

Peuplement et occupation du territoire

En quittant l'arrière-ligne de défense des Grands Lacs, les représentants officiels de la France laissent derrière eux un pays en majeure partie désert, recouvert de forêts et inexploité. Préoccupé par l'organisation militaire et administrative du nouveau territoire confié à sa garde, le gouvernement colonial britannique met vingt ans

avant de s'intéresser au développement des rives nord des lacs Ontario et Érié. Il y est amené, beaucoup plus qu'il ne prend l'initiative de l'action, lors de la guerre de l'Indépendance américaine, alors que bon nombre de sympathisants à la cause impériale tentent de trouver refuge sur les territoires de l'Empire. En 1784, six mille d'entre eux sont installés sur des terres concédées gratuitement par le gouvernement aux limites est – nous aurons l'occasion d'y revenir ultérieurement – et sud de l'Ontario actuel, notamment dans l'arrière-pays du fort Niagara et en face de Détroit.

Par la suite, d'autres Loyalistes américains, qualifiés de «*late Loyalists*» affluent dans la province nouvellement créée du Haut-Canada. Venus d'horizons culturels et religieux fort variés, et recherchant des conditions favorables au maintien, voire à l'épanouissement de leurs valeurs spirituelles et ethniques, ils s'enfoncent dans les forêts du «*Old Ontario*» et y repoussent les frontières de l'oecoumène. Parmi eux, on trouve des Quakers anglophones et Mennonites germanophones qui dès les années 1780 commencent à mettre en valeur les terres des *townships* situées à l'ouest du Niagara. Plus tard, d'autres Quakers, Mennonites, Moraves ou Méthodistes s'avancent jusqu'à la baie de Quinté, dans l'arrière-pays de York ou dans les environs des comtés de Waterloo, London ou Essex. En général, peu appréciés des Loyalistes de la première heure, bon nombre d'entre eux partent

---

Les auteurs d'ouvrages généraux sur l'histoire ontarienne réservent généralement une place importante au peuplement et à la colonisation de la pointe sud. On trouvera des informations pertinentes dans :

Craig, Gerald M. *Upper Canada. The Formative Years, 1714-1841*. Coll. «The Canadian Centenary», Toronto, McClelland and Stewart, 1963. 315 p.

Lambert, R.S. et P. Pross. *Renewing Nature's Wealth. A Centennial History of the Public Management of Lands, Forests and Wildlife in Ontario, 1763-1967*. Toronto, Ontario Department of Lands and Forests, 1967. p. 14-28; 82-100.

Casselman, A.C. «Pioneer Settlements» dans Adam Shortt et Arthur G. Doughty, *Canada and its Provinces*. Vol. XVII. Toronto, The Edinburgh University Press for the Publishers Association of Canada Ltd. 1914. p. 13-102.

Cowan, Helen I. *British Emigration to British North America. The First Hundred Years*. Édition revue et corrigée. Toronto, University of Toronto Press, 1967. 321 p.

Cowan, Helen I. *British Immigration before Confederation*. Coll. «the Canadian Historical Association Booklets» nº 22, Ottawa, Canadian Historical Association, 1968. 24 p.

Talman, J.J. «The United Empire Loyalists» dans *Profiles of a Province. Studies in the history of Ontario*, d'Edith G. Firth, dir. Toronto, Ontario Historical Society, 1967. p. 3-8.

On consultera aussi des travaux plus spécifiques, tel celui de :

Longman, R.C. *Patterns of Settlement in Southern Ontario. Three Studies*. Coll. «Curriculum Resource Books», Toronto, McClelland and Stewart, 1971. 141 p.

bientôt en direction des terres neuves, plus libres, du Sud-Ouest américain.

À la même époque, des promoteurs individuels se lancent dans de vastes entreprises de peuplement et de colonisation. En 1802, un jeune officier anglais du nom de Thomas Talbot reçoit 5 000 acres de terre le long du lac Érié. Déterminé à tirer profit de son domaine et à y attirer des colons, il entreprend très tôt la construction d'une route destinée à relier les *townships* de sa «principauté» aux communautés déjà organisées; vers 1820 le chemin Talbot court sur une distance de 300 milles et réunit les établissements de la tête du lac Ontario à ceux de la rivière Détroit. En 1837, Talbot aura établi plus de 30 000 colons et développé, entre le lac Érié et les comtés du *Huron Tract, 27 townships* s'étendant sur une longueur de plus de 130 milles depuis Long Point jusqu'à l'embouchure de la rivière Détroit. Plus tard, des capitalistes londoniens s'intéressent aussi à ce pays neuf. Au milieu des années 1820, la *Canada Company*, dotée d'un capital-actions de 1 000 000 de livres sterling achète du gouvernement près de 3 000 000 d'acres de terre – dont le *Huron Tract,* à la pointe sud-est du lac Huron, d'une superficie de 1 100 000 d'acres – et s'efforce d'y attirer des colons anglais.

Entre temps, pour faire contrepoids à la présence des *«late Loyalists»,* à qui l'on reproche le peu d'empressement à défendre la colonie au cours de la guerre de 1812, le gouvernement

met l'accent sur le recrutement de colons britanniques. La fin des guerres napoléoniennes amène bon nombre d'officiers et soldats des armées britanniques ayant combattu sur les fronts américains ou européens.

Au milieu des années 1820, Londres met au point un programme visant à désamorcer le mécontentement des populations pauvres de certains comtés de l'Irlande en leur offrant l'occasion de recommencer leur vie au Haut-Canada. En deux ans, Peter Robinson, chargé de la réalisation du projet, recrute 2 600 colons : 600 d'entre eux s'installent dans l'Est, entre Perth et Ottawa; les 2 000 autres vont au nord du lac Rice, près du village naissant de Peterborough.

Parallèlement à cette émigration subventionnée, plusieurs centaines de petits fermiers et manouvriers anglais quittent de leur propre initiative leur pays d'origine et viennent s'établir dans les cantons inexploités du Sud. Au début des années 1850 ils envahissent la péninsule de Bruce, dernière étape de l'occupation territoriale de l'enclave Kingston-baie Georgienne-Windsor.

Les chiffres nous manquent pour évaluer l'ampleur des vagues successives d'immigration qui ont atteint le triangle sud. Qu'il suffise de rappeler cependant qu'entre 1815 et 1851 la population de l'Ontario passe de 100 000 à 952 000. Au milieu du siècle, elle est surtout concentrée au nord et à l'ouest du lac Ontario.

La littérature abonde sur le développement des communautés du sud de l'Ontario. On repérera plusieurs articles riches de détails historiques en dépouillant l'index suivant :

Index to the Publications of the Ontario Historical Society 1899-1972. Toronto, Ontario Historical Society, 1974. 175 p.

De plus, mis à part les travaux reliés à l'histoire des quatre isolats francophones étudiés plus loin, on retiendra les titres suivants :

Johnston, H.J. «Immigration to the Five Eastern Townships of the Huron Tract». *Ontario History*, LIV (septembre 1962) : 207-224.

Guillet, Edwin, C., dir. *The Valley of the Trent*. Coll. «Ontario Series» nº 1. Toronto, The Champlain Society for the Government of Ontario, University of Toronto Press, 1957. 474 p.

Très tôt, cependant, la politique gouvernementale d'octroi des terres se révèle un obstacle au développement efficace du territoire. La propension des autorités à distribuer et à déterminer les dimensions des concessions en fonction de la qualité ou de la position socio-professionnelle des candidats suscite très vite du mécontentement chez les requérants jugés moins méritants. De plus les législations visant à réserver 2/7 des terres de chaque *township* au clergé et à la Couronne empêchent la construction d'un réseau routier adéquat, et partant, gênent la croissance des régions neuves. Le problème se pose avec d'autant plus d'acuité qu'à partir de 1830 les contingents de colons britanniques affluent massivement vers le Haut-Canada. La question reste au centre des débats politiques jusqu'à ce qu'au milieu du XIX[e] siècle le gouvernement, après plusieurs mises à l'essai de solutions partielles, en arrive à abolir le système des réserves et à élaborer de nouveaux programmes de concession de terres.

Sur cette question complexe de la politique de distribution des terres au Haut-Canada, les ouvrages les plus complets demeurent ceux de :

Gates, Lillian F. *Land Policies of Upper Canada*. Coll. «Canadian Studies in History and Government» n° 9, Toronto, University of Toronto Press, 1968. 378 p.

Wilson, Alan. *The Clergy Reserves of Upper Canada. A Canadian Mortmain*. Coll. «Canadian Studies in History and Government» n° 8, Toronto, University of Toronto Press, 1968. 280 p.

———. *The Clergy Reserves of Upper Canada*. Coll.«The Canadian Historical Association Booklets» n° 23, Ottawa, Canadian Historical Association, 1969, 24 p.

Le problème occupe aussi une place importante dans les travaux généraux d'histoire ontarienne. Parmi beaucoup d'autres, voir l'ouvrage de :

Dunham, Aileen. *Political Unrest in Upper Canada 1815-1836*. Col. «the Charleton Library» n° 10, 2[e] éd., Toronto, McClelland and Stewart, 1965. 204 p.

Agriculture

Bien drainées et bénéficiant d'un climat relativement doux, les terres basses et riches du sud de l'Ontario se prêtent particulièrement bien à l'exploitation agricole. La réputation dont jouissent de nos jours les productions maraîchères de Niagara et d'Essex en fait éloquemment la preuve.

Fondement pendant au delà d'un siècle et demi de l'économie de la région, l'agriculture du sud de l'Ontario connaît des débuts lents et répond à une demande plutôt limitée. Les colons français et les premiers Loyalistes qui s'installent le long des Grands Lacs s'adonnent à la culture extensive, tirant des terres nouvellement défrichées les céréales, fruits et légumes dont ils ont besoin et vendant à l'occasion quelques surplus aux garnisons et aux voyageurs. Au début du XIX[e] siècle, les producteurs du Haut-Canada accusent des surplus et sont déjà en mesure d'exporter du blé et de la farine vers les marchés extérieurs. La chute de production céréalière dans la vallée du Saint-Laurent et les difficultés qu'éprouve l'Angleterre à s'approvisionner sur les marchés

---

Les études gouvernementales relatives au secteur agricole sont légion. Elles contiennent dans la plupart des cas des tableaux graphiques ou cartes qui permettent au lecteur d'acquérir une connaissance précise de la situation actuelle de l'agriculture dans toutes les régions ontariennes. On pourra dans un premier temps lire le survol de :

Reeds, L.G. «The Environment» dans *Ontario* de Louis Gentilcore, dir. Coll. «Studies in Canadian Geography/Études sur la géographie du Canada», Toronto, University of Toronto Press, 1972. p. 1-22.

Pointe-aux-Roches, comté d'Essex — Archives CRCCF Ph 59-1

européens favorisent jusqu'en 1846, date du rappel des taux préférentiels britanniques (*Corn Laws*), les fermiers de la région des Grands Lacs. Puis au milieu du siècle, l'amélioration des conditions de transport et l'adoption du traité de réciprocité (1854) leur ouvrent toutes grandes les portes du vaste marché américain. Jusqu'au milieu des années 1860, les exportations de céréales, produits laitiers et bétail atteignent des sommets. Mais la fin des ententes canado-américaines de réciprocité, le règlement de la guerre de Sécession et l'ouverture des terres agricoles de l'Ouest américain forcent bientôt les agriculteurs à réorienter leurs productions et à se trouver de nouveaux marchés. Dès lors s'affirment vers 1870-1880 les éléments qui composent encore aujourd'hui la structure de l'économie agricole sud-ontarienne; cultures maraîchères dans la péninsule du Niagara et dans les comtés de Kent et Essex, production de tabac au nord du lac Érié et fermes laitières dans la région périphérique de London. Au XX[e] siècle, la croissance industrielle et le développement corollaire des zones urbaines, notamment le long de la rive ouest du lac Ontario, offrent à ces agriculteurs de riches possibilités de marchés. Mais en contrepartie ces deux phénomènes ne sont pas sans entraîner un rétrécissement des territoires agricoles.

L'ouvrage le plus complet sur l'activité agricole en Ontario demeure encore celui de :

Jones, R.L. *History of Agriculture in Ontario, 1613-1880*. Toronto, University of Toronto Press, 1946. 420 p.

Parmi les articles traitant d'aspects particuliers de la question, on pourra lire :

Cartwright, D.G. «Changes in the Distribution of Cheese Factories in Southwestern Ontario». *The Canadian Geographer/Le Géographe Canadien*, X (1966) : 225-233.

Watson, J.W. «Rural Depopulation in Southwestern Ontario» *Annals of the Association of American Geographers*, XXXVII (1947) : 145-154.

The Province of Ontario. Canada. Situations and Size, Climate, Products, Resources, Progress and Advantages. Toronto, Imprimeur du Roi, 1909. p. 1-42.

Industrie forestière

Il faut attendre les années 1830 avant que le commerce extérieur du bois ne présente quelque intérêt pour les colons de la partie méridionale du Haut-Canada. Jusque-là préoccupés par le défrichement et l'exploitation agricole de leurs lopins de terre, ils utilisent le bois dans la construction de leurs habitations et de leurs bâtiments ou installations de ferme, ou bien le brûlent pour en fabriquer de la potasse. Dans certains cas, de telles pratiques s'avèrent rapidement néfastes. Ainsi dans le comté de Norfolk, de belles forêts de pins sont détruites afin d'ouvrir à l'agriculture des terres sablonneuses et virtuellement peu productives. De toute façon à cette époque, hormis le marché local, au demeurant assez restreint en raison des difficultés de communication, la demande extérieure est à toutes fins utiles inexistante.

Raisons de la faible croissance de l'industrie forestière du sud de l'Ontario avant 1830.

«First, before the steamboat and the railway the cost of moving timber across Lake Ontario and down the St. Lawrence rapids was prohibitive. Second, the area was dominated by the process of settlement. The settlers were not interested in preserving stands of timber which could not be used in the foreseeable future and which were interfering with land speculation and actual settlement. The only important export that the early settlers derived from their forests was potash, a commodity derived from burning the trees. Third, the men appointed as deputy surveyors of woods counted the position amongst the least important of their many offices. The few records they have left are more concerned with releasing certain townships from any Crown claim than with trying to establish the policy outlined in the Governor's instructions. Fourth, as long as adequate supplies of timber still existed elsewhere in British North America it was easy enough for the administrators of Upper Canada to neglect their instructions.»

Lambert, R.S. et P. Pross. *Renewing Nature's Wealth. A Centennial History of the Public Management of Lands, Forests & Wildlife in Ontario, 1763-1967.* Toronto, Ontario Department of Lands and Forests, 1967. p. 30.

À partir de 1835, l'ouverture du marché américain et l'amélioration du réseau de communication – routes, canaux et plus tard, chemins de fer – favorisent le développement de plusieurs centres commerciaux le long des lacs Ontario et Érié. La coupe et le commerce du bois, particulièrement du bois de sciage, connaissent alors une importante période de croissance. Bûcherons, draveurs et autres travailleurs de chantiers s'enfoncent dans les forêts du bassin de la Trent et de ses tributaires, dans les régions boisées du nord du lac Érié et s'avancent jusqu'à la péninsule de Bruce.

En général, dans le sud de l'Ontario, l'exploitation forestière reste liée à l'ouverture des terres agricoles, contrairement à ce qui se passe dans la vallée de l'Outaouais. Les réserves s'épuisent donc vite sauf dans la région de Peterborough où l'industrie du bois se maintient encore au début de XX[e] siècle. La production y demeure cependant moins importante que dans les forêts des hautes vallées de l'Outaouais et de la Gatineau et de celles de la baie Georgienne.

Le commerce du bois dans le sud de l'Ontario après 1840.

«Railways pushed into all sections of Upper Canada, generally meeting with better success than the Bytown and Prescott. The Trent River district was tapped by the Peterborough and Cobourg Railway, which tied it to the lake schooner system shipping to Oswego and New York. In the pre-railway period, Peterborough had shipped three to four million feet of lumber a year by water and wagon. In 1854, this leaped to twenty million feet, by railway.

«The Midland, the Northern, the Buffalo and Lake Huron railways, all knitted Upper Canada into the American metropolitan pattern. From 1840, lake towing and schooner routes crisscrossed Lake Erie and Lake Ontario. Fed by railways, Kingsville, Port Dover, Oakville, Toronto, Whitby, Cobourg, Port Hope and Kingston, termini of the lake shipping routes, developed into busy trading centres. Oswego was receiving annually two million feet of Upper Canadian timber in 1840; a decade later this had soared to sixty million feet. Oakville is a typical example of the fantastic growth stimulated by the new means of communication, 550,501 feet being exported in 1840, and 4,518,500 feet in 1850. By 1853, no less than fifty-one ports in the Province of Canada were shipping at least one million feet of planks and boards each to the United States, with the unlikely centres of Burwell and Belleville leading the parade. The most dramatic correlation of railway and lumbering is that of Simcoe County. A minor producer of lumber in 1850, the area was first tapped in 1853 by the Northern Railway, which pushed through to Collingwood in 1855. By 1861, Simcoe was the leading county in Upper Canada in lumber production.»

Cross, Michael S. «The Lumber Community of Upper Canada, 1815-1867». *Ontario History*, LII (décembre 1960) : 213-234.

L'industrie forestière de l'Ontario méridional n'a pas fait l'objet d'une étude systématique. En plus des textes cités antérieurement, on trouvera quelques belles pages dans la monographie suivante :

Lower, A.R.M. *Settlement and the Forest Frontier in Eastern Canada*. Coll. «Canadian Frontiers of Settlement» vol. IX, Toronto, Macmillan of Canada, 1936. p. 38-43.

Industrie manufacturière

Les spécialistes de l'histoire économique situent généralement au tournant du XX[e] siècle (1890-1920) l'émergence du Sud ontarien comme centre vital de l'économie industrielle canadienne. Toutefois on trouve trace d'activités manufacturières, c'est-à-dire d'opérations impliquant la transformation de matières premières, dès les origines de la province car à peine installés, les pionniers doivent pourvoir à leurs besoins vestimentaires et fabriquer les outils nécessaires au défrichement et à l'exploitation des terres. Par ailleurs, durant la première moitié du XIX[e] siècle, la croissance des secteurs agricole et forestier, l'ouverture des marchés extérieurs et l'expansion du peuplement entraînent la construction de nombreux moulins à farine, fabriques de bois de sciage et de produits textiles, distilleries, etc.; elles favorisent aussi le développement des chantiers maritimes et suscitent l'établissement de nombreux ateliers ou boutiques.

Sur les premières manifestations de l'activité industrielle en Ontario, voir :

Innis, Mary Quayle. «The Industrial Development of Ontario, 1783-1820». *Ontario Historical Society. Papers and Records*, XXXII (1937) : 104-113.

Il faut cependant attendre le dernier tiers du XIX[e] siècle avant que ne se manifeste véritablement le développement industriel du sud de l'Ontario. D'une part le nombre de petites manufactures de biens de consommation courante – chaussures, vêtements, cigares, etc. – s'accroît de façon considérable. D'autre part l'industrie lourde – fonderie, fabrique d'outillage, etc. – favorisée par la reprise des grands travaux de construction ferroviaire, par la mécanisation de plus en plus poussée des secteurs traditionnels de production, par la multiplication des sources d'énergie hydro-électrique et par la demande accrue de matériel militaire, accuse, surtout à compter du début du XX[e] siècle, des progrès remarquables. Plus tard l'exploitation des mines du Nouvel-Ontario, la Seconde Guerre mondiale, puis l'augmentation de la demande de biens durables donnent une nouvelle impulsion à ce secteur vital de l'économie ontarienne.

Dès l'origine, les producteurs manufacturiers et industriels ont tendance à se regrouper dans la région des lacs pour les possibilités qu'elle offre en matière de voies de communication intérieures et extérieures, de sources d'énergie – charbon américain puis électricité – et de marchés. Ainsi, entre 1871 et 1911, plus de 80% des opérations manufacturières de l'Ontario s'effectuent dans l'enclave sud. À la fin de la période, le fameux *Golden Horseshoe*, qui va de Toronto à Niagara, domine nettement avec 43,5% des activités liées à la transformation. Cette

---

En ce qui concerne les premières phases du développement manufacturier et industriel au sud de l'Ontario, on pourra se referer à :

Gilmour, J.M. *Spatial Evolution of Manufacturing : Southern Ontario, 1851 – 1891*. Toronto, University of Toronto Press, University of Toronto, Department of Geography, 1972. 214 p.

Walker, David F. et James H. Vates. *Industrial Development in Southern Ontario, Selected Essays*. Waterloo, The Department of Geography, University of Waterloo, 1974. 306 p.

Ray, D.M. «The Economy» dans *Ontario*, de Louis Gentilcore, dir. Toronto, University of Toronto Press, 1972. p. 45-63.

Parmi les nombreux articles traitant d'un aspect particulier du developpement industriel, on pourra retenir ceux de :

Phelps, Edward. «Foundations of the Canadian Oil Industry, 1850-1866» dans *Profiles of a Province, Studies in the history of Ontario*, de E.-G. Firth. Toronto, Ontario Historical Society, 1967. p. 156-165.

Watson, J.W. «The Changing Industrial Pattern of the Niagara Peninsula», *Ontario Historical Society, Papers and Records*, 34 (1945) : 49-58.

Voir aussi le film fixe de :

Careless, J.M.S. «Le développement urbain au Canada central jusqu'en 1850» dans *Histoire du Canada en Images*, de l'Office national du film. Série 1, n° 17.

prédominance du secteur centre-sud, qui ne cesse de s'affirmer au cours du XX[e] siècle, n'est pas sans provoquer une augmentation considérable de la population et sans engendrer une expansion des régions urbaines sur la frange nord des lacs Érié et Ontario.

Transports et communications

Très tôt les carences du réseau de communication entravent le processus de développement économique du sud de la province. Des efforts sont d'abord tentés du côté du réseau routier afin de relier les divers centres de production de la région. Vers 1830 quelques grands axes convergent vers la capitale – dont les rues Dundas et Yonge et les chemins Danforth et Kingston – tandis que le chemin Talbot relie la zone frontalière du Sud-Ouest au lac Ontario. Difficiles à entretenir et mal protégées contre les assauts du climat, ces routes sont souvent impraticables et ne répondent que fort partiellement aux nécessités du développement. Par ailleurs, jusqu'au milieu du siècle, les terres réservées à la Couronne et au clergé empêchent la province de se doter d'un réseau routier efficace. Par la suite, la croissance industrielle et commerciale du *Golden Horseshoe* amène les autorités provinciales à mettre au point une infrastructure routière qui permette de rapprocher les centres de production de l'arrière-pays aux zones de transformation et de distribution.

Sur les origines du réseau routier en Ontario, lire, entre autres :

Cross, Michael S. «The Stormy History of the York Roads, 1835-1865». *Ontario History*, LIV 1 (mars 1962) : 1-24.

Breithaupt, W.H. «Dundas Street and Other Early Upper Canada Roads». *Ontario Historical Society, Papers and Records*, 21 (1924) : 5-10.

Breighardt, Andrew F. «The Origin and Development of the Road Network of the Niagara Peninsula, Ontario, 1770-1851». *Annals of the Association of American Geographers*, 59 (septembre 1969) : 417-440.

Au début du XIX[e] siècle, l'utilisation du réseau hydrographique apparaît comme seule solution viable aux problèmes de communications intérieures et extérieures. D'autant plus qu'à compter de 1820 la construction du canal Érié – reliant les marchés de l'Ouest à New York via l'Hudson – menace sérieusement les intérêts des marchands montréalais et compromet l'avenir de l'axe du Saint-Laurent. Dès lors, plusieurs projets sont conçus en vue d'améliorer les conditions de navigation sur le Haut-Saint-Laurent et sur les Grands Lacs et d'atteindre l'intérieur des terres par voie d'eau. Ainsi en 1824, un jeune marchand de St. Catharines, William Hamilton Merritt, entreprend de construire un canal, depuis le lac Ontario jusqu'à la rivière Welland, qui permette d'accéder au lac Érié en contournant les chutes Niagara. Les navires commencent à y circuler avant la fin des années 1820. Très tôt cependant, de nombreux problèmes techniques se posent et forcent les pouvoirs publics à intervenir financièrement, à élaborer de nouveaux tracés et à reconstruire le canal Welland. Vers la même époque, on entreprend aussi le creusage d'autres canaux dans la région de Burlington. En outre, on songe déjà à canaliser la voie de la Trent, mais le travail ne sera commencé que plus tard au cours du siècle. Enfin les travaux de canalisation du Haut-Saint-Laurent, en aval de Kingston, demeurent une des premières préoccupations des commerçants du Sud.

Pour un aperçu de l'histoire des communications dans cette région, on visionnera le film fixe suivant :

Tulchinsky, Gérald. «Évolution des moyens de transport dans la région du St-Laurent et des Grands Lacs, 1828-1860» dans *Histoire du Canada en Images*, de l'Office national du Film. Série I, n° 11.

À propos des divers travaux de canalisation dans le sud de l'Ontario, on pourra lire :

Craig, Gerald M. *Upper Canada. The Formative Years 1784-1841*. Coll. «The Canadian Centenary», Toronto, McClelland and Stewart, 1963. p. 149-160.

Guillet, Edwin C. *The Valley of the Trent*. Toronto, The Champlain Society for the Government of Ontario. University of Toronto Press, 1957. p. 132-232.

Cruikshank, E.A. «The Inception of the Welland Canal». *Ontario Historical Society. Papers and Records*, 22 (1925) : 60-88.

Mitchell, James. «Deep Waterways Movements. Their Origin and Progress in Ontario». *Ontario Historical Society. Papers and Records*, XIX (1922) : 134-138.

Miller, Roscal R. «The Welland Canal Company and the Duke of Wellington». *Ontario History*, XLVI (1954) : 63-67.

Sur les nombreuses étapes de la construction et du réaménagement du canal Welland depuis 1829, voir :

Jackson, John N. *Welland and the Welland Canal. The Welland Canal By-Pass*. Belleville, Mika Publishing, 1975. p. 13-30.

Au milieu du siècle, les immenses possibilités qu'offre le chemin de fer vont relayer au second plan les grands travaux de canalisation qui, somme toute, se révèlent coûteux en regard des résultats obtenus. La disponibilité des capitaux britanniques et la rapide expansion du réseau ferroviaire américain amènent le Canada-Uni à se lancer lui aussi dans l'aventure du rail. Dès 1860, le *Grand Trunk* relie Sarnia à Portland (Maine) via Toronto, Kingston et Montréal. Dans l'enclave sud de l'ouest du Canada, le chemin de fer de la *Northern* unit Toronto à Collingwood au sud de la baie Georgienne, tandis que le réseau de la *Great Western* réduit les distances entre l'ouest du lac Ontario (Toronto-Niagara) et la frontière sud-ouest de la province (Sarnia-Détroit). Au début du XX[e] siècle, lors de la grande poussée expansionniste des réseaux ferroviaires canadiens, le *Grand Trunk* et le Canadien Pacifique réunissent par un réseau serré et entrelacé de voies ferroviaires des centaines de petites communautés du triangle sud. Les lignes du C.P. et du *G.T.R.* les mettent directement en contact avec les provinces canadiennes de l'Est et avec l'Ouest américain tandis que celles du *Canadian Northern* leur donnent accès aux vastes régions encore mal connues du Nord ontarien et de l'Ouest canadien. Là, peut-être plus qu'ailleurs, l'histoire du rail se confond avec celle de la prospérité et de la croissance industrielle.

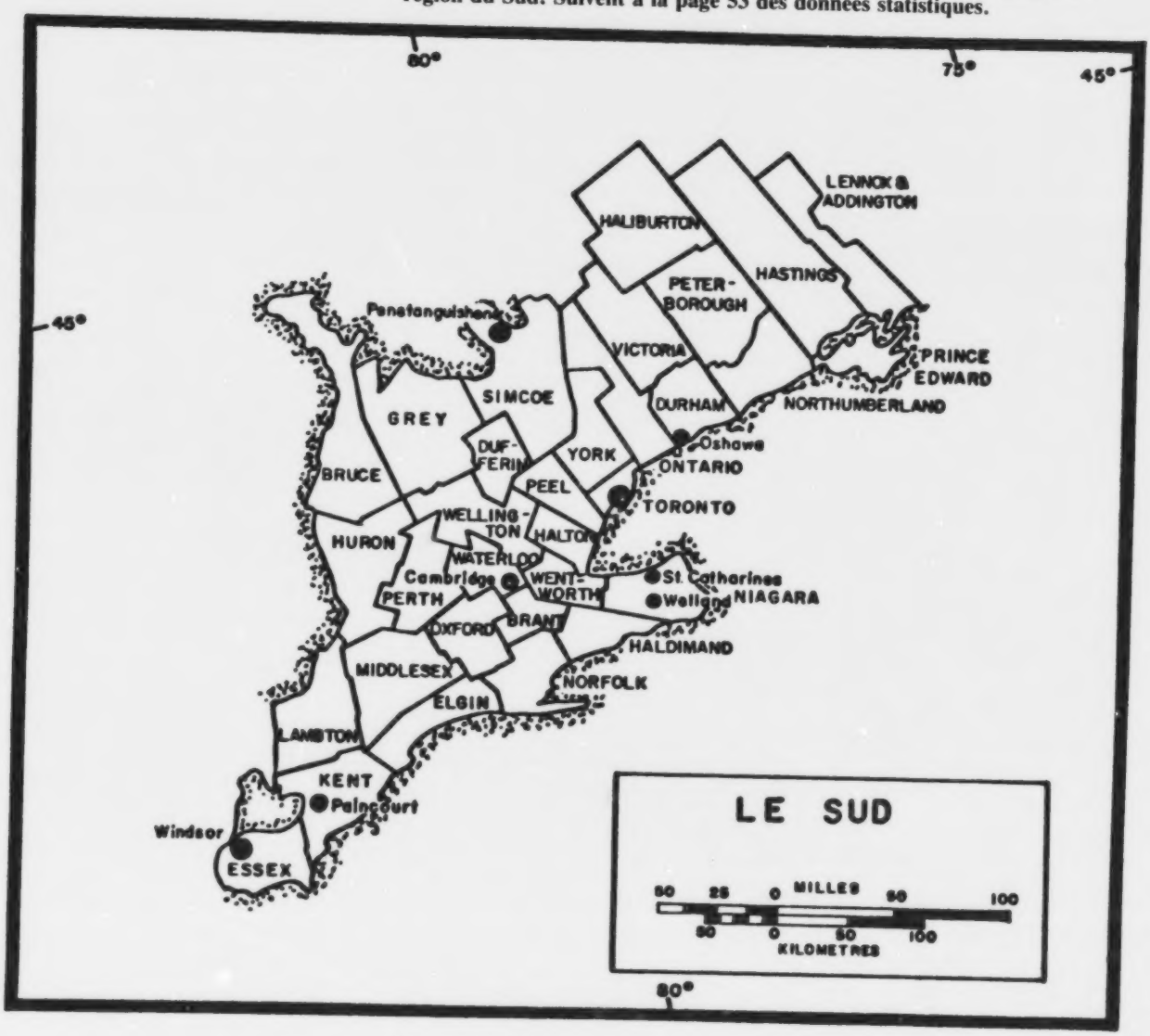
Le chemin de fer occupe une place importante dans l'historiographie canadienne. On trouvera plusieurs monographies ou articles de revues sur le sujet. Pour un survol rapide mais assez complet de la question, on pourra lire :

Skelton, Oscar D. *The Railway Builders. A Chronicle of Overland Highways*. Toronto et Glasgow, Brook & Company, 1916. 254 p.

La présence française

S'ils sont les premiers à occuper et à exploiter le sol de la pointe sud, les francophones participent peu aux premières étapes de son développement. Ils y viennent surtout au cours du XX[e] siècle, espérant, comme beaucoup d'autres, tirer profit de la croissance industrielle. Dispersés un peu partout dans les 32 comtés de recensement, ils sont en 1971, 299 000 à se déclarer d'origine française. On les retrouve principalement concentrés : dans le Sud-Ouest, où ils se sont établis dès le milieu du XVIII[e] siècle; à Penetanguishene-Lafontaine où ils sont venus au milieu du XIX[e] siècle; dans la péninsule du Niagara où ils arrivent surtout à compter de 1915; et dans la région de Toronto où ils sont présents de façon notable depuis le dernier tiers du XIX[e] siècle.

La carte suivante, conçue pour des fins démolinguistiques, présente la région du Sud. Suivent à la page 53 des données statistiques.



«On peut identifier trois sous-régions où les francophones représentent une proportion respectable de la population. Le comté de Kent, la région métropolitaine du recensement de Windsor et l'agglomération de Sarnia forment la première. La deuxième correspond à la région métropolitaine de recensement de St. Catharines-Niagara et la troisième au comté de Simcoe. À ces sous-régions, on peut ajouter celle que constituent l'agglomération urbaine d'Oshawa et les deux régions métropolitaines de recensement de Hamilton et de Toronto, non pas à cause de la proportion de gens de langue maternelle française qui s'y trouve, mais à cause de leur nombre absolu. Les rapports démo-linguistiques du Tableau 17 touchent ainsi un total de 113 000 Ontariens de langue maternelle française, soit 83.7% de la population totale de langue maternelle française du Sud.»

Importance relative de la population francophone (totaux et pourcentages de la population totale) (. . .), quelques agglomérations urbaines et comtés du Sud, 1971.

Agglomération ou Comté	Population totale	Langue maternelle française	Langue d'usage française
Hamilton*	498 505	9 205 (1.9)	4 115 (0.8)
Toronto*	2 628 125	44 815 (1.7)	20 580 (0.8)
Oshawa†	120 345	3 190 (2.7)	1 580 (1.3)
sous-total	3 246 975	57 210 (1.8)	26 275 (0.8)
Kent	101 115	5 285 (5.2)	2 580 (2.6)
Windsor*	258 650	23 355 (9.0)	10 200 (3.9)
Sarnia	78 380	2 980 (3.8)	1 560 (2.0)
	438 145		
sous-total		31 620 (7.2)	14 340 (3.3)
St. Catharines-Niagara*	303 440	16 570 (5.5)	10 720 (3.5)
Simcoe	171 435	7 895 (4.6)	3 775 (2.2)

*Région métropolitaine de recensement
†Agglomération urbaine

Savard, Pierre, *et al. Cultiver sa différence. Rapport du Groupe d'étude des Arts dans la vie franco-ontarienne*. Toronto, Conseil des Arts de l'Ontario, 1978. p. 86-90.

Le Sud-Ouest : Essex-Kent-Lambton

Peu après la capitulation de Montréal (8 septembre 1760), les établissements français du Détroit, épargnés par la guerre de la Conquête, passent sans heurts aux mains des Britanniques le 29 novembre 1760. Après un demi-siècle de présence officielle de la France, les quelques centaines de colons établis sur les deux rives de la rivière Détroit n'ont d'autre choix que de se soumettre et d'accepter la règle du nouvel occupant. Les Amérindiens, par contre, voient d'un mauvais oeil l'arrivée des marchands et militaires anglais. Au printemps 1763, encouragés par la possibilité d'un retour des armées françaises, huit cents guerriers commandés par Pontiac occupent la région et mettent le siège devant Détroit. Mais bientôt munitions, provisions et surtout renforts leur font défaut. À la fin d'octobre leur position est intenable : Pontiac renonce à son projet d'expulsion des forces britanniques.

Par la suite, la population grandissante des deux rives de la rivière Détroit, épargnée par la guerre de l'Indépendance américaine, connaît trois décennies de paix à l'ombre du drapeau britannique. L'adoption, en 1783 (traité de Paris), d'une nouvelle frontière anglo-américaine, passant au centre de la rivière Détroit, ne remet pas immédiatement en cause la présence des troupes anglaises au fort Détroit. Les Américains n'y prennent position qu'en 1796 alors que l'Angleterre rapatrie la garnison à l'est de l'embouchure de la rivière sur l'emplacement actuel d'Amherstburg.

On obtiendra un compte rendu complet du soulèvement de Pontiac en lisant :

Peckham, Howard H. *Pontiac and the Indian Uprising*. Coll. «Phoenix Books», 2e éd., Chicago et London, University of Chicago Press, 1961.

On trouvera une trentaine de suggestions bibliographiques supplémentaires dans :

Thibeault, Claude. *Bibliographia Canadiana*. Don Mills, Longman Canada, 1973. p. 200.

À propos du Régime britannique dans la région des établissements du Détroit on consultera :

Lajeunesse, Ernest J. *The Windsor Border Region. Canada's Southernmost Frontier. A Collection of Documents*. Coll. «Ontario» nº IV. Toronto, The Champlain Society for the Government of Ontario, University of Toronto Press, 1960. p. LXXVI-LXXXIX.

Sur le rôle de la garnison britannique en poste à Détroit à l'époque de la Révolution américaine voir :

Fuller, P.M. *Windsor Heritage*. Windsor, R.M. Fuller, 1972. p. 24-29.

Entre-temps, en face de Détroit, le nombre de colons français ne cesse d'augmenter. À compter de 1770, les fils des pionniers, établis à l'origine en deçà de la décharge du lac St. Clair, bientôt rejoints par quelques colons venus de la vallée du Saint-Laurent, débordent vers les terres plus fertiles de la rive méridionale du lac. En 1768, le notaire Philippe Dejean dénombre à la Pointe de Montréal 61 occupants dont l'étendue du lopin de terre dépasse rarement les trois acres. Quatorze ans plus tard, d'après le recensement du commandant de Détroit, le major A.S. De Peyster, ils sont 119. En 1790, les terres des Canadiens français s'échelonnent sur la frange nord de l'actuel comté d'Essex, *grosso modo* de la Rivière-aux-Canards jusqu'au delà de l'emplacement actuel du village de Pointe-aux-Roches.

Plus tard, peu après l'évacuation par la garnison anglaise du fort Détroit, certains habitants parmi lesquels on reconnaît des noms bien français comme ceux de Pierre Vallée ou de Charles Poupard optent pour la citoyenneté britannique. Certains, dont les frères Jacques et François Baby, choisissent de s'établir en terre ontarienne.

On obtiendra un aperçu de la population française de l'actuel comté d'Essex durant la seconde moitié du XVIII^e^ siècle en consultant les tableaux suivants présentés par :

Lajeunesse, Ernest J. *The Windsor Border Region. Canada's Southernmost Frontier. A Collection of Documents*. Coll. «Ontario» n° IV. Toronto, The Champlain Society for the Government of Ontario, University of Toronto Press, 1960.

«Extract from the Census of All the Inhabitants of Detroit Made by Philip Dejean in the year 1768 on January 23rd [South Shore Only].» p. 63-64.

«A Survey of the Settlement of Detroit Made by Order of Major De Peyster the 16 Day of July 1782 [South Shore Only].» p. 69-73.

Appendix IV. «Abstract from the Detroit Notarial Records. Liber A – from April 10, 1766 to Jan. 20, 1776.» p. 312-334.

Les registres paroissiaux constituent une riche source de renseignements non seulement pour le généalogiste mais aussi pour celui qu'intéressent la démographie et l'histoire sociale. Des extraits des registres de la paroisse l'Assomption de Sandwich ont été reproduits dans l'ouvrage classique du Père Lajeunesse. On obtiendra des séries plus complètes en lisant :

Cleary, Francis. «Baptisms (1761 to 1786), Marriages (1782 to 1786) and Deaths (1768 to 1786), recorded in the Parish Registers of Assumption, Sandwich». *Ontario Historical Society. Papers and Records*, VII (1906) : 31-97.

Kilroy, Margaret Claire. «In the Footsteps of the Habitant on the South Shore of the Detroit River». *Ontario Historical Society. Papers and Records*, VII (1906) : 26-31.

Pour une identification plus précise des habitants français de Détroit qui, en 1796, préfèrent demeurer sujets britanniques, voir la liste présentée dans :

Lajeunesse, Ernest J. *The Windsor Border Region. Canada's Southernmost Frontier. A Collection of Documents*. Coll. «Ontario» n° IV. Toronto, The Champlain Society for the Government of Ontario, University of Toronto Press, 1960. p. 189.

À compter de 1783, des Loyalistes américains trouvent refuge sur la rive nord-ouest du lac Érié. Plusieurs sujets britanniques résidant à Détroit traversent aussi la frontière et s'établissent dans le canton de Malden. Après 1796, ils y vivent à l'abri du fort Amherstburg construit par l'Angleterre pour faire contrepoids à la présence américaine à Détroit. D'autres s'installent à l'intérieur des limites de l'agglomération naissante de Sandwich. À la fin du XVIII[e] siècle, Français et Anglais occupent la plus grande partie des terres de la périphérie de l'actuel comté d'Essex depuis la Pointe Pelée jusqu'à l'embouchure de la rivière La Tranche (Thames River).

Au contraire des protestants qui n'obtiennent un pasteur et un temple qu'au début du XIX[e] siècle, la communauté catholique, composée essentiellement de colons français, bénéficie des services d'un prêtre résidant dès le milieu du XVIII[e] siècle. Jusqu'en 1803, ils sont desservis par le curé de la paroisse l'Assomption de la Pointe de Montréal érigée canoniquement en 1767. Devant l'extension du territoire paroissial et l'augmentation du nombre de catholiques, le sulpicien Jean-Baptiste Marchand fonde alors deux dessertes : Saint-Pierre sur la rivière La Tranche et Saint-Jean-Baptiste à Amherstburg. Plus tard, d'autres Canadiens français s'amènent dans le Sud-Ouest et fondent de nouvelles paroisses, notamment Pointe-aux-Roches et Saint-Joachim à la limite est du comté d'Essex et Paincourt dans celui de Kent.

A propos des établissements religieux de la Pointe de Montréal, on pourra revoir les articles déjà cités (p. 27) et y ajouter celui de :

Gobeil, D.A. «Quelques curés de la première paroisse ontarienne de M. Hubert au curé A. MacDonnell, Sandwich, 1781-1831» dans *Société Canadienne d'Histoire de l'Église Catholique. Rapport*, 1955-56, p. 101-116.

Pour plus de renseignements sur le développement d'autres paroisses françaises dans la région, voir :

Caron, Vincent. «La paroisse de Pain Court» dans *Société Canadienne d'Histoire de l'Église Catholique. Rapport*, 1950-51, p. 55-71.

Emery, Joseph. *Histoire de la paroisse Saint-Joachim* (. . .). 1943. 34 p. Texte dactylographié conservé au CRCCF.

On trouvera quelques renseignements sur l'histoire de la région dans :

Fuller, R.M. *Windsor Heritage*. Windsor, R.M. Fuller, 1972. 156 p.

Kilroy, Margaret Claire. «Local Historic Places in Essex County». *Ontario Historical Society. Papers and Records*, VI (1905) : 55-65.

Cleary, Francis. «Notes on the Early History of the County of Essex». *Ontario Historical Society. Papers and Records*, VI (1905) : 66-75.

Harman, Martin. «Windsor – Its First Hundred Years». *Ontario History*, XLVI (1954) : 179-183.

À l'origine, la plupart de ces Canadiens français se consacrent à l'agriculture. Au milieu du siècle d'autres viennent, notamment de Montréal, et travaillent à la construction de la voie ferrée de la *Great Western Railway*. Vers 1885, le C.P. dont la ligne traverse le comté de Kent et file le long du lac St. Clair au nord d'Essex, embauche plusieurs Canadiens français qui s'installent entre autres à Belle Rivière. L'expansion de l'industrie automobile à Windsor, durant la première moitié du XX[e] siècle, attire à son tour plusieurs francophones du nord de l'Ontario, de l'Est ontarien et du Québec. Au même moment, la croissance du secteur pétrochimique attire d'autres francophones dans la région de Sarnia. En 1816, on comptait 3 000 franco-catholiques regroupés surtout à l'intérieur des limites de l'actuel comté d'Essex. Cent vingt-cinq ans plus tard (en 1941), 35 000 des 300 000 habitants des comtés d'Essex, Kent et Lambton se déclarent de langue maternelle française. En 1961, la population totale du Sud-Ouest compte 959 000 personnes dont 40 000 se reconnaissent de langue maternelle française.

En fait, par suite de l'arrivée durant les deux derniers siècles de représentants de divers groupes ethniques – Loyalistes et Noirs américains, Irlandais, Allemands, Italiens, Portugais, Hollandais etc. – le poids démographique des francophones a singulièrement diminué dans le Sud-Ouest

La Presse-Frontière, 10 novembre 1921. Le futur sénateur Gustave Lacasse fonde ce journal pour défendre la cause des Canadiens français de la péninsule ouest-ontarienne. Dès 1922, il cesse de le publier. Il revient à la charge en 1931 en fondant _La Feuille d'Érable_ qui durera jusqu'à la fin des années cinquante.

La Presse-Frontière

Journal hebdomadaire français de la péninsule ouest-ontarienne

Chez l'Oncle Sam

La campagne politique

Ligue des Femmes Catholiques

Notre concours électorale

AVIS

Archives du CRCCF, Ph1-1-19

ontarien. Dès lors, ceux-ci cherchent à se doter de moyens susceptibles d'assurer le maintien de leur originalité culturelle. Regroupés autour des clochers de leurs paroisses catholiques, ils sont aussi très actifs, dès la fin du siècle dernier, dans le mouvement des Sociétés Saint-Jean-Baptiste. Plus tard, conscients de la menace que représentent pour leur survie les dispositions du Règlement XVII, ils fondent la ligue des Patriotes et réclament une école française pour leurs compatriotes de Windsor (1922). Au même moment ils résistent avec acharnement à leur évêque Mgr Michael Francis Fallon engagé dans une politique systématique d'anglicisation des institutions de son diocèse. En 1931, le sénateur Gustave Lacasse fonde le journal *La Feuille d'Érable* qui jusqu'au milieu des années cinquante assure une information française à la population de la région. De nouveaux organismes et de nouvelles institutions françaises adaptés aux besoins des générations montantes – mouvements de jeunesse, clubs sociaux ou sportifs – prennent la relève et continuent au début des années soixante à témoigner de ce long acharnement à durer.

La péninsule du Niagara

Après une résistance de quinze jours, le colonel Pouchot, officier commandant la garnison française affectée à la défense du fort Niagara, capitule et accepte, le 25 juillet 1758, les termes de reddition offerts par le commandant des troupes britanniques Sir William Johnson. Soldats et officiers français sont faits prisonniers et

Sur toute cette question de la lutte des francophones du Sud-Ouest ontarien pour le maintien de leur identité culturelle, lire :

Choquette, Robert. *Langue et religion. Histoire des conflits anglo-français en Ontario*. Ottawa, Éditions de l'Université d'Ottawa, 1977. 268 p.

Saint-Pierre, T. *Histoire des Canadiens du Michigan et du comté d'Essex, Ontario*. Montréal, Typographie de *The Gazette*, 1895. 347 p.

Lacasse, Gustave. «Soixante-et-quinze ans de vie catholique et française en Ontario. Vicissitudes et transformations d'un diocèse d'origine et de traditions françaises» dans *Société canadienne d'histoire de l'Église catholique. Rapport. 1940-1941*. p. 19-28.

Lacasse, Maurice. *Le lion de la Péninsule. Biographie et poèmes du Sénateur Gustave Lacasse. (1890-1953)*. Chez l'auteur, 1975. 178 p.

embarqués les uns en direction de Québec, les autres vers Albany. Ils laissent derrière eux un relais névralgique tant du point de vue commercial que militaire et une région encore inexploitée.

Peu après, le fort Niagara est appelé à jouer un rôle-clé dans le nouveau système de défense britannique à la fois comme base militaire et entrepôt des postes avancés de l'Ohio et de l'Ouest. Mais les terres environnantes restent inoccupées et inexploitées jusqu'à l'arrivée des Loyalistes américains, au début des années 1780. Rejoints bientôt par d'autres coloniaux américains, ils fondent l'établissement de Niagara West qui compte déjà une centaine de résidences en 1792, au moment où le gouverneur de la nouvelle province du Haut-Canada, John Graves Simcoe, en fait le siège du gouvernement et le rebaptise du nom de Newark. Cinq ans plus tard, la petite ville perd son titre de capitale au profit de York, moins exposée aux éventuelles attaques de la jeune république américaine. Le choix du transfert des institutions politiques provinciales se révèle particulièrement judicieux au cours de la guerre de 1812. Pendant trois ans, la péninsule du Niagara, comme beaucoup d'autres points de la fragile frontière méridionale des colonies britanniques d'Amérique du Nord, est l'objet d'attaques fréquentes de la part des armées américaines. Les troupes anglaises résistent. En 1815, les frontières restent inchangées et le territoire colonial britannique est sauf. Alors commence à Niagara la période de reconstruction.

Un siècle après de Galinée et de Casson, un officier anglais du nom de William Lee s'émerveille devant la beauté du parc naturel qui l'entoure :

«The situation of this place and the country round it are certainly most magnificent. It (the fort) stands on Lake Ontario at the mouth of the Niagara river, eighteen miles from the great falls, the most stupendous cataract in the known world. Had I a throat of brass and a thousand tongues I might attempt to describe it, but without them it certainly beggars description. The country resembles Ickworth park, if not surpassing it. For an immense space round it it is filled with deer, bears, turkeys, raccoons, and in short all sort of game. The lake affords salmon and other excellent fish. But I am afraid you will think I am growing romantic. Therefore, I shall only say it is such a paradise and such an acquisition to our nation that I would not sacrifice it to receive the dominion of any one electoral prince in Germany from the hands of the enemy.»

Cité par William Kirby. *Annals of Niagara*. 3e éd., Niagara Falls, The Lundys Lane Historical Society, 1972. p. 44.

Sur les origines du développement de la péninsule du Niagara, on trouvera plusieurs renseignements dans :

Gentilcore, Louis. «The Beginnings of Settlement in the Niagara Peninsula 1782-1792». *The Canadian Geographer/Le Géographe canadien*. VII (1963) : 72-82.

Kirby, William. *Annals of Niagara*. 3e éd., Niagara Falls, The Lundys Lane Historical Society, 1972. p. 45-224.

The History of the Country of Welland. Coll. «Canadiana Reprint» nr 15, Belleville, Mika Silk Screening, 1972.

À propos du déroulement et des effets de la guerre de 1812 au Haut-Canada, on lira le recueil de textes suivant :

Zaslow, Morris et W.B. Turner, dir. *The Defended Border. Upper Canada and the War of 1812*. Toronto. Macmillan of Canada, 1964. 370 p. Voir pour un aperçu général du théâtre des combats navals et terrestres, la carte intitulée *Upper Canada in the War of 1812* (p. 4-5).

Au noyau de pionniers loyalistes viennent se joindre, tout au cours du XIX[e] siècle, les représentants de plusieurs ethnies différentes parmi lesquels on retrouve quelques Français, mais en fort petit nombre. Ainsi en 1799, un émigré royaliste, Joseph Geneviève, comte de Puisaye, achète une terre de 300 acres et une somptueuse résidence à quelque trois milles de Niagara. Il y reste avec les gens de sa maison pendant trois ans. Plus tard, après la guerre de 1812, des soldats du régiment franco-suisse des Meurons se font concéder des terres dans la région mais les abandonnent rapidement. Puis, au milieu du XIX[e] siècle, quelques ecclésiastiques français exercent leur apostolat auprès des populations catholiques.

Présence de prêtres français dans la péninsule du Niagara au XIX[e] siècle.

«Un père Campion est curé de Niagara on the Lake en 1826. La paroisse de Ste-Catherine, fut fondée en 1832. En 1852, le comte de Charbonel, baron de Saussac, Lord de Bets et Camblaire, deuxième évêque de Toronto, fait venir un ami, curé de Tourville en Normandie, le père Gratton et lui confie la paroisse de Ste-Catherine. On retrouve encore des curés fondateurs francophones à Niagara Falls, Fort Erié, Port Colborne et Smithville.»

«Francophonie à St. Catharines, Vie religieuse» dans *Les Canadiens français de la Péninsule du Niagara*. Association canadienne-française de l'Ontario. Région du Niagara. Documentation recueillie par Suzanne Tanguay, Valerie Robichaud et Judith Poulin. Welland, 1976. p. 454.

À propos du passage du comte de Puisaye, on pourra lire :

Textor, Lucy Elizabeth. *A Colony of émigrés in Canada, 1798-1816*. Coll. «University of Toronto Studies». Toronto, 1904. p. 50-53.

Premier curé de la paroisse Sacré-Coeur, Rosaire Tanguay décrit la «nouvelle colonie canadienne-française de Welland» :

«J'ai ici à peu près 80 familles canadiennes-françaises; venant presque toutes du Sault Montmorency. Elles ont été transplantées ici par l'Empire Cotton Mill ltd. Cette année, je leur ai organisé une paroisse avec l'approbation de Mgr McNeil de Toronto. Ils ont leur église à eux et la paroisse est sous le vocable du Sacré-Coeur. Lorsque le travail reprendra j'ai tout lieu de croire qu'il va se former ici un centre canadien français considérable; depuis que je suis arrivé il y a une augmentation de près de trente familles; dans un an . . . . . Il y aurait aussi de très belles fermes à acheter dans les alentours de la ville pour des cultivateurs qui voudraient s'occuper de jardinage et de fruit. Vous n'ignorez pas en effet que cette partie du pays est à juste titre appelée le jardin du Canada. Alors je me suis demandé si il ne serait pas bon de faire connaître la chose à nos missionnaires agricoles pour qu'ils s'occupent de colonisation de ce côté ici. À certain point de vue ce serait plus avantageux que le Nord d'Ontario parce que le climat est moins rigoureux et l'écoulement des produits plus facile; sur un parcours de vingt cinq milles il y a six villes de 12 à 25 mille âmes.»

CRCCF. Lettre à l'Association canadienne-française d'éducation d'Ontario, 7 janvier 1920.

«De plus il y a deux ou trois industries de fer où avec un peu d'anglais on peut se placer facilement. Les gages sont très bonnes. Il se forme actuellement un courant d'émigration de Hull et de Aylmer ces gens vont travailler à Beaverboard, à dix milles d'ici, je vais avoir l'oeil sur ce groupe-là. Ces gens s'en viennent travailler au nouveau moulin qui se bâtit à Thorold. Il y a à peu près 2500 Canadiens français de Niagara Falls à Port Dalhousie.»

CFCCF. Lettre à Samuel Genest, président de l'ACFEO, 14 mai 1920.

Il faut attendre le début du XX[e] siècle avant qu'un groupe notable de francophones n'immigre dans la péninsule. On rencontre des Canadiens français dès 1911 qui, établis à St. Catharines, travaillent à la construction du canal Welland. Pendant le premier conflit mondial d'autres trouvent de l'embauche dans les usines de guerre de Welland. En 1918, une vingtaine de chefs de famille de Saint-Grégoire-de-Montmorency près de Québec acceptent l'offre de l'*Empire Cotton Mill* et viennent à leur tour s'y installer.

Chantier de construction du canal Welland, novembre 1927 APC C7630

Si la dépression des années trente provoque une baisse des effectifs francophones, la remise en marche de la machine économique occidentale ramène de nouveaux groupes de Canadiens français – Ontariens du Nord et de l'Est de la province, Québécois ou Acadiens – vers la péninsule. Durant la Seconde Guerre mondiale plusieurs trouvent du travail dans les fabriques de matériel de guerre. Le «*boom*» des années cinquante en attire d'autres qui offrent leur force de travail aux grandes entreprises multinationales telles l'*Atlas Steel* et l'*Union Carbide*. D'autres trouvent de l'emploi dans les chantiers de construction des complexes hydro-électriques. Enfin, bon nombre tirent profit de la croissance dans le secteur des services.

En 1941, dans les comtés de Welland et de Lincoln, le groupe ethnique français compte 6 310 personnes et représente 3,9% de la population totale. Mais seulement 49,1% d'entre eux ont le français pour langue maternelle. Vingt ans plus tard le nombre de francophones a triplé : ils sont en effet 20 999 à se déclarer d'origine ethnique française et ils représentent 6,9% de la population totale de ces deux comtés de recensement. De ce nombre 12 790, soit 60,9% des membres du groupe français et 4,3% de la population totale, se disent de langue maternelle française.

Sans doute conscients de la faiblesse de leur position, les francophones de la péninsule du

---

Les travaux sur la présence française au Niagara sont rares. Il faut cependant savoir gré au conseil régional de l'ACFO d'avoir fait préparer un volumineux recueil de textes composés de photocopies de documents d'archives, de dépliants d'information ou de brochures ainsi qu'une demi-douzaine de cassettes comprenant les enregistrements d'entrevues réalisées auprès d'habitants francophones de la péninsule. Il s'agit toutefois, on l'aura deviné, d'une documentation brute qu'on ne saurait utiliser sans un traitement préalable.

Association canadienne-française de l'Ontario. Région du Niagara. *Les Canadiens français de la Péninsule du Niagara*. Documentation recueillie par Suzanne Tanguay, Valérie Robichaud et Judith Poulin. Welland, 1976. 1712 p.

On obtiendra quelques renseignements sur l'histoire religieuse, scolaire et culturelle de Welland en lisant :

Bouchard, Louis-Joseph. «Welland» dans *St-Ignace II et Welland*. Coll. «Documents historiques» nº 10. Sudbury, SHNO, 1946. p. 27-38.

Paulin, Gonzalve. *Paroisse du Sacré-Coeur, 1919-1969*. Welland, Les Artisans, 1969. 94 p.

Association des hommes d'affaires canadiens-français de Welland. *Vitalité des Canadiens-français à Welland*. Tecumseh, Imprimerie Lacasse, 1965. 48 p.

Niagara voient très tôt à se doter d'infrastructures propres à assurer leur identité culturelle. Ainsi, dès 1919, la petite communauté française de Welland obtient un prêtre desservant en la personne de l'abbé Rosaire Tanguay, originaire de Saint-Hyacinthe et formé chez les Sulpiciens de Montréal. L'année suivante, la paroisse Sacré-Coeur de Welland est fondée. D'autres paroisses sont érigées par la suite : l'Immaculée-Conception de St. Catharines en 1924; Saint-Jean-de-Brébeuf de Port Colborne, en 1953; Saint-Antoine-de-Padoue de Niagara Falls en 1957. À l'intérieur de la structure paroissiale, les francophones se regroupent dans divers mouvements sociaux, associations culturelles ou groupes d'action économique tels les Sociétés Saint-Jean-Baptiste, l'organisation régionale de l'Association canadienne-française de l'Ontario, la Société des Artisans ou les caisses populaires.

Penetanguishene-Lafontaine

Il faut remonter à la fin du XVIII[e] siècle, alors que l'Angleterre et les États-Unis cherchent à s'entendre sur la délimitation des frontières à la hauteur du Michigan pour comprendre les événements qui donnent lieu aux premiers établissements francophones dans la région de Penetanguishene-Lafontaine.

De Michillimakinac à Penetanguishene : chronologie.

1796	- Cession du poste militaire britannique de Michillimakinac aux États-Unis. - Retrait des forces anglaises sur l'île Saint-Joseph.
1812	- Reprise de Michillimakinac par une trentaine de soldats anglais assistés de 160 voyageurs canadiens (16 juillet).
1815	- Rétrocession du poste aux États-Unis d'Amérique. - Évacuation de la garnison et des voyageurs en direction de l'île Drummond.
1827	- Rattachement de l'île Drummond aux États-Unis.
1827 à 1829	- Départs successifs des métis francophones vers Penetanguishene.

Pour un bref rappel de ces faits, on pourra consulter :

Hamil, Fred C. «An Early Settlement on St. Joseph Island». *Ontario History*, LIII (1961) : 251-256.

Lorsqu'ils viennent s'installer dans la région à la fin des années 1820, les voyageurs «canadiens», pour la plupart de descendance française et amérindienne, n'arrivent pas en territoire complètement neuf. Deux siècles plus tôt, récollets puis jésuites y ont travaillé à l'évangélisation des tribus de la Huronie (1615-1649). En outre, depuis la fin du XVIII[e] siècle, les commerçants de fourrures et les autorités militaires ont déjà reconnu l'intérêt stratégique de ce relais en retrait des frontières américaines.

Dès le début du XIX[e] siècle, des travaux d'arpentage sont entrepris : le canton de Tiny, où sont aujourd'hui situées les localités de Penetanguishene et Lafontaine, est arpenté entre 1820 et 1822. Celui de Nottawasaga est divisé en 1833. Premiers pionniers du sud de la baie Georgienne, les voyageurs «canadiens», parmi lesquels on trouve des Boucher, des Buissonneau, des Champagne et des Lafrenière, pour ne citer que quelques noms, s'adaptent cependant mal aux conditions de vie sédentaire du colon. Bon nombre d'entre eux reprennent d'ailleurs la route des voyageurs. C'est notamment le cas de

---

Naissance du poste naval de Penetanguishene.

«Depuis longtemps, les marchands de fourrures et les traiteurs désiraient avoir une route autre que celle du lac Erié, pour communiquer avec le lac Supérieur, en s'éloignant des frontières américaines, et opérer ainsi le transport de leurs marchandises, avec plus de sûreté, et à moindres frais sur une plus courte distance. Les autorités établirent ce tracé de route vers les postes les plus éloignés de l'Ouest, via le lac Simcoe et la Baie Georgienne. On se rappelle que Lord Simcoe, le lieutenant-Gouverneur, avait pratiquement lors de sa visite de 1789, décidé l'affaire, sur les recommandations des traiteurs et en considération de la situation stratégique qu'était Penetanguishene pour les fins de défense du pays.

«La Compagnie de Fourrures du Nord-Ouest, qui utilisait les services d'un grand nombre de Canadiens-français, améliora, pour sa part, considérablement cette vieille route, entre le lac Huron et York, sur le lac Ontario, dans le but de faciliter ses transports. La route avait une très grande importance pour la Compagnie du Nord-Ouest parce que, en premier lieu, elle raccourcissait de beaucoup ses communications, et, en second lieu, elle avait l'avantage de les éloigner des frontières américaines. De York à Cooh Bay, au lac Simcoe, il y avait une distance de 37 milles; la navigation sur le lac Simcoe et la rivière Matchedash jusqu'au poste comportait 77 milles, ce qui faisait un total de 114 milles. Avec les améliorations que la Compagnie fit, en partant de la baie Kempenfelt, sur le lac Simcoe, jusqu'au port de Penetanguishene puis de là à la baie Gloucester sur le lac Huron, la route se trouva raccourcie de 29 milles, réduisant ainsi la vieille route à 88 milles. D'où le choix de Penetanguishene, qui avait été fait, sur cette route, comme point des plus favorables à une base militaire et navale sur la baie Georgienne.»

Gobeil, D.A. *Épopée française à la Baie Georgienne, 1610-1956*. «Collection franco-ontarienne», texte inédit, non daté, p. 160-161. Conservé au CRCCF.

Sur la première vague d'immigrants métis francophones, on pourra lire :

Osborne, A.C. «The Migration of Voyageurs from Drummond Island to Penetanghishene in 1828». *Ontario History*, III (1901) : 123-165.
Aux témoignages recueillis de la bouche même de quelques-uns de ces voyageurs, encore vivants à la charnière du siècle, l'auteur ajoute une liste commentée intitulée «List of the Drummond Island Voyageurs.»

«Renfort de colons canadiens-français émigrés de l'est du Canada».

«À l'ouest de la baie Penetanguishene, au sommet du canton Tiny, se trouvait à l'état presque vierge, un vaste plateau partagé en deux versants égaux par une petite rivière. Couvert à peu près partout d'une épaisse couche de terre arable, ce plateau n'attendait que le travail du défricheur pour rendre au

Andrew Vasseur et de François Sicard qui retournent au poste de Bruce Mines en face de l'île Saint-Joseph, de Pierre Laviolette, mort à Marquette dans le Michigan, où se sont installés ses descendants, et aussi de beaucoup d'autres qui s'éparpillent dans les localités voisines comme Pierre Bletté dit Sorelle, décédé à Owen Sound, ou encore Joseph St-Onge, dit Latard, établi peu après son arrivée à Penetanguishene, à Newmarket. Quelques-uns, par contre, prennent racine. Louis Ducheneaux, né à Beaumont, près de Québec, en 1789, semble avoir été le premier Canadien français à ériger sa demeure dans les limites actuelles de Lafontaine (en 1830); il ne laisse toutefois pas de descendants. Louis-Georges Labatte s'installe, en 1834, sur le lot voisin; ses descendants sont encore présents à Lafontaine au milieu du XX[e] siècle.

L'arrivée au début des années 1840 d'un second groupe d'immigrants canadiens-français venus de la région de Trois-Rivières et des comtés de Vaudreuil et de Soulanges, provoque une accélération du processus de mise en valeur des terres. Répondant à l'appel du curé Charest de Penetanguishene, ils s'amènent, surtout entre 1837 et 1854, s'attaquent aux forêts avoisinantes et donnent bientôt naissance à la localité de Lafontaine.

---

centuple. Un certain nombre de familles des anciens Voyageurs que nous connaissons avaient tenté, en allant s'y établir, un essai de colonisation; mais leur ténacité fit défaut, leurs efforts demeurèrent éphémères et leur exemple ne fut pas suivi par les leurs. Leur geste ne dût toutefois pas demeurer sans résultat. En 1837, en effet, M[gr] Rémi Gaulin, évêque auxiliaire de Kingston, confiait la desserte des catholiques de la région de Penetanguishene, à un jeune prêtre originaire de Sainte-Anne-de-la-Pérade, qu'il venait d'ordonner le 4 juin à Cornwall et de recevoir dans son diocèse. Il arrivait à Penetanguishene le 1[er] juillet 1837. Le vaillant missionnaire eût bien vite fait de visiter non seulement ses familles, mais aussi toutes les terres soumises à sa juridiction.

«Fils de cultivateur, il prêta une oreille attentive aux renseignements que lui donnèrent les pionniers métis du nord du canton Tiny, sur les richesses forestières et agricoles qu'il contenait. Dès lors, il eût l'heureuse idée d'intéresser des gens de sa paroisse natale.

. . . . . .

«Ces braves gens firent de leur voyage des rapports si favorables qu'ils en gagnèrent plusieurs à leur projet. De proche en proche, leur mouvement de colonisation se propagea chez leurs connaissances du comté de Champlain. Il atteint son maximum vers 1854, à la suite de la construction de la ligne de chemin de fer du Grand Tronc, entre Montréal et Toronto et de l'ouverture de la route Yonge, reliant York ou Toronto au lac Simcoe. Chaque année depuis lors, la colonie française, le «French Settlement» vit s'augmenter régulièrement le nombre de ses belles familles, venues de maintes paroisses de la province de Québec.

«Les Mémoires de Penetanguishene nous disent qu'entre 1837 et 1854, ce fut une période d'immigration intense. De nouveaux arrivants allaient s'établir dans le fond des bois (Backwoods). Un grand nombre de Canadiens-français vinrent vers Penetanghishene et Tiny, formant ce que l'on appelait «le French Settlement». Les premiers colons venaient de la place de M. Charest, le curé de Penetanghishene. C'était en 1841 et pendant 25 ans, l'immigration continua jusqu'à ce que la grande forêt fut détrônée et le pays rempli de colons.

. . . . . .

«D'après les registres, Sainte-Anne-de-la-Pérade, Batiscan, Champlain, Sainte-Geneviève, etc., fournirent des Brunelle, des Marchand, des Marchildon, des Maurice; Joliette et ses environs, des Beausoleil, des Desroches, des Laurin, des Longpré, des Lafrenière, et des Marion; les comtés de Soulanges et de Vaudreuil, des Beauchamp, des Pilon et des Vallée; Saint-Anicet, des Charlesbois, des Chrétien, des Quesnelle, des Leblanc; Ham-sud, dans le comté de Wolfe, des Robitaille, et combien d'autres mériteraient la mention d'honneur et l'appel des braves?»

Gobeil, D.A. *Épopée française à la Baie Georgienne 1610-1956*. «Collection franco-ontarienne», texte inédit, non daté. p. 170-181. Conservé au CRCCF.

En 1878, une quarantaine de ces familles françaises quittent Lafontaine pour s'établir plus à l'ouest, dans les plaines du Manitoba et du Minnesota. En dépit de cette baisse démographique importante, le nombre de Canadiens français vivant dans les cantons agricoles de Tay et de Tiny atteint approximativement, en 1879, les 2 500.

Désormais, l'augmentation numérique du groupe ethnique francophone de Simcoe ne repose plus sur un apport significatif de l'extérieur et reste tributaire du phénomène d'accroissement naturel.

Entre 1871 et 1911, la population française du comté augmente de 54,7% passant de 3 024 à 6 686. Trente ans plus tard, en 1941, 9 145 des 87 057 habitants se déclarent «d'origine raciale française»; 6 881 d'entre eux, soit 75,2% ont encore le français pour langue maternelle. À l'instar de leurs ancêtres, ces francophones se consacrent essentiellement, encore de nos jours, aux travaux agricoles.

Parmi les travaux traitant spécifiquement du groupe canadien-français de Penetanguishene-Lafontaine, on lira :

Marchildon, Thomas. «Paroisse de l'Exaltation de la Sainte-Croix de Lafontaine» dans *Verner et Lafontaine*. Coll. «Documents historiques» n° 8. Sudbury, SHNO, 1945. p. 34-56.

_____. *Le loup de Lafontaine*. Coll. «Documents Historiques» n° 29. Sudbury, SHNO, 1955. 39 p.

[Anonyme]. *Lafontaine. L'Église de Sainte-Croix, 1855-1955*. [s.l.], [s.n.], 1955. 100 p.

Le Centre de recherche en civilisation canadienne-française de l'Université d'Ottawa conserve dans ses archives un cahier manuscrit de 125 pages rédigé par l'abbé Henri Brunet, chef spirituel à Lafontaine entre 1915 et 1937, et intitulé *Notes historiques sur la Paroisse Sainte-Croix de Lafontaine*.

Toronto et la zone industrielle du lac Ontario

Poste de traite puis de défense sous le Régime français, Toronto garde jusqu'à fort avant dans le XIX[e] siècle l'aspect d'une petite capitale de province. Trente-quatre ans après sa fondation par le gouverneur Simcoe (1793), la population de York n'est que de 1 817 habitants. Mais à compter de la fin des années 1820, alors que les immigrants britanniques affluent vers l'Ontario, Toronto tend à s'affirmer comme centre commercial de la province. En six ans, la population de la capitale du Haut-Canada augmente de 413%, passant de 2 235 en 1828 à 9 252 en 1834. C'est qu'en plus de son statut de capitale politique, Toronto jouit, de par sa situation géographique, d'une position commerciale stratégique. Protégé par le lac Ontario et relié au marché américain par le canal Érié, il s'avère aussi un relais d'importance sur la route qui mène de Montréal au Nord-Ouest et attire dès l'origine de nombreux marchands anglais et américains.

Croissance de York entre 1815 et 1834.

«During the period, the relative importance of York within the province changed completely. In 1815 it had been a small village whose main distinction was that it was the seat of government. Kingston was the commercial centre of the province, and the largest town. With the great British immigration of the 1820's and 1830's, Kingston lost its pre-eminence. Its rocky hinterland was already well settled; the tide of settlers flowed past it up the Lake to York, which still had excellent unoccupied farm lands near it. With the settlement of the Home District and of Western Ontario, York's commercial importance increased tremendously. Competition for the western Ontario market came from Dundas and Ancaster, but both were hampered by the absence of a good port at a time when supply lines ran on water. Niagara and Queenston both had suffered during the War and were finally rendered negligible when the Welland and Erie canals by-passed them. By 1831 the population of York was greater than that of its nearest rival, Kingston; by 1834 it was more than twice as large.»

Firth, Edith G. *The Town of York 1815-1834. A Further Collection of Documents of Early Toronto*. Coll. «Ontario» n° V, Toronto, The Champlain Society for the Government of Ontario, University of Toronto Press, 1966. p. XXXIV.

À propos des origines de York, on lira :

Firth, Edith G., dir. *The Town of York, 1798-1815. A Collection of Documents of Early Toronto*. Coll. «Ontario» n° V, Toronto, The Champlain Society for the Government of Ontario, University of Toronto Press, 1962. 368 p.

Pour un aperçu général de l'histoire de Toronto, on pourra consulter l'ouvrage classique de :

Guillet, Edwin G. *Toronto from Trading Post to Great City*. Toronto, The Ontario Publishing Co. 1934. 495 p.

Ces nouveaux venus ne sont cependant pas les premiers occupants du pays. Vers 1790, avant que York ne soit fondé, Lord Dorchester accueille favorablement les demandes de terres des officiers français François de Rastel de Rocheblave, René Hyppolite LaForce et Jean-Baptiste Bouchette. Ces propriétaires laissent cependant leurs concessions en friche et ne réalisent aucun effort en vue de les exploiter. Plus tard, à la toute fin de la décennie, une colonie d'émigrés fuyant la France révolutionnaire, trouvent refuge à une trentaine de milles au nord de York, le long de l'axe constitué par la rue Yonge. Mais en 1816, il ne reste presque plus rien de cet établissement français : l'instigateur du projet, Joseph Geneviève comte de Puisaye, et ses officiers ont soit regagné la France ou l'Angleterre ou encore se sont lancés dans le commerce.

Pour un compte rendu détaillé de l'aventure de ces émigrés français, on lira le petit ouvrage bien documenté de :

Textor, Lucy Elizabeth. *A Colony of émigrés in Canada, 1798-1816*. Coll. «University of Toronto Studies». [s.l.]. [s.n.]. 1904. 86 p.

Le *Don District*, zone de concentration francophone.

«Formerly a lovely residential district it has become an industrial one, where quasi-slum housing prevails. As the ever-increasing industrialization brought a few factories to the southern fringe adjacent to the railway lines and up the banks of the Don River, the wealthy families began to move out. The area gradually attracted a greater proportion of lower and middle-class families, and the French became the largest non-British group in the area. One of the main reasons for this influx was the establishment of a branch-plant of the Gendron Company of Ohio, whose manager, (and later proprietor), a French Canadian himself, encouraged the employment of French Canadians.»

Lee, Danielle J. *The Evolution of an Ethnic Urban Parish*. Université de Toronto, thèse M.A. (sociologie), 1967. p. 33.

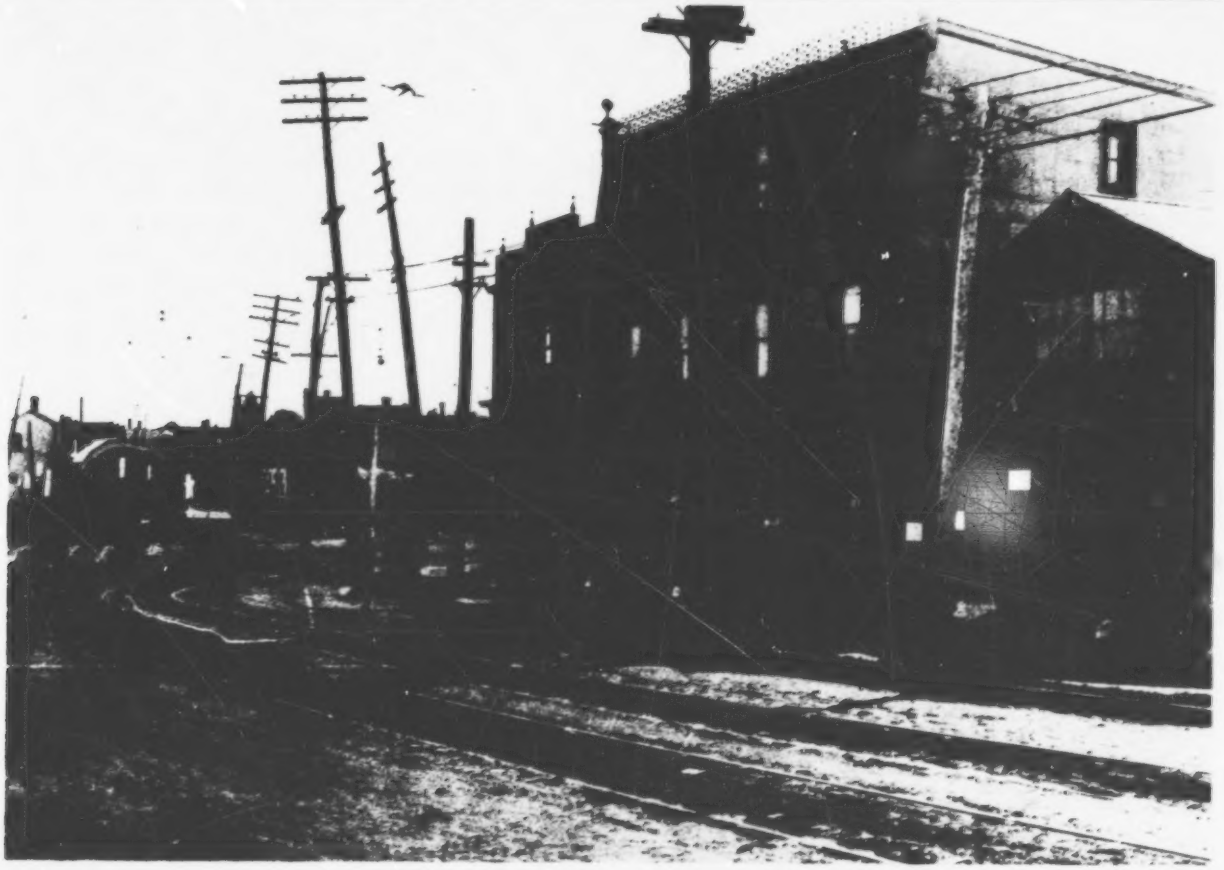
Il faut attendre les années 1860 avant que les premiers groupes significatifs de Canadiens français ne viennent tenter fortune dans la capitale ontarienne. À cette époque, les terres se font rares dans la province de Québec et nombreux sont ceux qui émigrent vers les États-Unis et l'Ontario. Généralement mal préparés à affronter le défi urbain, ceux qui s'installent à Toronto trouvent de l'emploi dans le secteur des travaux publics et viennent ainsi grossir les rangs du prolétariat et des laissés-pour-compte de la croissance.

Noyés en quelque sorte dans une mer anglo-saxonne et protestante, ces nouveaux arrivants, francophones et catholiques, se regroupent autour de la rue King et tâchent d'y maintenir une ambiance culturelle qui correspond à leurs origines. En 1887, ils obtiennent de l'archevêque de Toronto une paroisse nationale française dédiée au Sacré-Coeur de Jésus. Leur premier curé, le Père Phillippe Lamarche, ne se limite pas à leur offrir des services religieux. Il joue aussi auprès de ses paroissiens le rôle de conseiller en toutes matières. En 1890, il se fait même enseignant et reçoit une vingtaine d'élèves dans le sous-sol de son église. De même culture que ses ouailles, il devient vite leur leader et s'attache, en dépit du poids de l'environnement anglo-saxon de Toronto, à maintenir chez elles les fondements de la culture française. En 1936, une nouvelle église est construite au coin des avenues Sherbourne et Carlton, dans le *Don District*.

Fondée en 1885, la paroisse du Sacré-Coeur se dote d'une église l'année suivante en rénovant un vieux temple presbytérien de la rue King, entre les rues Power et Don.

Le Devoir, vol. 16, nº 190, 15 août 1925. p.4.
Archives du CRCCF, Ph1-XOFd'H-10

La paroisse du Sacré-Coeur se révèle bientôt impuissante à assumer seule le leadership culturel et à pourvoir aux besoins spirituels de la population grandissante des francophones de Toronto. En effet, au cours de la première moitié du XX[e] siècle, alors que la capitale ontarienne connaît une période de croissance sans précédent, les francophones à l'instar des autres groupes ethniques – Italiens, Polonais, Allemands, etc. – y viennent et se répandent un peu partout dans la ville ainsi qu'à la périphérie, dans les quartiers-dortoirs de la banlieue.



Toronto, à l'angle des rues King et Don, 23 juin 1900 APC PA 55253

Parmi ces Canadiens français, plusieurs (au-delà de 50%) sont des Franco-Ontariens venus soit dans la foulée de la crise des années trente et du ralentissement du secteur minier, soit encore lors du mouvement général d'abandon des terres agricoles. La prospérité économique de Toronto attire aussi, depuis la Seconde Guerre mondiale, bon nombre de Québécois, d'Acadiens, d'Européens francophones et de Franco-Américains, tous à la recherche d'emplois dans les secteurs de l'industrie et des services. Aujourd'hui une autre paroisse, Saint-Louis-de-France, des cadres socio-culturels et des établissements scolaires nouveaux ajoutent au rôle joué jusque-là par la paroisse du Sacré-Coeur.

Provenant d'horizons culturels différents et géographiquement dispersés, les francophones ne constituent pas un bloc homogène. Au contraire des autres groupes d'immigrants, ils ne sont plus, en 1961, qu'une minorité «invisible» dont la représentation ne dépasse qu'exceptionnellement 4% de la population de chacun des districts municipaux de recensement.

Augmentation numérique du groupe ethnique français et de la population totale à Toronto.

Année	Comté de Toronto	Cité de Toronto	Toronto métropolitain	Toronto métropolitain pop. totale
1871	572			
1901		2 526		
1911		4 886		
1921		8 350		
1931		10 869		
1941		15 135	19 531	909 928
1951		21 865	31 853	1 117 420
1961		27 564	54 777	1 618 787

Fr. Alexis. «La Colonisation française en Ontario». *L'Action française*. 3 (1919) : 132.

Lee. Danielle J. *The Evolution of an Ethnic Urban Parish*. Université de Toronto. thèse M.A. (sociologie). 1967. p. 28-31.

Maxwell. Thomas R. *The Invisible French. The French in Metropolitan Toronto*. Waterloo. Wilfrid Laurier University Press. 1977. p. 23.

On comprendra mieux la place qu'occupent les francophones à Toronto en lisant :

Maxwell. Thomas R. «La population française de l'agglomération métropolitaine de Toronto. Une étude sur la participation et l'identité ethnique». *Recherches sociographiques*. XII (sept.-déc. 1971) : 319-344. Voir aussi. du même auteur : *The Invisible French. The French in Metropolitan Toronto*. Waterloo. Wilfrid Laurier University Press. 1977. 174 p.

Dans les régions voisines de Hamilton et Oshawa le poids des effectifs francophones est encore moindre. Venus surtout durant le second conflit mondial et au moment de la reprise d'après-guerre, ils ne représentent en effet qu'une part réduite – 0,6% en 1941 et environ 1,5% en 1961 – de la population totale des divisions de recensement de Wentworth (Hamilton) et Ontario (Oshawa).

Ainsi, malgré que sa présence dans le Sud ontarien remonte au Régime français, la population française s'y distingue par son effacement. Concentrée principalement dans quatre îlots ou isolats linguistiques et culturels, elle reste numériquement importante mais, face à la population totale du Sud, elle occupe une position réduite. Dès lors, elle est appelée à jouer un rôle marginal dans le développement de la province. À ce titre, elle ne jouit pas d'une position de force comparable à celle des francophones de l'Est ou du Nord ontariens.

Population française et francophone dans Wentworth et Ontario, 1941-1961.

Année	Wentworth			Ontario		
	Population totale	Origine ethnique française	Langue mater. franç.	Population totale	Origine ethnique française	Langue mater. franç.
1941	206 721	4 556	1 458	65 718	1 277	422
1961	358 837	14 318	5 604	135 895	5 401	2 063

Régimbald, Albert. «Les Français en Ontario-sud». *Relations*. 58 (octobre 1945) : 258.

Bureau fédéral de la statistique. *Recensement du Canada*. Coll. «SP», 1961.

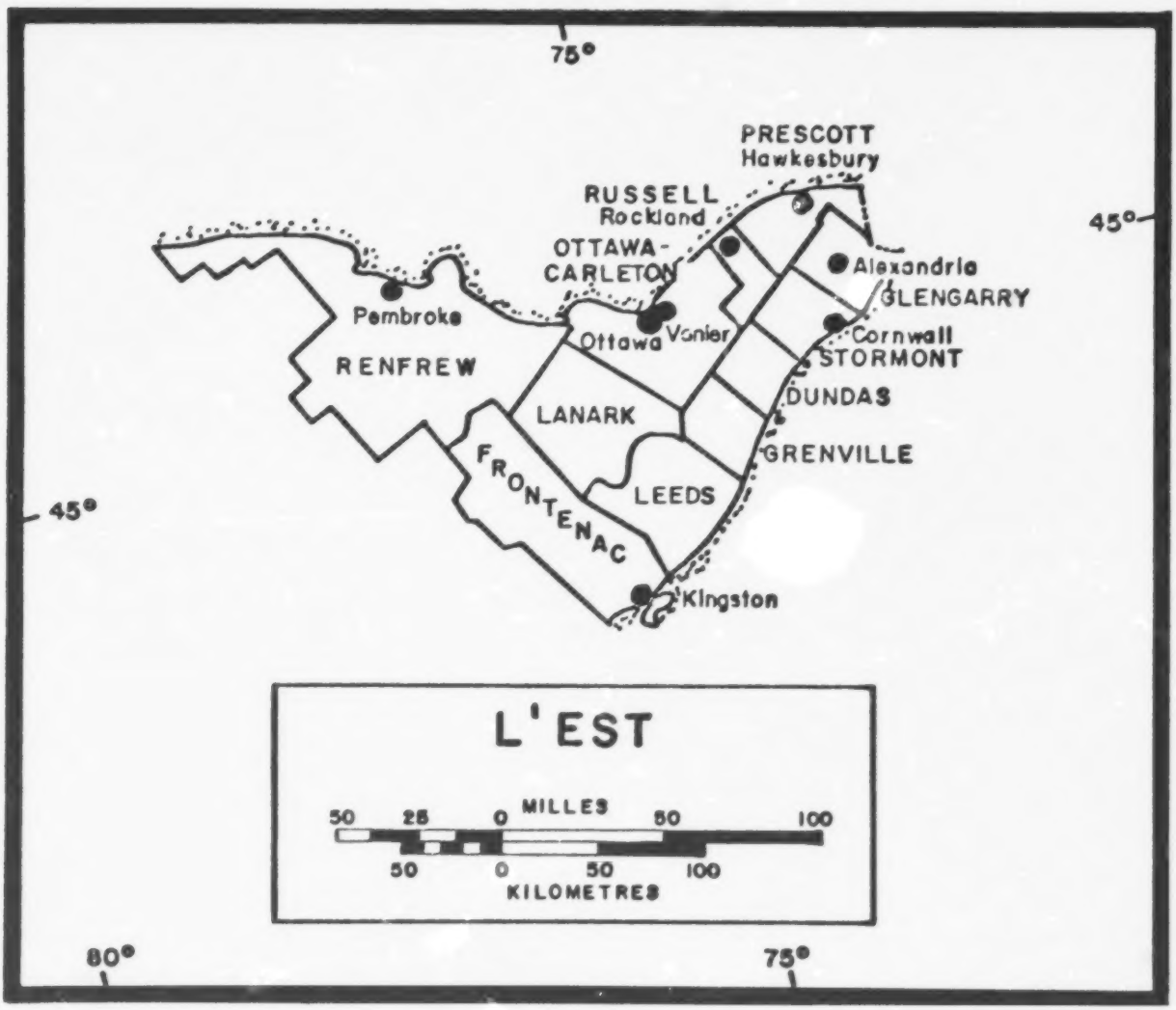
Chapitre III

L'Est et les concentrations francophones

Délimitation géographique

L'Est est la région comprise dans le triangle reliant Kingston, Pembroke et Cornwall. Au recensement de 1971, sa population totale de 923 000 comprend 173 000 personnes (18,7%) de langue maternelle française. Les cinq comtés de Stormont (qui inclut la ville de Cornwall), Glengarry (Alexandria), Prescott (Hawkesbury), Russell (Rockland) et Ottawa-Carleton contiennent 94,4% de la population de langue maternelle française de toute la région est.

La carte suivante, conçue pour des fins démolinguistiques, présente l'Est. Suivent à la page 75 des données statistiques.



Importance relative de la population francophone (totaux et pourcentages de la population totale) (. . .). cinq comtés de l'Est, 1971.

Comté	Population totale	Langue maternelle française	Langue d'usage française
Glengarry	18 480	8 160 (44.2)	7 300 (39.5)
Ottawa-Carleton	471 935	98 360 (20.8)	82 705 (17.5)
Prescott	27 835	22 595 (81.2)	22 460 (80.7)
Russell	16 285	13 640 (83.8)	13 525 (83.1)
Stormont	61 305	20 770 (33.9)	16 880 (27.5)
Total : Région EST.	923 000	173 000 (18.7)	147 000 (16.0)

Importance relative de la population francophone (totaux et pourcentages de la population totale) (. . .). quelques agglomérations urbaines de l'Est, 1971.

Agglomération	Population totale	Langue maternelle française	Langue d'usage française
Cornwall	47 115	18 165 (38.6)	14 860 (31.5)
Kingston	85 920	1 930 (2.2)	715 (0.8)
Ottawa*	453 280	96 900 (21.4)	82 115 (18.1)
Pembroke	16 545	1 680 (10.2)	945 (5.7)

*Région métropolitaine de recensement.

Savard, Pierre *et al. Cultiver sa différence. Rapport du Groupe d'étude des Arts dans la vie franco-ontarienne*. Toronto, Conseil des Arts de l'Ontario, 1978. p. 56-57, 64-65.

Protection des frontières et peuplement britannique

C'est d'abord pour des raisons stratégiques que le gouvernement britannique favorise la colonisation de la pointe est de l'Ontario. Après la guerre de l'Indépendance américaine (1776-83), la protection de la frontière devient un souci majeur de l'administration britannique. Aussi, l'établissement d'une population fidèle à la Couronne le long du Saint-Laurent, entre New Johnston (devenu depuis Cornwall) et Kingston, peut constituer un rempart contre toute velléité américaine d'invasion. Quelque 1 500 Loyalistes, en partie d'origine écossaise et catholique, s'y installent peu après 1783.

D'autres groupes d'immigrants des états de New York, du New Hampshire et du Vermont et des îles britanniques viennent s'ajouter à cette première vague et débordent lentement dans les comtés de Prescott et de Russell. Fort déçue du peu d'enthousiasme de ces Américains d'origine durant la guerre de 1812 contre les États-Unis, la Grande-Bretagne décide de favoriser l'établissement de colons plus authentiquement

---

Sur ces premiers mouvements de colonisation, on pourra consulter les histoires de comté, en particulier :

Harkness, R.G. *A History of Stormont, Dundas and Glengarry Counties*. Oshawa, Mundy-Goodfellow Printing Co., 1946.

Brault, Lucien. *Histoire des comtés unis de Prescott et de Russell*. L'Orignal, Conseil des comtés unis, 1965. 377 p.

Belden, H. and Co. *Illustrated Historical Atlas of the Counties of Stormont, Dundas and Glengarry, Prescott and Russell – Supplement of the Illustrated Atlas of the Dominion of Canada; H.F. Walling's Map of the Counties of Stormont, Dundas, Glengarry, Prescott and Russell (Canada West)*. Owen Sound, Richardson, Bond and Wright, réédition 1972.

Cyrus, T. *History of the Counties of Argenteuil, Que. and Prescott, Ont. from the Earliest Settlement to the Present*. Montréal, John Lovell and Son, 1896. 665 p. Contient des notes biographiques sur presque chacun des premiers concessionnaires et habitants du comté de Prescott.

Bond, Courtney C.J., dir. *Historical Sketch of the County of Carleton 1879*. Belleville, Mika Silk Screening, 1971. 354 p. Il s'agit d'une ré-édition d'un livre paru en 1879 racontant l'histoire du comté.

On trouvera un bon résumé sur les divers établissements du premier quart du XIX^e^ siècle dans l'ouvrage suivant. On y notera sans doute le caractère essentiellement britannique de cette colonisation.

Bond, Courtney C.J. *Le pays de l'Outaouais. Un guide historique de la région de la capitale nationale*. Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1968. Voir le premier chapitre.

Sur des aspects sociaux de cette colonisation, on pourra lire :

Cross, Michael. «The Age of Gentility: the Creation of an Aristocracy in the Ottawa Valley» dans *Historical Papers Presented at Annual Meeting*. Ottawa, Canadian Historical Association, 1967.

Motifs militaires de la construction du canal Rideau.

«Immédiatement après le traité de Paris – en 1783 – qui accordait l'indépendance aux États-Unis, la situation au Canada changea considérablement au point de vue politique. Aussi les autorités militaires anglaises étudièrent-elles les possibilités de la défense de leur colonie canadienne. Elles virent sans doute un danger dans la proximité du Saint-Laurent, voie principale du transport lourd, et de la frontière américaine qui, du lac Ontario à Saint-Régis, soit à quatre-vingts milles

britanniques soit anglais, écossais ou irlandais. Ainsi, à partir de 1815, les comtés de Carleton et de Lanark sont colonisés par des vétérans des troupes de Wellington licenciés après la bataille de Waterloo. De même, la mise à pied de soldats affectés à la défense de la colonie durant les conflits anglo-américains amène la fondation de Richmond en 1818. Des contingents d'immigrants irlandais répondant à l'appel de Peter Robinson viennent peu à peu se joindre à ces premiers colons.

Un projet militaire : le canal Rideau

La guerre de 1812 convainc les autorités britanniques de l'importance d'une voie navigable à l'abri de la frontière américaine, entre Cornwall et Kingston. Il s'agit de toujours pouvoir rejoindre les centres de peuplement de plus en plus importants sur la rive du lac Ontario et au-delà. Projetée depuis les années 1780, la construction du canal Rideau (1820-32) favorise aussi le peuplement.

---

de Montréal, suit le milieu du fleuve. Pour s'y soustraire, elles cherchèrent entre les deux extrémités du pays, à l'intérieur des terres, un autre moyen de communication moins exposé aux attaques possibles des ennemis. À cette fin, le lieutenant French fut chargé d'explorer la rivière Rideau et de se rendre à Kingston en 1783. Avec une flotille de deux canots montés par sept soldats, deux Canadiens et un sauvage, il remonta l'Ottawa et arriva aux chutes Rideau le 2 octobre. Il explore tout le territoire. Aux environs de l'embouchure de cette rivière, il remarqua la bonne qualité de la terre, les arbres, tels que l'érable, le frêne, l'orme, le cèdre et le pin. On rapporte que dès l'année 1790, les plans d'un canal militaire entre ces deux points furent soumis au gouvernement anglais qui, à cause de l'état incertain dans lequel se trouvait alors l'Europe, ne put entreprendre une telle construction. De son côté, le Canada, en raison de son état économique précaire, ne pouvait se lancer dans une si grande et si coûteuse entreprise.

«La guerre de 1812 et 1815 contre les États-Unis alarma grandement l'Angleterre, qui se rendit compte alors du peu de solidité de sa position en Amérique et des dangers de la proximité de Montréal et du Saint-Laurent de la frontière américaine. Le 17 janvier 1815, sir Gordon Drummond manifeste sa crainte de voir les États-Unis intercepter, au printemps, la navigation entre les deux provinces et ordonne d'étudier la possibilité d'une deuxième route par la rivière Rideau. Les Américains auraient pu aisément interrompre les communications par eau entre le Haut et le Bas-Canada, sauf à l'intérieur du pays pour les canots. S'ils s'étaient servis davantage de ce moyen de nuire ils auraient pu empêcher le transport, de Montréal au lac Ontario, de deux frégates qui vinrent d'Angleterre en morceaux, avec leurs agrès, canons et munitions, et qui furent expédiées par cette voie jusqu'à Kingston.

. . . . . .

«Trois autres expéditions furent organisées en 1822 pour étudier la possibilité de divers tracés : l'un deux aurait pris naissance à Belleville pour aboutir à Pembroke; les deux autres, partant de Kingston, auraient débouché, l'un près de Hawkesbury, en passant par la Petite-Nation (du Sud), et l'autre, à la Chaudière, après avoir emprunté le cours de la rivière Rideau. Le duc de Wellington, qui fit le choix parmi les trois projets, adopta cette dernière route de beaucoup supérieure aux autres.»

Brault, Lucien. *Ottawa, capitale du Canada, de son origine à nos jours*. Ottawa, Éditions de l'Université d'Ottawa, 1942. p. 45-49.

Sur l'histoire du canal Rideau, on pourra consulter :

Leggett, Robert. *Rideau Waterway*. Toronto, University of Toronto Press, 1955. 249 p.

Ontario. Ministère de l'Énergie et du Développement des ressources. *History of the Rideau Waterway*. Toronto, ministère de l'Énergie et du Développement des ressources, 1970. 83 p.

La construction du canal exige une main-d'oeuvre considérable. Nombre d'Irlandais viennent y travailler et certains s'établissent par la suite dans la région. Dans la ville naissante de Bytown, ils se partagent la basse-ville avec d'autres ouvriers non spécialisés dont des Canadiens français. Plusieurs grossissent aussi les rangs des travailleurs engagés dans les diverses opérations liées à l'exploitation forestière, tout comme d'autres s'affairent aux activités du transport commercial sur le canal Rideau.

Fonction commerciale du canal Rideau.

«Agitation also for improvement of the insignificant little canals on the St. Lawrence between Montreal and Lake Ontario continued to mount. Vessels coming down from Lake Ontario could navigate with safety most of the rapids on the St. Lawrence but could not manage to sail up these stretches of swift water. Accordingly, before the St. Lawrence system was completed, vessels from Upper Canada journeyed to Montreal down the St. Lawrence, using the lower canals as they gradually came into use, and then returned to Lake Ontario by sailing up the Ottawa River to Bytown and through the Rideau Canal to Kingston. The serious depression of 1836-37 exercised a considerable influence upon the early development of commercial traffic on the Rideau Canal but by 1840, the effects of this economic set-back were disappearing and, as we have just seen, commercial traffic really began to increase. At the same time this early "Triangular Route" became the subject of much public controversy. For example, the freight rate in 1841 from Montreal to Kingston was from $13 to $15 per ton. Merchants were not slow to point out that this was exactly the same amount as was charged between Buffalo and New York for transport over almost twice the distance! (. . .)

«In the Year 1845 a fleet of no less than thirty small steamboats was regularly employed on the Kingston-Montreal-Ottawa-Kingston round trip. One company alone had a fleet of thirteen "puffers", as the early non-condensing steamboats were affectionately called. Another depression in 1847-50 slowed up this steady progress but with the turn into the second half of the century, traffic continued to increase, its peak being reached about 1860. This is the more remarkable in that the St. Lawrence canal system was completed in 1851, when the opening of the Junction Canal between Cardinal and Iroquois finally made it unnecessary for vessels to use the Ottawa and Rideau route in returning upstream from Montreal. In its issue of May 27, 1834, the *Patriot* (of Toronto) had had this to say : "The Rideau Canal has at length asserted its pre-eminence over the St. Lawrence rapids and seems destined for some years to be the chosen route from Montreal to the Western Regions." But despite such high hopes, the fate of the Rideau Canal as the St. Lawrence seaway had been forecast on a day in 1842 when *The Highlander* sailed into Kingston Harbour, having come up the St. Lawrence under its own steam through the rapids which still remained. This was almost a freak voyage but in 1851 navigation up the St. Lawrence from Montreal really became a commercial proposition. For the first few decades of its existence, however, the Rideau Canal had been a vital part of the St. Lawrence seaway, precursor of the route developed by the end of the century by means of the fourteen-foot canals of the St. Lawrence, and forerunner of the great international Seaway project of today.»

Legget, Robert. *Rideau Waterway*. Toronto, University of Toronto Press, 1955, p. 87-89.

Quoique l'emplacement de Bytown (Ottawa) ait été recommandé au gouvernement comme site d'une ville dès 1791, sa fondation ne date que de 1826. Sur l'autre rive de l'Outaouais, Hull se développe depuis plus de vingt-cinq ans, grâce à l'exploitation forestière, quand le colonel By commence à faire arpenter la future capitale.

Naissance de Bytown.

«À l'automne de 1826, By fit d'abord arpenter et diviser, en lots de soixante-six pieds de largeur par cent quatre-vingt-dix-huit de profondeur, le terrain de la haute ville compris entre les rues Bronson, Wellington et Bank, et la rivière Ottawa; après avoir drainé celui de la basse ville, marais impénétrable, borné par la rivière Rideau, les rues Sussex, Rideau et Murray, il le fit également arpenter et diviser, se réservant pour fins militaires la colline du Parlement, le parc Major et la pointe Nepean. Cet exemple fut imité un peu plus tard par Nicholas Sparks, dont le terrain était compris entre les rues Wellington, Bronson, Laurier et Waller, et par Louis-Théodore Besserer, qui possédait tout l'espace s'étendant de la rue Waller à la rivière Rideau et de la rue Laurier à la rue Rideau.

«By loua ensuite des lots à ceux qui désiraient s'y établir et l'argent des loyers perçus fut affecté à l'entretien du canal, et surtout à l'ouverture et au drainage des rues et aux autres dépenses locales. Pour obtenir un lot on devait en plus promettre d'y construire une maison de trente pieds carrés en moins de douze mois, sur la ligne de la rue indiquée par l'arpenteur.

«Bientôt l'on vit surgir de la forêt des rues alignées, des résidences, des boutiques et des magasins. Les immenses travaux entrepris donnèrent lieu à une affluence de marchands et d'artisans, tels que boulangers, bouchers, forgerons, charrons, voituriers, menuisiers, cordonniers, etc., qui demandèrent des terrains pour s'y établir. Les principaux artisans obtinrent les plus beaux lots et s'installèrent le long des rues Sussex et Rideau. Dès l'année 1827, un bon nombre de petites maisons en bille furent construites. Elles consistaient généralement en un rez-de-chaussée comprenant une salle d'entrée, une salle à manger, une chambre à coucher et une cuisine. Pour les ouvriers sans familles employés aux travaux, By construisit deux casernes en bois rue Rideau près de Sussex. Au printemps de 1827, il établit son atelier dans la basse ville. Une vie intense succéda au silence de la forêt et les ouvriers du canal transformèrent bientôt cet endroit en un village. Dès 1832, on comptait environ cent cinquante maisons, rues Rideau, Sussex et Wellington (aux Flatts). Une double rangée de maisons se trouvait le long du canal (Corktown) près du pont actuel de la rue Laurier. Peu à peu, la hache fit reculer la forêt et après un certain nombre d'années, ce fut une ville.»

Brault, Lucien. *Ottawa, capitale du Canada de son origine à nos jours*. Ottawa, Éditions de l'Université d'Ottawa, 1942. p. 57 et 62-63.

Scierie à Hawkesbury, 1865 Musée McCord, université McGill 16316-I

Parmi les ouvrages relatant l'histoire de la ville d'Ottawa, on pourra aussi consulter :

Brault, Lucien. «Bibliographie d'Ottawa». *Revue de l'Université d'Ottawa*, 84 (juillet-septembre 1954) : 345-375.

Commission de la capitale nationale. *Une bibliographie de l'histoire et du patrimoine de la région de la capitale nationale – A Bibliography of History and Heritage of the National Capital Region*. Ottawa, Commission de la capitale nationale, 1976. 310 p. Utile pour l'ensemble de la région de la capitale nationale.

Brault, Lucien. *Ottawa, Old and New*. Ottawa, Ottawa Historical Information Institute, 1946. 349 p.

Eggleston, W. *Le choix de la Reine : étude sur la capitale du Canada*. Ottawa, Imprimerie de la Reine, 1961. 342 p.

Walker, H. *The Ottawa Story through 150 years*. Ottawa, The Journal, 1953. 94 p.

Commission de la capitale nationale. *Ottawa et Hull : aperçu d'histoire*. Ottawa, Commission de la capitale nationale, 1962. 22 p.

Whitton, Charlotte. *A Hundred Years A-Fellin' 1842-1942*. Ottawa, (s.n.) 1943.

Bond, Courtney C.J. *Le pays de l'Outaouais. Un guide historique de la région de la capitale nationale*. Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1968. 198 p. Un guide intéressant pour des excursions historiques dans la région.

Davies, B. *Ottawa. Portrait of a Capital*. Toronto, McGraw Hill, 1954. 185 p.

Ross, A.H.D. *Ottawa Past and Present*. Ottawa, Thornburn and Abbott, 1927. 224 p.

Gard, A.A. *The Hub and the Spokes : or, The Capital and its Environs*. Ottawa Press Gallery Edition/The Emerson Press, 1904. 371 p. 175 pages d'illustrations en annexe.

Edgar, J.D. *Canada and its Capital. With Sketches of Political and Social Life at Ottawa*. Toronto, George N. Morang, 1898. 217 p.

Exploitation forestière et colonisation

C'est l'exploitation des ressources forestières de la vallée de l'Outaouais qui stimule le plus la colonisation. Le bûcheron précède souvent le fermier. Bien qu'il ait existé, le type fermier d'été-bûcheron d'hiver ne se développe pas sur une grande échelle. Le fermier tâche de s'adonner le plus complètement possible à l'agriculture et compte sur les besoins de l'industrie forestière pour écouler ses produits. Ainsi, des établissements agricoles surgissent à proximité des chantiers forestiers et les suivent dans leur progression vers le Haut-Outaouais.

Durant les premières décennies du XIX^{e} siècle, les comtés de Prescott et de Russell connaissent une période d'exploitation forestière intense. Moins nombreuses et moins aptes à la production de bois équarri que dans la région au delà de Hull-Ottawa, les forêts s'épuisent vite. La colonisation agricole se fait d'autant plus lentement que les terres sont mal irriguées et marécageuses. Ainsi, de plus en plus éloignés du grand axe d'exploitation forestière, les établissements agricoles en 1850 retardent sur ceux de la rive du St-Laurent et même sur plusieurs qui ont surgi jusqu'au delà de Pembroke.

L'ouvrage suivant traite des rapports entre la colonisation et le développement forestier :

Lower, A.R.M. *Settlement and the Forest Frontier in Eastern Canada*. Coll. «Canadian Frontiers of Settlement» vol. IX. Toronto. Macmillan of Canada. 1936. p. 38-47.

Pour une description de l'industrie forestière et des attitudes gouvernementales envers elle avant le milieu du XIX^{e} siècle, on lira :

Lambert, R.S. et P. Pross. *Renewing Nature's Wealth. A Centennial History of the Public Management of Canada. Forests and Wildlife in Ontario 1763-1967. Ch. 3*. Toronto, Ontario Department of Lands and Forests. 1967.

Les divers aspects de l'exploitation forestière de la vallée de l'Outaouais ont fait l'objet de plusieurs écrits. On trouvera des pages intéressantes dans la plupart des ouvrages sur la ville d'Ottawa indiqués précédemment. On tirera profit du visionnement du film fixe :

Brennan, T.J. «Exploitation forestière dans la vallée de l'Outaouais» dans *Histoire du Canada en Images*. Série 1, n^{o} 4. Office national du film.

Parmi les auteurs qui traitent plus spécifiquement de l'industrie forestière, on retrouve :

Cross, Michael S. «The Lumber Community of Upper Canada». *Ontario History*. LII (décembre 1960) : 213-234.

Lower, A.R.M. *The North American Assault on the Canadian Forest*. Toronto. Ryerson Press, 1938. 377 p.

Hughson, J.W. et Courtney C.J. Bond. *Hurling down the Pine*. 2^{e} éd., Old Chelsea, Historical Society of the Gatineau, 1965. 130 p.

Head, C. Grant. «An Introduction to forest exploitation in nineteenth century Ontario» dans *Perspectives on landscapes and settlement in nineteenth century Ontario*, de J. David Wood. Coll. «Carleton Library 91», Toronto, McClelland and Stewart, 1975. p. 78-112.

Brennan, T.J. *The Timber Trade in the Ottawa Valley*. Toronto, Ginn, 1971. 23 p.

On trouvera aussi de multiples renseignements dans :

Blanchard, Raoul. *Les pays de l'Ottawa : L'Abitibi-Témiscamingue*. Vol. 2 de *L'Ouest du Canada français*. Chapitre 2, Montréal, Librairie Beauchemin, 1954.

En effet, dès le début du siècle, de futurs magnats du bois, comme Philémon Wright, reconnaissent les immenses richesses forestières de la vallée de la rivière Gatineau et de l'Outaouais supérieur. Ils y concentrent leur activité, faisant de Hull et d'Ottawa le plus grand centre forestier du pays. Dans sa marche continue vers le Haut-Outaouais, l'exploitation forestière provoque la naissance de communautés agricoles. Après 1850, l'exploitation forestière, si elle continue d'être importante, ne connaît plus le même rythme de développement : entrepreneurs et hommes de chantiers se déplacent vers le vaste territoire entre l'Outaouais et la baie Georgienne. Certains comtés comme Lanark, moins propres à l'agriculture, perdent leurs principaux marchés et connaissent une période de dépeuplement.

L'exploitation forestière passe par plusieurs étapes : à celle du bois équarri qui domine jusque vers 1850 suit celle du bois de sciage (les entreprises de Booth et de Eddy à Hull ou celles de Edwards à Rockland, par exemple) qui fait place à celle des pâtes et papier à partir du début du siècle.

«L'exploitation forestière de la vallée de l'Ottawa à des fins commerciales a passé par plusieurs stades intéressants. Il y a eu d'abord l'époque célèbre de 1807 où Philémon Wright entreprit d'acheminer du bois équarri jusqu'à Québec, bois destiné au marché britannique où la demande s'était sensiblement accrue à cause de la guerre. L'exportation du bois équarri outre-mer a constitué l'industrie dominante de la région d'Ottawa jusque vers 1850, alors que le commerce d'exportation du bois scié, vendu surtout aux États-Unis, commença à s'affirmer. Ces deux industries se partagèrent les honneurs du commerce de bois pendant un demi-siècle. L'une a pris un grand essor, tandis que l'autre a périclité. Le commerce du bois équarri a atteint son point culminant vers 1865; après cela, il s'est mis à fléchir tant et si bien qu'à la fin du siècle il n'existait à peu près plus. Dans l'intervalle, l'industrie de la préparation et de l'exportation des sciages, surtout vers les États-Unis, devenait rapidement l'industrie dominante de la région, à tel point qu'en 1870 Ottawa était considérée comme le plus important centre de scieries du Canada. Cinquante ans plus tard, les meilleures régions forestières ayant été passablement exploitées, l'industrie se métamorphosait et entrait graduellement dans sa troisième étape, car la fabrication de la pâte de bois et du papier et d'autres industries commençaient à poindre. Toutefois, la vallée de l'Ottawa sera toujours un centre important pour ce qui est des produits du bois quels qu'ils soient.»

Eggleston, W. *Le choix de la Reine : étude sur la capitale du Canada*. Ottawa, Imprimerie de la Reine, 1961. p. 35.

Reproduit avec la permission du ministre d'Approvisionnements et Services Canada.

Modification de la composition ethnique de l'Est

Jusque vers le milieu du XIX[e] siècle, tant du côté québécois qu'ontarien de l'Outaouais, la population des établissements permanents est essentiellement originaire des îles britanniques. Cependant, les Canadiens français assurent très tôt leur suprématie dans les domaines de la drave et du travail en forêt; mais il s'agit surtout d'une main-d'oeuvre mobile, saisonnière et jeune qui monte dans les chantiers à l'automne pour en redescendre au printemps. C'est parfois au prix de luttes acharnées et violentes qu'ils maintiennent leur position contestée par des Irlandais durant la «guerre des Shiners» des années 1830.

Sur cet épisode de la «guerre des Shiners» où les Irlandais s'opposent à la fois à la bourgeoisie d'Ottawa et aux travailleurs forestiers canadiens-français, on consultera surtout :

Cross, M.S. «The Shiner's War : Social Violence in the Ottawa Valley in the 1830s». *Canadian Historical Review*, LIX (mars 1973) : 1-26.

Cette période donne lieu aux faits et gestes d'un héros devenu légendaire, Jos Montferrand. Voir à ce sujet :

Sulte, Benjamin. *Histoire de Montferrand, l'athlète canadien*. Montréal, Éditions de Montréal, 1975. 127 p.

Gouin, Jacques. «Jos Montferrand. Histoire, légende et symbole». *Asticou*, 3 (juillet 1969) : 5-9.

Plusieurs facteurs expliquent l'installation progressive des Canadiens français dans la région de l'Outaouais en général et dans l'Est ontarien en particulier. Le développement des scieries et des industries connexes permet à la main-d'oeuvre canadienne-française habituée au travail du bois de prendre racine. Les surplus démographiques des vieilles paroisses du Québec cherchent de nouvelles terres. La croissance urbaine d'Ottawa attire une population canadienne-française qui s'engage dans le secteur du petit commerce et des services ou, après 1860, dans les travaux de construction des édifices du gouvernement. De même le ravitaillement de la ville en produits agricoles amène la mise en valeur de terres demeurées vacantes en bordure est d'Ottawa : des Canadiens français fondent la paroisse St-Joseph d'Orléans en 1849 et vers 1850 Joseph et Michel Cyr jettent les bases de la petite communauté agricole de Cyrville.

Ottawa : vue de la basse-ville depuis l'actuelle colline parlementaire, vers 1862
APC C8251

On trouvera une analyse de la «poussée française» dans l'Outaouais québécois dans :

Blanchard, Raoul. *Les pays de l'Ottawa : L'Abitibi-Témiscamingue*. Vol. 2 de *L'Ouest du Canada français*. Montréal, Librairie Beauchemin, 1954. 334 p. Voir surtout le chapitre 2.

[En collaboration]. *Le Nord de l'Outaouais. Manuel répertoire d'histoire et de géographie régionales*. Ottawa, Le Droit, 1938. 396 p.

L'établissement de Canadiens français en bordure est d'Ottawa, en particulier à Janeville (devenue Eastview, puis Vanier), Cyrville et Orléans n'a guère fait l'objet d'études précises. On trouvera quelques détails dans les ouvrages traitant d'Ottawa indiqués précédemment et dans :

Bourassa, Andrée *et al*. *La petite histoire de Vanier*. O.V.U.L., 1975. 96 p.

Leury, Jean. *Historique de la paroisse Notre-Dame-de-Lourdes de Cyrville, Ontario. Après 75 ans . . . 1873-1848*. Hull, Imprimerie Leclerc, 1948. 55 p.

Au sujet de la présence canadienne-française à Ottawa, voir aussi :

Bonin, N., C. Bourgeois et D. Robert. (sous la direction de C. Andrew). *La Basse Ville ouest c'était . . .* Ottawa, Comité de citoyens de la Basse Ville ouest, [1977]. 44 p. Ce travail a été fait à partir d'enregistrements de témoignages des habitants : les soixante-cinq cassettes ont été déposées au Centre de recherche en civilisation canadienne-française de l'Université d'Ottawa.

Lamoureux, Georgette. *Bytown et ses pionniers canadiens-français, 1826-1855*. Ottawa, chez l'auteur, 1978. 364 p.

Tremblay, Jules. *Sainte-Anne d'Ottawa – 1873-1923*. Ottawa, Cie d'imprimerie d'Ottawa, 1925. 408 p.

Brault, Lucien. *Sainte-Anne d'Ottawa : cent ans d'histoire 1873-1973*. Ottawa, Imprimerie Beauregard, 1973. 80 p.

Rossignol, Martin. *Monographie de la ville d'Ottawa*. Montréal, Université de Montréal, thèse M.A., 1948.

De Jocas, Yves. *Analyse écologique de la ville d'Ottawa*. Québec, Université Laval, thèse M.A., 1955. 135 p.

Fabien Robineault, Josée. *Étude de certaines caractéristiques de l'organisation sociale de la Basse-Ville est d'Ottawa*. Ottawa, Université d'Ottawa, thèse M.A., 1973.

Mousseau, H. «Le centenaire de l'arrivée des Oblats à Bytown (Ottawa), 1844-1944». *Revue de l'Université d'Ottawa*, 14 (1944) : 25-27, 174-202, 327-355, 459-497.

Jusque vers 1850, la colonisation des comtés de Prescott et de Russell ne connaît pas le même rythme de développement que les comtés du Saint-Laurent au-delà de Cornwall, ou même que ceux de Carleton, Lanark et Renfrew, plus au nord-ouest. Les terres basses et marécageuses de ces deux comtés riverains de l'Outaouais n'attirent pas les colons anglais et écossais. Peu avant 1850, des Canadiens français des régions voisines de la frontière provinciale, des comtés des Deux-Montagnes, Soulanges et Vaudreuil, commencent à venir s'y établir.

À peine deux ans après la création du diocèse d'Ottawa en 1847, son évêque, M^gr^ Guigues, fonde une société de colonisation pour accélérer la venue de Canadiens français, recrutés dans les vieilles paroisses surpeuplées du Québec. Le *Provincial Drainage Act* de 1872 offre de l'aide financière pour l'irrigation des terres. Les nouveaux arrivants s'installent progressivement, travaillant momentanément dans les nombreuses scieries établies le plus souvent pour répondre aux besoins locaux ou régionaux : à Jessop Falls, Lefaivre, Plantagenet et Casselman. Les Edwards offrent du travail dans leur importante scierie de Rockland à partir de 1868, tandis que les Hamilton installés à Hawkesbury au tout début du siècle accroissent leur production. Les nouveaux colons trouvent aussi quelques revenus dans la vente de leur bois comme «dormants» de chemin de fer. Des Canadiens français débordent dans les comtés de Glengarry et de Stormont, devenant agriculteurs ou ouvriers dans les entreprises manufacturières de Cornwall.

En ce qui concerne l'érection du diocèse d'Ottawa et la géographie religieuse en général, on devra consulter l'excellent article de :

Cartwright, D.G. «Ecclesiastical Territorial Organization and Institutional Conflict in Eastern and Northern Ontario, 1840 to 1910» dans *Historical Papers/ Communications historiques London 1978*. Ottawa, Société historique du Canada, 1978. p. 176-199.

Dès le milieu du XIX^e^ siècle, les autorités religieuses s'inquiètent de l'émigration de Canadiens français vers les États-Unis et tentent d'offrir aux paroisses surpeuplées des alternatives par des programmes de colonisation des terres restées vacantes :

«Grâce aux négociations entreprises avec les autorités catholiques de l'Ontario, au travail missionnaire intense des Pères Oblats dans la vallée de l'Outaouais et à l'opportunité des requêtes envoyées à Rome, la hiérarchie du Québec réussit à étendre son pouvoir territorial ecclésiastique dans l'Est et le Nord de l'Ontario. Le diocèse de Bytown fut érigé en 1847; évêché suffragant de l'archidiocèse de Québec, il devint partie intégrante du plan de colonisation du Canada français. Une fois ce territoire officiellement organisé, les sociétés régionales de colonisation se mirent à encourager les familles des paroisses populeuses des bords du Saint-Laurent à occuper les terres vacantes longeant la rive droite de la rivière Outaouais et s'étendant jusque dans le sud des comtés de Russell et de Prescott dans la province actuelle de l'Ontario | . . . |

«Afin de minimiser les conflits parmi les colons catholiques de son nouveau diocèse, le premier évêque de Bytown, M^gr^ Guigues, encouragea les Catholiques irlandais à occuper les terres sises plus au nord sur la rivière Outaouais; ils fondèrent les comtés de Carleton, de Lanark et de Renfrew. Une activité forestière considérable avait précédé le peuplement de cette partie de la vallée; la demande de produits agricoles et de main-d'oeuvre saisonnière fournissait un marché tout désigné et un revenu monétaire aux colons diligents. Cette structure ethnique prévalut au cours des dernières décennies du dix-neuvième siècle; la colonisation canadienne-française s'étendit aux comtés de Russell et de Prescott ainsi que dans les vallées tributaires de la Rouge, de la Lièvre et de la haute Gatineau dans les Laurentides, tandis que les établissements catholiques irlandais s'échelonnèrent des deux côtés de la vallée supérieure de l'Outaouais, au nord de Bytown».

Cartwright, D.G. *Les zones linguistiques au Canada. Supplément de référence au Rapport du Deuxième Conseil consultatif des districts bilingues*. Ottawa, (s.n.), 1976. p. 5-6.

Reproduit avec la permission du ministre d'Approvisionnements et Services Canada

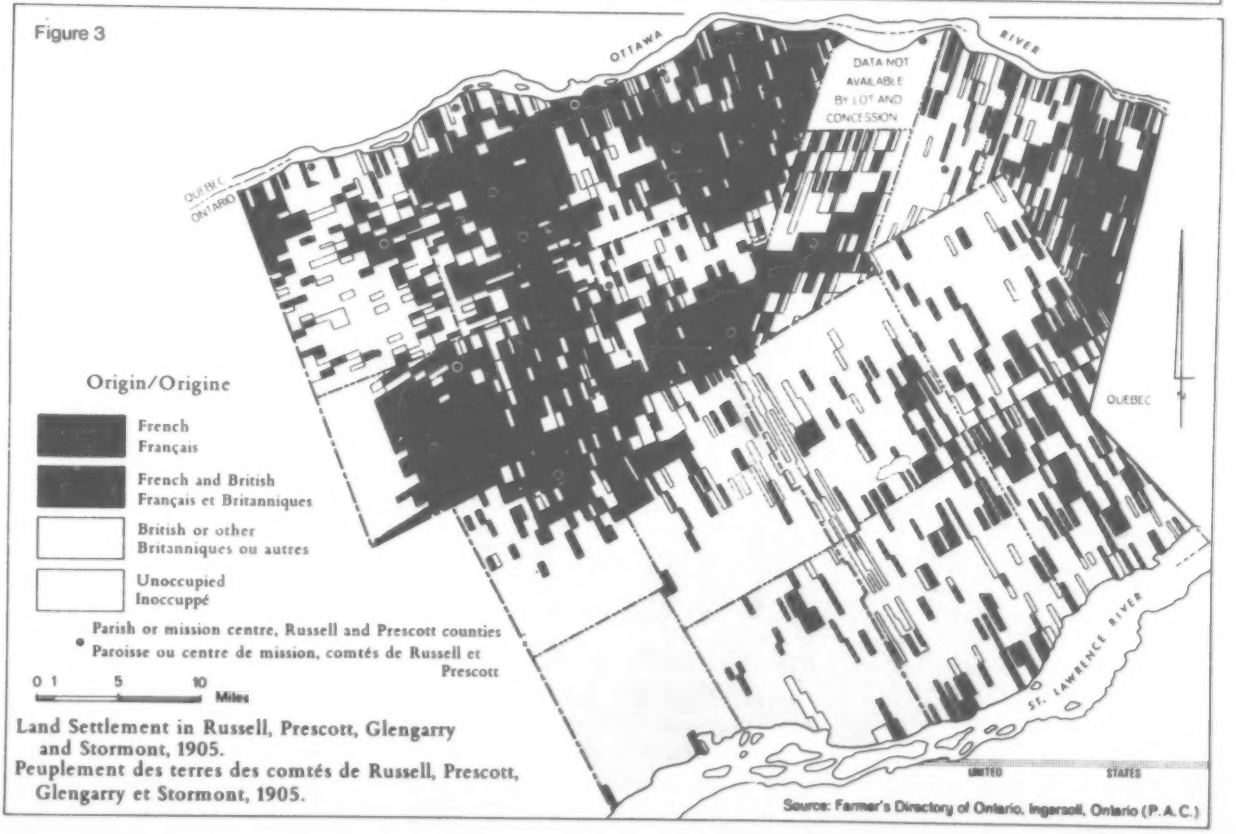
Les deux cartes suivantes, tirées du même ouvrage de D.G. Cartwright, indiquent la progression de l'occupation canadienne-française entre 1871 et 1905.

Figure 2

Land Settlement in Russell, Prescott, Glengarry and Stormont Counties, 1871.
Peuplement des terres des comtés de Russell, Prescott, Glengarry et Stormont, 1871.

Source: Agriculture Statistics, Census of Canada (Statistiques agricoles, Recensement du Canada)

Figure 3



Land Settlement in Russell, Prescott, Glengarry and Stormont, 1905.
Peuplement des terres des comtés de Russell, Prescott, Glengarry et Stormont, 1905.

Source: Farmer's Directory of Ontario, Ingersoll, Ontario (P.A.C.)

Au début du siècle, la colonisation de la pointe est de l'Ontario est pratiquement terminée. La population rurale maximale est atteinte en 1891 dans Glengarry et Stormont, en 1901 dans Prescott et en 1911 dans Russell. En somme, de 1784 à 1891, les mouvements migratoires suffisent à changer le caractère sociolinguistique de ces comtés où les Canadiens français deviennent le plus nombreux groupe ethnique.

L'arrivée de Canadiens français dans la pointe est de L'Ontario coïncide avec des changements profonds dans le type d'exploitation agricole. Devant le manque croissant de débouchés pour le foin et l'avoine, les agriculteurs se lancent du côté de la production laitière, surtout à partir des années 1880 dans Prescott et Russell, mais un peu plus tôt dans Glengarry et Stormont. Fromageries et beurreries connaissent des moments de prospérité, près d'Hawkesbury et à Casselman, par exemple. Des coopératives

---

Il existe peu d'ouvrages d'ensemble sur la pointe est de l'Ontario. Voici une liste de sources utiles pour en dégager l'évolution à laquelle il faudrait ajouter plusieurs albums-souvenirs, cahiers anniversaires, documents d'archives municipales et journaux locaux. Dans sa série *Villages et Visages*, l'Office de la télécommunication éducative de l'Ontario (OTEO) a produit en outre plusieurs émissions sur les villages de l'Est. On pourra consulter son catalogue VIPS.

Cartwright, D.G. *French-Canadian Colonization in Eastern Ontario to 1910. A Study of Process and Pattern*. London, University of Western Ontario, Faculty of Graduate Studies, 1973.

Boileau, Gilles. *Les Canadiens français dans l'est de l'Ontario*. (Réalisé en collaboration avec l'Union des Cultivateurs franco-ontariens). Montréal, Société canadienne d'établissement rural, 1964. 74 p.

Ray, D.M. *Settlement and Rural Ont., Migration in Easternmost Ontario, 1783-1956. Ottawa*, Université d'Ottawa, thèse Ph. D. (géographie), 1961. 242 p.

Frère Alexis. «La colonisation française dans l'Ontario». *L'Action française*, 3 (mars 1919) : 122-133.

De Barbezieux, A. *Histoire de la province ecclésiastique d'Ottawa et de la colonisation dans la vallée de l'Outaouais*. Ottawa, Imprimerie d'Ottawa, 1897. 507 p. Fournit des renseignements sur chaque paroisse.

Émard, Michel. *Inventaire sommaire des sources manuscrites et imprimées concernant Prescott-Russell, Ontario*. Rockland, chez l'auteur, 1976. 172 p.

Brault, Lucien. *Histoire des comtés unis de Prescott et de Russell*. L'Orignal, Conseil des comtés unis, 1965. 377 p.

Routhier, D. *Progrès technique – Coopération. Histoire de St. Isidore-Embrun-Vars-Limoges-St. Albert-Casselman-Russell Marionville-Moose Creek-Crysler-Fournier-St. Bernardin*. Plantagenet, Imprimerie Plantagenet, 1965.

Émard, Michel. *St. Jacques d'Embrun, Comté de Russell, Ontario (1841-1873). Étude statistique et historique*. Rockland, (s.n.), 1974. 30 p.

Forget, J.-U. et E.-J. Auclair. *Histoire de Saint-Jacques d'Embrun, Russell, Ontario*. Ottawa, Cie d'Impression d'Ottawa, 1910. 658 p.

Clément, Henri *et al. L'Orignal 1876-1976*. L'Orignal, Comité de centenaire, 1977. 124 p.

Higginson, M.A. *The Village of Hawkesbury, 1808-1888*. Hawkesbury, (rév. par Emily Keely et Thomas Higginson), (s.n.), 1961. 23 p.

Boileau, Gilles. *Saint-Albert : étude de géographie humaine* (en collaboration avec l'Union des cultivateurs franco-ontariens). Ottawa, Société canadienne d'établissement rural-Union des cultivateurs franco-ontariens, 1958. 45 p.

agricoles et des associations d'agriculteurs sont fondées, dont l'Union des cultivateurs franco-ontariens en 1929.

Dans l'ensemble, la population rurale ne réussit pas à absorber son accroissement naturel : dans aucun des quatre comtés la population rurale de 1956 n'est supérieure à celle du tournant du siècle. En ce qui concerne la population totale, entre 1901 et 1961, elle diminue de 13% dans Glengarry et n'augmente que de 1% dans Prescott et de 3% dans Russell. Par contre, entre ces mêmes dates, elle augmente de 114% dans Stormont en raison surtout de l'expansion de Cornwall. Ainsi, l'économie rurale ne réussit pas à contenir sa population. On se dirige surtout vers les milieux urbains et industriels – entre autres, Cornwall, Ottawa-Hull-Gatineau – et en partie vers le Nouvel-Ontario durant les premières décennies du siècle.

Legault, Roland. *Monographie sur la paroisse de Saint-Albert-de-Cambridge*. Ottawa, Université d'Ottawa, thèse M.A. (histoire) 1950. 107 p.

Centenaire 100 Saint Albert, Ontario. 1974. Douze fascicules d'environ 100 pages chacun sur divers aspects historiques et contemporains de Saint-Albert. Un bon exemple d'utilisation d'archives paroissiales et municipales.

Mandeville, Antonio. *Historique de la paroisse de St.-Jean Baptiste de l'Orignal, Ontario*. Ottawa, Imprimerie du Droit, 1936. 228 p.

[Anonyme] *Paroisse de la nativité de la Bienheureuse Vierge Marie, Cornwall, Ontario 1887-1962*. Ottawa, Le Droit, 1962. 58 p.

Claude, Charles E. «Fait français à Cornwall». *Francor*, 1, N^os^ 1, 2 et 3, (1977).

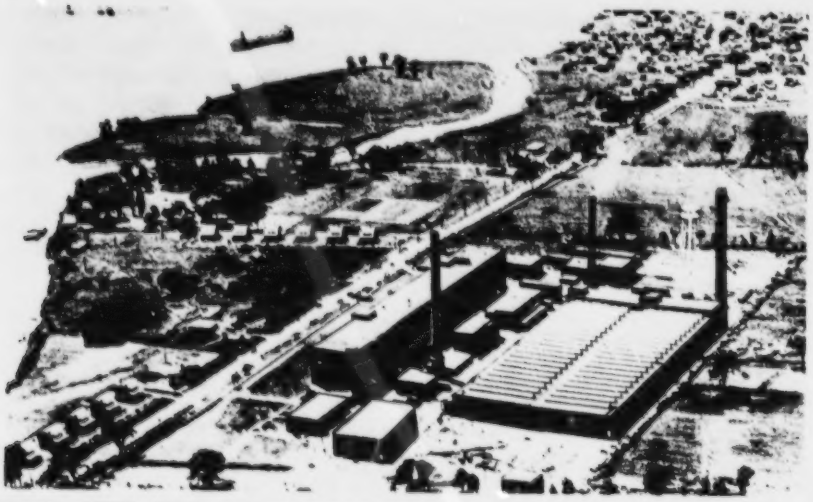
Lafrance, Rose. «Historique de Crysler». *Francor*, 1, N^os^ 1, 2 et 3, (1977).

Lamontagne, Léopold. «Kingston's French Heritage». *Transactions of the Kingston Historical Society*, 2 (1953) : 27-39. Il s'agit d'un survol de la présence française à Kingston depuis la conquête. Les dix premiers numéros (1952 à 1962) du *Transactions of the Kingston Historical Society* ont été publiés en un seul volume en 1974 sous le titre *Historic Kingston* par les éditions Mika Publishing de Belleville.

Stagnation de la population rurale dans l'Est ontarien.

Retranchant le comté de Carleton, devenu essentiellement urbain à cause d'Ottawa, le géographe Gilles Boileau établit les comparaisons suivantes entre le secteur est (Prescott, Russell, Glengarry et Stormont où le groupe ethnique français représente 61,3% de la population totale en 1961) et le secteur ouest (Dundas, Grenville, Leeds, Frontenac, Lanark et Renfrew où il représente 9,9% de la population totale).

«Au début du siècle, en 1901, la population totale du secteur Est de la péninsule outaouaise était de 96 490 personnes alors qu'en 1961 la population totale de ces quatre comtés canadiens-français atteignait 125 202 âmes, soit une augmentation totale de 28,752 personnes. Chose surprenante : le comté de Stormont a connu à lui seul un gain supérieur au gain global des quatre comtés. En effet, les gains au cours de ces soixante ans atteignirent 30 825 dans Stormont seul alors qu'ils se chiffrèrent à 28 752 dans l'ensemble des quatre comtés. Ce phénomène peut sembler étrange à première vue mais tout le mystère disparaît quand on sait que dans Glengarry, il y eut perte de 2 914 âmes alors que, dans Prescott et Russell, d'autre part, les gains furent à peine perceptibles.



Cornwall : le complexe de la *Courtauld's Canada Ltd*, mai 1935 APC C46217

«Si l'on ne considère que les trois comtés à majorité canadienne-française : Glengarry, Prescott et Russell, il n'y eut pas de gain mais plutôt une perte minimum de 2 073 personnes.

«Au total, dans le secteur Est de la région, de 1901 à 1961, l'augmentation des effectifs humains fut de 3% alors que durant la même période toujours, soit les soixante dernières années, les six comtés de l'Ouest de la péninsule outaouaise ont vu leur population passer de 213 234 à 304 397 habitants pour un gain de 43% par rapport à la population initiale du début du siècle.»

Boileau, Gilles. *Les Canadiens français dans l'Est de l'Ontario*. Montréal, La Société canadienne d'établissement rural, 1964. p. 52.

Le cas de la petite ville de Rockland fournit un exemple des difficultés économiques de la région :

«Cependant la prospérité, que la paroisse avait connue depuis sa fondation, devenait de plus en plus inquiétante à mesure que le siècle progressait. Un premier malheur économique frappa le village lorsque les Edwards vendirent leur industrie à la compagnie Riordon qui semblait vouloir monopoliser la coupe du bois au Canada. Après quelques années d'exploitations presque fantastiques, une crise devint évidente. L'industrie ou plutôt le gagne-pain de nos villageois passa aux mains d'une compagnie à capitaux américains, l'International Pulp and Paper. Malheureusement à cette époque trop souvent les grands industriels et les importants financiers ne songeaient qu'aux gains et ils négligeaient de considérer le point de vue humanitaire. Les nouveaux propriétaires qui exploitaient une vaste industrie de bois sur la rive nord de l'Outaouais, à Gatineau, prétendirent que les moulins de Rockland étaient désuets et ne rapportaient pas suffisamment de bénéfices. Sans prendre en considération l'état de chômage et de misère qui résulterait de leur décision chez des centaines de chefs de famille, ordre est donné de fermer les moulins, au milieu de la crise économique des années 1930. Pour plusieurs le chômage s'installe à demeure, pour d'autres c'est l'exode. La moitié de la population quitte Rockland et s'établit à Gatineau et à Hull où elle compte mettre son expérience à profit dans les industries de bois qui y sont exploitées. L'autre moitié se cramponne à ses modestes biens et maintient la vie et l'activité qui, avec le temps, progresse malgré l'absence de la grande industrie. L'agriculture et l'industrie laitière constituent le gagne-pain des cultivateurs environnant le village.»

Population de Rockland

1901	*1911*	*1921*	*1931*	*1941*	*1951*	*1961*
1 988	3 397	3 496	2 118	2 040	2 348	3 037

Brault, Lucien. *Histoire des comtés unis de Prescott et de Russell*. L'Orignal, Conseil des comtés unis, 1965. p. 326 et 279.

L'article suivant rend compte de certains effets de la canalisation du Saint-Laurent sur la région de Cornwall et de Prescott (ville) :

Wood, H.A. «The Influence of the St. Lawrence Seaway upon the Cornwall-Prescott Area, Ontario». *The Canadian Geographer / Le Géographe Canadien*, 7 (1956) : 31-34.

La récente construction de l'autoroute 417 donne à un nombre croissant de villages à l'est d'Ottawa un caractère de «villes-dortoirs». La question du développement économique de la pointe est de l'Ontario reste entière.

«Le gouvernement de l'Ontario a désigné l'Est de la province comme une région devant faire l'objet d'un développement industriel. Si cette politique réussit, quelle sorte d'industries voudront s'installer dans ce secteur et quelle influence auront-elles sur les traits culturels, fortement francophones des comtés de Russell et de Prescott? Attendu qu'elles chercheront à s'implanter près de la nouvelle grande route qui réduit les facteurs temps/distance entre les marchés urbains de Montréal et d'Ottawa, est-ce qu'elles envisageront la question du français langue de travail ou est-il inutile même de poser ce problème? Les migrants quotidiens d'Ottawa et de Montréal vont-ils s'emparer des terres agricoles de l'Est de l'Ontario et, dans l'affirmative, qu'arrivera-t-il des proportions qui existent entre les populations de langue officielle et de la composition de chaque groupe de langue maternelle?»

Cartwright, D.G. *Les zones linguistiques au Canada. Supplément de référence au Rapport du Deuxième Conseil consultatif des districts bilingues*. Ottawa, 1975, p. 115-116.

Reproduit avec la permission du ministre d'Approvisionnements et Services Canada.

Ottawa : d'un «village subarctique de bûcherons» à une «cabine de pilotage politique»

C'est en ces termes que, de Toronto, l'ancien professeur d'Oxford, Goldwin Smith, décrit Ottawa à la fin du siècle dernier. Situées à la rencontre des rivières Outaouais, Rideau et Gatineau, Hull et Ottawa sont devenues au milieu de XIX[e] siècle un carrefour des diverses opérations liées à l'industrie forestière. Le commerce y est considérable, tout comme les activités de transbordement et la navigation commerciale sur le canal Rideau. Le «choix de la Reine» en 1857 qui fait d'Ottawa la capitale de la province du Canada-Uni a des effets non négligeables sur le développement de la région. À court terme, la construction des édifices gouvernementaux et leur agrandissement lorsqu'Ottawa devient la capitale de la Confédération accélèrent la croissance de l'industrie du bois et le commerce. De 1851 à 1871, la population totale d'Ottawa passe de 7 760 à 21 541; celle du district de Hull, de 2 811 à 8 318. Durant cette même période, le groupe ethnique français s'accroît de 2 056 à 7 214 à Ottawa et de 420 à 4 461 dans le district de Hull.

À plus long terme, la «choix de la Reine» a aussi des effets importants sur la région d'Ottawa. Jusqu'au tournant du siècle, les fonctions industrielles et commerciales d'Ottawa l'emportent sur son nouveau rôle de centre politique et administratif du pays. Un peu moins de 200

La région de Hull-Ottawa connaît des moments de prospérité considérable durant la deuxième moitié du XIX[e] siècle.

«Mais les progrès de la ville n'étaient plus qu'une question de temps. Le commerce du bois rendait la ville d'Ottawa florissante; elle devenait rapidement le plus important centre de l'industrie forestière de l'Amérique du Nord britannique. En 1857, le bois de sciage de la région de Hull et d'Ottawa atteignait le chiffre de 34 millions de pieds-planche. Dix ans plus tard, la production passait à 80 millions et, à la fin du siècle, à 180 millions. La compagnie John R. Booth produisait à elle seule, en 1870, 30 millions de pieds de pin. Elle maintenait, pour son exploitation d'hiver, trois cents équipes. En 1871, les sept scieries de la ville d'Ottawa employaient 1 200 ouvriers environ et devaient voir leur production dépasser $1,500,000, soit le plus haut chiffre d'affaires enregistré à cette époque dans une division de recensement de l'Ontario. La construction des édifices du gouvernement a accéléré la vague de prospérité commerciale des dernières années de la décennie 1850-1860. Le projet a augmenté de 1 500 les effectifs ouvriers de la ville et les dépenses de $2,500,000 enregistrées au cours de l'année 1859-1860 gonflaient le pouvoir d'achat de la population. En 1865-1866, près de trois cents fonctionnaires s'établirent à Ottawa, heureux de ne plus être obligés de faire la navette entre Toronto et Québec. L'arrivée des 130 membres de la législature de la province du Canada, pour la session de juin 1866, donna à Ottawa un avant-goût de ce que lui apporterait la Confédération.»

Eggleston, W. *Le choix de la Reine : étude sur la capitale du Canada*. Ottawa, Imprimerie de la Reine, 1961. p. 143-144.

Reproduit avec la permission du ministre d'Approvisionnements et Services Canada.

députés et quelque 80 sénateurs s'y rencontrent périodiquement lors des sessions du Parlement. Les fonctionnaires fédéraux ne sont guère nombreux : de 265 environ au début, leur nombre s'accroît d'une vingtaine par année jusqu'en 1885. Mais au moment où les activités liées à l'industrie forestière commencent à disparaître à Ottawa pour se concentrer du côté de Hull, la présence du gouvernement fédéral prend de nouvelles proportions, d'autant plus que le trafic commercial sur le canal Rideau est devenu négligeable.

En effet, les dépenses du gouvernement fédéral pour les services nationaux se multiplient par sept entre 1896 et 1913, avant de connaître de nouveaux bonds durant la guerre. Le nombre de fonctionnaires à Ottawa, estimé à 4 000 en 1896, croît en conséquence. Avec la période Laurier, s'ouvre aussi une nouvelle ère de grandes constructions, la plupart érigées dans les quartiers commerciaux ou domiciliaires de la ville. Après l'incendie de 1916, il faut reconstruire la plupart des édifices de la colline parlementaire. Depuis 1899, le gouvernement fédéral devient soucieux de l'apparence esthétique de la capitale et créé la *Ottawa Improvement Commission,* premier d'un grand nombre d'organismes voués à l'embellissement de l'ancien «village subarctique de bûcherons».

Jusqu'à la fin de la Seconde Guerre, Ottawa, en tant que «cabine de pilotage politique», se

Ottawa : la rue Dalhousie, avril 1881

APC PA 27047

dote aussi d'un imposant personnel de fonctionnaires. On commence à la décrire comme une «ville à industrie unique», soit l'industrie fédérale. L'impact du fédéral, déjà considérable avec ses 30 069 employés dans la région de la capitale en 1951 continue de s'accroître. Ce nombre passe à 46 095 en 1961 et atteint les environs du cent mille en 1974. Si à peu près un tiers de l'emploi d'Ottawa-Carleton est l'oeuvre directe du gouvernement fédéral, il faut aussi considérer les effets d'entraînement de ce phénomène. Le poids de «l'industrie fédérale» se fait sentir du côté québécois de l'Outaouais et dans l'Est ontarien où plusieurs municipalités se voient confinées au rôle de villes-dortoirs. De plus, la rénovation urbaine, engagée depuis plusieurs années, fait éclater la vie communautaire de maints quartiers d'Ottawa, Vanier et Hull.

Tout au long de son développement, Ottawa attire des Canadiens français, tant dans la production privée de biens et de services que dans les secteurs public et para-public. La population francophone se développe bientôt une vie communautaire autour des paroisses catholiques et d'associations de toutes sortes, telles la Société Saint-Jean-Baptiste (1853), la société mutuelle d'assurance Union Saint-Joseph (Union du Canada) (1863), l'Institut canadien-français (1852) ou les caisses populaires. En 1926, pour promouvoir les intérêts de la nationalité canadienne-française et, entre autres, augmenter ses effectifs dans la fonction publique, un petit groupe fonde la société secrète de l'Ordre de

---

On trouvera des renseignements sur l'incidence du gouvernement fédéral sur le développement de la région dans :

Fullerton, D. *La capitale du Canada : Comment la gouverner?* Ottawa, 2 vol. Information Canada, 1974.

Mayo, H.B. *Rapport de la Commission d'étude pour le remaniement d'Ottawa-Carleton*. Toronto, ministère du Trésor, de l'Économie et des Affaires intergouvernementales, 1976. 276 p.

Une littérature abondante existe sur la question scolaire en Ontario. Dans ce travail où nous nous préoccupons surtout de présenter le déroulement de l'occupation de l'espace ontarien par les francophones, nous ne signalons que les quelques ouvrages suivants.

Choquette, Robert. *Langue et Religion. Histoire des conflits anglo-français en Ontario*. Ottawa, Éditions de l'Université d'Ottawa, 1977.

Choquette, Robert. «Facteurs linguistiques et ethniques dans les rapports entre Canadiens irlandais et français en Ontario». Sciences Religieuses, 2 (printemps 1973) : 303-314.

Oliver, Peter. «The Resolution of the Ontario Bilingual School Crisis 1919-1929». *Journal of Canadian Studies/Revues d'études canadiennes*, 7 (1972) : 22-45.

Jacques-Cartier, appelée à un développement important dans tout le Canada français avant de se dissoudre au cours des années soixante.

De fait, dès les signes avant-coureurs de la crise scolaire devant aboutir au Règlement 17 en 1912, la communauté canadienne-française d'Ottawa commence à assumer un rôle de leadership dans la lutte pour la «survivance» française en Ontario. En 1911, elle compte 23 149 personnes à Ottawa même, soit 25,6% de la population. Dotée d'un réseau d'institutions patriotiques et encadrée par un clergé aguerri, elle peut s'appuyer sur son université bilingue vouée à cette époque à la promotion du fait français. En outre, elle peut aussi compter sur une population francophone tant à ses abords ontariens et québécois que dans un Canada français sensible à la sauvegarde de ses droits dans tout l'espace canadien. Aussi, durant la crise du Règlement 17, temps fort de la lutte pour la «survivance», la mobilisation et la solidarisation des francophones ontariens se font-elles généralement à partir d'Ottawa, siège social de l'Association canadienne-française d'éducation d'Ontario (ACFEO devenue ACFO durant les années 1960), fondée en 1910 et du quotidien *Le Droit*, né au début de 1913. Aux yeux de plusieurs, Ottawa devient une sorte de métropole pour les francophones de la province qui y retrouvent la plupart de leurs organismes provinciaux, le milieu urbain ontarien le plus bilingue et un centre des débats entre les deux grandes communautés linguistiques et culturelles du pays.

La conception de l'école et de sa place en Ontario français évolue. À ce sujet voir :

Guindon, René. «L'école franco-ontarienne : passage d'une conception traditionnelle à une conception moderne». *Boréal*, 1 (été 1974) : 5-13.

Sur la fondation de l'ACFEO et sur l'histoire du quotidien *Le Droit*, on consultera :

Association canadienne-française d'éducation de l'Ontario. *Congrès d'éducation des Canadiens-français d'Ontario, Ottawa, 1910*. Ottawa, Association canadienne-française d'éducation d'Ontario, 1910, 363 p. Rapport officiel des séances.

Tremblay, Laurent. *Entre deux livraisons 1913-1963*. Ottawa, Le Droit, 1963, 216 p.

Vallieres, Gaetan. «Le Droit, les Franco-Ontariens et le syndicalisme». *Boréal*, 3 (1975) : 6-20.

On trouvera dans l'étude suivante, une tentative d'explication des tensions franco-anglaises et de réfutation des préjugés largement répandus en milieu francophobe. Publiée en septembre 1918, elle en est à sa neuvième édition un an plus tard :

Moore, W.H. *The Clash! A Study in Nationalities*. London, Toronto, J.M. Dent and Sons, 1918, 333 p. L'ouvrage paraît en version française en 1920 et a pour titre : *Le Choc!* Montréal, Librairie Beauchemin, 469 p.

Pour une bibliographie importante sur la question scolaire et religieuse, on consultera :

Fortin, Benjamin et Jean-Pierre Gaboury. *Bibliographie analytique de l'Ontario français*. Ottawa, Éditions de l'Université d'Ottawa, 1975, p. 122-158.

Aux portes du Nord : de l'Outaouais à la baie Georgienne

Drainé à l'est par le réseau hydrographique de l'Outaouais (les rivières Madawaska, Bonnechère et Petawawa), à l'ouest par celui du lac Huron via la baie Georgienne (les rivières Magnetawan et Muskoka) et au sud par les rivières tributaires de la Trent, qui se jette dans le lac Ontario, ce vaste corridor du Bouclier canadien se situe aux frontières du Nord ontarien. En effet, celui-ci est généralement délimité au sud par les régions immédiates de la rivière Mattawa, du lac Nipissing et de la rivière des Français. Le corridor Outaouais-baie Georgienne recouvre donc essentiellement les comtés actuels de Renfrew, Nipissing (partie sud), Haliburton, Muskoka et Parry Sound, ainsi que la partie nord des comtés de Frontenac, Hastings et Lennox-Addington. Sur les plans géographique et historique, il tient à la fois des trois régions du Sud, de l'Est, et du Nord que nous avons adoptées comme cadre général (voir la carte de la page 36).

Vers 1850, les grands magnats du bois déplacent leurs chantiers vers les riches concessions forestières du corridor Outaouais-baie Georgienne, utilisant les divers réseaux hydrographiques comme voies de transport. Le besoin de routes et de chemins de fer reste grand, tant pour l'exploitation forestière que pour la colonisation. En effet, le gouvernement ontarien ouvre peu à peu de nouveaux *townships* et y offre des terres tantôt à prix modique, tantôt gratuitement. La colonisation de ces terres arides

et rocailleuses du Bouclier canadien est cependant lente et difficile : l'agriculture ne s'avère rentable que dans la mesure où les opérations forestières offrent aux fermiers un marché pour leurs produits et du travail saisonnier dans les chantiers.

Le territoire est d'accès difficile. D'une part, d'ambitieux projets de construction de routes atteignent rarement les buts escomptés : seuls quelques chemins en provenance du sud s'avancent péniblement à travers le corridor Outaouais-baie Georgienne sans le traverser, tandis que d'autres vont en sens est-ouest comme la route Opeongo. D'autre part, un chemin de fer reliant l'Outaouais et la baie Georgienne n'atteint Parry Sound qu'en 1896, tandis que de Toronto une autre voie ferrée monte vers le nord jusqu'à Gravenhurst en 1875, Bracebridge en 1885, Huntsville en 1888 et North Bay quelques années plus tard. Enfin, en 1893, le gouvernement ontarien crée la réserve forestière du parc Algonquin (2 000 milles carrés), interdisant ainsi toute future colonisation d'une grande partie du secteur est.

En somme, durant la deuxième moitié du XIX^{e} siècle, le peuplement du corridor Outaouais-baie Georgienne se limite aux régions les mieux desservies par les diverses voies d'accès ou les mieux situées par rapport à l'exploitation forestière. Le comté de Renfrew, dont Pembroke devient le centre commercial et industriel, et le secteur ouest relié par chemin de fer à Toronto et par la baie Georgienne aux Grands Lacs connaissent des moments de prospérité.

Sur la colonisation et l'exploitation forestière de cette région, on pourra surtout consulter :

Kennedy, Clyde C. *The Upper Ottawa Valley*. Pembroke, Renfrew County Council, 1970. 256 p.

Lambert, R.S. et P. Pross. *Renewing Nature's Wealth. A Centennial History of the Public Management of Lands, Forests and Wildlife in Ontario, 1763-1967*. Toronto, Ontario Department of Lands and Forests, 1967. (Chapitres 6 à 8).

Lower, A.R.M. *Settlement and the Forest Frontier in Eastern Canada*. Coll. «Canadian Frontiers of Settlement» vol. IX. Toronto, Macmillan of Canada, 1936. p. 48-57.

Murray, Florence B. «Agricultural Settlement on the Canadian Shield : Ottawa River to Georgian Bay» dans *Profiles of a Province*, de Edith G. Firth, dir. Toronto, Ontario Historical Society, 1967. p. 178-186.

O'Dwyer, William C. *Highways of Destiny. A History of the Diocese of Pembroke, Ottawa Valley, Canada*. Ottawa, Le Droit, 1964. 263 p.

Spragge, George W. «Colonization Roads in Canada West, 1850-1867». *Ontario History*, XLIX (1957) : 1-18. Il s'agit des routes de colonisation dans le corridor Outaouais-baie Georgienne.

Sur les conflits scolaires à Pembroke, on lira le document d'époque suivant :

Longpré, Alfred. *L'éveil de la race : un épisode de la résistance franco-ontarienne, Pembroke, 1923-1927*. Ottawa, Le Droit, 1930, 71 p.

Vers la fin du XIX[e] siècle, l'exploitation forestière se déplace à nouveau, d'une part vers la rive nord du lac Huron pour répondre au marché de l'Ouest américain via Sarnia et Sault-Ste-Marie, et, d'autre part, vers les régions de Thunder Bay et du lac des Bois pour desservir l'Ouest canadien par le chemin de fer du Canadien Pacifique. La colonisation intensive du Bouclier canadien entre l'Outaouais et la baie Georgienne s'avère alors un faux espoir : plusieurs terres sont abandonnées au profit de celles de l'Ouest nouvellement accessibles depuis la fin de la construction du chemin de fer du Canadien Pacifique. Alors que la population de l'Ontario augmente de 72% entre 1901 et 1941, celle des comtés de Renfrew, Haliburton, Muskoka et Parry Sound ne connaît qu'un accroissement négligeable. Surtout depuis la fin de la Seconde Guerre, les valeurs touristiques de cette région se sont développées, tandis qu'une exploitation agricole et forestière plus rationnelle fournit le gagne-pain d'une population qui a recommencé à s'accroître.

La colonisation initiale de cette région a surtout été faite par des Ontariens venus du sud de la province; des immigrants des îles britanniques et, en moins grand nombre, des Allemands, des Irlandais et des Scandinaves. Les Canadiens français y sont peu nombreux, sauf dans le comté de Renfrew où près de 16% de la population est d'origine française en 1961.

Chapitre IV

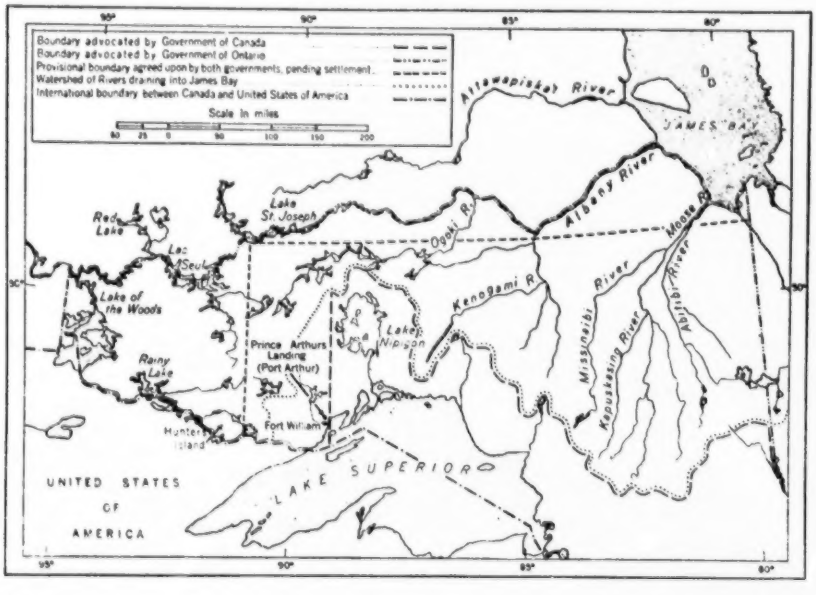
Le Nord et les maillons d'une chaîne de peuplement francophone

Délimitation géographique

Les villes de Mattawa, North Bay, Sudbury et Sault-Ste-Marie et leurs régions avoisinantes sont autant de points d'une ligne qui forme la frontière méridionale de ce que l'on désigne aujourd'hui comme étant le Nord ontarien. Il est coupé en deux, presque en son centre, par la ligne de partage des bassins hydrographiques de la baie d'Hudson et des Grands Lacs.

Si la frontière orientale est délimitée depuis l'Acte constitutionnel de 1791, celles du Nord et de l'Ouest restent imprécises au moment de la Confédération. Pourtant, en 1867 une partie du territoire de la pointe nord du lac Supérieur est arpentée et quelque 35 000 acres sont concédés; sept *townships* sont organisés et le nouveau village de Prince Arthur's Landing commence à se développer près du vieux poste de traite de Fort William. De plus, un riche dépôt d'argent vient d'être découvert à Silver Islet. Les gouvernements du Canada et de l'Ontario réclament la possession de ce territoire, ainsi que celui situé au nord de la ligne de partage des eaux. En 1889, une longue dispute devant les tribunaux se solde par un agrandissement considérable de l'Ontario.

La carte suivante indique les frontières réclamées par les gouvernements du Canada et de l'Ontario, ainsi que la frontière temporaire qui prévaut jusqu'au règlement de 1889 qui accorde gain de cause à l'Ontario. En 1912, le Gouvernement du Canada cède au Manitoba, à l'Ontario et au Québec les territoires du Nord situés au sud du soixantième parallèle, ce qui complète la configuration actuelle de l'Ontario.



Zaslow, Morris. «The Ontario Boundary Question» dans *Profiles of a Province*, de Edith. G. Firth, dir. Toronto, Ontario Historical Society, 1967. p. 110.

Une grande expédition d'exploration et d'arpentage est entreprise en 1900. Le compte rendu des dix groupes d'explorateurs-arpenteurs est divisé selon les sous-titres : Surveyor's Report, Land and Timber Estimator's Report et Geologist's Report. On le trouve dans :

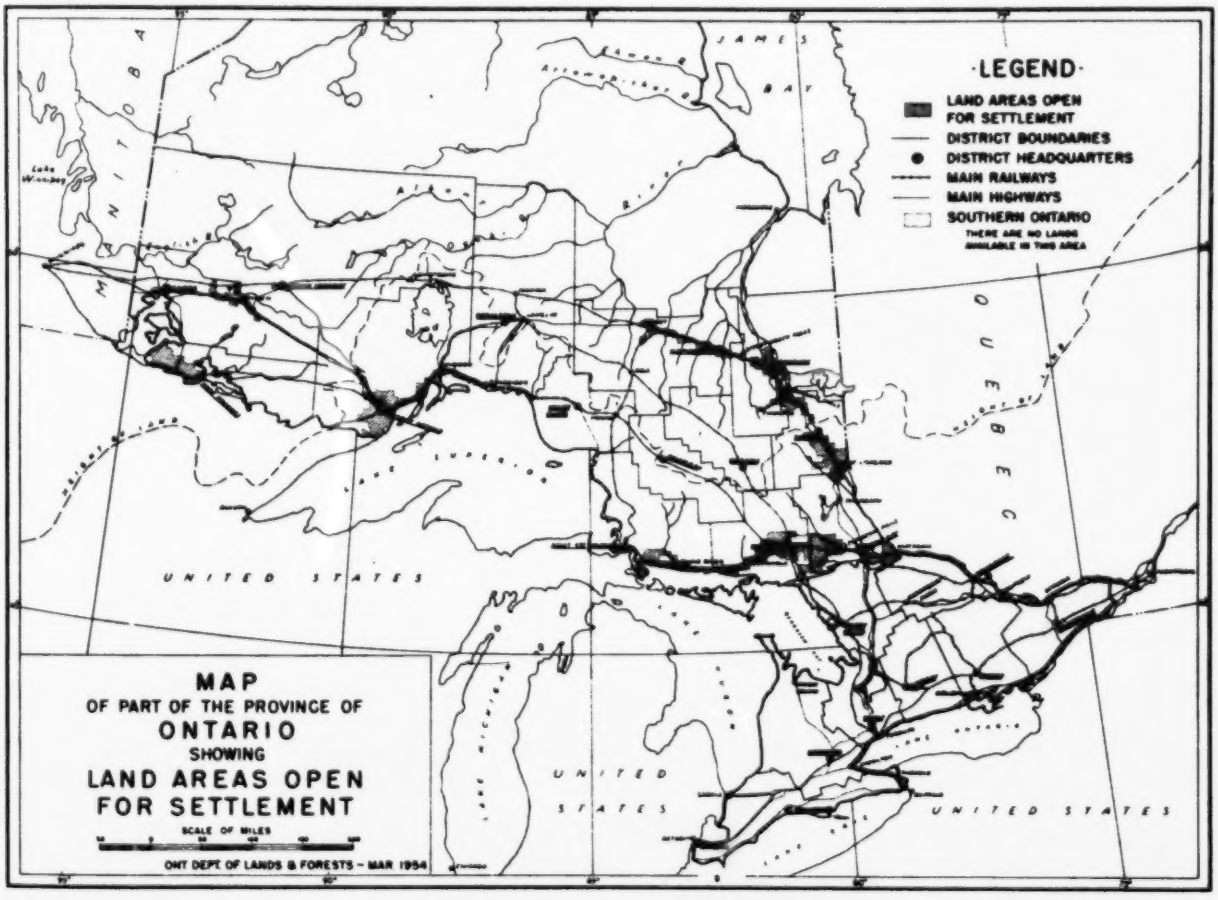
Ontario. *Report of the Survey and Exploration of Northern Ontario, 1900.* Toronto, L.K. Cameron, Imprimeur du Roi, 1901. 294 p.

On obtiendra des détails supplémentaires dans :

Ells, S.C. *Report on James Bay Surveys Explorations : Cochrane to James Bay, June 9 to September 12, 1911.* Toronto, Imprimeur du Roi, 1912. 36 p.

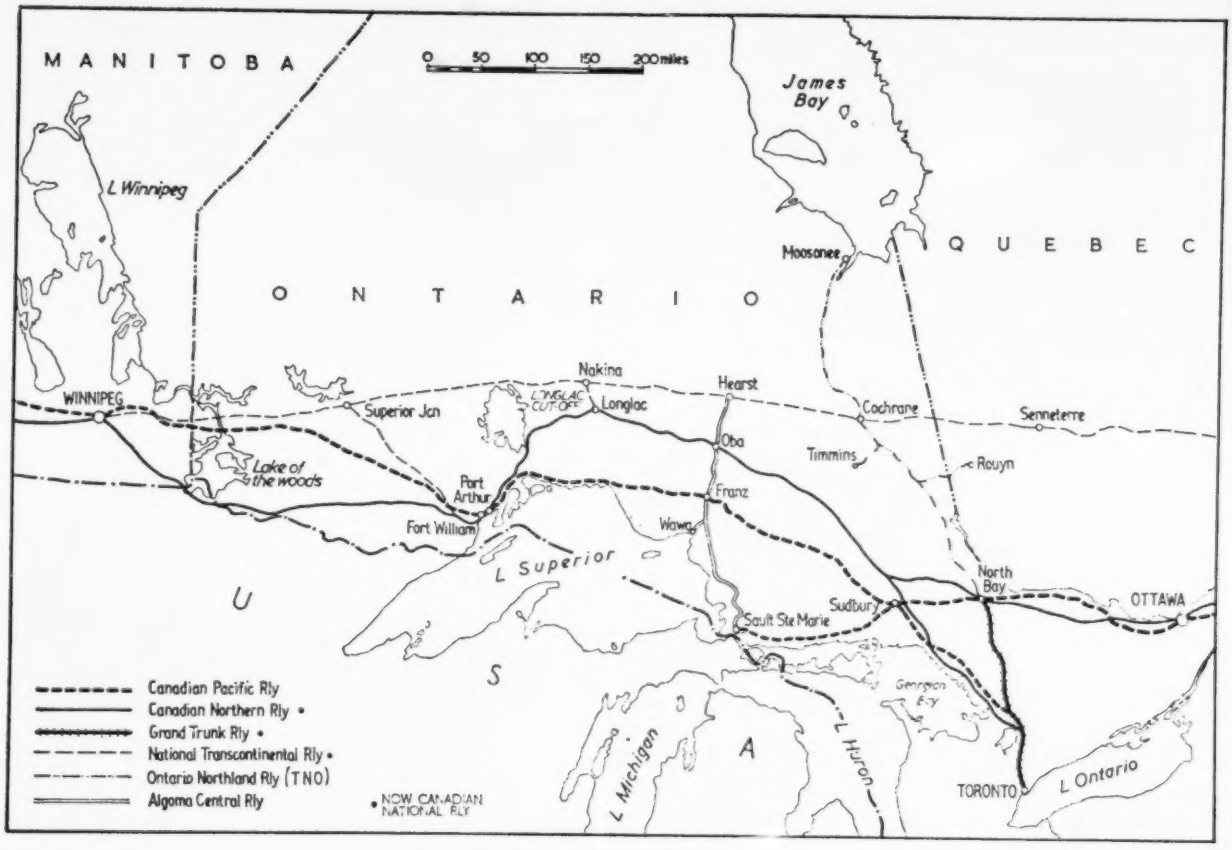
L'occupation du territoire du Nord ontarien se fait selon deux grands axes de pénétration. Le premier part du Haut-Outaouais (Mattawa) et de North Bay, file vers le nord-est à proximité de la frontière Ontario-Québec, le long du chemin de fer *Temiskaming and Northern Ontario* (devenu *Ontario Northland*), avant de tourner vers l'ouest en direction de Winnipeg, à partir de Cochrane. Le deuxième axe suit la voie ferrée du Canadien Pacifique de Mattawa-North Bay à Sudbury et de là bifurque, soit le long de son embranchement jusqu'à Sault-Ste-Marie, soit le long de sa ligne principale vers Fort William-Port Arthur (devenu Thunder Bay) et Winnipeg.

La carte suivante illustre bien ces deux grands pôles géographiques. Notons cependant qu'au moment où nous commençons notre description de l'occupation graduelle du Nord ontarien, soit pendant les vingt dernières années du XIX^e^ siècle, le Nord n'est pas ainsi sillonné de chemins de fer et de routes. Seul le chemin de fer du Canadien Pacifique le traverse de Mattawa à North Bay et à Sudbury : de là un embranchement se rend à Sault-Ste-Marie tandis que la ligne principale file vers Port Arthur puis Winnipeg. Un chemin de fer est sur le point de relier North Bay à Toronto mais n'est pas encore terminé.



Ontario. *Ontario Resources Atlas*. Toronto, Department of Lands and Forests, 1968. p. 45.

Les chemins de fer sont particulièrement importants dans le développement du Nord ontarien. Quoique nous signalerons les principales étapes de leur construction, nous présentons ici une vue d'ensemble de leur tracé.



Leggett, R.F. *Railways of Canada*. Coll. «Railway Histories of the World» Newton Abbot, David and Charles, 1973. p. 116.

Voir aussi :

Breithaupt, W.H. «The Railways of Ontario». *Ontario Historical Society Papers and Records*, XXV (1929) : 12-25.

McCormack, A.R. «Les Blanketstiffs : travailleurs itinérants de la construction ferroviaire 1896-1914» dans *Histoire du Canada en Images*. Série 1, nº 13. Office national du film. Film fixe.

Le Nord de l'Ontario n'a guère été l'objet d'analyses d'ensemble. On retrouvera cependant quelques ouvrages qui en offrent un aperçu global :

Zaslow, Morris. *The Opening of the Canadian North 1870-1914*. Coll. «The Canadian Centenary». Toronto et Montréal, McClelland and Stewart, 1971. 339 p. (Voir : nº 7 «Development in the Late Nineteenth Century» et nº 8 «Ontario and Quebec in the New Century», p. 147-198).

Lambert, R.S. et P. Pross. *Renewing Nature's Wealth. A Centennial History of the Public Management of Lands, Forest and Wildlife in Ontario, 1963-1967*. Toronto, Ontario Department of Lands and Forests, 1967. 630 p. Le chapitre 15 «*Settling New Ontario*» (p. 300-312) offre un bon aperçu de la colonisation, surtout en ce qui concerne la politique gouvernementale de concession des terres.

On trouvera d'utiles renseignements – cartes, données statistiques, etc. – dans les études suivantes de développement régional :

Ontario. Ministère du Trésor et de l'Économie. *Design for Development. Northeastern Ontario Development Region. Phase 1. Analysis. Plan d'Aménagement : région du nord-est de l'Ontario. Analyse*. Toronto, ministère du Trésor et de l'Économie, 1971. 294 p.

Ontario. Ministère du Trésor, de l'Économie et des Affaires intergouvernementales. *Design for Development Northeastern Ontario Regional Strategy*. Toronto, ministère du Trésor, de l'Économie et des Affaires intergouvernementales, 1976. 78 p.

———. *Statistical Appendix to the Northeastern Ontario Regional Strategy*. Toronto, ministère du Trésor, de l'Économie et des Affaires intergouvernementales, 1976.

À notre avis, cependant, la meilleure étude d'ensemble en est une réalisée par le biais d'une analyse du développement des ressources naturelles en Ontario. En effet, les ressources naturelles (mines, forêts surtout pour le bois de pulpe et le papier) et hydro-électriques s'avèrent très tôt les grandes richesses du Nord. On ne manquera pas de consulter le livre suivant, où l'auteur traite essentiellement du Nord et départage les rôles respectifs des entrepreneurs et de la politique gouvernementale en matière d'exploitation des richesses naturelles.

Nelles, H.V. *The Politics of Development. Forests, Mines and Hydro-electric Power in Ontario, 1849-1941*. Toronto, Macmillan of Canada, 1974. 514 p. Voir en particulier le chapitre 3 «Promoting New Ontario», p. 108-152.

Pour un aperçu des origines du développement minier, on visionnera le film fixe de :

Stelter, G.A. «Les régions minières du nord de l'Ontario 1880-1920» dans *Histoire du Canada en Images*. Série 1, nº 10, Office national du film.

L'ouvrage suivant aborde des questions d'éducation en milieu francophone nord-ontarien :

Chaperon-Lor, Diane. *Une minorité s'explique. Les attitudes de la population francophone du Nord-Est ontarien envers l'éducation de langue française*. Toronto, Ontario Institute for Studies in Education / Institut d'études pédagogiques de l'Ontario, 1974. 94 p.

Ces bibliographies s'avèrent d'utiles instruments pour la connaissance du développement du nord de l'Ontario.

Stelter, Gilbert A. et John Rowan. *Community Development in Northeastern Ontario*. Sudbury, université Laurentienne, 1972. 56 p.

La composition ethnique du nord de l'Ontario est très variée. L'aspect polyglotte qu'y ont noté de nombreux observateurs durant les quelque cinquante premières années de son développement a fait graduellement place à la prédominance de la langue anglaise. Plusieurs groupes ethniques, surtout les Canadiens français, ont cependant gardé leurs caractéristiques socio-culturelles.

Bucksar, R.G. *Bibliography of Socio-Economic Development of Northern Ontario*. Ottawa et Toronto, Centre canadien de recherches en anthropologie et ministère du Trésor et de l'Économie de l'Ontario, Department of Treasury and Economics, 1968. 112 p.

_____. *Bibliography of Socio-Economic Development of Northern Ontario. Supplement*. Toronto, ministère du Trésor et de l'Économie de l'Ontario, 1968.

_____. *Bibliography of Socio-Economic Development of Northern Ontario. Supplement*. Toronto, ministère du Trésor et de l'Économie de l'Ontario, 1973.

Spencer, Loraine et Susan Holland. *Northern Ontario: A bibliography*. Toronto, University of Toronto Press, 1968. 120 p.

Wong, Chuck. *A Checklist of University Theses on Northeastern Ontario*. Sudbury, Collection spéciale de la bibliothèque de l'université Laurentienne, 1975. 45 p.

Les «Documents historiques» de la Société historique du Nouvel-Ontario, publiés depuis 1942 s'avèrent une source importante pour l'histoire du nord de l'Ontario. Nous y référons souvent nos lecteurs, quoique certains numéros soient maintenant épuisés. L'Université de Sudbury, l'université Laurentienne et le Centre de recherche en civilisation canadienne-française de l'Université d'Ottawa en possèdent des séries complètes. On peut s'adresser à la Société historique elle-même (Université de Sudbury, campus de l'université Laurentienne) pour obtenir un bon nombre de numéros, en attendant une réédition.

Il faudrait consulter la série suivante :

Office de la télécommunication éducative de l'Ontario. *Villages et visages*. Les textes de cette série sont publiés par Fides, 235 est, boulevard Dorchester, Montréal (Québec) H2X 1N9.

Le texte suivant rend compte de la diversité ethnique en 1921 :

«One feature that differentiated the north from other parts of Ontario (and certainly from the new north of Quebec, which was consciously held for French settlement) was its polyglot society. Whereas Ontario in 1921 was predominantly of British extraction (78 per cent) and only about 8.5 per cent French Canadian, in the northern districts the British percentage fell to a bare 51 per cent, while the French rose to almost one-quarter of the total (23.7 per cent). Other groups comprised one-quarter of the population, nearly double their fraction in the province as a whole. They included disproportionate numbers of certain national groups not very extensively represented elsewhere in the province – over one-quarter of the Italians, about half the Scandinavians, Austrians, and Ukrainians, over half the province's Indians (whose numbers held steady at 14 200 for the twenty-year period), and almost the whole Finnish population (11 536 of 12 835 persons, comprising 4 per cent of the population of the north). French Canadians actually outnumbered English Canadians in the Nippissing and Sudbury census

Au recensement de 1971, 20,7% de la population totale du Nord (839 000) est de langue maternelle française et 16,8% de langue d'usage française. Cinq des onze comtés, soit Algoma, Cochrane, Nipissing, Timiskaming et Sudbury contiennent 93,7% de toute la population de langue maternelle française. Enfin, à eux seuls, les comtés de Cochrane et de Sudbury regroupent près des deux tiers de la francophonie du Nord.

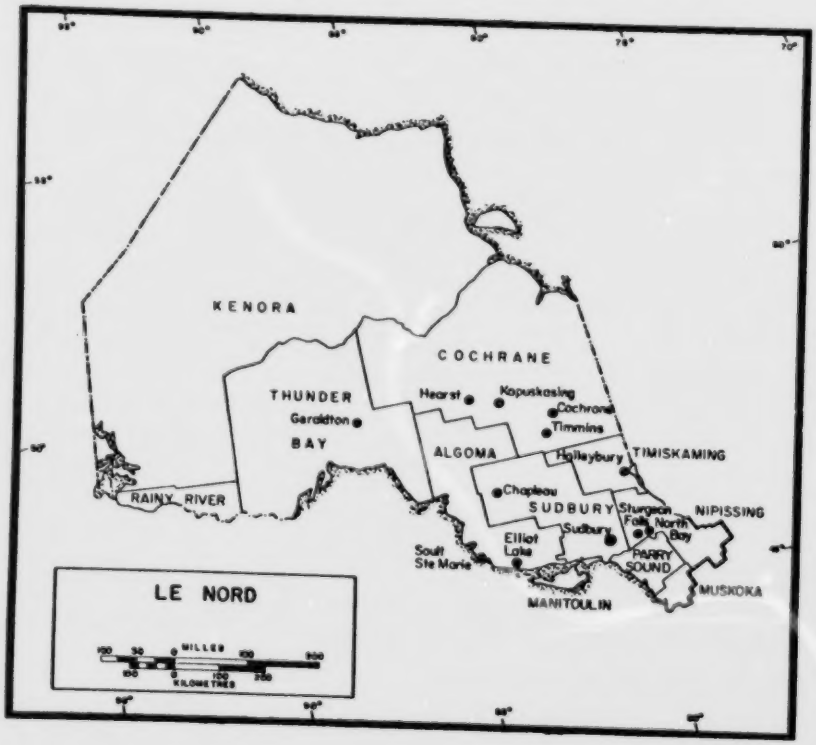
---

divisions, and comprised about 27 per cent of the total population of Timiskaming, but tapered off in the more westerly census divisions. Scandinavians were comparatively prominent in the Kenora and Rainy River districts, Italians in the cities of Algoma and Thunder Bay, Indians mainly in Kenora and Manitoulin, and Finns chiefly in Thunder Bay and Sudbury.»

Zaslow, Morris. *The Opening of the Canadian North, 1870-1914*. Toronto et Montreal, McClelland and Stewart, 1971, p. 192.

Reproduit avec la permission de McClelland and Stewart Limited, Toronto.

La carte suivante, conçue pour des fins démolinguistiques, présente les comtés actuels qui forment le Nord. (On aura sans doute remarqué que les trois cartes des régions ne correspondent pas en tous points à nos descriptions basées sur le développement historique.) Suivent quelques données statistiques à la page 106.



Importance relative de la population francophone (totaux et pourcentages de la population totale) (. . .), cinq comtés du Nord, 1971.

Comté	Population totale	Langue maternelle française	Langue d'usage française
Algoma	121 935	12 650 (10,4)	8 450 (6,9)
Cochrane	95 835	47 225 (49,3)	42 835 (44,7)
Nipissing	78 870	25 890 (32,8)	21 430 (27,2)
Sudbury	198 075	64 035 (32,3)	52 175 (26,3)
Timiskaming	46 485	12 975 (27,9)	70 685 (23,0)

Importance relative de la population francophone (totaux et pourcentages de la population totale) (. . .), quelques agglomérations urbaines du Nord, 1971.

Agglomération	Population totale	Langue maternelle française	Langue d'usage française
Kapuskasing	12 820	7 410 (57,8)	6 855 (53,5)
North Bay	49 190	8 535 (17,4)	5 400 (11,0)
Sault-Ste-Marie	81 525	4 590 (5,6)	2 210 (2,7)
Sudbury*	155 460	49 715 (32,0)	41 055 (26,4)
Thunder Bay*	112 140	2 420 (2,2)	810 (0,7)
Timmins	41 420	16 610 (40,1)	14 080 (34,0)

*Régions métropolitaines de recensement

Savard, Pierre *et al. Cultiver sa différence. Rapport du Groupe d'étude des Arts dans la vie franco-ontarienne*. Toronto, Conseil des Arts de l'Ontario, 1978. p. 70-81.

L'axe Mattawa-North Bay-Sudbury-Winnipeg

Mattawa, plaque tournante vers le nord et l'ouest

Nous avons déjà évoqué la marche de l'exploitation des ressources forestières le long de l'Outaouais suivie de près par l'établissement de petites communautés colonisatrices. De même la construction de la ligne de chemin de fer du Canadien Pacifique du côté ontarien de la rivière accélère la pénétration de colons dans le Haut-Outaouais. Depuis les années 1860, à quelque deux cents milles au nord de la ville d'Ottawa, au confluent des rivières Outaouais et Mattawa, le petit village de Mattawa, vieux poste de traite de la Compagnie de la baie d'Hudson et pied-à-terre des missionnaires oblats, reçoit quelques colons et exploitants forestiers. Ce n'est pourtant qu'au début des années 1880 que commence son véritable développement. Mattawa sert de plaque tournante ouvrant au nord l'accès au Témiscamingue québécois et ontarien, via l'Outaouais et le lac Témiscamingue, et à l'ouest la voie conduisant au Nipissing via la rivière Mattawa qui prend sa source au lac La Truite. La

---

Au sujet de la reconquête, nous citons quelques extraits de lettres du géographe français O. Reclus citées dans :

Dussault, Gabriel. «Un réseau utopique franco-québécois et son projet de reconquête du Canada (1860-1891)», dans *Relations France-Canada au XIX^e siècle. Les cahiers du Centre culturel canadien* 3 (avril 1974) : 59-68.

Au curé Antoine Labelle, 8 août 1887 :

«La ligne stratégique, est de Mattawan à Saint-Boniface. Si vous vous en emparez aucune puissance humaine ne vous enlèvera le Nord-Est de l'Amérique. Et une fois roi de ce Nord-Est, vous pourrez refluer en une certaine mesure sur ledit Nord-Ouest et surtout sur la Nouvelle-Angleterre. Mais, dans l'état présent, ces opérations sont fatales. Se disséminer, c'est se perdre. (. . .) Concentre-toi, mon vieux Labelle, ne te disperse pas.»

À Rameau de Saint-Père, 27 juillet 1888 :

«Où en est au juste l'invasion du Nord d'Ontario, que je considère comme l'événement le plus considérable de la colonisation canadienne depuis le bousculement définitif des Anglais par la reprise des cantons de l'Est et du comté d'Ottawa».

Au curé Jean-Baptiste Proulx, 28 septembre 1888 :

«Je vous l'ai exposé plus d'une fois, et je le répète encore : l'avenir du Canada français est là; si vous bouclez au nord l'Ontario, vous sauvez la baie d'Hudson, et vous irez jusqu'à Winnipeg : alors vous êtes indestructibles, même avec l'annexion aux États-Unis, et le quart Nord-Est de l'Amérique septentrionale reste français, sans préjudice de conquêtes possibles au-delà de Winnipeg. Mais si vous ne vous assurez pas le nord d'Ontario, votre avenir reste problématique, surtout s'il y a annexion aux États-Unis. Au cas où ce malheur arriverait, il faut que vous entriez dans l'Union comme une grosse masse hétérogène, capable de résister, et au besoin de détruire.»

La colonisation canadienne-française du Nouvel-Ontario au début du siècle, essentiellement sur l'axe Mattawa-Nipissing-Sudbury, n'est pas sans susciter des inquiétudes dans le *«Old Ontario»*, comme en fait foi le titre d'une brochure anonyme :

Is Toronto and Western Ontario to be sidetracked and New Ontario made a Greater Quebec? Brochure de la collection des Archives publiques de l'Ontario, environ 1902.

Nous reviendrons plus loin au rôle de Mattawa comme voie d'accès au Témiscamingue. Nous empruntons à Arthur Buies cette description des débuts de Mattawa, à titre d'exemple des premiers instants de nombreux villages du Nord.

«En 1869, le village de Mattawa ne comptait encore que quatre familles, deux catholiques et deux protestantes; les missionnaires y hivernaient pour la première

fondation de North Bay sur le lac Nipissing, qui devient un point de raccordement entre le chemin de fer du Canadien Pacifique et celui en provenance de Toronto, de même que le point de départ d'une voie ferrée vers le Témiscamingue ontarien (aujourd'hui *Ontario Northland Railway*) lui enlève peu à peu au début du siècle son rôle de plaque tournante.

Les débuts de la colonisation dans le Témiscamingue québécois et dans la région de Mattawa-Nipissing soulèvent un enthousiasme certain auprès des élites nationales et cléricales québécoises. Celles-ci sont d'une part sensibles à l'exode grandissant de Canadiens français vers les «facteries» de la Nouvelle-Angleterre et d'autre part imbues d'une conception pan-canadienne du Canada français. Depuis la parution du livre *La France aux colonies* du Français Rameau de Saint-Père en 1859, qui fait état de la puissance d'expansion des Canadiens français, s'élabore dans divers cercles français et québécois une vision nouvelle du destin de la nationalité canadienne-française. Ainsi le «bousculement» de la population anglaise dans les Cantons de l'Est et dans la vallée de l'Outaouais est-il considéré comme un signe évident de reconquête.

---

fois dans cette même année; c'étaient le Père Nédelec et le Père Guéguen. Comme ils n'avaient pas de demeure à eux, une famille catholique de l'endroit, celle de M. Noé Timmins, leur donna une généreuse hospitalité; depuis, les membres de cette famille n'ont cessé d'être à la tête de toutes les oeuvres de bienfaisance accomplies à Mattawa.

«Pendant l'été de 1871, le Père Poitras arrivait à la mission. Le village et le pays environnant se développaient petit à petit; le commerce de bois faisait merveille, mais celui des pelleteries avait considérablement diminué. Quelques fermes apparaissaient à la lisière des forêts et, sur les rivières, il s'était établi une ligne régulière de petits bateaux, pendant que, sur la terre, s'établissait également un service de diligence pour le transport des voyageurs. On fondait aussi deux écoles, l'une protestante, où cinq élèves recevaient l'enseignement d'une institutrice; l'autre, catholique, tenue dans la maison de M. Timmins, comptait une trentaine d'élèves anglais, canadiens et indiens, sous la direction d'un missionnaire. Dans cette école primitive les bancs servaient de pupitres, et l'école elle-même était dans une cabane qui servait en même temps de chapelle. Quant au traitement du missionnaire instituteur, un simple zéro suffit à l'indiquer.

«Durant l'hiver de 1870-71 les missionnaires avaient hiverné dans ce qu'on appelait la «petite maison des sauvages», appartenant à une famille Dufond. L'hiver suivant ils hivernèrent dans une baraque attenant à la maison Timmins; ils y eurent la nourriture en même temps que le logement, grâce à l'intelligente générosité de son propriétaire.

«L'année 1872 vit commencer les missions des chantiers; le Père Nédelec resta gardien de celle de Mattawa pendant l'hiver, en même temps qu'il dirigeait l'école, composée des éléments les plus disparates, où l'on voyait l'enfant de l'Indien assis à côté du blanc, l'anglais à côté du français, le riche à côté du pauvre, et trois langues enseignées simultanément.

«Un tribunal correctionnel avait été constitué dans le cours de l'année et quelques condamnations encourrues par les hommes de chantier; le Père Poitras travaillait activement de ses propres mains à l'érection d'un presbytère; plusieurs maisons nouvelles venaient s'ajouter au village et quelques fermes étaient défrichées dans les environs; enfin, la population protestante ayant augmenté, un ministre méthodiste était venu s'installer au milieu d'elle.

«L'année suivante, on achetait un terrain pour y élever un hôpital et pour agrandir l'école qui avait pris des développements remarquables.

«En 1875, l'école locale était définitivement établie sur un pied régulier, avec une constitution légale, mais elle fit peu de progrès, à cause de la pauvreté des parents et surtout de leur indifférence en matière d'instruction. Du reste, un véritable cataclysme, qui s'était abattu sur le commerce de bois, avait découragé la plupart des habitants qui trouvaient à grand'peine même le nécessaire pour leurs familles. La mission proprement dite de Mattawan s'étendait alors depuis le pied de la Roche Capitaine, vingt milles plus bas sur l'Outaouais, jusqu'aux eaux du lac Keepewa, et sur la rivière Mattawan, jusqu'aux eaux du lac Nipissingue. La population répandue dans cet espace de pays était d'environ cinq cents âmes, au nombre desquelles on comptait plus de cent sauvages ou métis; les blancs formaient une centaine de familles dont pas plus de vingt-deux étaient

Au moment où le Témiscamingue et la région de la Mattawa s'ouvrent à la colonisation, l'affaire Riel de 1885 provoque chez nombre de Canadiens français le sentiment d'être en train de perdre le Nord-Ouest (les provinces des Prairies). Dès lors, aux yeux de partisans français tels Rameau, le géographe O. Reclus et le multimillionnaire L.-B. Wyse, et les «curés-colonisateurs» tels Labelle et Proulx, il s'agit maintenant de favoriser la marche colonisatrice francophone et catholique depuis le Témiscamingue jusqu'à Saint-Boniface-Winnipeg par le Nipissing et le nord des Grands Lacs. Il faut devenir maîtres du Nord, affirment-ils. Il n'est guère possible de mesurer l'audience qu'ont reçue ces idées et, encore moins, leurs effets directs sur la colonisation, sauf dans quelques cas au Témiscamingue. Mais la colonisation canadienne-française revêt par moments un caractère de conquête, au moins au niveau du discours.

---

protestantes. À la crise commerciale était venue s'ajouter une épidémie de petite vérole, et d'épouvantables feux de forêts avaient porté la ruine au milieu de ces malheureuses populations qui avaient à peine pris racine sur le sol arrosé de leurs sueurs les plus amères.

«Au printemps de 1876, on posait à Mattawa les fils télégraphiques et un bateau «à vapeur» inaugurait un service régulier entre le village et le rapide des Deux-Rivières, douze milles plus bas sur l'Outaouais; l'année suivante, le gouvernement faisait construire un pont sur la rivière Mattawan.

«L'année 1878 fut signalée par la création d'un établissement de Soeurs Grises, pour l'éducation de la jeunesse et le soin des malades; on installa l'hôpital provisoire ainsi que le couvent dans l'ancienne maison des Pères Oblats. L'école avait retrouvé des jours florissants; on y comptait jusqu'à 67 élèves; en même temps on construisait une chapelle protestante.

«1879 – L'école locale devient une école séparée. La construction du chemin de fer du Pacifique donne des ailes à la colonisation; le nombre des familles augmente, surtout au lac Talon où elles sont déjà au nombre de cinquante, dont trente-cinq catholiques. (Le lac Talon est dans la province d'Ontario, à mi-chemin environ entre Mattawa et le lac Nipissingue). Aux «Deux-Rivères», on bâtit une école et une chapelle; le Père Poitras est appelé à Hull, et le Père Déléâge est nommé directeur de la mission de Mattawa.

«1880 – Le village grandit tous les jours; on bâtit une jolie maison en briques pour les Pères; l'hôpital est rempli de patients; la construction du Pacifique est rendue au rapide des Deux-Rivières; l'animation et le mouvement règnent sur tout l'Outaouais; la colonisation continue de faire des progrès rapides au lac Talon et au lac Nipissingue; déjà les familles françaises y sont au nombre d'une centaine.

«1881 – La mission de Mattawa est plus florissante que jamais, par suite de la construction du chemin de fer et du grand nombre de «chantiers» qui se font dans la forêt; on en compte jusqu'à une centaine dans les limites de la mission; la chapelle est considérablement augmentée et l'école reçoit au-delà de cent élèves; la religion catholique est de plus en plus florissante, au point d'exiger les services réguliers et constants de trois Pères Oblats, qui sont les Pères Déléâge, Nédelec et Emery.

«1882 – La fièvre typhoïde fait de nombreuses victimes à Mattawa, ce qui détermine le gouvernement à subventionner l'hôpital; le nombre des Soeurs Grises est porté à six. La colonisation progresse toujours du côté du lac Talon; on y construit une bonne chapelle. Mattawa est détachée du diocèse d'Ottawa et annexée au nouveau vicariat de Pontiac, dont Mgr N.Z. Lorrain est nommé titulaire; celui-ci établit sa résidence à Pembroke. Le Père Déléâge est envoyé au Témiscamingue, et le Père Poitras revient en qualité de directeur à la mission de Mattawa. Arrivent en même temps deux ministres protestants. Le nombre des écoles est porté à trois, dont deux catholiques, divisées en une école de garçons confiée à un instituteur, et une école de filles sous la direction des Soeurs Grises. Un fait important à signaler, c'est l'arrivée d'un médecin qui s'établit permanemment à Mattawa. L'année suivante, les établissements s'étant considérablement développés, on comptait dix-huit familles de l'autre côté de la

Mattawa, vers 1906
APC C5244

rivière Mattawan, en face de la petite ville, et le nombre de celles qui habitaient sur les bords du lac Talon continuait à augmenter dans des proportions réjouissantes pour les amis de la nationalité franco-canadienne.

«1884 – Le village de Mattawa est érigé en municipalité; on élit un maire et un conseil de ville. Aussitôt commencent les travaux publics; on ouvre des rues, on construit un pont sur la rivière, on fait des trottoirs et l'on commence les chemins de colonisation; un recensement effectué dans l'année donne une population de cent vingt-quatre familles catholiques et de quarante et une familles protestantes dans le village, et de cent cinquante-trois familles canadiennes dans la banlieue. Les oblats s'installent dans leur nouveau presbytère. L'année 1885 voit l'érection d'un hôtel de ville, d'un nouveau couvent et d'une quinzaine de bâtisses nouvelles dans la petite ville.

«1886 – M. Bonaparte Wyse, ingénieur français très en renom, chargé naguère avec M. Reclus, lieutenant de vaisseau, de préparer les plans et devis du canal de Panama, visite la région de l'Outaouais supérieur, passe à Mattawa et assiste à l'inauguration du chemin de fer du Long Sault.

«Le recensement annuel indique une population de 254 familles catholiques dans la paroisse, dont 181 canadiennes, 17 sauvages et 50 protestantes; la municipalité proprement dite comprend 140 familles. On enregistre parmi les catholiques 122 baptêmes, 25 mariages et 35 sépultures.

«À part Mattawa, les Pères Oblats ont charge de diverses missions qui sont les suivantes :

1° Mission des Joachims, sur l'Outaouais, qui contient cinquante familles catholiques ainsi réparties : 28 familles canadiennes, douze anglaises et dix indiennes;

2° Mission de Rockliffe qui contient une vingtaine de familles presque toutes irlandaises;

3° Mission de Deux-Rivières qui renferme environ vingt familles;

4° Mission d'Eau Claire, où l'on compte vingt-huit familles catholiques et vingt-six protestantes.

«1887 – Les trois écoles séparées de Mattawa sont florissantes; elles sont fréquentées par deux cents enfants. Le 12 janvier, un grand deuil frappe la population de Mattawa dans la mort de M. Noé Timmins, le premier pionnier canadien du haut de l'Outaouais et le bienfaiteur par excellence de la mission. Les obsèques ont lieu le 17, au milieu d'un concours immense de personnes de toute nationalité venues d'Ottawa, de Pembroke, de North Bay et de tous les endroits quelque peu importants de cette vaste contrée.

Buies, Arthur. *L'Outaouais supérieur*. Québec, Imprimerie C. Darveau, 1889, p. 106-113.

On trouvera aussi des renseignements sur la ville de Mattawa (de même que sur Sainte-Philomène du lac Talon, Eau Claire, North Bay, Sudbury, Sturgeon Falls et Verner) dans la biographie suivante :

Carrière, Gaston. *Jean-Marie Nédelec, o.m.i. 1834-1896*. Coll. «Documents historiques» nº 34, Sudbury, SHNO, 1957. 48 p.

Pour l'histoire d'autres localités situées sur l'axe Mattawa-North Bay, voir :

Chamberland, Joseph. «Bonfield» (p. 4-21);
Archambault, Jean. «Astorville» (p. 22-56); et
Larocque, Marcel. «Corbeil» (p. 57-64) dans :
Pour un cinquantenaire. Monographies. Bonfield, Astorville, Corbeil. Coll. «Documents historiques» nº 23, Sudbury, SHNO, 1952.

Corbeil, Arthur-Joseph. «Le pionnier de Corbeil» dans *Familles pionnières*. Coll. «Documents historiques» nº 5, Sudbury, SHNO, 1944. p. 18-21.

Corbeil-Callander est le lieu de naissance en 1934 des «jumelles» (quintuplées) Dionne. Ce fait devient un phénomène social d'importance au Canada entier et aux États-Unis durant les années 1930. Sujet à de multiples controverses, entre autres à cause du rôle joué par le gouvernement ontarien, le cas Dionne suscite l'intérêt et la curiosité populaires, si bien que Corbeil-Callander et les «jumelles» deviennent l'attraction «touristique» des années de la «grande dépression économique». À ce sujet voir :

Legros, H. et A. Joyal. «Mémoire sur les parents et les jumelles Dionne», 1935, (p. 37-41); et
Gervais, Émile. «Un père défend ses enfants», (p. 42-48) dans :
North Bay et les jumelles Dionne. Coll. «Documents historiques» nº 19, Sudbury, SHNO, 1950.

Berton, Pierre. *The Dionne Years. A Thirties Melodrama*. Toronto, McClelland and Stewart, 1977. 232 p.

Même si, au début du siècle, Mattawa perd son rôle de plaque tournante au profit de North Bay, il n'en demeure pas moins un centre forestier d'importance. Par ailleurs, point de départ d'aventuriers, depuis les coureurs de bois du Régime français jusqu'à Noé Timmins qui fait fortune dans l'exploitation minière à Cobalt puis à Timmins, la région de Mattawa continue d'offrir la «petite aventure» aux amateurs de vie en plein air.

La plaine du Nipissing et le bassin de Sudbury

North Bay, à la pointe nord du lac Nipissing, ne commence à se développer qu'au début des années 1880. Le chemin de fer du Canadien Pacifique y est construit en 1882, rejoint bientôt par une autre voie ferrée en provenance de Toronto, via Gravenhurst à travers le corridor Outaouais-baie Georgienne. North Bay devient une véritable croisée de chemins de fer lorsqu'à partir de 1902 est entreprise la construction du *Temiskaming and Northern Ontario Railway* en route vers Haileybury, puis Cochrane et, plus tard durant les années 1920, Moosonee.

Sur le développement de North Bay, on pourra consulter :

Marceau, J. Henri. «North Bay» (p. 5-16);
Cholette, Marins. «La paroisse Saint-Vincent-de-Paul» (p. 17-25) et
[Anonyme] «Les Soeurs de l'Assomption à North Bay» (p. 26-36) dans :
North Bay et les jumelles Dionne. Coll. «Documents historiques» n° 19. Sudbury, SHNO, 1950.

Kennedy, W.K.P. *North Bay Past, Present, Prospective*. Toronto, T.H. Best Printing Co., 1961.

En 1883, le chemin de fer du Canadien Pacifique atteint le bassin de Sudbury où des découvertes de nickel et de cuivre provoquent bientôt le développement de l'industrie minière. Mais la première industrie est celle de la construction du chemin de fer qu'accompagne la coupe de bois pour les traverses (dormants). En général la colonisation agricole suit. L'industrie des pâtes et papier et l'exploitation minière deviennent deux autres axes du développement économique.

En 1905, le Père Louis Héroux, ayant recueilli des renseignements des tout premiers pionniers et des jésuites J.-B. Nolin, Louis Côté et H. Caron, témoins oculaires des débuts de Sudbury, écrit :

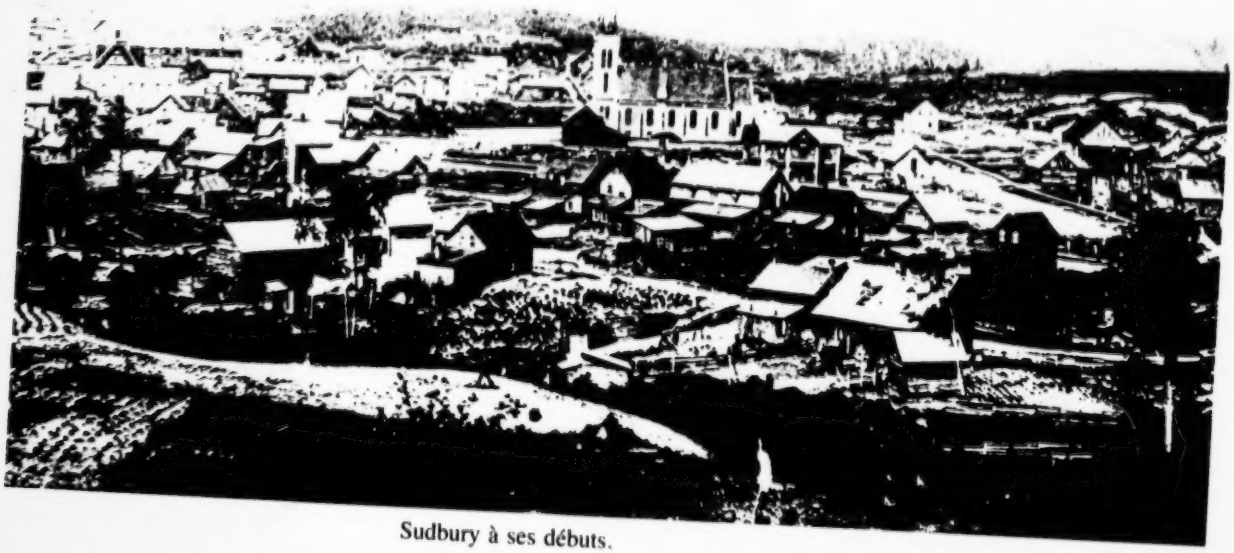
«Les travaux de terrassement [du chemin de fer] sous la conduite de Michael McCormick, fils de James McCormick, commencèrent à Sudbury le 7 août 1883. Ils furent poussés activement, et, au printemps suivant, de 5 à 8 000 ouvriers, la plupart catholiques et canadiens-français, étaient échelonnés sur la ligne principale de North Bay à Chapleau et sur l'embranchement de Sudbury à Algoma [vers Sault-Ste-Marie].

. . . . . .

«Sans doute, les ouvriers terrassiers et constructeurs avaient tous été congédiés [après l'ouverture de l'embranchement Sudbury-Sault-Ste-Marie en 1887. La ligne principale avait été ouverte en 1885, quand le premier train régulier en route pour l'Ouest traversa Sudbury, le 14 novembre]. Il ne restait au service de la Compagnie [Canadien Pacifique] que les employés nécessaires au fonctionnement régulier de la ligne tels que les chefs de gare, télégraphistes, cantonniers. Cela ne pouvait suffire à déterminer un accroissement de population, mais les industries et le trafic, devenus possibles, se développèrent.

«En outre, les chantiers, qui jusqu'ici n'avaient guère servi qu'à de petites entreprises de traverses (dormants) de chemins de fer ou de bois pour les diverses constructions locales, prirent un essor nouveau. La facilité de les ravitailler les multiplia. On se livra désormais et sur une grande échelle, à une exploitation de bois de coupe expédiés aux États-Unis ou en Angleterre. De là, nécessité de bras, pour la coupe de ce bois et sa descente sur les rivières. Aujourd'hui [1905], cette exploitation est encore en pleine activité. Et de même que la coupe du bois, l'hiver fournissait et fournit encore aux colons l'occasion de gagner un peu d'argent, l'été, la production, sur place, du foin et de l'avoine, sauvait les frais d'importation; et leur vente aux chantiers, à l'automne, donnait de bons revenus. Ce fut le point de départ de l'agriculture, de la colonisation et de l'invasion canadienne-française.»

Héroux, Louis. *Aperçu sur les origines de Sudbury*. Coll. «Documents historiques» nº 2. Sudbury, SHNO, 1943. p. 11, 16-17. Réimpression d'un texte daté de 1905.



Sudbury à ses débuts.

APC C7908

La colonisation agricole de la plaine du Nipissing et du bassin de Sudbury est en grande partie l'oeuvre de Canadiens français. Le trop-plein des vieilles paroisses du Québec s'y déverse; un bon nombre de colons viennent aussi des comtés de Prescott et de Russell où, au début du siècle, la colonisation est pratiquement terminée.

Dans une thèse présentée à l'École des Hautes Études Commerciales de Montréal en 1948, Roger Bélanger a fait l'étude de 60 *townships* de la plaine du Nipissing et du bassin de Sudbury. Il y note que de 1901 à 1941, la population urbaine (villes ou villages incorporés) passe de 52% à 62,5% de la population totale. À partir du recensement de 1941, il établit la composition ethnique suivante des 60 *townships* étudiés répartis en deux groupes : ceux de la région du Nipissing et ceux du bassin de Sudbury :

Origines :	Britanniques	Français	Finlandais et Polonais	Autres européens	Total
Population rurale					
Nippissing	2340	6885	148	692	37% 10065
Sudbury	7865	12567	3111	2141	25684
	10205	19452	3259	2833	35749
%	28.5%	54.4%	9.1%	8%	
Population urbaine					
Nipissing	10847	8267	58	2007	63% 21173
Sudbury	16342	12185	2562	7392	38481
	27189	20452	2620	9399	59660
%	45.5%	34.3%	4.4%	15.8%	
Pourcentage total	39.2%	41.8%	6%	13%	100%

Il ajoute le commentaire suivant :

«On constate que la population est d'environ 55% d'origine française dans les campagnes, tandis que dans les villes elle n'est que de 35%. Cette proportion élevée de Canadiens français est particulièrement frappante dans la région de Nipissing, où elle augmente jusqu'à plus de 68% contre 50% dans la région de Sudbury.

«Sur l'ensemble, la population des Canadiens français conserve encore une légère majorité, qui a diminué toutefois de 1% depuis 1937, quand cette population atteignit 42.8%. Malgré l'immigration intense qu'exigeait l'accroissement continu de la production de nickel, le taux de la population française s'est maintenu presque constamment normal, grâce à sa forte natalité.

«Nos Canadiens français se sont attachés à la terre. Malheureusement, il est arrivé qu'ils l'ont abandonnée ou vendue aux étrangers. Récemment, les Finlandais et les Polonais ont atteint 9.1% de la population rurale, soit plus que le total

de tous les immigrés autres que les Britanniques. Il est à craindre que notre langue, conservée grâce aux efforts de nos vaillantes associations patriotiques, des écoles catholiques et du milieu paroissial, ne soit étouffée par les nombreux idiomes étrangers, et que, si l'ampleur de la désertion du sol continue, la situation franco-ontarienne ne devienne inquiétante. Pour le moment, les Canadiens français ont une forte majorité dans les municipalités agricoles, ils sont encore maîtres au sein des administrations locales, ils ont leurs représentants au provincial et au fédéral.»

Bélanger, Roger. *Région agricole Sudbury-Nipissing*. Coll. «Documents historiques» nº 18, Sudbury, SHNO, 1949. p. 6, 21-22.

Voir aussi :

Rumney, George. «Settlement of the Nipissing Passageway». *Transactions of the Royal Canadian Institute*, XXVIII (octobre 1949) : 65-120.

_____. «Settlement of the Canadian Shield : The Lake Nipissing Area». *Canadian Georgraphical Journal*, 43 (septembre 1951) : 116-127.

Baine, Richard P. *The Settlement of the Sudbury Region*. Université de Toronto, thèse M.A., 1952.

Leroux, Roméo. «Le sol et l'agriculture du comté de Sudbury» dans *La Société historique du Nouvel Ontario*. Coll. «Documents historiques» nº 1, Sudbury, SHNO, 1942. p. 29-32.

On trouvera également de nombreux renseignements dans les travaux suivants sur l'histoire de communautés agricoles.

Côté, G. «Topographie de Verner» (p. 8-13) et
Racette, O. «Verner» (p. 14-33) dans:
Verner et Lafontaine. Coll. «Documents historiques» nº 8, Sudbury, SHNO, 1945.

Dupuis, E. «Aux origines» (p. 6-17);
Forest, F. et J. Savignac. «La paroisse Saint-David. Les curés Dupuis, Carrière et Leclair» (p. 19-34);
Monette, D. «La municipalité de Noëlville» (p. 35-44) et
Soeur Ste-Gemma. «Écoles de Noëlville», (p. 45-55) dans :
Noëlville : un cinquantenaire 1905-1955. Coll. «Documents historiques» nº 31, Sudbury, SHNO, 1956.

Côté, Stéphane. «Histoire de Chelmsford» dans *Chelmsford, Coniston, Chapleau*. Coll. «Documents historiques» nº 4, Sudbury, SHNO, 1944. p. 12-29.

Séguin, L. *Historique de la paroisse de Chelmsford*. Ontario. [s.l.], 1948. 341 p.

L'exploitation forestière est aussi une activité économique importante de la région North Bay-Sudbury, depuis l'époque où la construction du chemin de fer du Canadien Pacifique exigeait une quantité énorme de bois. L'industrie du bois de sciage, sans connaître le même essor qu'au nord du lac Huron à la même époque, reste considérable en raison du marché régional de la construction et des mines ainsi que de la forte demande extérieure.

Au tournant du siècle, l'industrie des pâtes et papier connaît une période de haute croissance, de même que le harnachement de rivières pour la production de l'électricité. Aussi voit-on le gouvernement ontarien accorder d'immenses concessions forestières pour l'exploitation du bois de pulpe, le plus souvent conditionnelles à la construction d'un moulin. De nouvelles villes vont naître. La première

---

Legault, Léo. «Blezard-Valley» (p. 29-35) et
Martin, Laurent. «La paroisse Notre-Dame-du-Rosaire» (p. 36-41) dans :
Blind River-Blezard Valley. Coll. «Documents historiques» nº 24. Sudbury, SHNO, 1952.

Séguin, L. *Historique de la paroisse Saint-Charles*. Saint-Charles, Ontario, (comté de Nipissing), 1945. 490 p.

Pour un aperçu du développement de l'industrie du bois de pulpe et du papier, on pourra consulter :

Lambert, R.S. et P. Pross. «Pulp and Paper — A New Forest Industry» dans *Renewing Nature's Wealth. A Centennial History of the Public Management of Lands, Forests and Wildlife in Ontario*. Chapitre 13. Toronto, Ontario Department of Lands and Forests, 1967. p. 250-276.

Lower, A.R.M. *Settlement and the Forest Frontier in Eastern Canada*. Coll. «Canadian Frontiers of Settlement» vol. IX. Toronto, Macmillan of Canada, 1936. p. 113-129.

L'évolution de l'exploitation forestière dans la région de Sudbury est décrite dans :

Thrope, T. *A Review of the Logging and Pulp Operations in Sudbury District During the Years 1901-1950*. Sudbury, Ontario Department of Lands and Forests. Vers 1950.

Les travaux suivants présentent l'histoire de villages dont l'activité dépend surtout de l'exploitation forestière :

Lévesque, G. «Une fondation qui dure» (p. 7-15);
Blais, Jean-Éthier. «Vie religieuse» (p. 16-23);
Cousineau, Mme J.-E. «Vieilles choses et vieilles gens» (p. 24-33);
Mageau, Z. «Souvenirs de la politique municipale» (p. 34-38); «Trois pionniers revivent» (p. 51-60);
Mère Marie de Jésus *et al.* «L'éducation à Sturgeon Falls. École St-Joseph. Pensionnat Notre-Dame-de-Lourdes. Le «High School» (p. 39-47); «Hôpital St-Jean-de-Brébeuf» (p. 48-50); et
Michaud-Régimbal, Rolande. «L'âme musicale de Sturgeon Falls» (p. 61-70) dans :
Histoire de Sturgeon Falls. Coll. «Documents historiques» nº 12, Sudbury, SHNO, 1946.

Guenette, René. *L'Histoire de Sturgeon Falls*. Université Laval, thèse M.A. (histoire), 1966.

Prieur, A., F. Charest et N. Cholette. *Field*. Coll. «Documents historiques» nº 41, Sudbury, SHNO, 1962. 48 p.

concession, à la *Spanish River Pulp and Paper Mills* en 1894, complétée par le *Espanola Agreement* de 1899, amène la fondation d'Espanola. À mi-chemin entre North Bay et Sudbury, Sturgeon Falls se développe surtout à la suite de l'immense concession de 1898 à la *Sturgeon Falls Pulp and Paper*. Ces concessions de bois changent souvent de mains, au fur et à mesure de la création de filiales, de consolidations financières ou même de faillites.

Dans cette description des premières années de Sturgeon Falls, l'auteur explique pourquoi les Canadiens français y sont devenus le groupe ethnique majoritaire.

«En 1885, la ville est incorporée et son premier maire est un Canadien-Français, Monsieur Y.-A. Lévis. À cette époque, elle compte 1 500 âmes; un tiers est canadien-français.

«De l'incorporation de la ville jusqu'en 1906, les moulins de pulpe emploient tous ceux qui veulent travailler. L'industrie du bois est exceptionnellement florissante, probablement à cause du mouvement extraordinaire de construction en ville et dans les villages voisins.

. . . . . .

«La fermeture des moulins à papier provoque (1906-1912) une profonde dépression. L'ouvrage manque, les travailleurs sont obligés de quitter la ville. Seuls restent les cultivateurs et les bûcherons. Comme les Anglais sont des négociants et vivent surtout de la classe des salariés, ils sont obligés d'abandonner la place. Les belles résidences de la rue King deviennent la propriété des Canadiens français.

«Ceux-ci deviennent la majorité. Le fait qu'une ville à majorité anglaise devienne canadienne-française du jour au lendemain mérite qu'on examine les causes et les motifs d'un changement aussi radical.

«Les Canadiens français sont demeurés à Sturgeon-Falls après la fermeture du moulin, parce qu'ils se contentaient de peu. Venant, pour un grand nombre, de certains comtés pauvres de la province de Québec, ils considéraient qu'il était plus avantageux de demeurer ici que de retourner là-bas.

«À ce moment, la province de Québec était une province essentiellement agricole. Les terres étaient prises partout et le prix disproportionné aux revenus qu'on pouvait en retirer. Une autre raison c'est que les Canadiens français, en 1906, avaient déjà ici des familles nombreuses, des enfants mariés; et l'on ne déménage pas sans avoir la certitude d'améliorer son sort. De plus, le Canadien français est colonisateur, l'histoire du pays en fait foi; lorsqu'il acquiert un lopin, il s'enracine au sol et rien au monde ne l'en ferait partir.»

Lévesque, Georges. «Une fondation qui dure» dans *Histoire de Sturgeon Falls*. Coll. «Documents historiques» nº 12, Sudbury, SHNO, 1946, p. 10-12.

On trouvera une excellente description des travaux forestiers généralement assumés par un «jobbeur», de la coupe en forêt à la scierie, dans :

Laberge, Joseph Alfred. «Industrie forestière» dans *Flore régionale et Industrie forestière*. Coll. «Documents historiques» nº 7, Sudbury, SHNO, 1945. p. 23-30.

Le développement minier du bassin de Sudbury commence avec la découverte de dépôts de cuivre et de nickel en 1883, lors de la construction de la voie ferrée du Canadien Pacifique. Mais cette découverte ne donne pas lieu à une ruée de l'envergure de celles que connaîtront quelques années plus tard le Yukon et Cobalt. L'industrie minière de Sudbury se développe plutôt lentement avant le début du siècle. L'extraction et le raffinement du minerai exigent de fortes mises de fonds et provoquent ainsi la concentration graduelle de l'industrie entre les mains de deux grandes compagnies. La première, l'*International Nickel Co.* est fondée en 1902 sur les bases de l'ancienne *Canadian Copper Ltd* en opération depuis les années 1890; en 1929, s'y fusionne la *Mond Nickel Co.* La deuxième, la *Falconbridge Nickel Co.*, ne se forme qu'en 1926, après que la *British American Corporation* se fut révélée incapable de briser le quasi-monopole de l'*International Nickel Co.* Très tôt, elle connaît un développement spectaculaire et devient une sérieuse rivale de l'*Inco.*

Le développement de l'industrie nickélifère et l'«art de la guerre» :

«The properties which make nickel such a useful and strategic metal are its strength, hardness, ductility, and resistance to corrosion, plus the ability to retain these features at extremely high and low temperatures. It imparts these same benefits to other metals like iron, steel, copper, tin, zinc, magnesium and aluminum when combined with them in alloys.

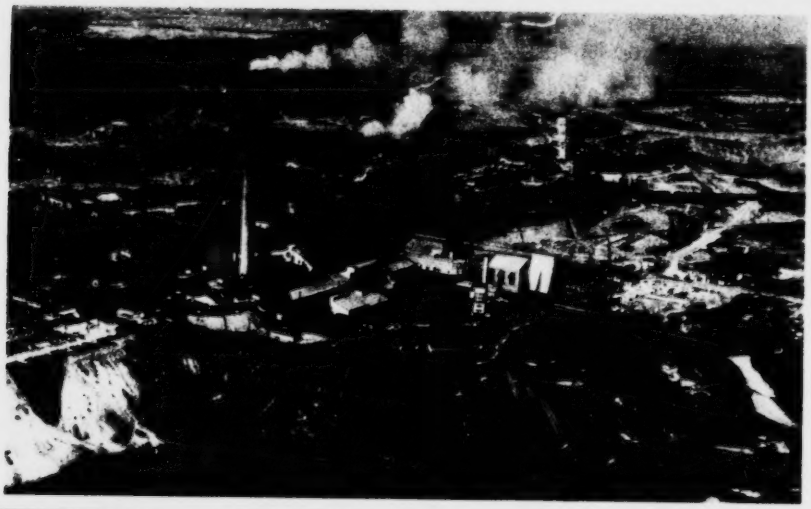
«Although there are substitutes for nickel in certain of its uses, these possibilities are in no way sufficient to alter its classification as an essential industrial commodity. Faced with chronic nickel shortages and extensive informal rationing for most of the last 25 years, American industry has long experience in attempting to find substitutes, but nickel consumption continues to grow rapidly. The growth in demand continues despite rising prices for the metal.

«The reason for this strong demand, not only in the United States but also in Western Europe and Japan, is the key role nickel plays in many high-technology products and processes. This also helps to explain its classification as a war metal. One of the chief activities of the massive military establishments in industrialized countries has been the pioneering of advanced technology and its application to enormous, expensive, ever-growing and ever-changing stocks of military hardware. The expansion of the nickel industry from its earliest beginnings during the 1890s and throughout the twentieth century has been intimately linked to the rise of military expenditure in times of peace and war.

«Commercial production of nickel in Canada, the world's leading producer for nearly 70 years, was begun for military purposes. In 1889 Samuel Ritchies, president of the Canadian Copper Company (later part of the International Nickel Company), persuaded U.S. Secretary of the Navy B.F. Tracy to test the potential of nickel-alloyed steel as armour plate material for the American fleet. Ship armour of the day had reached a thickness of two feet of iron backed by 17 inches of teak and was still inadequate to resist improvements in artillery; the U.S. navy moved quickly to pursue the technological advantage nickel seemed to offer. Nickel steel passed the artillery punishment tests with flying colours and was judged "the most wonderful armour plate ever made". Another commentator on the widely publicized tests lamented "when the irresistible nickel plated breech-loader confronts the impenetrable nickel plated ironclad then indeed . . . war as a fine art will come to an end.»

Deverell, John et The Latin American Group. *Falconbridge : Portrait of a Canadian Mining Multinational*. Toronto, James Lorimer, 1975. p. 8-9. Cette étude critique de la Falconbridge contient aussi une analyse de l'industrie du nickel et de son contrôle par deux grandes compagnies.

Reproduit avec la permission de James Lorimer and Company, Publishers, Toronto.



Sudbury, centre d'exploitation minière TVO/CFU

Plusieurs ouvrages existent sur l'industrie nickélifère en général et sur son développement à Sudbury. La bibliographie suivante donne plusieurs titres de livres, articles de revues et de journaux.

Stelter, Gilbert A. et John Rowan. *Community Development in Northeastern Ontario*. Sudbury, université Laurentienne, 1972. p. 32-54.

Signalons les ouvrages suivants, dont les trois premiers sont particulièrement utiles :

Stelter, Gilbert A. «The Origins of a Company town : Sudbury in the Nineteenth Century». *Laurentian University Review / Revue de l'Université Laurentienne*, 3 (février 1971) : 3-37.

_____. «Community Development in Toronto's Commercial Empire : The Industrial Towns of the Nickel Belt, 1883-1931». *Laurentian University Review Revue de l'Université Laurentienne*, 6 (juin 1974) : 3-53.

Gauthier, Henri. «Historique de la région minière de Sudbury» dans *Faunes et mines régionales*. Coll. «Documents historiques» nº 3. Sudbury, SHNO, 1943. p. 26-52.

Beach, Noel. «Nickel Capital : Sudbury and the Nickel Industry, 1905-1925». *Laurentian University Review / Revue de l'Université Laurentienne*, 6 (juin 1974) : 55-74.

Le Bourdais, Donat. *Sudbury Basin : The Story of Nickel*. Toronto, Ryerson Press, 1953. 210 p.

Main, O.W. *The Canadian Nickel Industry. A Study in Market Control and Public Policy*. Toronto, University of Toronto Press, 1955. 168 p.

Ontario. *Royal Ontario Nickel Commission Report*. Toronto, Imprimeur du Roi, 1917.

Thompson, John F. et N. Beasley. *For the Years to Come : A Story of International Nickel of Canada*. Toronto, Longman, 1960.

La population canadienne-française de la région de Sudbury ne s'est guère impliquée directement dans le secteur minier. Très tôt, dans les environs de la ville, elle s'est occupée d'agriculture et d'exploitation forestière. Dans la ville même, les Canadiens français semblent avoir préféré travailler dans les activités reliées au commerce du bois et au transport ferroviaire, dans la construction et dans le secteur des services en général. Avant d'être mineurs, les francophones de Sudbury ont longtemps préféré «travailler pour les mines», c'est-à-dire aux travaux en surface.

Le développement industriel et minier de Sudbury et du Nord en général a attiré l'attention de l'homme de sciences et investisseur français Nicolas Frédéric Romanet du Caillaud. Dès 1900, il publie en France :

Les mines de nickel de la région de Sudbury. (Province d'Ontario, Canada). dont le texte est reproduit dans le 38e numéro de la collection «Documents historiques» de la SHNO 1960. p. 5-41.

De 1902 à 1914, le «Comte de Sudbury» vient passer l'été à Sudbury, s'occupant d'investissements et de nombreux terrains qu'il a achetés en bordure du lac Ramsey et sur les rues Morris, Janet, Paris et Howey Crescent. En 1906, il publie un autre texte : *Le Nouvel-Ontario* où il décrit les possibilités de développement de la région et fait appel aux investisseurs français. En voici un extrait :

«Si les ressources du Nouvel-Ontario sont moins immédiatement utilisables que celles de l'Ouest canadien, si elles demandent un plus grand effort, elles n'en sont pas moins réelles.

«Les capitalistes américains l'ont bien compris, et nombreux sont leurs envoyés à Port-Arthur, à Sault-Sainte-Marie, à Sudbury, à North-Bay, à Cobalt. Tout récemment encore le gouvernement d'Ontario recevait d'un syndicat de capitalistes anglais et américains l'offre de capitaux considérables pour être employés en des travaux industriels dans le Nouvel-Ontario, à commencer par la construction d'un chemin de fer partant du lac Huron et allant droit au Nord vers la région des mines et des forêts.

«Les capitalistes français ne chercheront-ils pas aussi à faire fructifier quelques-uns de leurs fonds dans le Nouvel-Ontario? N'y enverront-ils pas quelques délégués pour étudier la situation?

«Là ils trouveraient de nombreux groupements de Canadiens-Français, dont Sudbury est le centre; population active et intelligente, mais qui manque de chefs unissant la fortune à l'instruction, et qui par conséquent, au point de vue économique, se trouve forcément à la remorque des capitalistes américains et anglo-canadiens.

«Aux élections néanmoins sa nationalité se réveille: le député provincial de Sudbury est un Canadien-Français. Le parlement de Toronto compte cinq ou six membres Canadiens-Français; aussi un ministre a-t-il été choisi parmi eux: c'est M. le docteur Reaume, ministre des Travaux publics.

«De même, le ministre des Mines et des Terres, celui dont dépend la colonisation, a été pris parmi les citoyens du Nouvel-Ontario; c'est M.F. Cochrane, un des propriétaires miniers les plus importants de la région, ancien maire de Sudbury, où il possède une puissante maison de commerce. Sous son active impulsion, la colonisation du Nouvel-Ontario ne peut manquer de prendre un vigoureux essor»

Du Caillaud, F. Romanet. *Le Nouvel-Ontario*. Paris, Société de géographie commerciale, 1906, reproduit dans «Documents historiques», nº 38, Sudbury, SHNO, 1960, p. 27-41.

Centre d'exploitation minière, Sudbury est aussi devenu un centre commercial et administratif; les gouvernements fédéral et provincial y ont établi divers bureaux pour desservir la population du Nord. De même, la création de l'université Laurentienne au début des années 1960 contribue à en faire un centre éducatif. Depuis une dizaine d'années, le regroupement municipal, la rénovation du centre-ville et la croissance de nouveaux secteurs résidentiels modifient profondément le tissu socio-linguistique de la ville. Par exemple, la rénovation du quartier très francophone du Moulin à Fleur et le développement résidentiel de la Vallée provoquent de nombreux déplacements, donnant lieu à des regroupements hétérogènes là où vivaient des groupes homogènes francophones.

On pourra aussi consulter la biographie suivante :

Cadieux, Lorenzo. *Frédéric Romanet du Caillaud «Comte» de Sudbury*. Montréal, Éditions Bellarmin, 1971. 143 p. Ce livre constitue les nos 55-56-57 de la collection «Documents historiques» de la SHNO.

Sur divers aspects du développement de Sudbury, moins directement liés à son importance comme centre minier, on consultera :

Familles pionnières. Coll. «Documents historiques» no 5. Sudbury, SHNO, 1944. 65 p. Il s'agit de courtes biographies : J. Boulay, commerce du bois; Jean-Étienne Fournier, commerce, premier maire; Dr. William H. Howey; la famille Frawley, commerce; la famille Gravelle, boulangerie; Jules Collin, cuisinier.

Raymond, Alphonse. *Paroisse Sainte-Anne-de-Sudbury (1883-1953)*. Coll. «Documents historiques» no 26. Sudbury, SHNO, 1953. 48 p.

Courteau, Guy. «L'école française à Sudbury : genèse et développement». *Revue de l'Université Laurentienne/Laurentian University Review*, numéro spécial (1971) : 55-67.

Toupin, Robert. «Le rôle des Jésuites dans l'enseignement classique et universitaire de la région de Sudbury». *Revue de l'Université Laurentienne / Laurentien University Review*, numéro spécial (1971) : 73-74.

Lalonde, André. *Le règlement XVII et ses répercussions sur le Nouvel-Ontario*. Coll. «Documents historiques» no 45-47. Sudbury, SHNO, 1966. 67 p.

Courteau, Guy. *Le docteur J.-Raoul Hurtubise, M.D. – M.P. : 40 ans de vie française à Sudbury*. Montréal, Éditions Bellarmin, 1971. 135 p. Ce livre constitue les nos 58, 59, 60 de la collection «Documents historiques» de la SHNO.

Martin, Jean-Pierre. «Une situation difficile : les Canadiens français à Sudbury. Remarques géographiques». *Laurentian University Review Revue de l'Université Laurentienne*, (juin 1971) : 6-13.

_____. *Sudbury, étude économique et humaine de la ville et de son bassin*. Paris, Université de Paris, thèse Ph. D., 1971.

Brandt, Gail C. *«J'y suis, j'y reste». The French-Canadians of Sudbury, Ontario (1883-1913) : A Social, Economic and Demographic Study*. Université York, thèse Ph. D. 1976.

Saarinen, O.W. «Planning and Other Developmental Influences on the Spatial Organization of the Urban Settlement in the Sudbury Area». *Laurentian University Review/Revue de l'Université Laurentienne*, 3 (février 1971) : 38-70.

St-Amant, J.C. *et al. Répertoire des élections fédérales dans la ville de Sudbury (1887-1972)*. Coll. «Publications des sciences sociales» nº 6, Sudbury, Départment d'histoire, Université Laurentienne, 1974. 93 p.

Dorian, Charles. *The First 75 Years : A Headline History of Sudbury, Canada*. Devon, Arthur H. Stockwell, 1959.

Evans, Robert. *An Eye on Everything*. Sudbury, Laurentian University Press, 1966.

Winter, J. Ralph. *Sudbury : An Economic Survey*. Sudbury, Laurentian University Press, 1967.

United Steelworkers of America, local 6500. *Brief to the Air Pollution Control Service on Complaints About Air Pollution in Sudbury Area*. Sudbury, United Steelworkers of America, 1968.

Giroux, Cécile. «Coniston» dans *Chelmsford, Coniston, Chapleau*. Coll. «Documents historiques» nº 4, Sudbury, SHNO, 1944. p. 30-38. L'auteur trace l'évolution d'un petit village agricole à proximité duquel s'installe une compagnie minière qui le transforme.

Vers Winnipeg le long du chemin de fer du Canadien Pacifique : Chapleau-Thunder Bay-Kenora; Blind River-Sault-Sainte-Marie

Le long de la ligne principale du chemin de fer du Canadien Pacifique de Sudbury à Port Arthur-Fort William (aujourd'hui Thunder Bay), il n'y a guère eu de colonisation agricole. L'exploitation forestière amène cependant le développement de postes-relais de chemin de fer tels Chapleau, White River, Shreiber et Nipigon. Par ailleurs, quelques compagnies «font chantier» le long des rivières tributaires du lac Supérieur. En 1914, le parachèvement du tronçon de Sudbury-Thunder Bay d'une autre voie ferrée transcontinentale – celle du *Canadian Northern*, devenue composante du Canadien National – n'amène pas de colonisation.

Par contre, dès le dernier quart du XIX[e] siècle, des *townships* sont ouverts à la colonisation dans les environs de Port Arthur-Fort William et dans le district de Rainy River. Mais l'activité agricole est devenue marginale au profit de l'exploitation forestière et minière, à Silver Islet par exemple. Port Arthur-Fort William devient aussi un important centre d'activités reliées aux transports et à l'entreposage du blé en provenance de l'Ouest.

La présence canadienne-française dans ce vaste territoire au-delà de Sudbury vers Winnipeg n'est jamais très nombreuse. Les opérations forestières attirent une population francophone à Chapleau, par exemple, et dans divers chantiers temporaires. Un petit nombre s'établit aussi dans la région de Port Arthur et de Kenora.

On trouvera des renseignements sur cette region dans les ouvrages generaux traitant de l'industrie forestière et dans :

Gagnon, G. «Chapleau» dans *Chelmsford, Coniston, Chapleau*. Coll. «Documents historiques» n° 4. Sudbury, SHNO, 1944. p. 39-47.

Crichton, Vincent. *Pioneering in Northern Ontario. History of the Chapleau District*. Belleville, Mika Publishing, 1975. 408 p.

Un historique du développement de Fort William est présenté dans cette réédition d'articles de journaux parus en 1927 :

Lumby, J.R., dir. *Historic Fort William*. Belleville, Mika Publishing, 1974. 83 p.

Une vue d'ensemble du Nord-Ouest ontarien, accompagnée de données statistiques et de cartes, est présentée dans :

Ontario. Ministère des Richesses naturelles. *Background Information and Approach to Policy. Northwestern Ontario*. Toronto, ministère des Richesses naturelles, 1974. 130 p.

Durant les vingt-cinq dernières années du XIX[e] siècle, des *townships* sont ouverts à la colonisation entre Sudbury et Sault-Sainte-Marie. Mais l'embranchement de la voie ferrée du Canadien Pacifique qui atteint Sault-Sainte-Marie en 1887 traverse non pas tant des terres défrichées que des forêts à peine entamées par des exploitants. Même Sault-Sainte-Marie n'a à cette époque qu'une population de 1 600 habitants.

En effet, l'exploitation des forêts pour en retirer le bois de sciage, se répand au nord du lac Huron, le long du North Channel. Profitant d'une forte demande américaine et de conditions faciles de transport sur les Grands Lacs, les producteurs exportent alors sous forme de billes. Au début du siècle, le gouvernement Laurier impose des droits sur l'exportation de billes afin de stimuler la construction de scieries. Blind River et Thessalon, entre autres, se développent grâce à cette politique.

La production de bois de pulpe et de papier connaît un grand essor à la même époque. D'autres communautés, telle Espanola, prennent vie autour de moulins de pâtes et papier. Cette industrie déclenche aussi le développement économique de Sault-Sainte-Marie.

En effet, au tournant du siècle, Sault-Sainte-Marie entre dans une phase d'expansion économique accélérée, grâce surtout aux multiples initiatives de F.H. Clergue et de «sa» *Consolidated Lake Superior Company* qui

---

Outre les ouvrages généraux déjà indiqués sur l'industrie forestiere, on consultera :

Savard, J. «Histoire de Blind River» (p. 4-9)
———. «Couvent Ste-Jeanne d'Arc» (p. 24-28)
Béland, C. «La vie religieuse à Blind River» (p. 10-15)
Berthelot, L. «La municipalité de Blind River» (p. 16-18) et
Lynch, R. «L'industrie forestière à Blind River» dans
Blind River – Blezzard Valley. Coll. «Documents historiques» n° 24. Sudbury, SHNO, 1952.

Kaufmann, Carl. *Logging Days in Blind River. A Review of the Events that Established a Town*. Sault-Sainte-Marie, Sault Star Commercial Printing, 1970.

Dreiser, E. *This is Manitoulin, Espanola, and the North Channel*. Dryden, A. Wilson Publications, 1964.

Goltz, Eileen. «Espanola : the History of a Pulp and Paper Town». *Laurentian University Review/Revue de l'Université Laurentienne*, 6 (juin 1974) : 75-104.

Sur l'histoire de Sault-Sainte-Marie, on pourra consulter :

Collins, Aileen. *Stories of the Past : 300 Years of Soo History*. Sault-Sainte-Marie, Chamber of Commerce, 1967.

Van Every, Margaret. «Francis Hector Clergue and the Rise of Sault Ste. Marie as an Industrial Centre». *Ontario History*, LVI (septembre 1964) : 191-202.

Kanarck, J. «Algoma Central and Hudson Bay Railway : The Beginnings». *Ontario History*, LXII (juin 1970) : 73-81.

contrôlent plusieurs filiales. Clergue développe d'abord les ressources hydro-électriques du «Sault» et construit un moulin de pâtes à papier qu'alimentent ses concessions forestières dans la région. Ses entreprises installent une industrie métallurgique (*Algoma Steel*) qui s'approvisionne à ses mines de nickel Gertrude et Elsie de Sudbury et à ses mines de fer de Michipicoten près de Wawa. *L'Algoma Central Railway* est une autre aventure de Clergue destinée à relier Sault-Sainte-Marie à la baie d'Hudson; le projet reste inachevé et la construction de la ligne s'arrête à Hearst en 1914, à la croisée du chemin de fer *National Transcontinental*. L'essor de Sault-Sainte-Marie ne se fait pas sans heurts : les entreprises de Clergue ferment momentanément en 1902, jusqu'à ce que le gouvernement ontarien leur épargne une faillite et leur impose un financement plus sain.

L'essor économique de l'axe Sudbury-Sault-Sainte-Marie durant les premières décennies du siècle attire des Canadiens français, notamment à Blind River et à Sault-Sainte-Marie. De même, quelques bases permanentes d'exploitation forestière sur la rive nord du lac Supérieur comptent une population francophone, entre autres à Wawa et Dubreuilville.

On trouvera des renseignements sur la présence canadienne-française à Sault-Sainte-Marie et dans la région du Nord-Ouest dans :

Cadieux, Lorenzo. *Fondateurs du diocèse du Sault-Ste-Marie*. Coll. «Documents historiques» nº 6. Sudbury, SHNO, 1944. 45 p. Le diocèse du Sault-Ste-Marie est créé en 1904. L'auteur, en traçant la fondation de diverses paroisses, rend compte de la présence canadienne-française.

Proulx, Adolphe. «Histoire du diocèse du Sault-Ste-Marie» dans *Société canadienne d'histoire de l'église catholique. Rapport*. 1960, p. 71-82.

Quoique de fondation beaucoup plus récente, Elliott Lake a attiré un nombre considérable de Canadiens français. Pour un compte rendu de son développement, de la découverte d'uranium en 1948 à l'établissement d'une ville à partir de 1954, on consultera :

Brown, L. Carson. «Elliott Lake : The Word's Uranium Capital». *Canadian Geographical Journal*, LXXV (octobre 1967) : 121-133.

Downey, Terence J. *The Political Economy of Uranium : Elliott Lake 1948-1970*. University of Western Ontario, thèse M.A., 1972.

Le nord-ouest de la province, de Sudbury-Sault-Sainte-Marie à la frontière du Manitoba via Thunder Bay, reste parsemé d'îlots de peuplement créés au hasard de l'exploitation des ressources naturelles. Seuls Sault-Sainte-Marie et Thunder Bay sont devenus des agglomérations urbaines d'importance, transformant en partie les ressources de leur vaste arrière-pays et servant de points de convergence dans le domaine des transports.

L'axe Mattawa-North Bay-Cochrane-Winnipeg

Le Témiscamingue

À la fin du XIX[e] siècle, le village de Mattawa constitue la porte d'entrée du Témiscamingue québécois et ontarien auquel il est relié par le Haut-Outaouais et le lac Témiscamingue. Là comme le long du Bas-Outaouais, l'exploitation forestière précède la colonisation agricole.

Premiers efforts de colonisation du Témiscamingue québécois :

«Au départ il s'agit de colonisation spontanée. Des ruraux de l'Outaouais venus travailler en forêt l'hiver, et, qui, appréciant les qualités du territoire, les font connaître et souvent s'y installent. Mais déjà dans le cas du Témiscamingue se dessine l'influence du clergé et des «élites» du Canada français. À la fin du XIX[e] siècle, le Québec subit de profondes mutations économiques. À partir de 1896 on peut parler pour le Québec de démarrage industriel. Ces transformations (industrialisation et urbanisation) inquiètent. On craint que cette lente mais inéluctable intégration économique au continent américain n'altère la spécificité de la nation canadienne-française qui doit demeurer agricole, française et catholique. On ne sonne pas encore l'alerte générale, mais on prône déjà le retour à la terre comme remède à cette «crise de civilisation». La Société de colonisation du Témiscamingue, fondée en 1884 sous l'initiative des Oblats, mène une vigoureuse campagne de propagande appuyée par le Ministère de la Colonisation. La Société recrute des colons et facilite leurs installations. Elle se charge même d'améliorer les communications entre le Bas de l'Outaouais et le Témiscamingue (tramway Gendreau). Les premiers colons venant des vieilles paroisses des comtés de l'Assomption, Terrebonne et Montcalm s'installent dans le canton Duhamel sur les bords du lac Témiscamingue. On compte 11 familles en 1882, 37 en 1885.

Mais les colons essaiment dans les cantons voisins : Guigues, Lorainville, Béarn et Fabre. La population du Témiscamingue passe de 222 habitants en 1885 à plus de 3 000 en 1906. De 1907 à 1914, les cantons de Guérin, Nédelec et Latulipe sont occupés par des colons venus surtout des comtés de Portneuf et Champlain. Le Témiscamingue compte 8 500 habitants en 1911»

Gourd, Benoit-Beaudry. «La colonisation et le peuplement du Témiscamingue et de l'Abitibi 1880-1950. Aperçus historiques» dans *L'Abitibi et le Témiskaming hier et aujourd'hui*, de M. Asselin et B.-B. Gourd. Coll. «Les Cahiers du Département d'histoire et de géographie» n° 2. Rouyn, Collège du Nord-Ouest, 1975, p. 1-51, 7-8.

Surtout consacrés à la colonisation du Témiscamingue québécois et à la Société de colonisation, ces ouvrages font aussi état du développement de la rive ontarienne.

Perreault, Guy. «Visages de l'Abitibi-Témiskamingue» dans *De l'Abbitibbi-Témiskaming* de M. Asselin et B.-B. Gourd. Coll. «Les Cahiers du Département d'histoire et de géographie» nº 3. Rouyn, Collège du Nord-Ouest, 1976. p. 130-163.

Blanchard, Raoul. *Les pays de l'Ottawa. L'Abitibi-Témiscamingue*. Vol. 2 de *L'Ouest du Canada français*. Montréal, Librairie Beauchemin, 1954. 334 p.

Département de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries. *Le Nouveau Québec. Région du Témiscamingue*. Montréal, département de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries,1906. 168 p.

Caron, Ivanhoé. *La colonisation du Témiscamingue*. Québec, 1910. 15 p.

Chénier, Augustin. *Notes historiques sur le Témiscamingue*. Ville-Marie, 1937. 137 p.

Société de colonisation du lac Témiscamingue. *Colonisation du Lac Témiscamingue et du Lac Kippewa*. Ottawa, ministère de l'Agriculture du Canada, 1885. 48 p.

Buies, Arthur. *L'Outaouais supérieur*. Québec, Imprimerie C. Darveau, 1889. 311 p.

Proulx, J.B. *Voyage au Lac Abbitibi ou visite pastorale de Mgr. J.T. Duhamel dans le Haut de l'Ottawa*. Montréal, J. Chapleau et Fils, 1881. 244 p. Détails sur les établissements autour de Mattawa et du lac Témiscamingue.

La colonisation de la rive ontarienne du lac Témiscamingue retarde sur celle de la rive québécoise. Quelques colons s'y établissent durant le dernier quart du XIX[e] siècle, ravitaillant les camps temporaires d'exploitation forestière. Le problème du transport est considérable : le trajet entre Mattawa et le lac Témiscamingue ne comporte pas moins de cinq portages, dont celui du Long-Sault, long de huit milles. Bateaux à vapeur et chemins à lisse de fer le long des rapides assurent le transport jusqu'à ce qu'un chemin de fer relie Mattawa et le sud du lac Témiscamingue en 1896. Mais une distance de 75 milles le sépare encore de la pointe nord du lac.

Le gouvernement ontarien tarde à faire l'arpentage de la région. Ce n'est qu'en 1891, après les démarches répétées de Charles C. Farr, propriétaire de terrains à Haileybury, que huit *townships* sont ouverts. Un bureau des terres est aménagé cinq milles au nord de Haileybury, futur emplacement de New Liskeard. Mais un nombre restreint de colons viennent s'y établir : quelques-uns d'Angleterre en 1895 et un contingent de quelque 125 habitants d'autres régions de l'Ontario en 1901. Le gouvernement ontarien offre aussi des terres gratuites aux vétérans de la guerre des Boers, de l'expédition contre l'insurrection de Riel et de celles contre les raids des Féniens. En général, les Canadiens français préfèrent s'installer sur la rive québécoise du lac.

Sur le développement général du Témiscamingue ontarien, on pourra lire :

Tait, Terrence D. «Haileybury : the Early Years». *Ontario History*, LV (décembre 1963) : 192-204.

Mason, John. *Haileybury*. Cobalt, Highway Bookshop, [s.d.]. 31 p.

Boucher, Micheline *et al. Our Temiskaming. Haileybury, New Liskeard, Cobalt, Latchford, Elk Lake, Matachewan, Gowganda, Thornloe, Charlton, Earlton, Kirkland Lake, Larder Lake, Virginiatown*. Cobalt, Highway Bookshop, 1977. 78 p. Le territoire administratif du Temiskaming comprend la région minière de Kirkland Lake.

Hodgins, Bruce W. *Paradis of Témagami*. Cobalt, Highway Bookshop, [s.d.]. 57 p. Le père Paradis, missionnaire-colonisateur a aussi oeuvré dans le Haut-Outaouais.

Barnes, Michael. *Jake Englegart*. Cobalt, Highway Bookshop, [s.d.]. 50 p. Bref historique du village d'Englehart.

On pourra aussi consulter ce petit livre qui raconte l'histoire d'un jeune garçon de huit ans élevé à Haileybury en 1910.

MacFarlane, Leslie. *A Kid in Haileybury*. Cobalt, Highway Bookshop, [s.d.]. 79 p.

La construction du chemin de fer *Temiskaming and Northern Ontario Railway* (aujourd'hui *Ontario Northland Railway*) débute à North Bay en 1902 et atteint Haileybury en 1904. La découverte de mines d'argent à Cobalt en 1903 par le forgeron Fred Larose change profondément l'avenir de la région. La colonisation agricole continue mais cède souvent la place à l'exploitation minière. Une ruée sans précédent dans l'histoire de la province amène dans le nord de l'Ontario prospecteurs, aventuriers, compagnies minières qui ratissent tout le territoire et découvrent bientôt d'autres gisements de métaux précieux.

Toute la région du Témiscamingue tant ontarien que québécois est affectée par le spectaculaire développement minier de Cobalt. Haileybury et New Liskeard se disputent le rôle de chef-lieu du district et deviennent les nouveaux centres de la région. Le chemin de fer contribue aussi au développement du commerce et des services; la production agricole des cantons québécois et ontariens de colonisation trouvent un nouveau marché. Un certain délaissement des terres du côté ontarien attire des colons auparavant installés sur la rive québécoise du lac. La présence canadienne-française s'affirme aussi dans le

---

Sur le développement minier de la région de Cobalt, on pourra consulter les ouvrages suivants dont le premier analyse aussi les interactions entre la colonisation et l'exploitation minière :

Innis, Harold A. *Settlement and the Mining Frontier*. Coll. «Canadian Frontiers of Settlement» vol. IX. Toronto, Macmillan of Canada, 1936. p. 321-348.

Brown, L. Carson. «Cobalt, the Town with a Silver Lining». *Canadian Geographical Journal*, LXVII (juillet 1963) : 3-13.

Pain, S.A. *The Way North*. Toronto, Ryerson Press. 1964. p. 101-127.

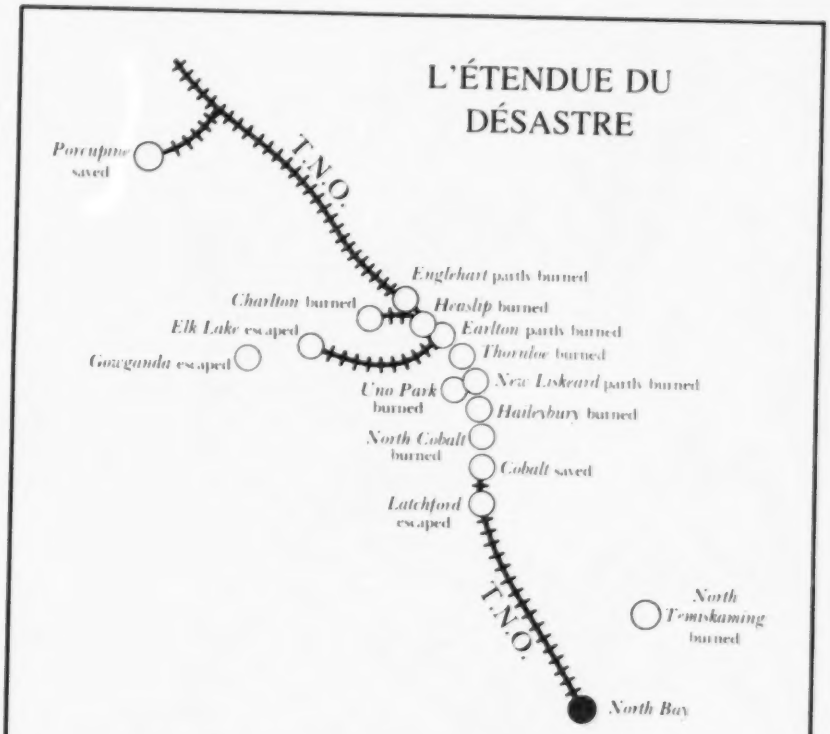
Baldwin, Doug. «The Life of a Silver Miner in Northern Ontario». *Labour/Le travailleur*, 2 (1977) : 79-106. Les conditions de travail du mineur de Cobalt jusqu'en 1920.

secteur du petit commerce et des services, de même que dans le travail non-spécialisé lié aux opérations minières. À Cobalt même, les Canadiens français représentent près de 30% de la population totale qui atteint 5 638 personnes en 1911 et 4 449 en 1921. À Haileybury, ils comptent pour 25% des 3 743 habitants en 1921.

De fait, au moins durant la grande période d'exploitation minière de Cobalt qui dure jusque vers 1920, le pôle d'attraction et de développement de la région se déplace d'est en ouest, au détriment du Témiscamingue québécois. Témoins, le choix d'Haileybury comme siège du vicariat apostolique du Témiscamingue en 1907 – érigé en diocèse en 1915 – et l'établissement du noviciat des Soeurs de l'Assomption en 1910.

Le rôle de Haileybury comme centre administratif, éducatif, religieux et commercial du Nord est profondément modifié dès le début des années vingt. D'une part, l'activité minière de la région cède le pas sur celle du Porcupine et de Kirkland Lake; d'autre part l'incendie qui ravage Haileybury et la région en 1922 s'avère une catastrophe dont on se relève péniblement.

La carte et les textes suivants permettent de rendre compte de l'étendue de la conflagration :



Cette carte indique clairement l'étendue ravagée par la grande conflagration de mercredi dernier qui a privé de leur foyer plus de 6,000 personnes. Les flammes ont rasé une superficie de 38 milles. Porcupine a été épargné; Charlton et Thornloe ont été rasés; Elk Lake, Gowganda et Uno Park ont été épargnés; North Cobalt, rasé; Cobalt, épargné; Englehart, partiellement incendié; Heaslip, rasé; Earlton, partiellement incendié; New Liskeard, partiellement incendié; Haileybury, rasé; Latchford, épargné; Témiscamingue Nord, rasé.

Carte redessinée telle que parue dans *Le Droit*, (9 octobre 1922) : 1.

Haileybury, Ontario, avant la conflagration de 1922.

Archives nationales du Québec

«Le nombre de victimes»

«North Bay, 6 (P.C.). On prévoit que le nombre des victimes du grand feu de forêt qui a ravagé la région d'Haileybury s'élèvera peut-être à 60. Jusqu'ici on a pu trouver 33 cadavres. Le comité de secours qui a à voir au bien-être de plus de 5 000 sinistrés n'a pas encore pu faire la recherche des cadavres. Des convois de couvertures, de tentes et de nourriture arrivent de toutes parts. Un grand nombre de sinistrés sont recueillis par la population des villes qui ont échappé au malheur. Le comité de secours est dirigé par le premier ministre lui-même et plusieurs ministres du cabinet provincial. On projette de construire des maisons temporaires à Haileybury pour l'hiver.»

«Les ruines»

«North Bay, 6 : – (Du correspondant du «Droit») – On estime à $4,000,000 les pertes matérielles de la région. Elles seraient réparties comme suit :

Haileybury	$2,000,000
North Cobalt	$ 500,000
Autres endroits	$1,500,000

«La région dévastée mesure une superficie de 104 milles. À Haileybury, il ne reste que 25 maisons isolées, dans la partie connue sous le nom de «Petit Ottawa».

«Le seul édifice publique debout dans les cendres est le High School.»

«On se sauve dans le lac»

«North Bay, – (Du correspondant du «Droit») Les sinistrés arrivent en grand nombre dans la ville et sont recueillis par la population ou prennent les trains pour retourner chez des parents. Ils racontent comment ils sont parvenus à échapper à l'incendie. On raconte que plus de 300 personnes se sont réfugiées dans le lac où, dans l'eau jusqu'à la ceinture et la tête recouverte, elles se mettaient à l'abri de l'asphyxie par la fumée. Une femme passa ainsi trois heures dans l'eau avec son bébé de dix jours.»

Le Droit, (6 octobre 1922)

Voir aussi :

McFarlane, Leslie. *Fire in the North*. Cobalt, Highway Bookshop, 1972. 36 p. Il s'agit d'un scénario qui a été produit et radiodiffusé par la CBC le 3 octobre 1972 lors du 50e anniversaire du feu de Haileybury.

Grâce aux nouveaux marchés de la région minière de Timmins-Kirkland Lake, l'agriculture s'est maintenue dans le Témiscamingue ontarien. Après un demi-siècle de prospérité moyenne, l'activité agricole ralentit, surtout depuis 1950, et ne repose plus que sur l'élevage et la production laitière. Les opérations minières ont cessé, cependant que les forêts continuent toujours d'être exploitées. Par ailleurs, la région du Tri-Town (New Liskeard-Haileybury-Cobalt) joue aussi un rôle de relais dans la distribution des marchandises destinées aux régions du Nord.

La région minière de Timmins-Kirkland Lake
La découverte de minerais précieux à Cobalt déclenche une véritable ruée sur tout le territoire du nord de l'Ontario. Elle est d'ailleurs à l'origine de la décision de prolonger jusqu'à Cochrane (1908) la construction du *Temiskaming and Northern Ontario Railway*.

Les découvertes minières se font par vagues successives :

«Haileybury's efforts in the field of prospecting did not lay dormant. Haileybury initiative helped to get the railway started, and after the events were in the saddle. But Haileyburians were not content with having given events their initial push; they kept on pushing.'' In 1905 two local prospectors, Marty and Ned Wright, staked the Drummond Mine at Cobalt. The following year Haileybury men participated in the disappointing rush to Larder Lake. Leo Erenhous, a resident of the town, made the first silver find at Elk Lake and thus sparked the Gowganda Rush in 1907. Perhaps the most significant discovery in these years was made by a Haileybury barber. On October 4, 1909, Benny Hollinger and his partner Alex Gillies found gold at the site of the famous Hollinger Mine, while several days later Sandy McIntyre and Hans Buttness made a similar discovery that would result in the McIntyre Mine. The following year three hundred fortune seekers rushed north from Haileybury in the ''bogus'' Caribou Rush. Finally, Harry Oakes, another resident, launched the rich Kirkland Lake gold field by his discovery of the Lake Shore Mine.»

Tait, Terrance. «Haileybury : the Early Years». *Ontario History*, LV (1963) : 203.

La croissance de Timmins et de Kirkland Lake est très rapide : à peine existants en 1910, ils passent respectivement de 3 843 et 1 170 habitants en 1921 à 14 200 et 9 915 en 1931. Les Canadiens français y sont en nombre considérable : Timmins, par exemple, en compte 1 216 en 1921 et 4 975 en 1931, soit respectivement 32% et 35% de la population totale.

Comme dans les cas de Sudbury et de Cobalt, il ne semble pas que les Canadiens français se soient impliqués directement dans le secteur minier. Avant qu'un certain nombre d'entre eux deviennent mineurs, ils travaillent «pour la mine», c'est-à-dire aux travaux de surface : construction, entretien et autres activités tributaires comme le transport et l'approvisionnement en bois. D'autres s'engagent dans les divers travaux qu'engendre la croissance urbaine rapide. L'agriculture, à peu près inexistante dans la région de Kirkland Lake, se limite pratiquement au *township* de Mountjoy, aux abords de Timmins.

Le développement de Kirkland Lake et de Timmins se fait à un rythme accéléré jusque durant les années 1940. Puis Kirkland Lake connaît un déclin dû aux fluctuations du marché et à l'épuisement des mines : sa population, augmentant de 9 915 en 1931 à 20 409 en 1941, diminue ensuite à 18 392 en 1951 et à 17 422

Sur le développement minier de l'axe Timmins-Kirkland-Rouyn, on pourra consulter :

Innis, Harold A. *Settlement and the Mining Frontier*. Coll. «Canadian Frontiers of Settlement» vol. IX. Toronto, Macmillan of Canada, 1936. p. 349-371, 372-389.

Pain, S.A. *The Way North:* Toronto, Ryerson Press, 1964. Voir surtout les chapitres : «Porcupine Rush», «Kirkland Lake», «Larder Lake» et «Over the Border», p. 143-213.

MacDougall, J.B. *Two Thousand Miles of Gold*. Toronto, McClelland and Stewart, 1946.

Donaldson, Andrew. *The Ashes on Gold Avenue*. Cobalt, Highway Bookshop. [s.d.].77 p. Il s'agit d'une pièce de théâtre sur les premiers prospecteurs du Nord.

Tremblay, Rodolphe. *Timmins, métropole de l'or*. Coll. «Documents historiques» nº 22, Sudbury, SHNO, 1951. 48 p.

The Fifty Golden Years of the Town of Timmins : 1912-1962. Timmins, Northern Stationary and Printing, 1962.

Brown, Carson L. «The Golden Porcupine». Canadian Geographical Journal, LXXIV (janvier 1967) : 4-17.

Barnes, Michael. *Gold in the Porcupine*. Cobalt, Highway Bookshop, 1975. 87 p.

Pain, S.A. *Three Miles of Gold – The Story of Kirkland Lake*. Toronto, Ryerson Press, 1960.

Brown, Carson L. «Kirkland Lake – The Golden Year». *Canadian Geographical Journal*. LXXIX (juillet 1969) : 2-15.

Bocca, Geoffrey. *The Life and Death of Sir Henry Oakes*. New York, Doubleday, 1959.

Dike, Marian Louise. *The Changing Economic Structure of Kirkland Lake. London*, University of Western Ontario, thèse M.A., 1969.

en 1961. Timmins connaît aussi des périodes difficiles quand, après avoir doublé entre 1931 et 1941 (de 14 200 à 28 790), sa population décroît à 27 743 en 1951, pour monter lentement jusqu'à 29 270 en 1961. De nouvelles découvertes minières durant les années 1960, une certaine transformation sur place du minerai et le regroupement municipal font à nouveau croître Timmins jusqu'à 41 420 en 1971.

Il semble que durant la forte période de croissance, jusqu'au début des années 1940, Kirkland Lake et Timmins recrutent leur population en bonne partie dans la région de Cobalt pour ce qui est des mineurs et dans le grand *Clay Belt* en ce qui concerne l'ensemble des activités non spécialisées. En effet, dès les années 1930, la population rurale du *Clay Belt* commence ou bien à se renouveler ou bien à décliner. S'ensuit un mouvement de regroupement autour des nouveaux centres industriels du Nord. La croissance des effectifs francophones à Timmins par exemple serait probablement due à ce phénomène. La population d'origine française y passe de 4 975 en 1931 à 10 472 en 1941, puis à 11 493 en 1951 et à 13 243 en 1961. Cet accroissement se maintient même durant la période de déclin entre 1941 et 1951. Par rapport à la population totale, le groupe ethnique français augmente de 35% en 1931 à 45% en 1961.

La deuxième partie de l'article suivant traite de l'extension du développement minier vers Rouyn et Val d'Or :

Gourd, Benoît-Beaudry. «La colonisation et le peuplement du Témiscamingue et de l'Abitibi», dans *L'Abitibi et le Témiskaming hier et aujourd'hui* de M. Asselin et B.-B. Gourd. Coll. «Les Cahiers du Département d'histoire et de géographie» nº 2, Rouyn, Collège du Nord-Ouest, 1975. p. 1-51.

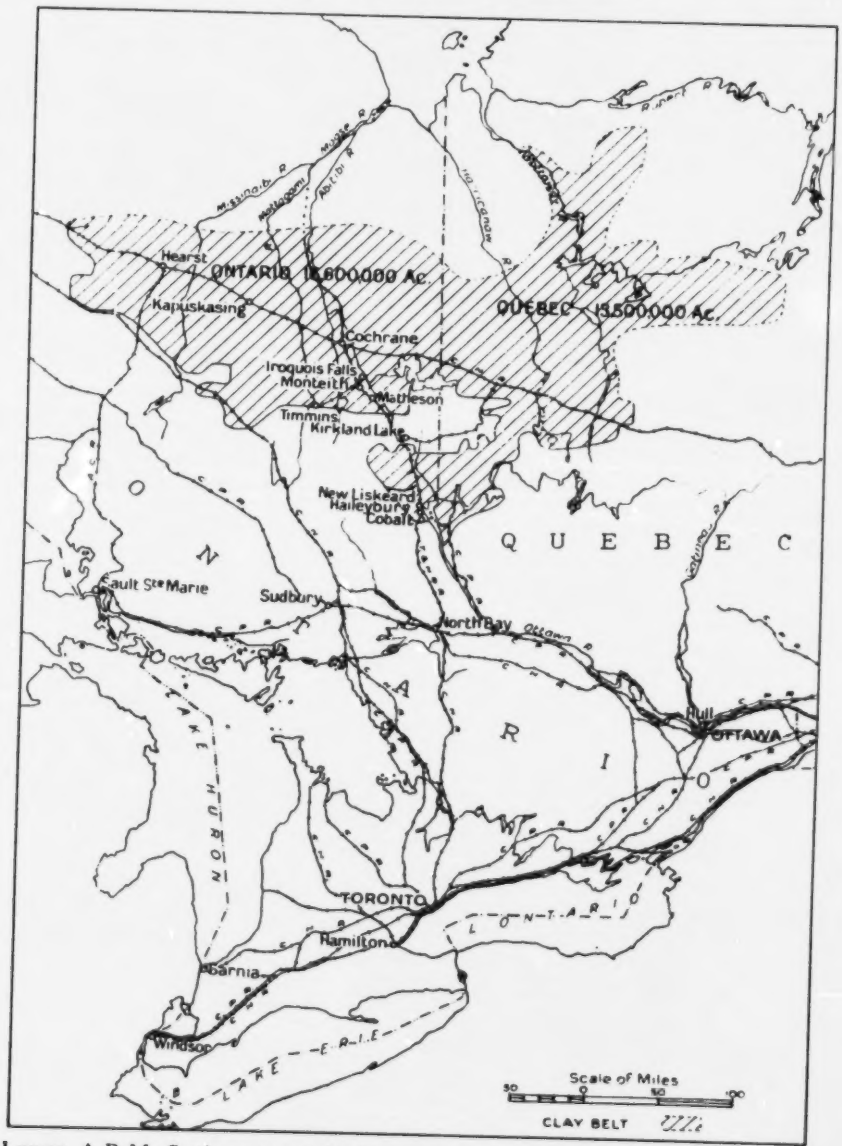
Sur la situation démographique des francophones, voir l'étude suivante :

Clark, S.D. *The Position of the French-Speaking Population in the Northern Industrial Community. (Report presented to the Royal Commission on Bilingualism and Biculturalism).* Ottawa, Secrétariat d'État, 1966. 107 p.

Le grand *Clay Belt* : vers Winnipeg le long du *National Transcontinental*

Au-delà de la région minière Timmins-Kirkland Lake-Rouyn, s'ouvre le grand *Clay Belt :* environ 16 000 000 d'acres en Ontario et 13 500 000 au Québec. En Ontario, il commence aux abords de Matheson pour se terminer près de Longlac. Avec le bassin de Sudbury et le petit *Clay Belt* (Témiscamingue ontarien et québécois), il constitue la seule portion du nord de l'Ontario quelque peu propice à l'agriculture. Ses forêts de conifères se révèlent vite importantes pour la production de pâte à papier, de papier et de bois de sciage.

La carte suivante illustre le *Clay Belt* ontarien et québécois.



Lower, A.R.M. *Settlement and the Forest Frontier in Eastern Canada*. Coll. «Canadian Frontiers of Settlement» vol. IX. Toronto, Macmillan of Canada

Reproduit avec la permission de Macmillan Company of Canada Limited.

L'accès à ce territoire ne devient possible que durant la première décennie du siècle. Dans son désir d'une nouvelle voie ferrée transcontinentale, le gouvernement Laurier fait construire le *National Transcontinental* reliant Moncton à Winnipeg où le *Grand Trunk Pacific* prend la relève jusqu'à Prince-Rupert sur la côte du Pacifique. Commencée en 1906, la construction du *National Transcontinental* se fait en divers tronçons, chacun terminé à des dates différentes, ouvrant peu à peu le grand *Clay Belt* à la colonisation. Le service régulier de transport entre Winnipeg et Québec débute en 1915, en passant par Superior Junction (au nord de Thunder Bay), Nakina, Cochrane, La Sarre et Amos. Pour sa part, le *Temiskaming and Northern Ontario* est prolongé jusqu'à Cochrane en 1908, où il rejoint le *National Transcontinental*. Enfin, quoique de moindre importance pour la colonisation, *l'Algoma Central and Hudson Bay Railway* relie Sault-Sainte-Marie et Hearst en 1914. (Voir carte p. 102).

Construction du *National Transcontinental*, vers 1910 APC C59575

Le grand *Clay Belt* ontarien et québécois fait l'objet de multiples campagnes de publicité pour en activer le développement. Les gouvernements ontarien et québécois n'ont cependant pas les mêmes conceptions de la colonisation.

La propagande officielle ontarienne insiste d'abord sur les avantages économiques qui s'offrent aux colonisateurs du Nord :

«The dissatisfied city-dweller in the older parts of the Dominion who notes the boundless achievements of his country and yet feels that he has no part in them, because he cannot separate himself from the tread mill of city life, has awaiting him in the newer parts of our great country, the opportunities that he so much desires, which if he grasps them, will make him his own master and will give him the independence and the competency that otherwise are beyond his fondest hopes and dreams. To the poor man whether in town, village or rural district, who cannot make his way in as rapidly as he thinks he ought to, the new North country is the land of opportunity, is a land that offers him labour in abundance and good wages.»

Ontario, Temiskaming and Northern Ontario Railway Commission. *Fortunes for Farmers in New Ontario*. [s.l.], Temiskaming and Northern Ontario Railway Commission, 1911. p. 6.

Reliant directement Winnipeg à l'est du pays – et même au sud via Cochrane par le *Temiskaming and Northern Ontario Railway* – le *Transcontinental* devient important tant pour le transport des marchandises et du blé que pour celui des passagers. Dans le grand *Clay Belt*, les équipes d'entretien et de réparation restent nombreuses, surtout que la construction initiale de la voie ferrée avait été bâclée à maints endroits. Cochrane en particulier doit d'abord son expansion aux activités du transport ferroviaire : sa population croît de 1 715 habitants en 1911 à près de 4 000 en 1931.

Mais déjà touchée par la construction du *Longlac Cut-off* en 1923 par lequel la circulation peut être déviée de Nakina (sur la ligne du *Transcontinental*) à Longlac (sur la ligne du *Canadian Northern*) la partie est du *Transcontinental* perd à nouveau de son importance en 1931. (Voir carte p. 102). Une grande réorganisation des services du Canadien National, regroupant le *Transcontinental*, le

---

«The aim of the government of Ontario is to people the lands with men, women and children of the right class (preferably British), to make things as easy as possible for them on arrival, to place them in position where they will be contented and happy from the beginning, so that they may settle in the country and enrich themselves, their employers, the Province and Canada.»

Ontario, Department of Agriculture. *Ontario the Premier Province of Canada : Settlers' Opinions*. Toronto, Department of Agriculture, 1911. p. 18.

«Perhaps in no part of the Province can the farmer find a quicker or more profitable market for his produce. Lumbering operations, mining development and uprising town make an immediate outlet for everything and a demand that cannot always be supplied.»

Ontario, Department of Agriculture. *New Ontario, Canada. Situation, Size, Climate, Products, Resources, Progress and Advantages*. Toronto, Department of Agriculture, 1910, p. 7.

Le ministère de la Colonisation du Québec ne présente pas les mêmes arguments. Il n'est pas sans faire souvent allusion aux valeurs morales de la vie agricole et fait valoir la colonisation comme oeuvre de survivance canadienne-française :

«L'agriculture et ses industries connexes, voilà le champ d'exploitation le plus varié, le plus vaste et en même temps le plus stable qui soit au monde. (. . .) Le cultivateur de la province de Québec, à de très rares exceptions près, est toujours propriétaire de la terre qu'il cultive. C'est ce qui explique son indépendance, son aisance et le bien-être qu'on retrouve chez lui. Au point de vue intellectuel il est plus développé, plus ouvert et plus apte à l'étude des méthodes qui peuvent améliorer son sort que l'ouvrier des villes. La terre qu'il exploite lui offre sans cesse l'occasion de calculer, de réfléchir et de s'instruire. L'ouvrier au contraire, est généralement passif. Courbé sur le travail qu'un chef lui a tracé, il trouve moins d'occasions de cultiver son esprit.»

Québec, ministère de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries. *Monographies paroissiales. Esquisses de quelques paroisses de colonisation de la province de Québec*. Québec, ministère de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, 1912. p. 6 et 8.

«Ces régions s'offrent à eux comme autant de petits Nord-Ouest où ils continueront l'oeuvre des ancêtres en fondant un foyer, une paroisse, menant toujours cette bonne vie canadienne-française dans toute sa fraîcheur et dans des conditions d'existence matérielles améliorées.»

Pelland, A. *La colonisation dans la Province de Québec. Esquisse des régions à coloniser*. Québec, ministère de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, 1910. p. 6.

Grand Trunk et le _Canadian Northern_ nationalisés durant la Première Guerre, amène une plus grande utilisation de _Longlac Cut-off_ tant pour le transport des marchandises que pour celui des passagers. Cette réduction du trafic a des effets sur maints petits centres ferroviaires et surtout à Cochrane dont la population décroît de 3 963 en 1931 à 2 844 en 1941.

«Canadiens français, ne quittez pas vos fermes pour aller vivre dans les villes au milieu de la poussière des manufactures et du cri strident des usines, mais si la terre paternelle ne peut donner place à tous les frères, si pour une raison quelconque vous abandonnez le sol natal, venez au Temiscaming, venez dans l'Abitibi. Vous agrandirez et enrichirez le domaine de la province, vous augmenterez sa population, vous vivrez au milieu de vos charitables compatriotes, vous parlerez notre belle langue française, vos enfants l'apprendront ainsi que leur religion dans des écoles dirigées par des institutions catholiques.»

Caron, I. *Un Nouveau Centre de colonisation. L'Abitibi*. Québec, ministère de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, 1915. p. 59.

Pour une comparaison de la propagande officielle et de la politique des gouvernements ontarien et québécois en faveur de la colonisation, on pourra consulter l'article suivant, d'où nous avons puisé les extraits qui précèdent :

Gourd, Benoit-Beaudry. «La colonisation des *Clay Belts* du Nord-Ouest québécois et du Nord-Est ontarien. Étude de la propagande des gouvernements du Québec et de l'Ontario à travers leurs publications officielles. (1900-1930)», dans *Abitibi – Temiscamingue : quatre études sur le nord-ouest québécois*, de M. Asselin *et al.* Coll. «Les Cahiers du Département d'histoire et de géographie» nº 1. Rouyn, Collège du Nord-Ouest, 1974. p. 1-25.

Voir aussi :

Lower, A.R.M. *Settlement and the Forest Frontier in Eastern Canada*. Coll. «Canadian Frontiers of Settlement» nº IX. Toronto, Macmillan of Canada, 1936. p. 58-112.

On pourra également comparer les deux tracts suivants :

Roussell, P.M. *Guide du Colon du Nouvel-Ontario*. Montréal, Imprimerie des Sourds-Muets, 1925.

Nixon, W.G. et R.H. Clemens. *Hints to Settlers in Northern Ontario*. Toronto, (s.n.), 1916.

En dehors de la propagande officielle, certains cercles canadiens-français donnent à la colonisation du Nord québécois et ontarien un sens qui n'est pas sans rappeler les arguments franco-québécois des années 1880 au sujet de la colonisation canadienne-française du Nipissing jusqu'au Manitoba. En effet, devant le flot d'immigrants que la politique du gouvernement Laurier a fait venir au Canada – quelque 1 500 000 entre 1901 et 1911 dont à peine 30 000 de langue française – plusieurs groupes du Québec craignent de voir la nationalité canadienne-française perdre de son importance. La revanche des berceaux ne saurait suffire à maintenir un équilibre surtout que l'on prévoit une immigration

---

Le texte suivant est significatif :

«Préparer l'avenir»

«Notre émigration fut une faute immense, insensée, irréparable. Il faut l'admettre et en tirer une leçon plutôt que des larmes qui ne guérissent rien. Sous peine d'anéantissement total de notre race, nous devons mettre un terme à l'aveuglement des individus, à l'inertie des sociétés nationales, à la nullité gouvernementale qui ont rendu possible cette atroce dispersion, pire que celle des Acadiens. Notre plus grand persécuteur ce n'est ni Murray, ni Craig, ni Durham, ni celui-ci, ni celui-là, c'est nous-mêmes, les exécuteurs de cette abominable déportation qui démembre nos familles aussi sûrement que le grand dérangement acadien de jadis.

«La proportion de notre race a toujours baissé au Canada : en 1901, nous formions encore 30.71% de la population; en 1911, nous tombons à 28.51%. Nous serions 55% si nos gens étaient restés au pays. De 1901 à 1911, la population totale du Canada s'est accrue de 34%, nous n'avons gagné que 24%. Il nous faut garder toutes nos forces chez nous si nous voulons surnager dans la marée montante.

«De tous côtés on prédit un saut énorme de l'immigration après la guerre : il y aura vingt millions de Canadiens dans le temps de le dire, prétend le Star de Montréal, et S.A.R. le duc de Connaught dans son discours d'adieu nous recommandait de choisir cette multitude d'immigrants en Grande-Bretagne pour que le Canada demeure bien britannique. Que pourrons-nous opposer aux navires pleins d'Anglais et aux convois pleins d'Américains sinon, comme toujours, nos rangées de berceaux?

«Ils ont besoin d'être nombreux, ces berceaux, et solides! Nos hygiénistes montent la garde auprès des frêles bercelonnettes des villes, tant mieux! Mais ce sont les vigoureux berceaux rustiques, les bons gros *bers* de colons décrits par M. Adjutor Rivard, «le vieux ber solide et bien berçant» taillé dans un érable et qui n'a pas le temps de remonter aux entraits du grenier, tant se succèdent drues les petites têtes blondes; ce sont les bers de la campagne qu'il faut aider à multiplier, non pas tant par des primes aux familles nombreuses, encore qu'elles soient excellentes et méritent d'être rétablies, que par l'établissement systématique de nos fils de cultivateurs sur les terres de colonisation où ils puissent s'agrandir à l'aise.»

Dugré, Alexandre. *Vers les terres neuves*. Montréal, Imprimerie du Messager, 1917. p. 21, 22.

accrue après la Première Guerre alors même que depuis le dernier quart du XIX[e] siècle, une bonne partie du surplus démographique des vieilles paroisses québécoises s'en va aux États-Unis. La colonisation des nouvelles terres au Québec et la «transplantation des surplus» dans le nord de l'Ontario jusqu'à Winnipeg-Saint-Boniface devient alors un moyen d'assurer la survivance canadienne-française dans un meilleur équilibre entre «les deux races» du Canada. Elle garantit en outre le *statu quo* socio-économique à l'intérieur du Québec, à la satisfaction des élites.

«Transplantons nos surplus»

«Cette belle expansion, dirigée par nos prêtres de 1866, au nord, au sud, à l'ouest et à l'est pour nous *relier aux Acadiens*, doit se continuer aujourd'hui et demain avec plus d'intensité que jamais. Il s'agit, en effet, de frayer un chemin à l'Église, de lui bâtir un pont solide entre Québec et le Manitoba par le Nord-Ontario, en bordant de paroisses catholiques, le Transcontinental depuis la Tuque et le lac St-Jean jusqu'au lac Nipigon, en accrochant le Témiscamingue. Cette fameuse bande de terre forte (*clay belt*, disent les Anglais) avec sa fertilité admirable peut nourrir, paraît-il, dix millions d'âmes, de quoi tailler plus de diocèses que nous n'en possédons actuellement au Canada. C'est une véritable Terre Promise où coulent le lait et le miel, où sont conviés les catholiques de toutes races, et où pourront se donner champ libre ces Canadiens Français qu'on se plaît à proclamer «les premiers défricheurs du monde», et auxquels on offre si peu l'occasion de se faire valoir.»

Dugré, Alexandre. *Vers les terres neuves*. Montréal, Imprimerie du Messager, 1917. p. 26.

Avant même la fin de la Première Guerre, le gouvernement ontarien tente aussi de stimuler le développement agricole du *Clay Belt* par un ambitieux plan de colonisation à l'intention des vétérans. Il réserve à cet effet six *townships* dont seulement un est effectivement colonisé. La *Kapuskasing Colony* est donc établie en 1917 dans le *township* O'Brien, tout près de la ferme expérimentale du gouvernement fédéral. En effet, en 1914, celui-ci décidait de placer en résidence surveillée les ressortissants des pays ennemis n'étant pas encore citoyens canadiens. Près de 1 250 sujets de l'Empire austro-hongrois et quelques prisonniers de guerre allemands étaient alors affectés à l'aménagement de la ferme expérimentale. En dépit de cet avantage, la *Kapuskasing Colony* devait se révéler un échec total. Parmi la centaine de colons venus s'établir, seulement neuf familles choisissent d'y demeurer quand, après enquête, le gouvernement met un terme à son plan de colonisation en 1920.

Une compagnie privée, la *New Ontario Colonization Colony,* n'a, volontairement, pas plus de succès. En recevant en 1912 deux *townships* près de l'emplacement actuel de Smooth Rock Falls, elle s'engage à installer seize colons par année sur 2 400 acres en retour d'un droit de coupe de bois. Une enquête instituée en 1920 révèle que 15 761 acres de forêts ont été

Connu sous le nom de « feu de Matheson», cet incendie fit des ravages plus ou moins étendus de Cochrane à New Liskeard. À ce sujet, on pourra consulter les journaux parus après le 29 juillet 1916, en particulier *Le Droit*.

Voir aussi un feuillet spécial du *Globe and Mail* :

Platiel, Rudy. «Canada's Worst Forest Fire : The Orange Wave of Death that Swallowed 223 lives». *Globe and Mail*, (27 juillet 1916).

Voici des extraits d'une lettre pastorale de M^gr^ É.A. Latulipe, évêque d'Haileybury :

«Deux cent neuf personnes[1] ont péri, emportées par la vague de flammes que poussait un vent de tempête le 29 juillet dernier. Cinq cent familles ont perdu tout ce qu'elles possédaient, maison, grange, moisson. Plusieurs écoles et chapelles ont été réduites en cendres avec tout ce qu'elles contenaient, et ce qui met le comble à notre douleur, un de nos prêtres a péri au milieu des flammes.

«Il arrivait d'Haileybury où le matin même il avait terminé sa retraite annuelle. En arrivant chez lui, il vit le danger qui menaçait le village et il hésita un instant avant de descendre du train. «Allons», dit-il, «pas de lâcheté», et il descendit. Quelques minutes plus tard le vent changea de direction et pendant que le train, avec ses trois cents passagers, échappait avec grandes difficultés au danger, le torrent de flammes se précipitait sur Nushka[2] et l'héroïque Monsieur Gagné périssait au milieu de ses ouailles, victime de son dévouement et martyr de sa charité.

«De quarante-huit maisons qu'il y avait dans cette jeune paroisse il n'en reste que douze. Le village entier a disparu, y compris la chapelle et l'école. À Cochrane, la ville a été en grande partie détruite et la campagne dévastée. Heureusement les édifices religieux ont été préservés, mais quatre-vingt fermiers ont perdu tout leur avoir et se trouvent sans abri et sans pain. À Iroquois Falls, soixante familles ont tout perdu, et l'église et le presbytère sont en cendres. À Ramore une douzaine de familles sont complètement ruinées. À Matheson le village est rasé et de même qu'à Ramore, la maison qui servait de chapelle avec tous les ornements du culte est devenue la proie des flammes. Quatre-vingt-onze fermes ont été brûlées aux environs de New Liskeard. Ce sont les endroits qui ont le plus souffert, mais il y en a beaucoup d'autres que le désastre a visités et où les colons ont tout perdu.»

CRCCF, C2/158/11. *Fonds Acfo. Lettre pastorale de Mgr. Élie Anicet Latulipe, évêque de Haileybury*. Haileybury, 8 septembre 1916. p. 2.

1. Le nombre de victimes a été par la suite établi à 223.
2. Aujourd'hui Val Gagné.

coupés mais que seulement 250 acres ont été défrichés, dont seulement 67 sont effectivement cultivés par sept familles à l'emploi de la compagnie.

La colonisation agricole du *Clay Belt* progresse lentement, essentiellement autour de nombreuses petites agglomérations alignées le long du chemin de fer. Des groupes d'immigrants s'installent ici et là, mais les Canadiens français forment bientôt la majorité de la population. Non seulement plusieurs terres s'avèrent-elles peu productives, mais le climat est rigoureux, les marchés sont loin et des catastrophes s'abattent parfois sur l'oeuvre des colons, comme l'incendie de Cochrane-Matheson en 1916.

Enfin, la crise économique des années 1930 stimule à nouveau la colonisation. D'une part, la participation du gouvernement ontarien au plan fédéral d'établissement de chômeurs sur des terres (plan Gordon) amène une centaine de nouveaux défricheurs, en provenance surtout de la région de Windsor. D'autre part, il semble que le mouvement de retour à la terre au Québec, en particulier les programmes de colonisation de l'Abitibi, tel le plan Vautrin, ait eu des retombées sur le *Clay Belt* ontarien.

En ce qui concerne les quelques programmes officiels du gouvernement ontarien pour stimuler la colonisation agricole, on pourra consulter :

Lambert, R.S. et P. Pross. *Renewing Nature's Wealth. A Centennial History of the Public Management of Lands, Forests and Wildlife in Ontario, 1763-1967.* Toronto, Ontario Department of Lands and Forests, 1967. Voir le chapitre 15 : «Settling New Ontario», p. 300-312.

Ontario Commission on Kapuskasing Colony. *Report, Commission of Enquiry, Kapuskasing Colony 1920.* Toronto, A.T. Wilgress, 1920. 15 p.

Les valeurs agricoles du *Clay Belt* continuent d'être vantées jusque durant les années 1940 :

Payette, Joseph. *Découvrons le Nord-Ontario : ses possibilités agricoles, commerciales, industrielles.* Montréal, Bureau des Missionnaires Colonisateurs, 1939. 34 p. J. Payette a été l'un des plus énergiques prêtres-colonisateurs du Nord-Ontario.

Hurtubise, J.-Raoul. «Les Canadiens français et le Nouvel-Ontario» dans *L'Oeuvre des tracts.* N° 244, octobre 1939. 16 p.

Curran, G.B. «Northern land of promises : five million acres of cut-over land available for settlement in Cochrane North district – twenty years of settlement proves what can be done». *Canadian Countryman,* 33 (septembre 1944) : 5, 36, 37.

Une analyse plus rationnelle des possibilités agricoles du *Clay Belt* est cependant entreprise à cette même époque. À ce sujet, voir :

Gosselin, A., et G.P. Boucher. «Some Aspects of Land Settlement in North Eastern Ontario». *The Economic Analyst,* 9 (avril 1939) : 24-29; 11 (juin 1939) : 35-37.

Kent, Jon. «Agriculture in the Clay Belt of Northern Ontarion». *The Canadian Geographer/Le Géographe canadien,* X (1961) : 117-126.

Les travaux suivants sur l'histoire de villes et villages du Nord font aussi état de la colonisation agricole. On y notera le déclin de l'agriculture et l'abandon des terres en faveur d'un regroupement autour de centres «industriels» essentiellement axés sur l'exploitation des ressources forestières.

Begley, M.F. *Cochrane d'hier à demain*. Cobalt, Highway Books, 1977. 104 p.

Marwick, Alice. *Northland Post : The Story of the town of Cochrane*. Oshawa, Maracle Printing Co., 1950. 341 p.

[Anonyme]. *The First Fifty Years*. Kapuskasing, King's Printing and Stationery, 1971. 116 p.

Peterson, Margaret. *Carved from the Forest. A history of Kapuskasing*. Kapuskasing, The Northern Times, 1967. 48 p.

Lagacé, Jean. *Héritage-Moonbeam*. Moonbeam, 1967. 85 p.

Coulombe, D.J. *et al. La Défriche Historique de la région du Nord-Est Ontarien comprenant les villages : Val Rita, Harty, Opasatika, Reesor, Lowther, Mattice, Fryatt, Val Côté, Hallebourg, Lac Ste-Thérèse, Hearst, Jogues, Coppell, Ryland*. Hearst, Imprimé par l'Évêché, 1974. 76 p. Il s'agit d'un travail basé sur des interviews de gens de la région. Ces témoignages sont d'une grande valeur mais la mémoire de personnes âgées faisant parfois défaut, des inexactitudes se sont glissées dans la version finale rédigée par des étudiants. Depuis sa fondation en mars 1976, le journal *Le Nord* de Hearst a reproduit ce texte, auquel il ajoute périodiquement d'autres comptes rendus d'entrevues riches en renseignements sur la région.

Très tôt, l'exploitation forestière fait partie de la vie quotidienne dans le *Clay Belt*. D'une part, les colons coupent le bois de leur terre pour approvisionner de nombreuses petites scieries orientées vers le marché local. D'autre part, de grandes compagnies ne tardent pas à obtenir des concessions pour la production de bois de pulpe et de papier. Là encore, au moins l'hiver, des colons s'impliquent dans le travail en forêt, soit directement pour les grandes compagnies, soit indirectement par l'intermédiaire de nombreux «jobbeurs» ou de quelques coopératives. Essentiellement recrutés dans le milieu rural environnant, les employés des moulins de pâtes et papier se regroupent autour de «*company towns*» qu'habitent le personnel spécialisé et les cadres de la compagnie.

Dès 1912, F.H. Anson obtient une immense concession de bois autour du lac Abitibi. Profitant des chutes pour produire l'énergie électrique, il installe à Iroquois Falls un moulin de pâtes et papier – pendant longtemps le plus important du monde – et jette les fondements de l'empire de l'*Abitibi Power and Paper* en se procurant la *Mattagami Pulp and Paper* érigée à Smooth Rock Falls en 1916. Au cours des années 1920, l'*Abitibi Power and Paper* fait l'acquisition de plusieurs autres moulins et concessions, dont ceux de Sturgeon Falls, Espanola et Sault-Sainte-Marie.

L'exploitation forestière de la partie centrale du *Clay Belt* ontarien est dominée par la *Spruce Falls Power and Paper*. Formée en 1920 et de-

---

Sur le développement de l'industrie forestière qui devient bientôt la principale activité économique dans le *Clay Belt*, on consultera :

Lambert, R.S. et P. Pross. *Renewing Nature's Wealth. A Centennial History of the Public Management of Lands, Forests and Wildlife in Ontario, 1763-1967*. Toronto, Ontario Department of Lands and Forests, 1967. Voir surtout le chapitre 13 : «Pulp and Paper – A New Forest Industry» et la quatrième partie : «Managing Natural Resources 1941-1966».

On pourra trouver d'utiles renseignements à même le vocabulaire utilisé par les francophones dans l'exploitation forestière :

Germain, Doric. «Le vocabulaire français des travailleurs en forêt du Nord-Est ontarien». *Boréal*, (1976) : 13-49.

Très peu d'études traitent de la communauté francophone du *Clay Belt*, pourtant majoritaire. Familier avec les méthodes de sociologie et d'histoire, S.D. Clark a analysé la position des Canadiens français dans les communautés industrielles du Nord ontarien et québécois. On ne manquera pas de consulter les trois versions de son étude :

Clark, S.D. *The Position of the French-Speaking Population in the Northern Industrial Community. (Report presented to the Royal Commission on Bilingualism Section)*, 1966. 107 p. Cette première version consacre plusieurs pages à la description sociolinguistique et socio-économique de la population venue dans le Nord, soit dans le cadre du mouvement de colonisation agricole, soit lors de l'expansion des communautés industrielles. L'analyse porte ensuite sur la position des Canadiens français dans la croissance de ces petites villes industrielles en comparant Kapuskasing et Timmins (Ontario) à Noranda et Dolbeau (Québec).

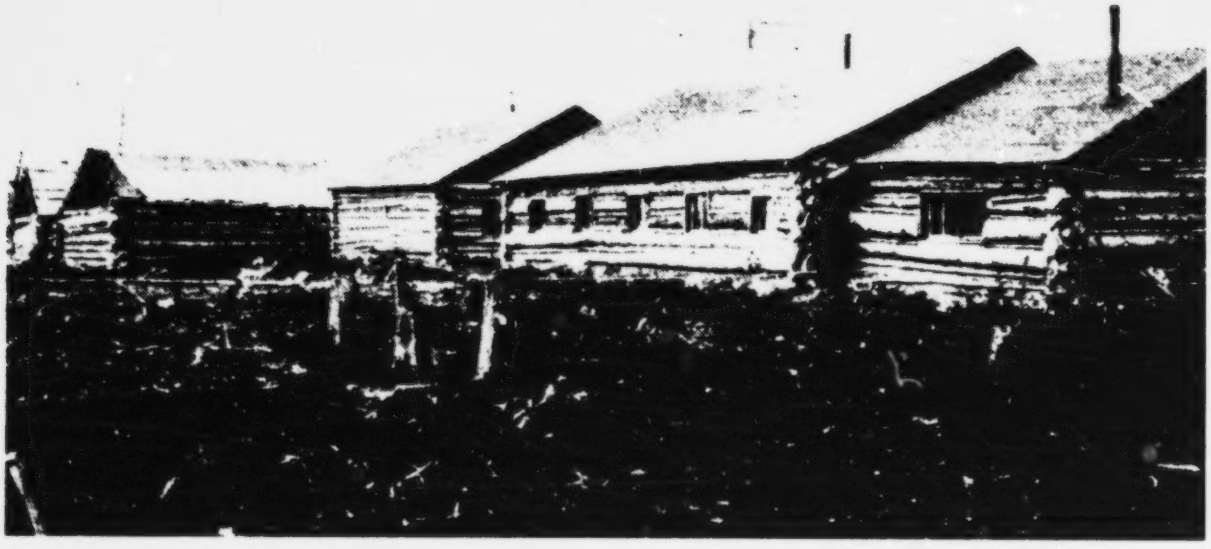
Sous le même titre, S.D. Clark publie deux autres versions de son travail ; si les idées et l'analyse s'apparentent à celles de la première version, les données d'ordre historique et statistique y ont été presque toutes retranchées. Voir ces articles dans :

Ossenberg, R.J., dir. *Canadian Society : Pluralism, Change and Conflict*. Scarborough, Prentice-Hall, 1971. p. 62-85.

Clark S.D. *Canadian Society in Historical Perspective*. Toronto, McGraw-Hill Ryerson, 1976. p. 91-114.

venue en 1926 propriété conjointe de la *Kimberley-Clark* et du *New York Times*, la compagnie érige son moulin de pâtes et papier à Kapuskasing. L'influence de la *Spruce Falls* s'étend bien au-delà de la petite «ville de compagnie» qui s'érige à proximité du moulin : tandis qu'en dehors des limites de la ville, à Brunetville et à Val Albert, se regroupe une population essentiellement canadienne-française, le travail en forêt emploie lui aussi de la main-d'oeuvre francophone, d'abord de façon saisonnière, l'hiver, puis de plus en plus à plein temps au fur et à mesure que baisse l'activité agricole dans la région.

Carrefour des chemins de fer de l'*Algoma Central* et du Canadien National, Hearst est tout autant dominé par l'industrie forestière mais subit moins l'emprise directe des grandes compagnies. De petits entrepreneurs francophones se taillent une place dans la production de bois de pulpe et surtout dans le bois de sciage qu'ils expédient sur le marché torontois. Les entreprises des Fontaine, Lecours, Gosselin et Lévesque amassent au cours de leur trentaine d'années d'existence des capitaux qui leur permettent de lancer de nouvelles compagnies vouées à une utilisation plus diversifiée des ressources forestières : contre-plaqué et bois pressé.



L'hôpital de Hearst, vers 1912

Album-souvenir du cinquantenaire de la paroisse Notre-Dame-de-l'Assomption, Hearst, 1969, p. 47.

Siège de la préfecture apostolique du nord de l'Ontario (1919) puis du diocèse auquel il laisse son nom (1939), Hearst se dote d'un collège classique (séminaire de Hearst) en 1953. Depuis vingt-huit ans, cette institution, aujourd'hui affiliée à l'université Laurentienne de Sudbury, assume une part du leadership en matière d'éducation et de culture. En outre, par le nombre de diplômés qu'elle injecte dans la région, elle fournit des cadres sociaux à la population francophone.

Adjacent à l'agglomération de Hearst, le *township* Hanlan marque la limite ouest du territoire ouvert à la colonisation dans le nord de l'Ontario, si l'on excepte ici la région du Nord-Ouest dont nous avons traité antérieurement (p. 124-127). Entre Hearst et Thunder Bay, il y a certes quelques îlots de peuplement, mais ils ne sont pas nés du mouvement général de colonisation. Ils doivent leur existence à l'exploitation forestière (Longlac, Beardmore), aux découvertes minières (Geraldton, Manitouwadge) ou à la construction de relais de chemin de fer (Hornepayne).

On trouvera quelques renseignements sur cette vaste région charnière entre le Nord-Est et la région de Thunder Bay dans :

Ontario, ministère des Richesses naturelles. *Background Information and Approach to Policy*. Toronto, ministère des Richesses naturelles, 1974. 130 p.

Easton, J. *et al. A Trip Down Memory Lane. Hornepayne 1928-1978*. Hornepayne, 1978. 78 p.

En somme, les grands projets de colonisation francophone du nord de l'Ontario n'ont pas atteint leur objectif. Si des Canadiens français ont débordé le grand *Clay Belt* dans des centres d'exploitation forestière et minière tels Longlac et Geraldton, ils n'ont pas, comme l'a avancé l'école de pensée clérico-nationaliste, établi les maillons d'une chaîne de peuplement francophone qui aurait rejoint Winnipeg-Saint-Boniface. Ainsi Winnipeg n'aura été qu'une obsédante frontière du Canada français.

Le Nord ontarien n'en demeure pas moins une vaste région occupée en grande partie par des francophones. Tant dans l'axe Mattawa-Sudbury que dans celui de Mattawa-grand *Clay Belt,* les Franco-Ontariens, en proportion importante presque partout et majoritaires en maints endroits, font leurs les propos du poète et s'attachent avec acharnement à vivre «Au Nord de [leur] vie (. . .) aux quatre vents de l'avenir possible».[3]

[3] Dickson, Robert. *Au Nord de notre vie.* Sudbury, Éditions Prise de Parole, 1975. Poème-affiche.

Récapitulation

Au temps de l'Empire français d'Amérique, les Pays d'en haut sont avant tout un territoire d'exploitation de la colonie laurentienne, un arrière-pays d'autant plus riche qu'il contient et donne accès à d'inépuisables réservoirs à fourrures et qu'il est facilement accessible par le double réseau hydrographique du Saint-Laurent et de l'Outaouais. Très tôt cependant, à la baie d'Hudson comme sur les Grands Lacs, le maintien des frontières exige la présence combinée de militaires et de trafiquants. Des colons les suivent dans le réseau de postes de traite ou de défense qu'ils ont mis au point et donnent naissance à quelques établissements permanents comme celui de la Pointe de Montréal, en face de Détroit. L'Église est présente également : ses missionnaires établissent souvent les premiers contacts avec les autochtones tandis que ses curés desservent les communautés françaises et indigènes établies autour des forts.

Lorsque la France se retire de l'Amérique en 1763, elle abandonne dans les Pays d'en haut quelques colons français, voyageurs et missionnaires. Elle laisse aussi un pays exploré et connu pourvu d'un réseau de communication intimement lié à la vallée laurentienne. Lorsque le conquérant retranche les Pays d'en haut de la *Province of Quebec,* il menace l'existence de ce réseau et le rend vulnérable aux velléités d'occupation des marchands de New York et d'Albany. Maintes fois contestée et compromise depuis l'Acte de Québec, tant à l'époque des guerres de l'Indépendance américaine et de 1812 qu'au moment de la construction des canaux et des chemins de fer, cette articulation Québec-Ontario s'est maintenue.

Les Canadiens français venus en Ontario au cours des XIX^e^ et XX^e^ siècles suivent les mêmes routes que leurs ancêtres de la Nouvelle-France. Dans l'enclave sud, ils sont attirés au tournant du siècle par la civilisation industrielle. En 1971, ils sont 299 000 d'origine française – contre 218 000 dans l'Est et 220 000 dans le Nord – mais ne représentent que 5% d'une population totale de descendance majoritairement loyaliste, post-loyaliste et européenne. Là plus qu'ailleurs dans la province, ils se sont le plus souvent établis dans des communautés déjà existantes et dans des cadres économiques et urbains déjà structurés.

L'Est a reçu sa population francophone à la faveur de l'exploitation forestière, de la colonisation agricole et de la croissance urbaine d'Ottawa. Plus de 90% des 218 000 personnes d'origine française de l'Est vivent à l'est de la ligne Ottawa-Cornwall en bordure de l'Outaouais et du Saint-Laurent. Ainsi concentrés autour de cet axe de communication relié de longue date à la vallée laurentienne, ils se sont développés dans une relative homogénéité linguistique et ont pu se doter de solides institutions socio-culturelles.

Les Canadiens français se sont aussi avancés sur les routes du Nord (Mattawa-Sudbury et Mattawa-grand *Clay Belt*) et ont affirmé leur présence dès les premières étapes de la colonisation agricole et de l'exploitation des ressources naturelles, la forêt d'abord mais aussi les mines. Plus de 90% des 220 000 habitants d'origine française du Nord sont établis à proximité de ces deux grandes voies d'accès. Fortement représentée et même majoritaire dans le grand *Clay Belt,* la population francophone du Nord s'est aussi dotée d'institutions et de cadres culturels relativement homogènes.

En somme, des Canadiens français viennent s'établir en Ontario, le plus souvent le long des voies de communication les mieux soudées à leur province d'origine. Quittant celle-ci pour des raisons d'ordre économique, ils apportent avec eux le bagage culturel propre à l'époque où ils abandonnent leurs paroisses. Au départ, contrairement à l'immigrant qui sent au moins confusément que son être culturel devra s'adapter ou céder aux moeurs et coutumes de la terre d'adoption, ils ont plutôt conscience de se déplacer dans leur propre pays, d'ailleurs des élites les suivent ou les y ont précédés. Plus difficilement dans les milieux urbains et industriels du Sud, mais avec une relative facilité dans l'Est, ils transplantent rapidement institutions et cadres de vie socio-culturels, sinon économiques, qui leur sont familiers ou que des liens continus avec les ports d'attache québécois leur font connaître : paroisses, écoles, coopératives, caisses populaires. Le milieu mixte de colonisation agricole et d'exploitation forestière ou minière permet une transplantation socio-culturelle semblable dans le Nord.

Ressources complémentaires

La présente liste suggère certaines ressources complémentaires qui seront très utiles aux lecteurs. Il va de soi qu'elle n'est pas exhaustive.

Ouvrages fondamentaux

Actes du colloque sur la situation de la recherche sur la vie française en Ontario. Tenu à l'Université d'Ottawa les 28 et 29 novembre 1974. Montréal, Ottawa, Association canadienne-française pour l'avancement des sciences, Centre de recherche en civilisation canadienne-française, 1975. 277 p.

Allaire, Yvan et Jean-Marie Toulouse. *Situation socio-économique et satisfaction des chefs de ménage franco-ontariens.* Vol. I de *Recherche sur la situation économique des Franco-Ontariens.* Ottawa, ACFO, 1973. 182 p. 150 pages en annexe.

_____. *Situation socio-économique des Franco-Ontariens.* Vol. II de *Recherche sur la situation économique des Franco-Ontariens.* Ottawa, ACFO, 1973. Polycopié.

Savard, Pierre *et al. Cultiver sa différence. Rapport sur les arts dans la vie franco-ontarienne.* Toronto, Conseil des arts de l'Ontario, 1978. 225 p.

Schull, Joseph. *Ontario since 1863.* Coll. «Ontario Historical Studies», Toronto, McClelland and Stewart, 1978. 400 p.

Centres de ressources

Centre de recherche en civilisation canadienne-française
Université d'Ottawa
65, rue Hastey
Ottawa (Ontario)
K1N 6N5

Responsable :
Pierre Savard
Directeur

Centre franco-ontarien de folklore
Université de Sudbury
Sudbury (Ontario)

Responsable :
Germain Lemieux, s.j.
Directeur

Centre franco-ontarien de ressources pédagogiques
339, rue Wilbrod
Ottawa (Ontario)

Responsable :
Gisèle Lalonde
Directrice

Institut franco-ontarien
École des Sciences de l'éducation
Université Laurentienne
Sudbury (Ontario)

Responsable :
Benoît Cazabon
Directeur

NORDINORD
Institut nord-ontarien de recherche et de développement
Collège universitaire de Hearst
C. P. 580
Hearst (Ontario)

Responsable :
Gilbert Héroux
Directeur

Société historique du Nouvel-Ontario
Université de Sudbury
Sudbury (Ontario)

Responsable :
Robert Toupin
Président

Les musées, les archives publiques et les bibliothèques.

Revues et magazines

Boréal. Hearst, Collège universitaire de Hearst, 1974-.

Bulletin du Centre de recherche en civilisation canadienne-française. Ottawa, Université d'Ottawa, 1970-.

Ébauches. Ottawa, 260, rue Dalhousie, pièce 204, 1973-.

Laurentian University Review/Revue de l'Université Laurentienne. Sudbury, université Laurentienne, 1971-.

Revue de l'Université d'Ottawa. Ottawa, Université d'Ottawa, 1931-.

Journaux

Bonjour chez-nous. Hebdomadaire. 1976-. Rockland, 677, rue Laurier.

Le Carillon. Hebdomadaire. 1947-. Hawkesbury, 176, avenue Canada Atlantic.

Le Droit. Quotidien. 1913-. Ottawa, 375, rue Rideau.

Franco-Tem. Hebdomadaire. 1977-. New Liskeard, 18 nord, rue Paget.

Le Goût de vivre. Bimensuel. 1972-. Penetanguishene, C. P. 58.

Le Journal de Cornwall. Hebdomadaire. 1977-. Cornwall, 119, chemin Montréal.

L'Observateur canadien. Bimensuel. 1976-. Toronto, C.P. 127, Succursale «F». (Publié à l'origine sous le nom de *Hamilton Express.*)

Le Rempart. Hebdomadaire. 1966-. Windsor, 2418, avenue Central.

Le Temps. Mensuel. 1979-. Ottawa, 500-325, rue Dalhousie. (Publié au siège social de l'Association canadienne-française de l'Ontario, il est inséré dans les journaux francophones de la province.)

L'Express. Hebdomadaire. 1976-. Toronto, C. P. 127, Succursale «F».

Le Voyageur. Hebdomadaire. 1968-. Sudbury, C. P. 1180.

Le Nord. Hebdomadaire. 1966-. Hearst, 922, rue Prince.

Inventaires, répertoires et guides

Association canadienne-française de l'Ontario. *Bottin des organismes franco-ontariens.* Ottawa, Association canadienne-française de l'Ontario. 1976. 628 p.

Association des enseignants franco-ontariens. *Projet PRO-F-ONT.* 14 fascicules. 1978. Édition de rodage de dossiers historiques sur Orléans, Casselman, Cornwall, Moonbeam, Smooth Rock Falls, Cochrane, Sturgeon Falls, Field, Saint-Charles (comté de Nipissing), Elliot Lake, Toronto et Penetang. Une douzaine de ces dossiers sont maintenant publiés par le Centre franco-ontarien de ressources pédagogigues.

Bucksar, Richard. *A Regional Bibliography of Social and Economic Development in Northern Ontario.* Ottawa et Toronto, Centre de recherche en anthropologie et ministère du Trésor et de l'Économie, 1968. 112 p.

_____. *Bibliography of Socio-Economic Development of Northern Ontario. Supplement.* Toronto, ministère du Trésor et de l'Économie, 1968.

_____. *Bibliography of Socio-Economic Development of Northern Ontario. Supplement.* Toronto, ministère du Trésor et de l'Économie, 1973.

Conseil des Affaires franco-ontariennes. *Annuaire franco-ontarien 1980-1981.* Toronto, Conseil des Affaires franco-ontariennes, 1980. 97 p.

_____. *Annuaire franco-ontarien 1979-1980.* Toronto, ministère des Services gouvernementaux, 1979.

Conseil des arts de l'Ontario/Ontario Arts Council. *Répertoire des Ressources artistiques Franco-Ontariennes.* 1977. 102 p.

Dionne, René. *Bibliographie de la littérature outaouaise et franco-ontarienne.* Coll. «Documents de travail du Centre de recherche en civilisation canadienne-française» nº 10, Ottawa, 1978. 91 p.

Émard, Michel. *Inventaire sommaire des sources manuscrites et imprimées concernant Prescott-Russell, Ontario.* Rockland, chez l'auteur, 1976. 172 p.

Fortin, Benjamin et Jean-Pierre Gaboury. *Bibliographie analytique de l'Ontario français.* Coll. «Cahiers du Centre de recherche en civilisation canadienne-française» nº 9, Ottawa, Éditions de l'Université d'Ottawa, 1975. 236 p.

French, Goldwin S. et Peter N. Oliver. *Ontario since 1867. A Bibliography.* Coll. «Ontario Historical Studies», Toronto, ministère des Collèges et Universités, 1973. 330 p.

Grimard, J. *et al. Inventaire des documents de l'Association canadienne-française de l'Ontario.* Vol. I. Coll. »Documents de travail du Centre de recherche en civilisation canadienne-française» nº 4, Ottawa, 1976. 204 p.

_____. *Inventaire des documents de l'Association canadienne-française de l'Ontario.* Vol. II. Coll. »Documents de travail du Centre de recherche en civilisation canadienne-française» nº 6, avec un index cumulatif des volumes I et II, Ottawa, 1978.

Index to the Publications of the Ontario Historical Society, 1899-1972. Toronto, Ontario Historical Society, 1974. 175 p.

MacLaren, Duncan. *Ontario Ethno-Cultural Newspapers, 1835-1972. An Annotated Checklist.* Toronto, University of Toronto Press, 1973. 234 p.

Morley, William F.E. *Ontario and the Canadian North, A Bibliography.* Toronto, University of Toronto Press, 1978. 326 p.

Ontario. Department of Tourism and Information. *Historic Ontario.* Compilé par le Department of Public Records and Archives, 1967. 84 p.

Ontario. Ministère des Affaires culturelles et des Loisirs. Division de la conservation du patrimoine. *Lieux historiques, musées, galeries d'art et plaques commémoratives de l'Ontario.* Toronto, ministère des Affaires culturelles et des Loisirs, 1978. 259 p.

Ontario. Ministère des Affaires culturelles et des Loisirs. Division de la conservation du patrimoine. *Ontario Historic Sites, Museums, Galleries and Plaques.* Toronto, ministère des Affaires culturelles et des Loisirs, [s.d.]. 88 p.

OTEO/OECA (Office de la télécommunication éducative de l'Ontario). *Catalogue VIPS.* Publication périodique décrivant les films disponibles.

Secrétariat d'État. Direction de la recherche et de la planification/Programme d'expansion du bilinguisme. *Bibliographie choisie sur les minorités francophones.* Ottawa, Secrétariat d'État, 1972. 2 fasc. non paginés.

Spencer, Loraine et Susan Holland. *Northern Ontario. A Bibliography.* Toronto, University of Toronto Press, 1968. 120 p.

Stelter, Gilbert et John Rowan. *Community Development in North Eastern Ontario. A Selected Bibliography.* Sudbury, université Laurentienne, 1972. 56 p.

Wong, Chuck. *A Checklist of University Theses on Northeastern Ontario/ Répertoire des thèses sur le Nord-est de l'Ontario.* Sudbury, bibliothèque de l'université Laurentienne, Collection spéciale, 1975. 45 p.

Index

Le présent index renvoie essentiellement aux noms des auteurs, personnages historiques et lieux apparaissant dans le guide, soit dans les documents cités, dans les suggestions bibliographiques ou encore dans les textes d'encadrement. L'astérisque indique qu'il s'agit d'un nom d'auteur.

Abitibi Power and Paper 145
Abitibi, région de l' 8, 143
Abitibi, lac 145
Acadie et Acadiens 29, 30, 71, 140
Acte constitutionnel de 1791 33, 100
Acte de Québec 32
Albany, poste 7, 9, 11, 59, 149
Alexis [Frère] (De Barbezieux) 71, 88
Algoma Central 126, 137, 146
Algoma, comté d' 105, 106
Algoma Steel 126
Algonquin, parc 97
Allouez, Claude (jésuite) 24, 25
Amherst, [Jeffrey] 19
Amherstburg, fort 54, 56
Amos 137
Angleterre 6, 19, 32, 38, 39, 41, 43, 54, 62, 76
Anson, F.H. 145
*Archambault, Jean 111
Argenteuil, comté d' 104
*Asselin, M. 8, 139
*Association canadienne-française d'éducation d'Ontario 62, 95
Association canadienne-française d'éducation d'Ontario 60, 95
*Association canadienne-française de l'Ontario 62, 95
*Association des hommes d'affaires canadiens-français de Welland 62
Assomption de la Pointe de Montréal, l' (paroisse) 27
Assomption de Sandwich, l' (paroisse) 26, 27, 55, 56
Astorville 149
Atlas Steel 62
*Auclair, E.-J. 88
Aulneau, [Jean-Pierre] (jésuite) 20
Aylmer, ville d' 60, 86

*Baine, Richard 116
*Baldwin, Doug 130
*Barnes, Michael 129, 134
*Bates, James H. 48
*Beach, Noël 120
Beardmore 147
*Beasley, N. 120
*Beaudoin, Thérèse 9
*Begley, M.F. 144
*Béland, Charles 125
*Bélanger, Roger 115, 116
Belle Rivière 57
*Berthelot, Louis 125
*Berthelot, M. 123
*Berton, Pierre 111
Besserer, Louis-Théodore 79
*Biraben, J.N. 4, 30
*Bishop, Morris 3
Blainville, Pierre-Joseph Celoron de 15
*Blais, Jean-Ethier 117
*Blanchard, Raoul 81, 85, 128
Blezard-Valley 125
Blind River 124-126
*Bocca, Geoffrey 134
*Boileau, Gilles 88-90
*Bond, Courtney C.J. 76, 80
*Bonin, N. 85
Bonnechère, rivière 96
*Bouchard, Louis-Joseph 62
*Boucher, G.P. 143
*Boucher, Micheline 129
Bouclier canadien 96, 98
Boulay, [Joseph] (famille) 122
*Bourassa, Andrée 85
*Bourgeois, C. 85
*Boutin, Suzanne 9
Bracebridge 97
*Brandt, Gail C. 122
*Brault, Lucien 76, 79, 80, 85, 88, 90
Brébeuf, Jean de (jésuite) 22
Bréhant de Galinée, René 5, 10
*Breighardt, Andrew F. 49
*Breithaupt, W.H. 49, 102
*Brennan, T.J. 81
Brown, George 4
*Brown, L. Carson 126, 130, 134
Bruce, péninsule de 41, 46
Brûlé, Étienne 3, 5
*Brunet, Henri 66
*Brunet, Michel 32
Brunetville 146
*Bucksar, R.G. 104
*Buies, Arthur 107, 110, 128
Buisset, Luc (récollet) 26
*Bureau fédéral de la statistique 72
Burlington, région de 50
*Butterfield, C.W. 3
By, [John] (colonel) 78
Bytown 46, 78, 79, 86

*Cadieux, Lorenzo 24, 122, 126
Caliander 111
Canada Company 40
*Canada. Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien 33
Canadian Cooper Ltd. 119
Canadian Northern 51, 124, 138, 139
Canadien National 138, 146
Canadien Pacifique 51, 57, 98, 101, 112, 113, 117, 119, 124, 125
Cantons de l'Est 108
*Careless, J.M.S. 48
Carillon, fort 19
Carleton 77, 86 *voir aussi* Ottawa-Carleton
Caron, [Hormidas] (jésuite) 113
*Caron, Ivanhoé 128, 139
*Caron, Vincent 56
*Carrière, Gaston 111
*Cartwright, D.G. 44, 86, 88, 91
Casselman 86, 88
*Casselman, A.C. 39
Casson, François Dollier de 10, 20, 58
Cataracoui *voir* Kingston
Cavelier de La Salle, Robert 10-23, 26, 34
Celoron de Blainville, Pierre-Joseph 15
Centre de recherche en civilisation canadienne-française 60, 66, 104
*Chamberland, Joseph 111
Chambly 19
*Champagne, Antoine 9
*Champlain, Samuel de 3
Champlain, Samuel de 2, 3, 20, 22
*Chaperon-Lor, Diane 103
Chapleau 124
Charbonnel, Mgr [Armand-François-Marie de] 60
Charest, Amable 65
*Chaunu, Pierre 2
*Chauvin, F.-X. 27
*Chénier, Augustin 128
Chevalier de Longueuil, Paul-Joseph LeMoyne, dit le 16, 21, 34
Chevalier de Troyes, Pierre de Troyes, dit le 9
*Cholette, Marins 112
*Cholette, [Nelson] 117
*Choquette, Robert 35, 57, 94
Chouagen, (Oswego, N.Y.) 17
Chouart des Groseilliers, Médart 6, 7
*Clark, S.D. 135, 145
*Claude, Charles E. 89
Clay Belt, grand et petit 134-138, 141-143, 145, 147, 149
*Cleary, Francis 55, 56
*Clemens, R.H. 139
*Clément, Henri 88
Clergue, Francis Hector 125, 126
Cobalt 112, 119, 129, 133, 134
Cochrane, comté et ville 101, 105, 112, 127, 137-139, 142, 143
Colbert, [Jean-Baptiste] 10
Coligny, amiral de 1
Collin, Jules (famille) 125
Collingwood 51
*Collins, Aileen 125
*Commission de la capitale nationale 80
Compagnie de Jésus, *voir* Jésuites
*Compagnie du Nord-Ouest 8, 64
Conception, résidence de la 22
Conquête, guerre de la 19, 54
Consolidated Lake Superior Company 125
Conti, fort *voir* fort Niagara
*Corbeil, Arthur-Joseph 111
Corbeil, village de 111
Corn Laws 44
*Cornell, Paul G. 19, 34
Cornwall 71, 75-77, 86, 89, 90, 149
*Côté, G. 116
*Côté, Louis (jésuite) 113
*Côté, Stéphane 116
*Coulombe, D.J. 144
*Courteau, Guy 122
*Cousineau, Mme Joseph-Émile 117
*Cowan, Helen, I 39
*Craig, Gerald M. 34, 39, 50
Craig, [James Henry] 140
*Creighton, Donald Grand 32
Crèvecoeur, fort 13
*Crichton, Vincent 124
*Cross, Michael S. 46, 49, 76, 81, 83
*Crouse, Nellis M. 9
*Cruikshank, E.A. 50
Cugnet, François-Étienne 8
*Curran, G.B. 143
Cyr, Joseph et Michel 84
*Cyrus, T. 76
Cyrville 84

Daillon, Joseph de La Roche (récollet) 29
Danforth, route 49
Daniel, Antoine (jésuite) 22
Daumont de Saint-Lusson, François 9
*Davies, B. 80
Davost, [Ambroise] (jésuite) 22
*De Barbezieux, A. (Frère Alexis) 88

*Dechêne, Louise 4, 5
Dejean, Philippe (notaire) 55
*De Jocas, Yves 85
Déléage, [Louis-François-Régis] (oblat) 109
*Denonville, Jacques-René de Brisay, marquis de 13
Denonville, Jacques-René de Brisay, marquis de 14, 29
*Deshaies, L. 139
*Desjardins, Paul 21, 23
Détroit, région et «établissements» du 14-16, 19, 25, 27, 30, 32, 39, 51, 54-56, 149
Détroit, rivière 16, 40, 54
Deux-Montagnes, comté de 86
Deux-Rivières, mission de 110
Deux-Rivières, rapide de 108
*Deverell, John 119
*Devine, Edward 24
*Dickson, Robert 148
*Dike, Marian Louise 134
Dionne, jumelles 111
*Dodds, Gordon 34
Dolbeau 145
Dollier de Casson, François 14, 26, 72
Don District 68
Don, rivière 68
*Donaldson, Andrew 134
Dorchester, Lord 68
*Dorian, Charles 122
*Doughty, Arthur G. 38
*Downey, Terence J. 126
*Dreiser, E. 125
Droit, Le (journal) 95
Drummond, île 63
Dubreuilville 126
*Dugré, Alexandre 141
Dulhut, Daniel Greysolon 7
Dundas, comté de 67
*Dunham, Aileen 42
Du Pont, François Gravé 2
*Dupuis, E. 116
*Dupuis, R. 123
Durham, [John George Lambton Lord] 140
*Dussault, Gabriel 107
*Duval, Monique 24

*Easton, J. 147
Eau Claire, mission d' 110, 111
*Eccles, W.J. 13
Eddy (compagnie) 82
*Edgar, J.D. 80
Edwards (compagnie) 82, 86, 90
*Eggleston, W. 80, 92
Elliott Lake 126
*Ells, S.C. 100
*Émard, Michel 88
Émery, [Édouard] 109
*Émery, Joseph 56
Empire Cotton Mill 61
Englehart 129
*Entremont, Clarence-J. d' 2
Érié, canal 50, 67
Érié, lac 10, 38, 40, 44-46, 49, 50, 56
Espanola 118, 125, 145
Essex, comté d' 38, 39, 43, 44, 54-57
*Evans, Robert 122

*Fabien Robineault, Josée 85
Falconbridge Nickel Co. 119
Fallon, Mgr Michael Francis 58
*Falmagne, Thérèse-Prince 14, 29
Farr, Charles C. 129
Feuille d'Érable, La (journal) 57, 58
*Firth, Edith G. 35, 38, 67
Fleury de la Gorgendière, Joseph 8
Fontaine (entreprise) 146
*Forest, [Fernand] 116
*Forget, J.U. 88
Fort William *voir* Thunder Bay
*Fortin, Benjamin 95
*Fox, Sherwood 24
*Frégault, Guy 7, 14
Frontenac, comté de 96
Frontenac, fort 12, 19, 25, 26, 29, 30, 34
Frontenac, [Louis de Buade, comte de Palluau et de] 10-14, 26
*Fuller, R.M. 54, 57
*Fullerton, D. 94

*Gaboury, Jean-Pierre 95
*Gagnon, G. 124
*Galinée, René Bréhant de 5, 10
Galinée, René Bréhant de 10, 20, 58
*Gard, A.A. 80
*Gates, Lillian F. 34, 42
Gatineau, rivière 82, 92
Gatineau, vallée et ville de 46, 89, 90
*Gauthier, Henri 120
*Gentilcore, Louis 34, 35, 59
Georgienne, baie 3, 17, 38, 41, 46, 51, 64, 82, 96-98, 112
Geraldton 147, 148
*Germain, Doric 145
*Gervais, Émile 111
*Giguère, Georges-Émile 3
*Gilmour, J.M. 48
*Gingras, Frédéric 22
*Giroux, Cécile 122
Glengarry, comté de 74, 75, 86-90
*Gobeil, D.A. 56, 64, 65
*Godbout, Arthur 26, 27
Golden Horseshoe 48, 49
*Goltz, Eillen 125
Gordon, plan 143
Gorgendière, Joseph Fleury de la 8
*Gosselin, A. 143, 146
*Gouin, Jacques 83
*Gourd, Benoît-Beaudry 8, 127, 135 139
Grand Tronc/Grand Trunk 50, 61, 65, 137, 139
Grands Lacs 8, 9, 19, 29, 30, 38, 43, 44, 97, 100, 109, 125, 149 *voir aussi* les noms respectifs des Grands Lacs
Gravenhurst 97, 112
Great Western Railway 51, 57
Green Bay (Wisc.) 17
Greysolon de la Tourette, Claude 7
Greysolon Dulhut, Daniel 7
Groseilliers, Médard Chouart des 6, 7
Grosse-Île 27
*Groulx, Lionel 2
Guéguen, Père 108
*Guenette, René 117
Guerre de 1812 59, 76, 77
Guigues, Mgr [Joseph-Eugène-Bruno] 86
*Guillet, Edwin C. 39, 50, 67
Guillet, Paul 8
*Guindon, René 95

Haileybury 112, 129, 130-133, 142
Haliburton 96, 98
Hall, Roger 34
*Hamelin, Jean 4, 5, 19, 34
*Hamil, Fred C. 63
Hamilton (famille) 86
Hamilton, région de 53, 72
Hanlan, canton de 147
*Harkness, R.G. 76
*Harman, Martin 57
Hastings, comté de 96
Haut-Saint-Laurent 9, 17, 19, 50
Haviland, [William] 19
Hawkesbury 74, 86, 88
*Head, C. Grant 81
Hearst 126, 137, 144, 146, 147
*Hébert, Gérard 4
Hennepin, Louis (récollet) 26
Héroux, Louis (jésuite) 113
*Higginson, M.A. 88
*Hodgins, Bruce W. 129
*Holland, Susan 104
Homepayne 147
Hudson, baie d' 5-8, 27, 100, 149
Hudson, Compagnie de la baie d' 6-8, 107
Hudson, rivière 9, 50
*Hughson, J.W. 81
Hull, région et ville de 60, 81, 82, 89, 90, 92-94
Humber, rivière 3
Huntsville 97
Huron, lac 6, 10, 38, 40, 45, 96, 98, 117, 125
Huron Tract 40
Huronie *voir* Hurons
Hurons 3, 5, 6, 20, 22, 24, 64
Hurtubise, J.-Raoul 143

Iberville, Pierre Le Moyne d' 7
Île-aux-Allumettes 3, 4
Immaculée-Conception de St. Catharines (paroisse) 63
Inco 119
Indépendance, guerre de l' 33, 38, 54, 76
*Innis, Harold A. 5, 130, 134
*Innis, Mary Quayle 47
Institut canadien-français 94
International Nickel Co. 118
International Pulp and Paper 90
Iroquois, tribu des 3, 5, 9, 10, 14, 24, 25
Iroquois, Falls 142

*Jackson, John N. 50
Janeville *voir* Vanier
Jessop Falls 86
Jésuites 20, 22-27, 64
Joachims, mission des 110
Johnson, William 13, 58
*Johnston, H.J. 39
Jolliet, Louis 11
*Jones, R.L. 44
*Joyal, A. 111
*Jurgens, Olga 3

Kaministiquia, poste de 7
*Kanarck, J. 125
Kapuskasing 106, 145, 146
Kapuskasing Colony 142
*Kaufman, Carl 125
Keepewa *voir* Kippewa
*Kennedy, Clyde C. 98
*Kennedy, W.K.P. 112
Kenora, district de 124
Kent, comté de 44, 53, 54, 56, 57
*Kent, Jon 143
Kenté *voir* Quinté
*Kerr, Donald G.G. 4, 24
*Kilroy, Margaret Claire 55, 57
Kimberly-Clark 146
Kingston, (Cataracoui) 10-13, 17, 26, 41, 50, 51, 67, 74-76, 77
Kippewa, lac 108
*Kirby, William 58, 59
Kirkland Lake 129, 130, 133-136

Labelle, Antoine (curé) 107, 109
*Laberge, Joseph Alfred 118
*Lacasse, Gustave (sénateur) 58
Lacasse, Gustave (sénateur) 58
*Lacasse, Maurice 57
*Lachance, André 9
Lachine 30
*Laflamme, Jean 7, 8
Lafontaine 52, 63-66
*Lafrance, Rose 89
*Lagacé, Jean 144
La Galette, poste de *voir* poste et ville de Prescott
La Galissonière, Roland-Michel Barrin, marquis de 14, 15, 17
*Lajeunesse, Ernest J. 14-16, 54, 55
La Jonquière, Jacques-Pierre de Taffanel, baron de Castelneau, marquis de 15, 17
Lake Shore, mine 160
Lalement, Jérôme (jésuite) 22, 23
*Lalonde, André 122, 123
Lamarche, Philippe 69
*Lambert, Louise 9
*Lambert, R.S. 34, 39, 45, 81, 98 117, 143, 145
Lambton, comté de 54, 57
*Lamontagne, Léopold 7, 26, 89
*Lamontagne, Roland 17
La Mothe-Cadillac, Antoine Laumet dit de 13, 14
*Lamoureux, Georgette 85
Lamoureux, Pierre (sieur de Saint-Germain) 7
Lanark, comté de 77, 82, 86
Lac des Bois 118
*Lanctôt, Gustave 2
La Richardie, Armand de (jésuite) 27
La Roche Daillon, Joseph de (récollet) 22
*Larocque, Marcel 111
La Rocque de Roberval, Jean-François de 2
Larose, Fred 130
*Larouche, F. 139
La Salle, Robert Cavelier de 2
La Sarre 137
*Latourelle, René 22
Latranche (Thames), rivière 56
Latulipe, Mgr Élie Anicet 142
Laumet, Antoine, La Mothe-Cadillac
La Vérendrye (famille) 8, 9
*Leblanc, Peter G. 24
*Le Bourdais, Donat 114, 120
Le Caron, Joseph (récollet) 21, 22
*Lee, Danielle J. 68, 71
Lee, William 58
Lefaivre 86
*Legault, Léo 116
Legault, Roland 89
*Leggett, Robert F. 78, 102
Legros, H. 111
Le Moyne de Longueuil (famille) 34
Le Moyne d'Iberville, Pierre 7
Lennox-Addington, comté de 38, 96
*Leroux, Roméo 116
*Leury, Jean 85
*Lévesque, Georges 117, 118
Ligue des Patriotes 58
London, comté de 39, 44
Long Point 40
Long Sault (Témiscamingue) 110, 129
Longlac 136, 147, 148
Longlac Cut-off 138, 139
*Longman, R.C. 39
*Longpré, Alfred 98
Longueuil, canton de 34
Longueuil, Le Moyne de (famille) 34
Longueuil, [Paul-Joseph Le Moyne dit] le Chevalier de 16, 21
L'Orignal, St-Jean-Baptiste de (paroisse) 34
L'Orignal, seigneurie de 44
Lorrain, Mgr N.Z. 109
*Lower, A.R.M. 46, 81, 98, 117, 139
Loyalistes 17, 32, 33, 39, 40, 56, 57 59, 76
*Lumby, J.R. 124
*Lynch, [Robert] 125

*McCormack, A.R. 102
*MacDougall, J.B. 134
MacFarlane, Leslie 129, 132
McNeil, Mgr [Neil] 60
Madawaska, rivière 96
*Mageau, Z. 117
Magnetawan, rivière 96
*Mahn-Lot, Marianne 2
*Main, O.W. 120
Malden, canton de 56
*Mandeville, Antonio 89
Manitoba 66, 141
Manitouwadge 147
*Marceau, J. Henri 112
Marchand, Jean Baptiste (sulpicien) 56
*Marchildon, Thomas 66
Marquette, [Jacques] (jésuite) 20
Marsolet, Nicolas 4
*Martin, Jean-Pierre 123
*Martin, Laurent 116
*Marwick, Alice 144
*Mary Margarita, soeur 20
*Mason, John 129
Matheson 136, 142, 143
*Mathieu, Jacques 10
Mattawa(n), rivière 3, 6, 96, 107, 109, 148, 149
Mattawa(n), ville de 100, 101, 107-111, 127, 129
*Maurault, Oliver 10, 25, 26
*Maxwell, Thomas R. 71
*Mayo, H.B. 94
Mennonites, secte des 39
*Mère Marie de Jésus 117
Merritt, William Hamilton 50
Méthodistes, secte des 39
Meuron, régiment de 60
Miami, fort 13
Miamis, tribu des 10
*Michaud-Régimbal, Rolande 117
Michigan, état du 25
Michigan, lac 6, 17, 63
Michillimakinac 6, 7, 25, 27, 63
*Miller, Roscal R. 50
Minnesota, plaines du 66
Mississipi, fleuve 10, 16, 23, 46
Mississipi, vallée du 10, 11, 29
*Mitchell, James 50
Mohawk, rivière 9
Moncton 137
Mond Nickel Co. 119
*Monet, Jacques 22
*Monette, D. 116
Monsoni, poste de 7
Montcalm, [Louis-Joseph de Saint-Veran, marquis de] 19
Montferrand, Jos. 83
Montréal 5, 9, 12, 13, 17, 19, 25, 51, 54, 57, 67, 91
*Moore, W.H. 95
Moosonee 112
Moraves, secte des 39
*Morris, J.L. 33
Moulin à fleur (Sudbury) 122
Mountjoy 134
*Mousseau, H. 85
*Murray, Florence 98
Murray, [James] 19, 140
Muskoka, rivière 96

Nakina 137
National Transcontinental 126, 136-138, 141
Nédelec, Jean-Marie (oblat) 108, 109
*Nelles, H.V. 103
*Nelligan, Francis J. 25
Népissingues, tribu des 4, 25
New Hampshire 76
New Johnston *voir* Cornwall
New Liskeard 129, 130, 133, 142
New Ontario Colonization Colony 142
New York, poste de 9, 11, 50, 149
New York Times 146
Newark 59
Niagara, fort 13, 17, 19, 39, 58, 59
Niagara peninsule du 43, 44, 52, 58 60-3
Niagara, rivière 13, 17
Niagara Falls 48, 50, 51, 60
Niagara West, établissement de 59
Nicollet, Jean 4, 5
Nipigon, lac 7, 8, 24, 25
Nipissing, comté de 96, 105, 106, 112, 115, 140
Nipissing, lac 3, 4, 96, 108, 109, 112
*Nixon, W.G. 139
Nolin, Jean-Baptiste (jésuite) 113
Noranda 145
Nord, Le (journal de Hearst) 144
Nord-Ouest, Compagnie du 8, 64
Norfolk, comté de 45

North Bay 97, 100, 101, 106-108, 111, 112, 117, 118, 121, 127, 130
North Channel 125
Nottawasaga, canton de 64
Nouë, Anne de (jésuite) 22
Nouvel-Ontario 48, 89, 107, 121
Nushka 142
*Nute, Grace Lee 7

Oblats de Marie-Immaculée 86, 110
O'Brien, canton d' 142
O'Dwyer, William C. 98
Office de la télécommunication éducative de l'Ontario (OTEO) 88, 104
*Oliver, Peter 94
Ohio 10, 59
*Ontario. Commission on Kapuskasing Colony 143
Ontario, comté d' 72
*Ontario. Department of Agriculture 138
*Ontario. Department of Lands and Forests 101
*Ontario Historical Society 38, 39
Ontario, lac 3, 10-12, 17, 19, 25, 26, 38, 40, 41, 44-46, 49-51, 58, 67, 77, 96
*Ontario. Ministère des Richesses naturelles 124
Ontario Northland Railway 101, 108, 112, 130, 133, 137, 138
*Ontario. Royal Ontario Nickel Commission Report 120
*Ontario. Temiskaming and Northern Ontario Railway Commission 137
Opeongo (route) 97
Ordre de Jacques-Cartier 94
Orléans 85
*Osborne, A.C. 64
Oshawa 72
*Ossenberg, R.J. 145
Ottawa région et ville d' 75, 79, 81-86, 89, 91-95, 107, 149 *voir aussi* Bytown
Ottawa-Carleton, comté de 74, 75, 94
*Ouellet, Fernand 19, 32, 34
Outaouais, rivière 3, 14, 29, 83, 96, 107, 149
Outaouais, tribu des 10, 27
Outaouais, vallée de l' 3, 4, 7, 27, 46, 78, 81-85, 90, 92, 94, 96-98, 101, 108, 112, 127, 129

*Pain, S.A. 8, 130, 134
Paincourt 56
*Paré, George 27
*Parent, Raynald 4
Paris, traité de 54
Parlement, colline du 79, 84
Parry Sound, comté de 96, 98
*Parry, J.H. 2
Patriotes, ligue des 71
*Payette, Joseph 143
*Peckham, Howard H. 54
*Pelland, A. 138
Pembroke 3, 74, 75, 97, 109
Penetanguishene 52, 63-66
*Perrault, Claude 7
*Perreault, Guy 128
Perrot, Nicolas 7
Perth 41
Petawawa, rivière 96
Peterborough 41, 46
*Peterson, Margaret 144
*Peyster, A.S. de 55
*Phelps, Edward 48
Plantagenet 86
*Platiel, Rudy 142
Pointe-aux-Roches 55, 56
Pointe de Montréal *voir* Windsor
Pointe Pelée 56
Poitras, Père 108, 109
Pontchartrain, fort 14
Pontiac (chef) 54
Pontiac (vicariat) 109
Porcupine 131
Port Arthur *voir* Thunder Bay
Port Dalhousie 60
Portland 51
Portneuf, Pierre Robinau de 17
Pouchot, [Pierre] 58
*Poulin, Gonzalve 62
Prescott, comté de 76, 81, 90, 115
Prescott, poste et ville de 25, 26, 45, 91
Prescott-Russel, comté unis de 74, 75, 86, 91
Présentation, fort de la 17, 19, 25
*Preston, Richard A. 26
Prieur, A. 117
Prince-Rupert 137
*Pross, P. 34, 39, 45, 81, 97, 102 117, 143, 145
*Proulx, Adolphe 126
*Proulx, Jean-Baptiste 128
Proulx, Jean-Baptiste 107, 109
Provincial Drainage Act 86
Prudhomme, fort 13
Puants, baie des 11, 17
Puisaye, Joseph Geneviève, comte de 60, 68

Quakers, secte des 39
Québec, Acte de 41, 179
*Québec. Ministère de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries 128, 138
Québec. Ministère de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries 138
Québec, poste et région de 12, 19-22, 24, 25, 29, 59, 61, 137
Québec, province de 32, 33, 84, 86, 138
Queenston 67
Quinté, baie de 17, 25, 39
Quinté, établissement de 25, 26

*Racette, O. 116
Radisson, Pierre-Esprit 6, 7
*Ragueneau, Paul 24
Rainy River, district de 124
*Rameau, E. 15
Ramore 142
Ramsey, lac 121
*Ray, D.M. 48, 88
*Raymond, Alphonse 122
Réciprocité, traité de 44
Reclus, O. 107, 109, 110
Récollets 22, 25-27, 64
*Reeds, L.G. 43
*Régimbald, Albert 72
Règlement XVII 58, 95
Renfrew, comté de 86, 96-98
*Renouvin, Pierre 2
Rice, lac 41
Richelieu, rivière 19
Richmond 77
Rideau, canal 76-78, 92, 93
Rideau, rivière 3, 92
*Riddell, R.G. 34
Riel, Louis 109, 129
*Rioux, Jean de la Croix 22
Rivard, Adjutor 140
Rivière-à-Gervais ou Rivière-de-la Vieille-Reine 16
Rivière-aux-Canards 55
Rivière-aux-Dindes 16
Rivière-de-la-Vieille-Reine 16
Rivière des Français 3, 6, 96
*Robert, D. 85
Roberval, [Jean-François] de La Roque de 2
*Robinson, Percy J. 18
Robinson, Peter 41, 77
Rockland 74, 82, 86, 90
Rockliffe, mission de 110
*Romanet du Caillaud, Nicolas Frédéric, «comte de Sudbury» 121
Romanet du Caillaud, Nicolas Frédéric, «comte de Sudbury» 146, 147
*Ross, A.H.D. 80
*Rossignol, Martin 85
Rouillé, Antoine-Louis de Jouy de 17
Rouillé, fort 17-19 *voir aussi* Toronto
*Rousseau, Jacques 4
*Roussell, P.M. 139
*Routhier, D. 88
Rouyn 134-136
*Rowan, John 103
*Rumney, George 116
Rupert, poste 7
Russell, comté de 74, 81, 90, 91, 115

*Saarinen, O.W. 123
Sacré-Coeur de Toronto (paroisse) 69, 70
Sacré-Coeur de Welland (paroisse) 60, 63
*Sagard, Gabriel (récollet) 22
Sagard, Gabriel (récollet) 22
*Saint-Amant, J.C. 123
Saint-Antoine-de-Padoue de Niagara Falls (paroisse) 63
Saint-Boniface 107, 109, 141, 148
St. Catharines 53-60
St. Clair, lac 55, 57
Saint-Denys (bourg) 23
Saint-François-Xavier (baie des Puants) 6
Saint-Germain, Pierre Lamoureux, sieur de 7, 10
Saint-Grégoire-de-Montmorency 61
Saint-Ignace 6
Saint-Jean (bourg) 23
Saint-Jean, fort 19
Saint-Jean-Baptiste (desserte) 56
Saint-Jean de Brébeuf de Port Colborne (paroisse) 63

Saint-Joachim, (paroisse) 56
Saint-Joseph, fort 13
Saint-Joseph, île 24, 63
Saint-Joseph, résidence de 22
Saint Joseph d'Orléans (paroisse) 84
Saint-Laurent, fleuve 3, 45, 76, 78, 81, 91, 149
Saint-Laurent, vallée du 5, 6, 29, 30, 32, 43, 86
Saint-Laurent *voir aussi* Haut-Saint-Laurent
Saint-Louys (bourg) 23
Saint-Lusson, François Daumont de 7
Saint-Maurice, forges du 8
Saint-Ours, rapides de 2
*Saint-Père, E. Rameau de 107-109
Saint-Pierre (desserte) 56
*Saint-Pierre, T. 57
Sainte-Anne (bourg) 23
Sainte-Croix, île 2
*Sainte-Gemma, Soeur 116
Sainte-Marie-aux-Hurons, résidence de 22-24
Sainte-Philomène du Lac Talon 111
*Salone, Émile 6
Sandwich 27, 56
Sarnia 51, 53, 57, 98
Sault-Montmorency 60
Sault-Saint-Louis *voir* Lachine
Sault-Saint-Marie 7, 11, 98, 100, 101, 106, 121, 124-127, 137, 145
*Savard, J. 125
*Savard, Pierre 37, 53, 74, 106
*Savignac, [Joseph-G.] 116
*Schull, Joseph 34
Seconde Guerre mondiale 71
*Séguin, L. 116
Shiners, guerre des 83
*Shortt, Adam 38
Shreiber 124
Silver Islet 100
Silvy, [Antoine] (jésuite) 20
Simcoe, comté de 46, 53, 66
Simcoe, John Graves 59, 61, 63
*Skelton, Oscar D. 51
Smith, Goldwin 92
Smooth Rock Falls 142, 145
Société de Colonisation du Témiscamingue 128
Société des Artisans 63
*Société historique du Nouvel-Ontario 104
Société Saint-Jean-Baptiste (Ottawa) 94
Société Saint-Jean-Baptiste 58, 63
Soulanges, comté de 65, 86
Spanish River Pulp and Paper Mills 118
Sparks, Nicholas 79
*Spencer, Loraine 104
*Spragge, George W. 97
Spruce Falls Power and Paper 145, 146
*Stelter, Gilbert A. 103, 120
Stormont, comté de 74, 75, 86-89
Sturgeon Falls 111, 118, 145
Sturgeon Falls Pulp and Paper 118
Sudbury, comté et ville de 100, 101, 105-107, 111-113, 115, 117-122, 124-127, 134, 136, 147-149
Sulpiciens 25, 27
*Sulte, Benjamin 83
Supérieur, lac 6, 7, 14, 25, 27, 100, 124, 126
Superior Junction 137
*Surtees, R.J. 33

*Tait, Terrence D. 129, 133
Talbot Road 40, 49
Talbot, Thomas 40
*Talman, J.J. 39
Talon, Jean 7
Talon, lac 109, 110, 147, 148
*Tanguay, Rosarie (sulpicien) 60, 63
*Tassé, Y. 123
Tay, canton de 66
Témiscamingue, fort 9
Témiscamingue, lac 109, 127, 129
Témiscamingue, région du 8, 107, 108, 126, 128-131, 133, 136, 139, 141
Temiskaming and Northern Ontario *voir* Ontario Northland Railway
Timiskaming, comté de 105, 106
*Textor, Lucy Elizabeth 60, 69
Thessalon 125
*Thibeault, Claude 54
*Thompson, John F. 120
Thorold 60
*Thrope, T. 117
Thunder Bay 98, 100, 101, 106 121, 124, 127, 137, 147
Timmins 106, 133-136, 145
Timmins, Noé 108, 110, 111
Tiny, canton de 64-66
Tonty, Henri de 13
Toronto 3, 17, 19, 48, 51-53, 67, 69-71, 92, 97, 101, 108, 112
voir aussi fort Rouillé et York
*Toupin, Robert 122
Tourette, Claude Greysolon de la 7
Transcontinental *voir* National Transcontinental
*Treadwell, N.H. 34
*Tremblay, Jules 85
*Tremblay, Laurent 95
Trent, rivière 45, 46, 50, 96
*Trigger, Bruce G. 24
Trois-Rivières, région de 65
Troyes, Pierre de, dit chevalier de 7
*Trudel, Marcel 2-4, 9, 19, 34
*Tulchinsky, Gérald 50
*Turner, W.B. 59

Union du Canada 94, 114
Union St-Joseph 94, 114
*United Steel Workers of America, local 6500 123
Université de Sudbury 104
Université d'Ottawa 66
Université Laurentienne (Sudbury) 104, 122, 147

*Vachon, André 4
Val Albert 146
Val Côté 144
Val d'Or 134
Val Gagné 142
Val Rita 144
*Vallières, Gaétan 95
*Van Every, Margaret 125
Vanier 85, 94
Vaudreuil, comté de 65, 86
Vaudreuil, [Philippe de Rigaud, marquis de] 13, 17, 19
Vautrin, plan 143
Vermont, état du 76
Verner 111
Viel, Nicolas (récollet) 22
*Voorkis, Ernest 10, 17

*Walker, David F. 48
*Walker, H. 80
Waterloo, comté de 39
*Watson, J.W. 44, 48
Welland, Association des hommes d'affaires canadiens-français de 62, 77
Welland, canal et rivière 50, 61, 67, 126
Welland, région et comté de 62
Wellington, Arthur Wellesley, duc de 77
Wentworth, comté de 72
White River 124
*Whitton, Charlotte 80
*Wilson, Alan 42
Windsor, région de 14, 27, 28, 41, 143, 149
Windsor, ville de 32, 55, 57, 58
Winnipeg 101, 107, 109, 124, 127, 136, 137, 141, 148
*Winter, J. Ralph 123
*Wong, Chuck 104
*Wood, H.A. 91
Wright, Philémon 82
Wyse, Lucien-Bonaparte 109, 110

York 17, 39, 59, 67, 68

*Zaslow, Morris 59, 100, 102, 105
*Zoltvany, Yves F. 7, 14, 17